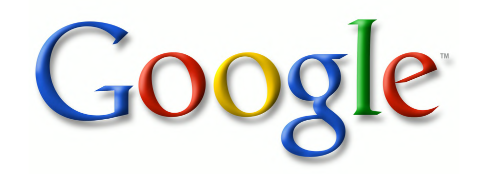
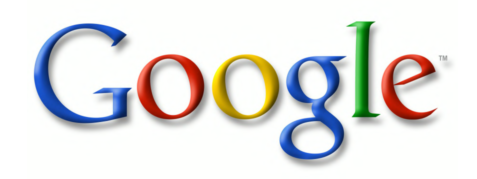
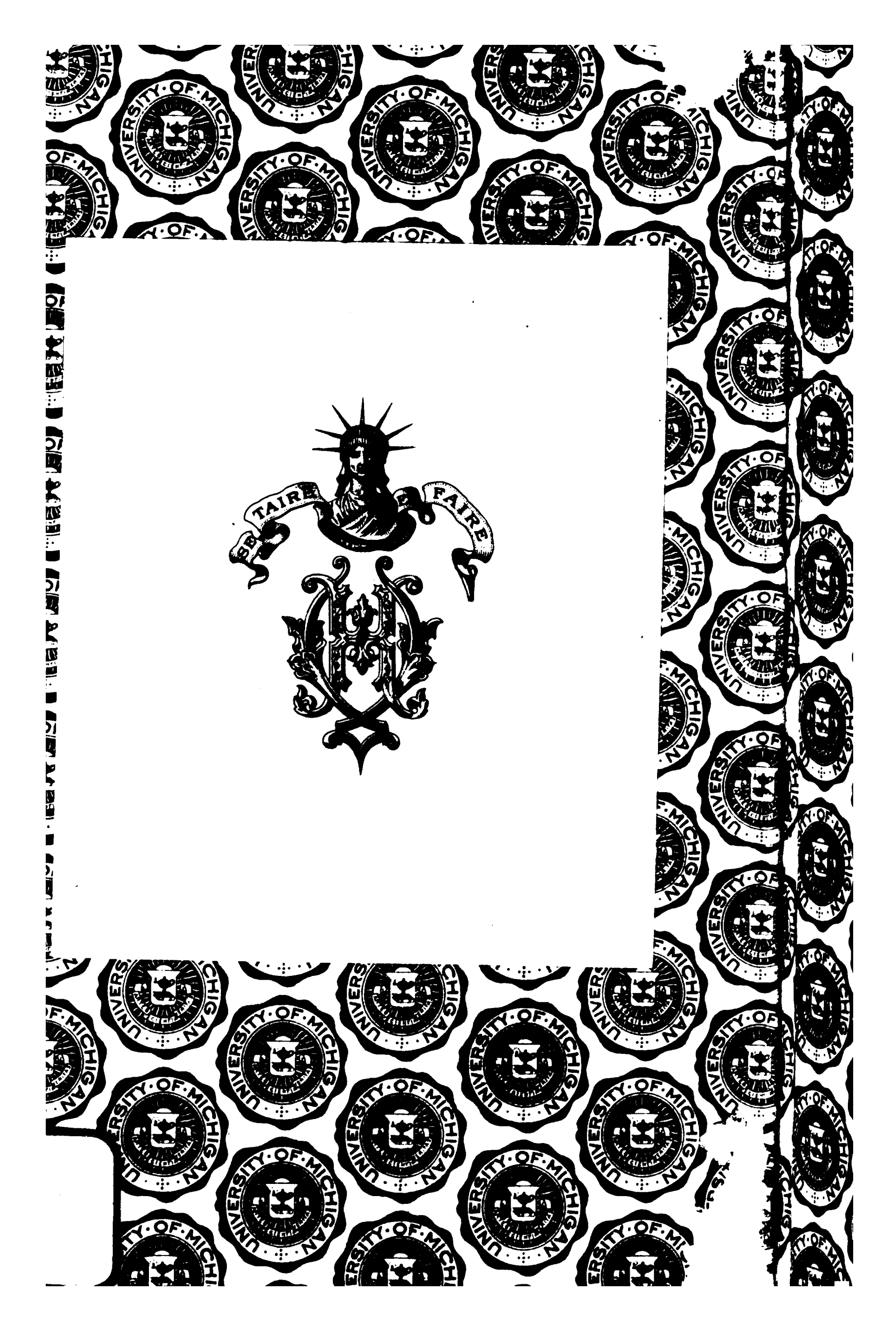
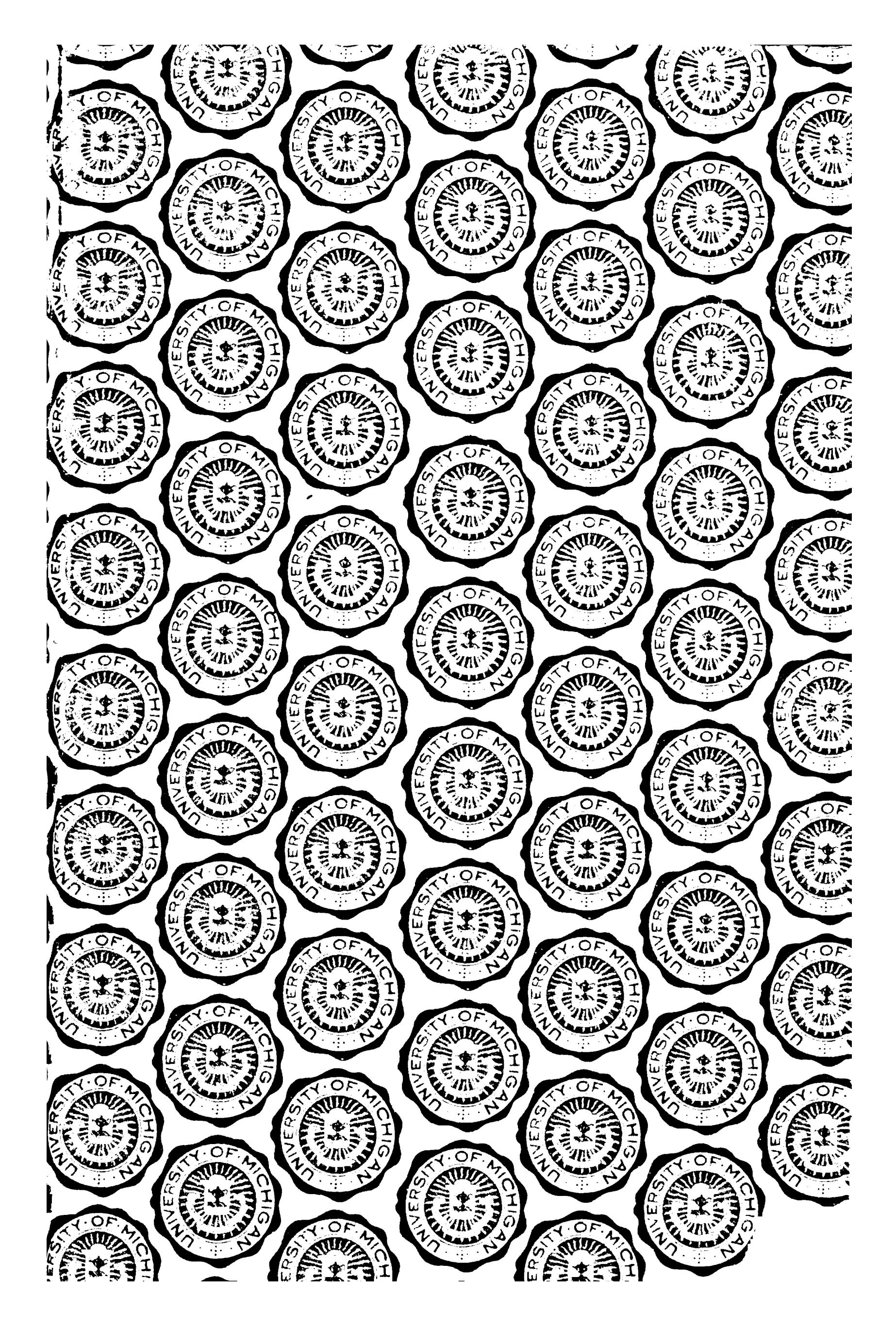

Google




UNIVERSITY OF MICHIGAN
SE TAIRE
FAIRE


UNIVERSITY OF MICHIGAN

HISTOIRE

DE

LA TURQUIE

BRUXELLES. — TYP. DE Ve J. VAN BUGGENHOUDT,
Rue de Schaerbeek, 12.

THÉOPHILE LAVALLÉE

HISTOIRE

DE LA

TURQUIE

SECONDE ÉDITION, REVUE, CORRIGÉE ET CONTINUÉE
JUSQU'EN 1856

TOME SECOND



PARIS

COLLECTION HETZEL

LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET Cie
RUE PIERRE-SARRAZIN, N° 14

1859

[illegible]

HISTOIRE

DE

LA TURQUIE

LIVRE TROISIÈME

(SUITE)

DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE JUSQU'A LA PAIX DE CARLOWITZ (1453-1699)

CHAPITRE V

RÈGNES DE SÉLIM II ET D'AMURAT III (1566-1595)

§ I. — *Sélim II, dit l'Ivrogne* (1566-1574). — *Révolte des janissaires.* — *Paix avec l'Autriche.*

Sélim II arriva le 24 septembre à Chalcédoine, d'où il envoya à Constantinople un messager chargé d'annoncer sa présence; ce fut ainsi qu'on apprit dans la capitale que Soliman avait cessé de vivre. Après avoir reçu au sérail l'hommage des principaux dignitaires, le nouveau sultan partit pour Belgrade, où l'armée

vint le saluer. Il parut, vêtu de deuil, pria auprès du char funèbre qui portait les restes de son père, et se retira en saluant à droite et à gauche, sans qu'il fût question du présent d'avénement. Les janissaires commencèrent à murmurer. « Les princes ottomans, disaient-ils tout haut, devaient, pour arriver au trône, passer sous le sabre des milices. » Néanmoins, ils continuèrent leur marche jusqu'à Constantinople; ce fut là que la révolte éclata. Quand le cortége du sultan se présenta à la porte de la ville, il la trouva obstruée par la foule compacte des janissaires. Le second vizir, le kapoudan-pacha, l'aga des janissaires et plusieurs autres grands officiers essayèrent vainement de calmer les mutins; ils se virent insultés et maltraités; la première cour du sérail fut envahie; le sultan fut obligé de se montrer. « Donne-nous! lui crièrent les soldats; cède à l'ancien usage. » Le présent d'avénement fut enfin accordé, et de nombreuses gratifications, distribuées aux officiers du sérail et aux oulémas, achevèrent d'épuiser le trésor. Ainsi s'ouvrit le règne du successeur de Soliman.

Sélim est le premier des sultans ottomans qui se soit trouvé tout à fait indigne du trône; il commence la série des princes fainéants dont la nullité personnelle a puissamment contribué à la chute de l'empire. Dès sa première jeunesse, il s'était abruti par l'usage immodéré du vin, et, lorsqu'il était gouverneur de Magnésie, on le désignait déjà par le surnom d'*Ivrogne*. Paresseux et lâche, il avait toujours préféré le repos du harem aux fatigues de la guerre; sa petite taille chargée d'embonpoint, son teint enluminé, sa physionomie insignifiante, en faisaient un vivant emblème de la décadence de la nation; il eut heureusement le bon esprit d'abandonner tous les soins du gouvernement au vizir Mohammed-Sokolli, qui conserva les traditions politiques du grand règne et maintint la dignité de l'empire dans ses relations extérieures. La décadence ne devint visible qu'après sa mort.

Aussitôt après la prise de Szigeth, les négociations s'ouvrirent pour la paix; les ambassadeurs d'Autriche furent mis en liberté,

et on leur fit connaître les conditions auxquelles il serait possible de traiter. Cependant les hostilités ne cessèrent point : Pertew-Pacha, qui avait pris Gyoula, en Transylvanie, peu de jours avant la mort de Soliman, s'empara encore de Jenœ, de Valagosvar et de plusieurs autres places; les rives de la Maros furent dévastées. Enfin, le 17 février 1568, la paix fut conclue : l'Autriche conservait ses possessions en Hongrie, en Dalmatie, en Croatie; elle se soumettait au tribut annuel et reconnaissait les voïvodes de Transylvanie, de Moldavie et de Valachie, comme vassaux de la Porte. Pour obtenir ces conditions, les négociateurs autrichiens distribuèrent aux ministres turcs plus de 40,000 ducats.

La paix fut aussi renouvelée avec la Pologne, qui obtint la restitution de quelques châteaux.

§ II. — *Relations avec la France.*

L'alliance de la France ne fut pas négligée : en 1569, à la première demande de l'ambassadeur Claude du Bourg (1), le sultan renouvela les capitulations avec des modifications importantes, et envoya l'interprète Ibrahim à Paris pour les présenter au roi Charles IX. Ces modifications consistaient principalement dans une explication plus nette, plus minutieuse, plus détaillée, des premiers articles, explication rendue nécessaire par la barbarie des Turcs et leur haine contre les chrétiens. On ajouta aussi aux priviléges anciens plusieurs priviléges nouveaux : tout Français, établi dans le pays, était exempt perpétuellement de la capitation; les ambassadeurs et consuls avaient le droit de rechercher les esclaves français qui se trouveraient au pouvoir des musulmans

(1) A d'Aramon avait succédé, en 1554, Codignat, qui trahit la France et passa au service de Philippe II. Après lui vint Lavigne, qui resta à Constantinople de 1557 à 1561; puis Guillaume de l'Aube, qui accompagna Soliman dans sa dernière campagne; puis Gran-Campagne, qui s'efforça de faire échouer le traité que l'Autriche conclut avec la Porte en 1568; enfin, Claude du Bourg.

et de requérir des peines contre les corsaires qui les auraient enlevés et vendus; le sultan s'engageait à faire restituer les objets enlevés par les corsaires sur les vaisseaux français et à punir les coupables; la marine ottomane avait ordre de traiter amicalement les vaisseaux français, de leur porter secours dans le cas où ils échoueraient sur les côtes de la Turquie, et de faire respecter les personnes et les effets naufragés. Enfin, la nation française devait jouir, dans les États ottomans, de tous les priviléges accordés aux Vénitiens, même de ceux qu'ils avaient achetés à prix d'argent. Grâce à ces larges concessions, tandis que l'Espagne et les Vénitiens se consumaient en efforts guerriers contre la puissance ottomane, la France fut maîtresse du commerce de la Méditerranée. « La Méditerranée, disaient les corsaires algériens, est toute grouillante de vaisseaux français. » De nouveaux comptoirs furent établis en Albanie, en Morée, en Asie Mineure, en Syrie, en Égypte. Les bâtiments français faisaient le cabotage sur les côtes de la Turquie, sans payer aucun droit de navigation. Les Marseillais se livrèrent, sur la côte d'Afrique, à la pêche du corail, et y firent plusieurs établissements, parmi lesquels on remarque le Bastion de France, sorte de comptoir militaire situé à six milles de Bone, où se faisait le commerce de grains, de cire et de chevaux. Des missions catholiques furent fondées dans les États turcs, du consentement du sultan, et l'on vit des couvents de capucins s'établir même dans les faubourgs de Constantinople. Les chrétiens de l'Orient et surtout ceux de la Syrie trouvèrent dans nos ambassadeurs et nos consuls des protecteurs toujours prêts à les défendre contre les persécutions des Turcs. Les pèlerins de toute nation purent visiter les lieux saints sous la protection du nom français et avec des lettres de nos ambassadeurs. Le drapeau de la France flottait sur les monastères de la Syrie, qui semblaient des oasis du christianisme au milieu de la domination mahométane.

Sélim, après le renouvellement des capitulations, chercha, à

l'exemple de son père, à utiliser l'alliance française contre ses ennemis. Comme il avait le projet d'enlever l'île de Chypre aux Vénitiens et que ceux-ci cherchaient des secours en Europe, il envoya une ambassade à Charles IX pour l'inviter à se déclarer contre eux. En même temps, il lui proposa de donner en mariage sa sœur Marguerite de Valois à Étienne Zapoly, voïvode de Transylvanie, que la Porte avait le projet de faire élire roi de Pologne. Cette union devait, dans la pensée du divan, rattacher la Pologne à la France et à la Turquie, et donner ainsi à l'Autriche une nouvelle ennemie, qui la maintiendrait au nord, pendant que la Turquie la contenait à l'orient et la France au midi. Charles IX n'avait pas de marine et ne pouvait, au milieu des troubles de son royaume, aider ni les Ottomans ni les Vénitiens ; il offrit donc aux uns et aux autres sa médiation ; mais il rejeta la proposition du mariage de sa sœur avec le vassal des Turcs, la France ayant ajourné tous ses projets contre la maison d'Autriche, dans laquelle il venait de prendre lui-même une épouse ; néanmoins, il conçut, dès lors, l'idée de rattacher directement la Pologne à la politique française, en faisant monter son frère, le duc d'Anjou, sur le trône des Jagellons.

§ III. — *Expédition en Arabie.*

Au dedans, l'activité de Mohammed-Sokolli se manifesta par des travaux d'utilité publique et par la prompte répression des révoltes, ordinaires à chaque avénement. Ce fut lui qui fit construire la mosquée qui porte le nom de Sélim, et qui passe pour le chef-d'œuvre de l'architecte Sinan. Il avait conçu le projet de joindre le Don au Volga par un canal, et, par là, de s'assurer la domination des pays moscovites ; pour cela, il fallait être maître d'Astrakhan ; mais le corps d'armée qui devait prendre cette ville fut battu et dispersé par les Russes. Les soldats ottomans montrèrent peu de bonne volonté ; ils étaient persuadés que le Nord

était fermé aux musulmans. « Les nuits, disaient-ils, étaient trop courtes en été; il faudrait interrompre son sommeil pour faire la prière du coucher du soleil et celle de l'aurore. » La faim, le froid, les tempêtes, détruisirent une partie de l'armée; on s'empressa de renouveler la paix avec le czar moscovite, et l'entreprise fut abandonnée. Une autre entreprise du même genre, le percement de l'isthme de Suez, entrait aussi dans les projets du vizir; mais les soulèvements continuels de l'Arabie en ajournèrent indéfiniment l'exécution.

Depuis qu'une partie de cette contrée avait été conquise par Soliman et réduite en sandjak, l'Arabie était presque continuellement en état de révolte. Déjà, à l'avénement de Sélim, Oulian-Oglou, chef des Beni-Omer, avait essayé de secouer le joug; privé de l'appui des Persans, sur lequel il avait compté, il fut aisément vaincu. Cependant le pays n'était pas soumis. Mouthahher, chef de la secte des Seïdijes (1), s'empara de Ssaana, de Taas, d'Aden et de plusieurs autres places de l'Yémen; il prit les titres de khalife et d'émir-al-moumenim. Une armée destinée à le combattre fut mise sous les ordres de Lala-Mustapha, devenu un des principaux favoris du sultan. Le vizir, qui le détestait et redoutait son crédit, contribua lui-même à le faire nommer séraskier, dans l'espérance de lui attirer une disgrâce. Ces manœuvres et la jalousie de Sinan-Pacha, gouverneur d'Égypte, firent avorter l'expédition et rappeler Mustapha à Constantinople, mais elles ne parvinrent pas à lui enlever la faveur du maître. Osman-Pacha, nommé beylerbey de l'Yémen, et le gouverneur de l'Égypte furent chargés de l'entreprise (1569); le premier s'empara de Taas et de Kahirije; le second resta seul à la tête des troupes, et acheva l'expédition avec succès. Aden et Ssaana retombèrent au pouvoir des Ottomans, ainsi que la plupart des châteaux environnants; la forteresse de Kewkeban les arrêta pendant neuf mois. Enfin,

(1) Cette secte tire son nom de Seïd, arrière-petit-fils d'Ali.

en 1570, l'iman Mouthabher fut réduit à se soumettre et à reconnaître la suzeraineté de la Porte.

§ IV. — *Conquête de Chypre.*

La pacification de l'Yémen fut immédiatement suivie de la conquête de Chypre. Sélim méditait depuis longtemps cette expédition ; ce fut celle de tout son règne où sa volonté personnelle eut le plus de part. Il en avait conçu la pensée lorsqu'il n'était encore que gouverneur de Magnésie, et cette pensée lui avait été inspirée, dit-on, par son goût pour le vin que produisait l'île. Un juif portugais, nommé Joseph Nassy, contribua à l'entretenir dans ce projet ; cet homme, en servant ses goûts crapuleux, avait acquis sur lui un merveilleux ascendant ; il avait reçu la promesse d'être fait roi de Chypre, et, en attendant, on l'avait nommé duc des Cyclades. Le grand vizir aurait mieux aimé tourner les forces ottomanes contre l'Espagne en faveur des Mores, qui avaient demandé la protection du sultan ; il fit des représentations, mais elles ne purent prévaloir contre le crédit du juif, de Lala-Mustapha, de Sinan-Pacha et contre la volonté de Sélim. Le grand mufti Ebou-Sooud rendit un fetwa déclarant que les traités conclus avec les infidèles n'engageaient pas, et qu'il était du devoir des sultans de reconquérir tout pays qui avait appartenu aux moslims. Les Vénitiens étaient mal disposés à la guerre : leur grand arsenal venait de brûler, incendié peut-être par des agents de Joseph Nassy ; il firent quelques efforts pour conjurer la tempête ; mais, comme on leur demandait la cession de Chypre comme condition de la paix, les hostilités commencèrent.

Le 1er août 1570, la flotte turque parut devant Limasol, près de l'ancienne Amathonte ; elle comptait cent trente-six galères et une centaine de bâtiments de transport, sous les ordres de Pialè-Pacha ; l'armée de débarquement, commandée par Lala-Mustapha, s'élevait à environ 100,000 hommes. Le gouverneur vénitien n'es-

saya pas d'empêcher le débarquement; les Turcs s'établirent, sans trouver de résistance, à Leftari, et résolurent d'assiéger Nicosie, capitale de l'île. Cette ville, située dans une belle position, était protégée par de forts retranchements de récente construction, et défendue par une garnison de 10,000 hommes; mais l'impéritie du gouverneur paralysa la défense. Le siége dura cependant plus d'un mois; trois assauts furent vaillamment repoussés; enfin, le 9 septembre, la ville fut emportée et livrée pendant huit jours à toutes les horreurs du pillage. 20,000 habitants furent massacrés; 2,000 furent entassés sur les vaisseaux avec le butin; mais une femme y mit le feu, et tout périt dans les flammes ou dans les flots.

Les autres villes furent ensuite rapidement soumises; Famagouste opposa seule une énergique résistance; le siége en fut remis à l'année suivante, et le séraskier hiverna devant ses murs. Les travaux commencèrent le 16 avril et furent poussés avec une grande activité; on creusa autour de la ville un vaste fossé, et on éleva derrière dix batteries qui foudroyèrent les remparts. Nicolas Bragadino, qui commandait la place, ne montra pas moins d'opiniâtreté dans la défense; avec une garnison de 7,000 hommes et des fortifications en ruine, il tint pendant deux mois et demi et repoussa six assauts. Le manque de munitions l'obligea enfin à capituler (2 août 1571); il fut convenu que les assiégés se retireraient librement avec cinq canons et quinze chevaux; des galères turques devaient les transporter à Candie. La capitulation était déjà en partie exécutée, lorsqu'elle fut indignement violée: Bragadino, ayant refusé de livrer comme otage un jeune noble vénitien, fut arrêté et chargé de fers avec ceux qui l'accompagnaient; les chrétiens déjà embarqués furent dépouillés, maltraités, massacrés ou réduits en esclavage; puis, au bout de douze jours, Bragadino fut tiré de prison pour être livré aux plus atroces supplices: on le suspendit à une vergue du haut de laquelle on le plongea à plusieurs reprises dans la mer; on l'obligea ensuite à

porter de la terre pour la reconstruction des bastions ; on le mit au pilori ; enfin, on l'écorcha vif ; son cadavre fut écartelé et sa peau, bourrée de foin, fut promenée dans le camp et dans la ville, puis envoyée à Constantinople avec sa tête.

§ V. — *Bataille de Lépante.*

La guerre avait commencé en Dalmatie en même temps qu'en Chypre ; les succès se balancèrent : les Vénitiens surprirent Sopoto en Albanie ; le kapoudan-pacha ravagea Candie, Cérigo, Zante, Céphalonie, Navarin, s'empara de Dulcigno et d'Antivari. Au commencement des hostilités, les Vénitiens firent quelques tentatives de négociation, encouragés par le vizir, qui désirait la paix ; mais, à la nouvelle des ravages faits à Candie, les négociations furent rompues, et une ligue formidable se forma entre le pape, le roi d'Espagne et les Vénitiens, pour venger les cruautés commises en Chypre sur les chrétiens. La Porte s'en inquiéta, et, par l'entremise de l'ambassadeur français, qui retournait à Paris (c'était le sieur de Grascinan, qui avait succédé à du Bourg), elle demanda la médiation de la France. François de Noailles, évêque d'Acqs, fut nommé ambassadeur à Constantinople, et chargé de négocier cette affaire ; il passa par Venise, fit part au sénat des dispositions des Ottomans et échoua dans sa mission pacifique. Cependant la flotte chrétienne, composée de soixante et dix galères espagnoles commandées par l'infant don Juan d'Autriche, de douze vaisseaux du pape sous les ordres de Marc-Antoine Colonna, de cent quatorze bâtiments vénitiens sous Sébastien Veniero, de six maltais et trois savoyards, en tout deux cent cinq navires, se rassembla dans le port de Messine et fit voile vers Corfou, puis vers Céphalonie ; de là, elle se dirigea vers l'Archipel. La flotte ottomane, forte de trois cents voiles, était postée à l'entrée du golfe de Lépante ; elle vint présenter la bataille (7 octobre 1571). Les deux armées navales se rangèrent en face l'une de l'autre, en vue du cap Villa-di-Marmo,

qui marque l'entrée du golfe. Un coup de canon à poudre, parti du vaisseau amiral ottoman, donna le signal; don Juan y répondit par un boulet de gros calibre, et le combat commença.

Le plus fort de la mêlée se porta au centre de la flotte chrétienne, autour du vaisseau que montait don Juan; le kapoudan-pacha s'engagea dans les lignes chrétiennes et vint l'attaquer; il se trouva serré entre l'amiral espagnol et l'amiral vénitien. D'un côté, quatre galères ottomanes montées par le séraskier et trois sandjakbeys; de l'autre, l'arrière-garde chrétienne, accoururent pour soutenir la lutte. Après une heure de combat acharné, le kapoudan-pacha tomba frappé d'une balle; les Espagnols s'élancèrent à l'abordage, coupèrent la tête au kapoudan-pacha et la portèrent à don Juan, qui repoussa avec horreur ce sanglant trophée. La victoire fut dès lors décidée. Cent trente galères tombèrent au pouvoir des alliés; quatre-vingt-quatorze furent incendiées; trois cent soixante pièces de canon, 15,000 esclaves chrétiens furent ramenés en triomphe en Europe. Le beylerbey d'Alger s'échappa seul avec quarante galères, reste de la flotte ottomane.

Cette éclatante victoire ne coûta aux flottes combinées que quinze galères, 8,000 hommes et quelques prisonniers. Au nombre des blessés se trouvait l'illustre auteur de *Don Quichotte*, qui y perdit le bras gauche.

Telle fut la mémorable bataille de Lépante, d'où les Ottomans peuvent faire dater le déclin de leur puissance. La nouvelle en fut accueillie en Europe avec transport. Marc-Antoine Colonna monta au Capitole comme les triomphateurs anciens, et voua sur l'autel de la Mère de Dieu une colonne d'argent pour rappeler son nom et sa victoire. A Venise, on institua une fête commémorative et on consacra une chapelle où fut retracé le triomphe des chrétiens; à Padoue, la grande église alors en construction fut mise sous l'invocation de sainte Justine, en mémoire du jour où s'était livrée la bataille. Enfin, le souverain pontife, dans la chaire de Saint-Pierre de Rome, célébra ce grand succès avec enthousiasme, et appliqua

au vainqueur de Lépante ce texte de l'Évangile : « Il y eut un homme envoyé de Dieu, qui s'appelait Jean. »

La consternation ne fut pas moins grande à Constantinople que l'allégresse parmi les chrétiens. C'était le plus terrible désastre qui eût encore frappé les armes ottomanes; depuis cinquante ans, les Turcs étaient devenus l'effroi de la Méditerranée; maîtres du littoral africain, accoutumés à porter le ravage sur les côtes des pays chrétiens et à mettre en fuite les faibles escadres espagnoles, ils voyaient tout à coup anéantie cette formidable marine préparée si laborieusement par Sélim Ier et Soliman. Leur indigne successeur, en apprenant cette catastrophe, fut tellement atterré, qu'il resta trois jours enfermé sans vouloir prendre de nourriture. « La bataille de Lépante coûta aux Ottomans plus que des hommes et des vaisseaux, dont on répare la perte; car ils perdirent cette puissance d'opinion qui fait la principale puissance des peuples conquérants, puissance que l'on acquiert une fois et qu'on ne retrouve plus (1). »

§ VI. — *Ambassade française. — Paix avec Venise.*

Sur ces entrefaites, arriva l'ambassadeur français François de Noailles ; il entra à Constantinople au milieu de la consternation générale, à travers les cris de fureur de la populace, qui demandait le massacre de tous les chrétiens. Le sultan avait même déjà fait emprisonner les religieux francs, et l'on s'attendait à de grands malheurs, lorsque l'ambassadeur, par ses sollicitations auprès du grand vizir, par la menace de faire entrer la France dans la ligue catholique, obtint la délivrance des prisonniers. L'évêque d'Acqs avait pour mission principale de ménager la paix entre les Ottomans et les Vénitiens. Quand il sollicita une audience du sultan, il éprouva un refus, parce qu'on savait qu'il voulait, contre l'usage, y venir sans présents; on offrit même, pour conserver les

(1) Bonald, *Législation primitive.*

apparences, de lui en fournir ; il répondit « que ce n'était pas par avarice que le roi de France refusait de faire des présents au Grand-Seigneur, mais que son maître, qui était le premier et le plus grand roi de la chrétienté, ayant su que le sultan les demandait comme par tribut, lui avait défendu d'en présenter. » Les circonstances autorisaient cette hardiesse; on avait besoin de l'alliance de la France; sa médiation pouvait devenir nécessaire : l'audience fut accordée. « L'ambassadeur étant arrivé à la Porte des Turcs, dit l'historien Baudier, comme deux capidjis le voulaient conduire par le poing vers Sélim pour lui faire la révérence, suivant la coutume qu'aucun étranger n'aborde l'empereur turc que deux hommes ne le mènent par les bras, il ne voulut jamais souffrir qu'on le menât ainsi, disant que la liberté d'un Français et la dignité d'un évêque ne pouvaient endurer qu'il fût conduit comme un esclave; et, repoussant les capidjis, il alla libre et seul vers Sélim, le saluant seulement d'un baiser de robe et de main, sans se jeter à ses pieds comme font tous les autres (1). » On toléra ces irrégularités et on montra une complaisance extraordinaire pour les demandes de l'évêque. Sa conduite lui valut même une certaine considération personnelle, qui ne fut pas inutile au succès de sa mission.

Cependant la victoire de Lépante avait été stérile pour la chrétienté : les flottes alliées se dispersèrent sans rien entreprendre à cause de la saison avancée. Pendant ce temps, l'activité de Sokolli répara les pertes de la marine ottomane avec une promptitude merveilleuse; et ce grand revers ne servit qu'à faire mieux voir quelles étaient les ressources de la Turquie. Le bayle vénitien, qui était resté à Constantinople malgré la guerre, se présenta chez le vizir pour sonder ses intentions à l'égard de la paix. « Tu viens voir, lui dit Sokolli, où en est notre courage contre le dernier accident? Nous avons encore moins perdu que vous ; en vous enle-

(1) *Inventaire de l'Histoire des Turcs*, page 413.

vant Chypre, nous vous avons coupé un bras; en battant notre flotte, vous nous avez seulement coupé la barbe : le bras coupé ne repousse pas, et la barbe rasée revient plus épaisse. » Les chantiers furent agrandis aux dépens des jardins du sérail; dans l'espace d'un seul hiver, on y construisit cent cinquante galères. Le nouveau kapoudan-pacha, Ouloudj-Ali, représentant qu'on ne pourrait pas se procurer assez d'ancres et de gréement pour tant de navires à la fois : « Seigneur pacha, lui répondit le vizir, les richesses et le pouvoir de la Sublime Porte sont si infinis, qu'on pourrait, si cela était nécessaire, faire des cordages de soie et des voiles de satin. » Au mois de juin 1572, le kapoudan-pacha prit la mer avec une flotte de deux cent cinquante voiles. La flotte chrétienne était supérieure en nombre; mais la mésintelligence des chefs l'empêcha d'agir, et des deux parts on se borna à s'observer. Cependant la guerre en Dalmatie était poussée mollement; bientôt les Vénitiens, tout à fait en désaccord avec les Espagnols, firent des propositions de paix qui furent appuyées avec zèle auprès du divan par l'ambassadeur de France; et, le 7 mars 1573, fut conclu un traité aussi favorable pour les Ottomans que si la guerre eût été tout à leur avantage : Venise paya une indemnité de 300,000 ducats, et le tribut qu'elle payait annuellement fut augmenté.

§ VII. — *Prise de Tunis. — Affaires de Pologne et de Moldavie. — Mort de Sélim.*

Pendant l'expédition de Chypre, Tunis avait été reprise par les Ottomans; ils en avaient chassé le prince more que Charles-Quint avait rétabli, et le fort de la Goulette était seul resté au pouvoir des Espagnols. Le 7 octobre 1572, don Juan d'Autriche partit de la Sicile pour reprendre Tunis; à son approche, les Turcs évacuèrent la ville; il y entra sans résistance, rétablit le prince more, mit une garnison espagnole et fit élever de nouvelles fortifications. Mais cette conquête fut peu durable. Dix-huit mois après, au

mois de mai 1574, une flotte de près de trois cents voiles partit de Constantinople pour enlever Tunis aux Espagnols. La ville fut mal défendue, mais le fort de la Goulette résista pendant trente-trois jours ; il fut enfin pris d'assaut le 4 août, et la garnison faite prisonnière ou passée au fil de l'épée. Deux petits forts restaient encore, celui de l'île et celui qu'on appelait le bastion de Tunis : après une vigoureuse résistance, ils furent enlevés.

Vers la même époque, des événements importants se passaient en Pologne et en Moldavie. Les relations établies entre Boghdan et le roi Sigismond étaient mal vues de la Porte; un aventurier nommé Iwonia, ancien renégat retourné à la foi chrétienne, sollicita et obtint l'investiture de la Moldavie, avec un corps de troupes turques pour s'en emparer. Boghdan fut d'abord soutenu par les Polonais ; mais, la mort du roi Sigismond (7 juillet 1572) l'ayant laissé sans appui, il s'enfuit en Russie, où le czar le fit mettre à mort. Iwonia, resté maître de la Moldavie, refusa de se soumettre à une augmentation de tribut et souleva la province (1574) ; soutenu par l'hetman des Cosaques, il battit trois fois les Turcs et s'empara de Braïla, qui fut saccagée, de Bender, d'Ackermann, de Bielogrod. Le 9 juin, il rencontra à Obloutsch, en Bulgarie, une armée ottomane. Après trois jours de combats sanglants, il entra en pourparlers et se rendit, à condition qu'il aurait la vie sauve ; mais, dans l'entrevue qu'il eut avec le chef turc, celui-ci s'emporta et le frappa de son sabre; il fut écartelé et sa tête clouée à la porte du palais d'Yassi. Le pays se soumit, et un nouveau prince fut installé au nom de la Porte.

En Pologne, la race royale s'était éteinte en la personne de Sigismond; mais depuis longtemps on prévoyait l'événement; tout était concerté entre la France et la Turquie, et c'était un des principaux objets de la mission de l'évêque d'Acqs. L'influence réunie des deux puissances fit élire Henri, duc d'Anjou, élection qui aurait pu avoir d'immenses résultats, si le prince sur qui elle tombait eût été moins incapable.

Les relations pacifiques continuèrent avec l'Autriche, malgré plusieurs infractions à la paix; la trêve fut renouvelée pour huit ans, et les ambassadeurs purent même s'affranchir de quelques obligations humiliantes. Avec les Moscovites, on entretint aussi des rapports d'amitié, mais en conservant envers eux une attitude protectrice et dominante. La Transylvanie était vassale et tributaire, à peu près dans les mêmes conditions que la Moldavie; à la mort de Jean-Sigismond Zapoly, en 1571, l'investiture fut donnée par un tchaouch à Étienne Bathory, son successseur. Le Valaque Bekes essaya de le supplanter en gagnant le grand vizir par des présents; Bathory mit la surenchère, et conserva, à ce prix, sa principauté.

L'expédition de Tunis fut le dernier événement saillant du règne de Sélim. Dans le cours de l'année 1574, plusieurs fléaux naturels avaient affligé l'empire : des pluies torrentielles, des inondations, un tremblement de terre à Constantinople, un incendie qui consuma une partie du sérail; le superstitieux Sélim vit dans ces événements le présage de sa fin prochaine. Quelque temps après, étant allé visiter une salle de bain récemment construite, la fraîcheur du lieu le saisit; il but, pour se réchauffer, un flacon de vin de Chypre et tomba aussitôt: il mourut onze jours après (12 décembre 1574).

§ VIII. — *Amurat III* (1574-1595). — *Premiers actes de son règne.*

Malgré la nullité de Sélim II, sa mort fut un malheur pour l'empire, en ce qu'elle mit fin à la toute-puissance de Mohammed-Sokolli, qui régnait sous son nom. Son successeur restreignit l'autorité du vizir et donna tout à l'influence des femmes et des favoris. Amurat III était brave, humain, ami des lettres; il donnait de belles espérances; mais bientôt deux passions se développèrent en lui jusqu'à la frénésie : celle des femmes et celle de l'or;

elles le réduisirent à l'imbécillité. Il passa sa vie dans le sérail, entouré d'eunuques, de femmes et de bouffons, s'occupant à contempler ses trésors, et n'intervenant dans les affaires de l'État que pour y faire dominer les caprices des esclaves qui le gouvernaient. Il arriva à Constantinople le 21 décembre, et, pendant la nuit, fit étrangler ses cinq frères. Le lendemain, il reçut les hommages des grands. Rangés autour de lui, les officiers du sérail attendaient en silence la première parole qui tomberait de sa bouche ; car les Orientaux ont conservé cette superstition des anciens, qui regardaient comme un présage les premières paroles prononcées. « J'ai faim, dit-il ; que l'on me donne à manger. » Ces mots étaient d'un triste augure ; une famine qui survint dans l'année parut en être l'accomplissement.

Un des premiers actes du nouveau sultan fut une ordonnance contre l'usage du vin. Sous le règne de Sélim II, l'ivrognerie, encouragée par son exemple, s'était scandaleusement répandue : les fonctionnaires publics vendaient même publiquement du vin ; on entendait les soldats se dire entre eux : « Où prendrons-nous aujourd'hui notre vin, chez le mufti ou chez le cadi? » Un jour qu'Amurat passait devant une taverne, des janissaires se mirent à la fenêtre en montrant leurs verres et en criant qu'il buvaient à sa santé ; c'est à cette occasion que fut rendue l'ordonnance. Quelques jours après, il y eut une émeute parmi les sipahis et les janissaires, et le grand vizir lui-même fut injurié et maltraité ; on publia alors qu'il serait permis aux soldats de boire du vin, pourvu qu'ils ne commissent pas de violences.

Dans les premiers jours de l'année 1575, on apprit que Henri de Valois avait déserté son trône de Pologne pour retourner en France. Ainsi échouait l'occasion unique d'assurer l'accession de la Pologne à l'alliance turco-française, accession qui aurait non-seulement comprimé l'agrandissement de l'Autriche, mais empêché l'élévation de la Russie. Amurat fut si mécontent de la fuite de Henri III, qu'il ne notifia pas son avénement à la cour de France ;

l'évêque d'Acqs entra à ce sujet en mésintelligence avec le divan et quitta Constantinople. Les magnats polonais envoyèrent complimenter le nouveau sultan ; il désigna à leurs suffrages le voïvode de Transylvanie, Étienne Bathory, qui fut élu à la fin de l'année 1575.

§ IX. — *Guerre avec la Hongrie.* — *Relations avec la France.*

Le commencement du nouveau règne fut marqué, comme c'était l'ordinaire, par des hostilités en Hongrie. Des villages furent incendiés sur plusieurs points de la frontière, des tentatives faites contre plusieurs forteresses, une bataille livrée aux environs de Kruppa ; les Impériaux furent battus ; leurs chefs périrent dans l'action, et l'on envoya leurs têtes à Constantinople, où l'ambassadeur d'Autriche dut les racheter des mains du bourreau. L'empereur Rodolphe, qui succéda, en 1576, à Maximilien II, fit des réclamations à la suite desquelles la paix fut renouvelée formellement pour huit ans à partir du 1er janvier 1577 ; mais ce terme n'était pas encore arrivé, que déjà de nouveaux attentats donnaient lieu à de nouvelles plaintes. L'archiduc Charles, gouverneur de Styrie, résolut alors de recourir à la force ; Zesin et Ostrowaz furent repris ; mais ces places retombèrent presque aussitôt au pouvoir des Ottomans et l'armée autrichienne battit en retraite. Des agressions perpétuelles de part et d'autre continuèrent à troubler la paix sans la rompre, jusqu'aux dernières années du règne d'Amurat.

L'attitude de la Porte était à peu près la même vis-à-vis de la Pologne : une paix nominale et des hostilités réelles. Bathory réclama à plusieurs reprises contre les agressions des Tartares ; un traité fut conclu le 30 juillet 1577, traité par lequel il lui était promis protection. Cependant les incursions continuèrent ; il s'en plaignit ; ses envoyés furent rudement éconduits : on le menaça de la guerre. La Pologne était traitée, comme la Transylvanie, en

État vassal et tributaire; dans la dernière trêve avec l'Autriche, on l'avait comprise au nombre des pays protégés par la Porte, sans lui donner même le titre de royaume.

Venise eut moins à se plaindre, grâce à l'influence dominante de la sultane favorite, la Vénitienne Baffa ; elle obtint le renouvellement des capitulations et des sûretés plus grandes pour son commerce. Quant à l'alliance avec la France, elle fut respectée; le baron de Germigny, alors ambassadeur, sut acquérir un grand crédit auprès du divan. Il délivra de nombreux esclaves français, obtint réparation des pillages faits par les Barbaresques, se fit donner des commandements « pour dresser et donner lieu à la nouvelle pesche du corail sur la côte de Thunis, que ceux de Marseille y ont nouvellement établie. » Il fit nommer un patriarche grec et un voïvode de Valachie, malgré l'opposition des favoris et même de la sultane mère; il fit donner des offices civils et même des charges militaires à des Turcs « qu'il avait reconnus, dit-il dans son rapport, affectionnés au service du roi. ». Il favorisa de sa protection « les affaires et sujets du pape, de l'empereur, de la seigneurie de Venise, de la république de Raguse, du grand maître de Malte, au bénéfice, dit-il, de la chrétienté; tellement, que Sa Sainteté a pu envoyer un évêque comme visiteur apostolique des églises du Levant. » Il fit renouveler les priviléges des lieux saints de Jérusalem et de Sinaï, établir à Péra un couvent de cordeliers, accorder diverses grâces au profit des évêques catholiques de l'Archipel, etc. Enfin, il obtint le renouvellement des capitulations, « accrues d'aucuns articles importants, comme de la préséance, par acte public et solennel, par-dessus tous les ambassadeurs des princes chrétiens, et notamment celui d'Espagne. » Cette préséance était accordée, disait le traité, « en faveur des anciennes liaisons d'amitié entre les monarques ottomans et les rois de France, qui ont de tout temps été attachés sincèrement à la Sublime Porte, et sont, sous tous les rapports, les plus illustres princes de la chrétienté. » L'article qui assurait à la France le protectorat des nations

chrétiennes dans les États ottomans était ainsi conçu : « Que, les Vénitiens en hors, les Génois, Anglois, Portugais, Espagnols, Catalans, Siciliens, Anconitains, Ragusois, et entièrement tous ceux qui ont cheminez soubs le nom et bannière de France, d'ancienneté jusqu'à ce jourd'huy, et en la condition qu'ils ont cheminez, d'ici en avant, ils aient à y cheminer de la même manière. » Amurat, ayant juré « ces pactions pour être honorées et maintenues, sans qu'aucun de ses pachas leur pût donner empeschement, » envoya en France Ali-Bey, premier interprète de la Porte, pour « convier le roy d'assister, en la personne de ses ambassadeurs, à la circoncision de son fils aîné, et se conjouir avec lui de cette cérémonie, avec commandement auxdits ambassadeurs de présenter au roi la confirmation des anciens traités faits entre le Grand-Seigneur et la France. » Cette ambassade fut reçue avec magnificence, et elle donna à Henri III une lettre du sultan où il lui offrait, avec son amitié, « son armée de mer, composée de quatre-vingts galères. » « En effet, dit Germigny dans son rapport, le grand vizir m'assura, de la part de son maître, qu'où Votre Majesté aura besoin de ses forces elle ne doit pas moins s'en promettre que par le passé. Je lui ai fait réciproquement offre des vôtres, mais en termes généraux, pour lui faire goûter et priser la grandeur et puissance de Votre Majesté. » La restriction était nécessaire avec Henri III, qui avait été obligé, faute de marine, d'envoyer ses ambassadeurs à Constantinople sur un vaisseau vénitien.

Malgré toutes ces offres, ces témoignages d'amitié, ces concessions, Germigny apprécia à sa valeur l'alliance et la bienveillance des Turcs ; il ne se laissa pas éblouir par leur puissance ; il prévit la décadence de cet empire, qui n'avait plus de Soliman pour le diriger. « Je recogneus, dit-il, par aucunes conjectures, et depuis par leur manière de procéder, traiter et négocier, la disposition en laquelle le Grand-Seigneur et ses pachas estoient de recueillir et recevoir de toutes parts indifféremment les amitiés et alliances dont ils pourroient être recherchés... en quoy il appert

qu'ils préfèrent une petite commodité présente à la prévoyance d'un bien ou mal trop plus important à leur Estat ; tant ils sont aveuglés d'ignorance conjoincte avec l'extrême avarice, perfidie et iniquité, qui les possède avec telle désordonnée confusion, qu'ils semblent être arrivés à leur dernier période. »

La mauvaise humeur de Germigny était justifiée par plusieurs actes. Il y avait à peine deux ans que les capitulations avec la France avaient été renouvelées, quand la reine d'Angleterre, Élisabeth, dont les vaisseaux n'avaient navigué jusqu'alors dans les mers ottomanes que sous la bannière de la France, demanda au sultan liberté de navigation et de commerce pour ses sujets sous leur propre pavillon, « lui figurant, dit M. de Brèves, un grand avántage de leur trafic et une grande gloire de leur soumission. » L'ambassadeur, chargé de cette négociation, était Harebone. Le sultan accéda à sa demande, malgré la vive opposition des ambassadeurs de France et de Venise, en donnant pour raison que « la Sublime Porte était ouverte à tous ceux qui venaient y chercher protection. »

§ X. — *Vénalité de la Porte. — Disgrâce et mort de Sokolli.*

Cette maxime reçut, à cette époque, des applications très-nombreuses. Les démarches des agents chrétiens de toutes nations étaient encouragées par les vizirs, les grands officiers du sérail et de l'armée, les favoris et les favorites, pour qui c'était une source de revenu. La vénalité des grands ne fut jamais plus scandaleuse : tout se vendait au dehors et au dedans, et le sultan était le premier à donner l'exemple. L'historien Ali raconte que Schemsi, un des principaux favoris, mit tout son art à faire entrer son maître dans cette voie ; c'était un descendant de la race souveraine des Isfendiars ; il vengeait ses ancêtres en précipitant chez leurs vainqueurs les progrès de la corruption ; la première fois qu'il fit accepter au sultan un présent de 40,000 ducats pour la conclusion

d'une affaire, il s'en félicita comme d'un triomphe. Cette vénalité générale appela à Constantinople les agents de tous les États commerçants d'Europe. Les Suisses mêmes entrèrent en négociation par l'entremise d'un juif italien ; enfin, l'Espagne, dès 1578, fit des propositions de paix et envoya un ambassadeur. Il fallut cinq ans de négociations épineuses pour réconcilier avec la Porte cette hautaine ennemie; encore la paix fut-elle bien imparfaite et souvent violée.

Pendant que ces négociations et ces traités enrichissaient le sultan et ses ministres, le trésor recueillait d'un autre côté le fruit de la piraterie, que nuls traités n'arrêtaient. Les corsaires d'Alger, de Tunis et de Tripoli pillaient à peu près indistinctement amis et ennemis, et la Porte leur faisait rendre gorge; transformées en régences ou pachaliks, ces trois villes payaient un tribut annuel. En 1578, le pacha de Tripoli fut chargé de porter secours au chérif de Fez, qui avait imploré l'aide de la Porte contre un compétiteur; celui-ci, de son côté, appela les Portugais, qui débarquèrent avec une armée de 80,000 hommes. Une grande bataille fut livrée près d'Alcazar-Kebir ; 20,000 Portugais restèrent sur le terrain avec leur roi Sébastien et le prétendant more : désastre immense d'où date la décadence du Portugal. Cette brillante victoire valut aux Ottomans de riches présents de la part du chérif et une influence dominante dans le Moghreb.

Ces succès furent tristement compensés par la chute du grand vizir Mohammed-Sokolli. Forts de la faiblesse du sultan, les favoris travaillaient à le perdre, et poussaient le prince à prendre la direction des affaires. La disgrâce atteignit d'abord les amis de Sokolli : le secrétaire d'État, Feridoun, qui lui devait sa fortune, fut destitué. Un autre de ses protégés était le Grec Cantacuzène, à qui il avait donné la ferme du sel à Anchiolos, sur la mer Noire. Cet homme avait, du reste, indignement abusé de son crédit ; ses exactions l'avaient rendu la terreur des Grecs; les Turcs eux-mêmes l'appelaient *Sheitanogli*, fils de Satan. Tant que dura la

puissance de Sokolli, Cantacuzène acheta l'impunité en faisant partager au vizir le fruit de ses rapines ; il était aussi soutenu par les vizirs Afemid et Pialè ; mais, après la mort de ce dernier, il fut, sur l'accusation d'un des ennemis de Sokolli, destitué d'abord, puis arrêté et pendu à la porte du palais qu'il s'était fait construire à Anchiolos. Un coup encore plus direct frappa le grand vizir : son neveu, Mustapha-Pacha, qui depuis la mort de Soliman était gouverneur d'Ofen, fut exécuté. Un an après, Sokolli fut assassiné dans sa maison. Le meurtrier, mis à la torture, ne fit aucun aveu ; le crime fut mis sur le compte d'une vengeance particulière (1579).

§ XI. — *Guerre avec la Perse.*

Deux ans auparavant, la guerre avait éclaté contre la Perse. Le vieux schah Thamasp était mort en 1576, empoisonné par sa femme ; les partis tcherkesse et géorgien, déjà en lutte de son vivant, se disputèrent l'influence. Haider, cinquième fils de Thamasp, fut porté sur le trône par les khans géorgiens, mais il ne régna que quelques heures, et fut assassiné par le parti tcherkesse. Son frère Schah-Ismaïl lui succéda ; c'était un fou furieux : après dix-huit mois de tyrannie, il mourut étranglé par ordre de sa sœur. Les vizirs en faveur, Sinan et Mustapha, persuadèrent au sultan de mettre à profit ces troubles intérieurs de la Perse pour subjuguer cette contrée. Mustapha reçut le commandement de l'expédition ; et, sans déclaration de guerre, les hostilités commencèrent de part et d'autre. Mustapha remporta (8 août 1578), près du château de Tchildir en Géorgie, une brillante victoire sur l'armée persane ; plusieurs chefs géorgiens firent leur soumission et reçurent, à titre de sandjaks, des diplômes d'investiture au nom du sultan ; Tiflis fut occupée par les Ottomans, et ses églises converties en mosquées. Le 8 septembre, une seconde bataille fut livrée sur les bords de la Kansak ; les Persans perdirent 3,000 hom-

mes ; le pont sur la Kansak se rompit, et un grand nombre de fuyards périrent dans les flots. La ville de Scheki ouvrit ses portes aux vainqueurs; la Géorgie, presque entièrement conquise, fut divisée en quatre gouvernements, confiés à autant de beylerbeys ; puis l'armée revint prendre ses quartiers d'hiver à Erzeroum. Les hostilités recommencèrent au milieu de l'hiver : quatre armées persanes se mirent en campagne; deux se dirigèrent vers la Géorgie, les deux autres menacèrent les provinces ottomanes de Bagdad et d'Erzeroum : Osman-Pacha, beylerbey de Chirvan, remporta d'abord une victoire signalée sur le gouverneur persan de Chamakie; mais bientôt, assailli par la grande armée persane et assiégé dans Chirvan, il fut contraint de se retirer vers Derbend. Tiflis fut assiégée par son ancien prince, Simon Louarseb, uni aux Persans; la vaillante résistance de la garnison donna aux renforts le temps d'arriver, et la ville fut délivrée. Les Ottomans reprirent alors l'offensive et portèrent le ravage dans les cantons insoumis; sur l'ordre exprès du sultan, on éleva à Kars des fortifications redoutables; cette ville est demeurée jusqu'à nos jours le plus fort boulevard de l'empire ottoman sur cette frontière (1579).

Les troubles intérieurs qui se réveillèrent en Perse et les changements de chefs du côté des Turcs ralentirent alors la marche des événements militaires. A la mort de Sokolli, Mustapha et Sinan-Pacha, rivaux d'influence, espéraient l'un et l'autre lui succéder; ils furent tous deux trompés : le sultan donna la dignité de grand vizir à Ahmed-Pacha. Mais Sinan, par son influence sur le nouveau vizir, parvint à faire rappeler Mustapha et à obtenir le commandement de l'expédition de Géorgie. Quelques mois après (août 1580), le faible Ahmed fut destitué, et le sceau fut envoyé à Sinan-Pacha; Mustapha en conçut tant de dépit, qu'il mourut peu de jours après, soit de chagrin, soit même par un suicide, fait presque sans exemple chez les Ottomans. Sinan ne poussa pas la guerre avec vigueur. Il éprouva plusieurs échecs et encourut le soupçon de s'être laissé gagner par le schah de Perse : il fut rem-

placé et envoyé en exil. Le Hongrois Siawous-Pacha fut nommé grand vizir, et le beylerbey de Roumélie, Ferhad, séraskier pour la guerre de Perse. La campagne de 1582 et celle de 1583 furent sans résultats : Ferhad eut, d'ailleurs, à lutter contre l'indiscipline et la mauvaise volonté des troupes; les rébellions étaient fréquentes, le pillage continuel; les janissaires faisaient cause commune avec les brigands géorgiens pour partager le butin.

L'honneur des armes ottomanes fut mieux soutenu dans le Daghestan par Osman-Pacha, qui s'y défendait vaillamment depuis le commencement de la guerre. Il fut aidé d'abord par le khan de Crimée, Mohammed-Ghéraï; mais, en 1580, celui-ci se retira malgré ses instances, et Osman n'obtint plus que quelques renforts envoyés, à travers mille dangers, par la mer Noire et le Caucase. Le 9 mai 1583, il livra aux Persans une grande bataille sur les bords du Ssamour. On combattit sans discontinuer pendant un jour et une nuit; le carnage continua à la lueur des torches; la victoire resta indécise. Deux jours après, les Turcs se trouvèrent cernés; ils attaquèrent résolûment l'ennemi, se firent jour et remportèrent une victoire décisive : l'armée persane fut anéantie et la soumission du pays assurée. Après avoir élevé de nouvelles fortifications à Chamakie, distribué des garnisons dans les forteresses, établi un gouverneur ottoman, Osman-Pacha quitta le Daghestan et traversa le Caucase; il fit une marche pénible et souvent inquiétée, et parvint à Kaffa, où l'envoyait un ordre du sultan. Mohammed-Ghéraï, par sa désertion, s'était attiré le mécontentement de la Porte; il fut déposé et essaya de résister les armes à la main, mais il fut pris et mis à mort; son frère, Islam-Ghéraï, le remplaça (1584). Osman revint alors à Constantinople, où il fut accueilli avec des honneurs extraordinaires : Amurat le reçut en audience particulière, voulut entendre de sa bouche le récit de ses victoires, et le renvoya avec des présents magnifiques. Quelques jours après, il fut nommé vizir et séraskier de l'armée destinée à envahir l'Aderbaïdjan.

§ XII. — *Relations avec la France, l'Angleterre, Venise, etc. — Paix avec la Perse.*

Ni les vizirs ni les généraux n'étaient les véritables dépositaires de l'autorité; elle était tout entière concentrée dans le harem : la mère, les sœurs du sultan, la sultane Baffa et deux esclaves chrétiennes qui lui disputaient l'attachement du maître, telles étaient les vraies souveraines de l'empire : après elles venaient le chef des eunuques, la gouvernante du harem, le précepteur (kodja) du sultan, et le mufti, qui luttaient d'intrigues pour s'emparer de l'esprit du faible souverain. Ces dernières influences provoquèrent chez lui des accès de zèle religieux qui se traduisirent par des persécutions contre les chrétiens : il fut question de transformer en mosquées toutes les églises de Constantinople; les efforts des ambassadeurs et surtout les sacrifices d'argent que firent les Grecs empêchèrent l'exécution de ce projet. Cependant trois églises de Galata furent fermées, et les réclamations de l'ambassadeur de France furent fort mal accueillies. Germigny s'était brouillé avec Sinan-Pacha, qui était alors vizir; il commençait à entrer en mésintelligence avec le divan. Une guerre était imminente, à cette époque, entre la France et l'Espagne : Philippe II venait de faire alliance avec la Ligue, et Henri III accueillait les députés des Provinces-Unies, qui lui offraient la souveraineté de leur pays. C'était l'occasion de mettre à l'épreuve les offres faites avec tant d'effusion quelques années auparavant; Henri fit demander par son ambassadeur l'appui d'une flotte ottomane contre Philippe II. Catherine de Médicis écrivit à ce sujet à la sultane favorite; mais celle-ci montra la lettre au bayle de Venise, qui fit échouer la demande du roi de France. Quelque temps après, Germigny demanda le rétablissement d'un voïvode de Valachie, protégé de la France; il fut refusé. Il présenta secrètement au sultan un mémoire où il exposait les griefs de sa nation; et celui-ci le renvoya avec ces

mots écrits de sa main : « Toutes les faveurs que nous vous avons accordées peuvent être révoquées si le roi de France manque envers nous de générosité. « La fermeture des églises mit le comble à l'irritation de l'ambassadeur. Le dimanche suivant, il se rendit, accompagné de quatre-vingts Français, devant la principale église, heurta au portail en chantant des psaumes, et se retira au milieu des injures et des menaces de la population ameutée. On acheta par des présents la réouverture de deux églises. A Germigny succéda, en 1585, Savary de Lancosme, qui était tout dévoué à la Ligue, et qui la représenta à Constantinople. Sa conduite ne contribua pas à rétablir la bonne harmonie : un dimanche, dans l'église Saint-Georges de Galata, il enleva à main armée la place d'honneur qu'occupait l'ambassadeur impérial ; l'église fut fermée, et le grand vizir déclara « qu'on ne la rouvrirait que quand M. de Lancosme ne serait plus fou. »

L'Angleterre gagna ce que la France perdait en crédit. Nous avons vu que Harebone, premier ambassadeur envoyé par Élisabeth, se fit accorder des capitulations analogues à celles de la France, mais bornées au commerce, et où il n'était pas question des chrétiens et des églises d'Orient. Il demanda ensuite des secours au sultan contre l'Espagne; et, s'il éprouva un refus, ce fut à cause des sacrifices qu'exigeait la guerre de Perse. Quand Harebone retourna en Angleterre, il partit avec une lettre pour la reine, par laquelle le sultan offrait de mettre en liberté les Anglais qui seraient pris par les corsaires, à condition que ce bon office serait réciproque. Le successeur d'Harebone, Édouard Burton, demanda que des croisières fussent établies pour inquiéter le commerce des Espagnols dans la mer des Indes, et que des secours fussent donnés au prétendant de Portugal; on éluda encore ses demandes, mais sans les rejeter positivement, afin d'encourager le gouvernement anglais à continuer la guerre contre les Espagnols. En 1589, Burton fut chargé de notifier à la Porte l'avénement de Henri IV : Lancosme avait alors absolument cessé d'être le repré-

sentant de la France : ce n'était plus que l'agent de Philippe II ; l'ambassadeur anglais fut pendant quelque temps le chargé d'affaires du roi de France ; il demanda de sa part du secours contre l'Espagne, mais subit un refus. Une fois affermi, Henri IV demanda le renvoi de Lancosme comme espion de l'Espagne, et le remplaça par M. de Brèves.

Les relations de la Porte avec tous les États chrétiens continuaient à être pacifiques. Malgré plusieurs infractions flagrantes aux traités, la protection de la sultane conserva la paix aux Vénitiens. Le czar de Russie, Fœdor-Ivanovitch, envoya des ambassadeurs avec de riches présents. En Pologne, Étienne Bathory étant venu à mourir (1586), la Porte désigna aux magnats le prince Sigismond de Suède, qui fut élu. Le nouveau roi eut, comme son prédécesseur, à subir les insultes des Tartares et les hauteurs des ministres ottomans.

Cependant la guerre de Perse, sous le commandement d'Osman-Pacha, reprit une nouvelle activité : malgré deux échecs partiels, les Ottomans entrèrent en vainqueurs à Tébriz et la pillèrent pendant trois jours et trois nuits; après quoi, on l'entoura de fortifications. Mais la mauvaise santé du vizir arrêta ses succès ; un corps d'armée, sous les ordres du renégat Cicala, fut battu près de Schembi-Ghazan par le prince persan Hamsa ; 20,000 Ottomans y perdirent la vie. Contraint d'opérer sa retraite, hors d'état déjà de diriger l'armée, Osman fut attaqué et essuya une seconde défaite; il mourut peu de jours après. Le fils de Cicala, que les Turcs appellaient Djighala-Zadé, acheva, cependant, la retraite sans trop de pertes, et remporta un avantage sur l'ennemi Après son départ, les Persans vinrent mettre le siége devant Tébriz; la garnison résista pendant dix mois, soutint quinze assauts et livra quarante-huit combats; elle fut enfin dégagée par l'arrivée de Ferhad-Bey, à qui on avait rendu le commandement. Ce général fit aussi lever le siége de Tiflis et pratiqua des intelligences parmi les Turcomans de l'armée per-

sane ; quelque temps après, le prince Hamsa périt assassiné. Les dissensions qui déchiraient à cette époque la Perse décidèrent Schah-Khodabende à faire des offres de paix ; un armistice fut signé ; mais il fut presque aussitôt rompu. Ferhad livra, dans la plaine des Grues, une grande bataille qui dura trois jours, et qui se termina par la défaite de l'armée persane (1586). En même temps, Djighala-Zadé, devenu gouverneur et séraskier de la province de Bagdad, s'emparait de la forteresse de Disfoul et de plusieurs autres châteaux, et battait les gouverneurs de Loristan et d'Hamadan.

En 1588, Ferhad, de concert avec le gouverneur de Chirvan, Djafer, envahit le pays de Karabagh, s'empara de Ghendjé, la capitale, et en fit une place forte. Khodabende avait alors, depuis un an, cessé de régner : son fils, qui fut le grand Schah-Abbas, lui avait arraché une abdication. Pressé à l'est par les Usbecks, le nouveau schah se résolut à demander la paix ; elle fut signée à Constantinople le 21 mars 1590 ; l'empire ottoman s'agrandit de la Géorgie, du Chirvan, du Loristan, de Tébriz, avec une partie de l'Aderbaïdjan.

§ XIII. — *Révoltes des janissaires et troubles dans les provinces.* — *Nouvelles guerres en Hongrie.* — *Mort d'Amurat III.*

Quelques mois auparavant, avait éclaté à Constantinople une furieuse révolte des janissaires. L'esprit de cette milice se corrompait de plus en plus : pendant la guerre de Perse, elle avait plus d'une fois fait preuve d'indiscipline. Le defterdar et le beylerbey de Roumélie ayant voulu la payer avec une monnaie de bas aloi, elle assaillit le sérail en demandant les têtes de ces deux fonctionnaires. Il fallut les satisfaire, et le sultan n'osa se venger qu'en destituant plusieurs grands dignitaires soupçonnés d'avoir provoqué l'émeute pour le perdre. Dans les trois années suivantes, les janissaires s'insurgèrent encore deux fois : la peine en retomba

sur les vizirs, qui furent déposés. En 1593, ce furent les sipahis qui se révoltèrent et qui demandèrent la tête du defterdar ; on hésitait à les satisfaire, parce que la victime était un *émir*, c'est-à-dire un membre de la famille du prophète; les janissaires intervinrent, et, moitié par force, moitié par conciliation, l'ordre fut rétabli. Quelque temps après, les janissaires eurent l'audace d'établir de leur propre autorité un voïvode en Moldavie, et leur protégé ne fut déposé que parce qu'il ne paya pas le tribut.

Dans le même temps des troubles agitaient plusieurs provinces. Dans le district de Keifé, en Asie, un aventurier qui se donnait pour Ismaïl, fils de Schah-Thamasp, essaya de se faire un parti ; vaincu et pris par le gouverneur d'Erzeroum, il subit le dernier supplice. En Égypte, les milices du pays se soulevèrent. A Bude, la garnison, à qui on devait six mois de solde, assassina le pacha : trente-cinq des coupables furent pendus. Enfin, à Tébriz, les troupes se mutinèrent parce qu'on voulait les payer avec la monnaie altérée de Constantinople ; le gouverneur, Djafer-Pacha, entra en pourparlers avec les principaux rebelles, les convoqua à un grand festin en signe de réconciliation, et les fit massacrer au nombre de dix-huit cents. Une peste terrible, qui désola la capitale en 1592, mit le comble aux calamités publiques. L'insolence des janissaires devenait intolérable : on résolut de faire la guerre pour s'en débarrasser. Sinan-Pacha, qui était redevenu grand vizir, fit décider qu'on la porterait en Hongrie.

Les hostilités commencèrent aussitôt. Hassan-Pacha, gouverneur de Bosnie, prit Sissek, en Croatie, et remporta une victoire signalée sur Nadasdy, qui fut fait prisonnier; mais, l'année suivante, obligé de livrer bataille aux Impériaux, sous les murs mêmes de Sissek, il fut complétement défait et se noya avec un grand nombre des siens. La guerre fut alors déclarée à l'Autriche, et son ambassadeur emprisonné. Le grand vizir s'empara de Wesprim et de Palota ; en revanche, le pacha de Bude fut vaincu près de Stuhlweissembourg et neuf forteresses tombèrent au pouvoir des

Impériaux. L'année suivante, (1594), les Autrichiens prirent Néograd, Chrastovitz, Gora, Pétrinia et Sissek; les Ottomans s'emparèrent d'Iata, de Saint-Marton, de Papa, de Raab. Les succès semblaient donc se balancer, quand la Transylvanie, la Moldavie, la Valachie se révoltèrent à la fois, avec un ensemble qu'on n'avait pas vu depuis longtemps, et firent alliance avec l'empereur; les Turcs répandus dans ces trois provinces, furent massacrés. Dans l'espérance de réveiller l'ardeur des janissaires, Amurat fit partir leur aga, qui jusque-là n'entrait jamais en campagne qu'avec le sultan; il fit venir de Syrie la bannière sainte du prophète pour l'envoyer en Hongrie; mais rien de tout cela ne put remédier à l'indiscipline et au découragement des troupes. Bientôt le bruit de la maladie du sultan acheva d'abattre les soldats. On rapporte que le faible Amurat fut singulièrement frappé d'un rêve bizarre que lui raconta un de ses favoris; il crut y voir le présage de sa fin prochaine. Alors il tomba malade, se fit porter dans un kiosque d'où l'on avait vue sur le port, et ordonna de jouer autour de lui une musique lugubre. Deux galères égyptiennes qui entraient dans la Corne d'or ayant fait le salut ordinaire, les détonations de l'artillerie brisèrent les vitres du pavillon : ce fut encore un présage pour le superstitieux sultan. « Jadis, dit-il, toute l'artillerie de la flotte ne faisait pas éclater une vitre; je vois que c'en est fait de moi! » Dans la nuit même, il expira (6 janvier 1596).

CHAPITRE VI

RÈGNES DE MAHOMET III ET D'ACHMET Ier (1596-1617)

§ I. — *Premiers actes et caractère de Mahomet III. — Révolte en Asie. — Indépendance de la Valachie.*

A Amurat succéda Mahomet III, fils de la Vénitienne Baffa. Son avénement fut marqué par la plus horrible application de la loi fratricide de Mahomet II : il fit étrangler par les muets ses dix-neuf frères, dont les cercueils, parés de turbans et de plumes de héron, furent déposés solennellement près de la tombe paternelle. On distribua aux troupes des sommes considérables, et les janissaires seuls reçurent pour leur part 600,000 ducats. Enfin, pour contenter aussi les oulémas et les croyants, Mahomet, renouvelant une cérémonie négligée par son père, se rendit en grande pompe à la mosquée pour y faire la prière publique.

Malgré la sanglante tragédie de son avénement, le nouveau sultan, élève du poëte Névi et de l'historien Seadeddin, était un prince éclairé, protecteur des lettres et des légistes. Lui-même, il composait des vers et il les signait du nom d'*Adli*, qui veut dire le *Juste*. Il montra, en effet, des intentions droites, et l'un de ses premiers soins fut d'acquitter les dettes contractées par son père envers plusieurs caisses publiques. Il pratiquait scrupuleusement les lois de l'islamisme et prétendait les faire observer : « Sache, disait-il à l'un de ses ministres, que j'ai juré de ne jamais faire grâce à un grand vizir, mais de punir sévèrement la moindre prévarication. » Malgré cela, Mahomet ne sut point arrêter la décadence des Ottomans.

Ce prince, dont le langage officiel respirait l'orgueil de la puissance absolue, fut continuellement dominé par sa mère et par ses ministres. La sultane-validé maintenait son crédit auprès de son fils en lui donnant de belles esclaves. Sinan-Pacha, Djighala-Zadé et Hassan le Cruel, qui lui succédèrent, tous renégats et parvenus au pouvoir par la violence et la bassesse, mirent à l'encan les charges publiques, altérèrent les monnaies, et établirent des taxes nouvelles en nature et en argent. L'or, détourné par ces ministres concussionnaires, manquait souvent pour les dépenses les plus urgentes et pour la solde même des troupes. De là des séditions toujours renaissantes, que le sultan n'aurait pu réprimer sans la rivalité des sipahis et des janissaires.

Constantinople ne fut pas le seul théâtre de ces insurrections. En 1599, une émeute de soldats faillit enlever à la Porte ses provinces d'Asie. Les insurgés formaient une armée redoutable, et Dely-Hasan, leur chef, vainqueur de plusieurs vizirs, disait dans ses décrets souverains : « J'ai abattu dans ces contrées la puissance ottomane, et la domination m'appartient aujourd'hui sans partage. » Ce mouvement ne fut pas exclusivement militaire : les Kurdes, les Turcomans et d'autres tribus asiatiques y prirent une part très-active. Trois années furent employées à les soumettre. Enfin, Dely-Hasan consentit à poser les armes; il obtint le gouvernement de la Bosnie et tourna ses hordes sauvages contre les chrétiens. 50,000 hommes le suivirent; c'étaient des barbares à demi nus; ils avaient les cheveux longs et flottants, les bras et le cou entourés d'amulettes; des os de chameau pendaient à leurs étriers. Avant de quitter l'Asie, Dely-Hasan sacrifia trente moutons sur le tombeau de Soliman, fils d'Orkhan. Était-ce une nouvelle invasion des Turcs en Europe? Les musulmans eux-mêmes ne virent point sans effroi ces *tard-venus*, dont les lances, surmontées de banderoles blanches, n'épargnaient pas plus les Osmanlis que les raïas. L'armée de Dely-Hasan traversa la Roumélie comme un fléau dévastateur; enfin, arrivée aux bords du Danube, elle périt

presque tout entière en livrant bataille aux Hongrois (1603). Ce soulèvement de l'Asie amena, par contre-coup, une révolte des sipahis, qui, se trouvant privés des revenus de leurs timars par les rebelles, demandaient des compensations et voulaient piller les mosquées de Constantinople. La vie du sultan fut menacée; mais les janissaires, étant revenus d'Asie, tombèrent sur les sipahis et les ramenèrent à la soumission.

Cependant la guerre continuait dans la Hongrie et la Transylvanie : chaque année, les Turcs revenaient dans ces provinces, pillant, ravageant, emmenant des captifs, tour à tour vainqueurs et vaincus. Nous ne raconterons pas les détails fastidieux de ces expéditions, qui sont toujours les mêmes et n'inspirent que le dégoût, mais nous dirons quelques mots des événements de la Valachie, qui eurent une grande importance. Ce pays avait alors pour voïvode un homme remarquable et qui en est resté le héros populaire, Michel le Brave. A la fin du règne d'Amurat, il avait fait révolter les habitants et s'était allié avec l'empereur. Le grand vizir Sinan accourut avec une armée : il s'empara de Bukharest et la fortifia (1595). Mais Michel rejeta les Ottomans dans des marais impraticables; il prit Tergovitz et fit empaler ou rôtir toute la garnison. Les Turcs se retirèrent; mais, au passage du Danube, près de Giurgewo, il les surprit encore et les écrasa. Puis il emporta d'assaut Nicopolis et força Viddin à capituler. « Ainsi, dit un historien valaque, dans l'espace d'un an, toutes les forces turques avaient été repoussées; les forteresses du Danube n'appartenaient plus au croissant, l'aigle de la Valachie flottait sur leurs remparts; les pachas, les meilleurs généraux de la Porte, avaient échoué contre les efforts d'un peuple qui combattait pour la liberté de sa patrie. Il fallait cependant un prompt remède aux maux de la Valachie, suite inévitable de la guerre. Michel le Brave fit venir de la Transylvanie des vivres et des semences; il les distribua au peuple, qui, docile à la voix de son souverain, sortit des forêts vierges et éternelles qui couvrent une grande partie de la princi-

pauté, et qui, dans des temps malheureux, ont été des forteresses impénétrables et les plus sûrs asiles des habitants. Les Valaques se mirent à rebâtir leurs villes et leurs villages; de nouvelles maisons s'élevèrent bientôt sur les ruines des anciennes, et la nation se sentit fière de l'indépendance qu'elle avait si chèrement achetée. Cependant, cette indépendance n'était pas encore assez assurée; elle exigeait de nouveaux sacrifices, de nouveaux combats. Les Turcs, quoique déjà vaincus plusieurs fois, ne voulaient pas perdre la Valachie sans essayer d'abord tous les moyens possibles pour s'en rendre maîtres. C'est que cette principauté était pour eux une source intarissable de richesses, ou, comme ils disent eux-mêmes, le grenier de Constantinople. En effet, cette capitale ne se nourrissait que des productions de la Valachie : elle en retirait des bœufs, des moutons, du blé et d'autres grains, du fromage, du beurre, du miel. Perdre tous ces avantages était un malheur irréparable pour la Porte (1). »

§ II. — *Guerre de Hongrie. — Ménagements des vizirs pour les chrétiens. — Michel le Brave.*

Pendant que Michel délivrait la Valachie, les Impériaux s'emparaient, en Hongrie, de la place de Gran et de quelques autres villes moins importantes. Alors Mahomet III eut recours aux négociations; il essaya de rompre l'alliance de l'empereur Rodolphe II et de Michel le Brave : repoussé de ce côté, il offrit à Sigismond Bathory d'annexer le territoire valaque à la Transylvanie; Sigismond répondit qu'il ne tournerait jamais ses armes contre les chrétiens. Le sultan, malgré ces deux échecs de sa diplomatie, n'en résolut pas moins une nouvelle expédition. Sur les instances des janissaires, il suivit l'exemple de son aïeul Soliman et se mit à la tête de l'armée. Il entra en Hongrie et prit la ville d'Erlau,

(1) Michel de Kogalnitchano, *Histoire de la Valachie et de la Moldavie*, t. I, p. 162. Berlin, 1837.

dont la garnison fut massacrée par les janissaires, au moment où, suivant la capitulation, elle sortait de la ville (1596). L'archiduc Maximilien et Sigismond Bathory arrivèrent trop tard au secours de cette place; après quelques succès sans importance, leurs troupes furent mises en déroute dans la plaine de Keresztes : 50,000 Allemands ou Hongrois périrent dans cette bataille, que les Ottomans ont comparée à celle de Mohacz. Le sultan rentra en triomphe dans les murs de Constantinople.

Après la prise d'Erlau et la bataille de Keresztes, on ne trouve plus à signaler, sous le règne de Mahomet III, que la délivrance de Kanischa, vainement assiégée par une armée allemande (1602). La guerre se faisait des deux côtés avec une égale fureur; les Hongrois et les Wallons au service de l'empire commirent même souvent de plus grands excès que les Turcs; car, si les vizirs subissaient à Constantinople le joug des janissaires et des sipahis, ils maintenaient dans les camps une sévère discipline.

L'un d'eux, Ibrahim, sut gagner par sa douceur les habitants des frontières et les sujets chrétiens. « Les Serbes et les Valaques de Semendria et de Temeswar accouraient en foule auprès de lui; il les comblait de présents et leur donnait des drapeaux. Les habitants chrétiens de Posega ayant tué le juge turc dans une émeute, il prétendit que les choses s'étaient passées ainsi par son ordre, et il expédia même un acte pour attester que le sang du magistrat avait été versé légitimement. A ceux qui lui faisaient des représentations sur une telle manière d'agir, il répondit : « Faut-il, par des poursuites, rejeter ces raïas dans les bras de l'ennemi ? » Il se servit des bandes de sujets chrétiens, amenées ainsi sous ses étendards par la flatterie, l'indulgence et les libéralités, pour exterminer les heiduques, qui, depuis trente ans, répandaient la terreur dans la Slavonie (1). » En Valachie même, il se trouva des chrétiens pour soutenir la cause des Turcs : Michel le Brave eut à réprimer,

(1) Hammer, t. II, p. 292.

en 1597, une conjuration formée par plusieurs primats en faveur de la Porte Ottomane. Ce voïvode aurait été pour Mahomet III un ennemi plus dangereux, si l'ambition n'avait pas tourné ses armes contre les chrétiens. Il réunit violemment sous son autorité la Moldavie, une partie de la Transylvanie, et songea même à se faire roi de Hongrie et de Pologne. Tout occupé de ses intérêts personnels, il ménagea, dans les derniers temps de sa vie, les musulmans qu'il avait combattus d'abord avec tant d'énergie et de bonheur; il sollicita l'investiture du sultan, et négocia secrètement avec Ibrahim un traité d'alliance. La mort vint arrêter ses projets. Il périt assassiné par l'ordre de Basta, commandant des troupes impériales en Transylvanie, et laissa la Valachie en proie à la guerre civile et à l'invasion musulmane (1601). « Michel le Brave, dit un historien allemand, a puissamment aidé à détourner la barbarie turque des autres parties de l'Europe. Si cet homme avait eu une éducation plus soignée, s'il n'était pas tombé dans des conjonctures aussi difficiles, il aurait été comparé à Jean Hunyade. Son règne, s'il avait duré plus longtemps, aurait été décisif pour procurer un meilleur sort aux pays situés sur le Danube inférieur. Mais, dans la quarante-troisième année de sa vie, il fut arraché violemment de sa carrière; ses entreprises n'ont pas eu de suite: son nom, du moins, vivra dans l'histoire (1). »

§ III. — *Relations de la Porte avec la France. — Savary de Brèves.*

Pendant que les Impériaux lui disputaient la possession de la Hongrie, et que le voïvode Michel lui enlevait celle du pays valaque, Mahomet III parvint à se maintenir en paix avec les autres États chrétiens. La Pologne sollicita le maintien des traités et envoya plusieurs ambassades à Constantinople; la république de Venise

(1) Engel, *Histoire de la Moldavie et de la Valachie*, p. 268.

félicita le sultan de ses succès sur les Allemands ; l'ambassadeur anglais Burton le suivit en personne dans la campagne de 1596 ; enfin, la France resserra son alliance. Elle était représentée auprès de Mahomet par Savary de Brèves, successeur de Savary de Lancosme, l'un des hommes qui ont le plus contribué, par leur zèle et leurs lumières, à étendre notre influence en Orient.

Il chercha d'abord à faire servir l'alliance ottomane aux affaires de son maître. Les Marseillais avaient embrassé le parti de la Ligue et refusaient de reconnaître Henri IV ; le sultan, par le conseil de Brèves, leur écrivit pour les engager à se soumettre à leur roi légitime, en les menaçant d'une guerre qui ruinerait leur commerce. Philippe II avait envoyé une ambassade à Constantinople pour solliciter l'alliance des Turcs : le sultan, à la demande de Brèves, refusa de la recevoir ; de plus, il renouvela solennellement ses protestations d'amitié pour Henri IV, à qui il députa un de ses favoris pour le féliciter de ses victoires. « Enfin, dit Brèves dans ses Mémoires, je l'obligeai à tenir, quatre ou cinq années durant, de grandes forces sur mer pour divertir la puissance espagnole et l'empêcher de se porter entière au secours de la Ligue. » Le crédit de l'ambassadeur français devint tel, que l'historien turc Selaniki en parle ainsi : « Peu s'en fallait que, dans la maison de l'islamisme, un véritable enthousiasme ne se fût déclaré pour la France par les menées de son maudit ambassadeur. »

Cependant, avec un gouvernement aussi désordonné que celui des Turcs, avec des pachas indépendants et des populations fanatiques, avec des haines religieuses qu'aucune considération politique ne pouvait affaiblir, l'alliance de la Porte avec la France avait toujours quelque chose de précaire et de chancelant ; les capitulations étaient souvent violées ; les catholiques se trouvaient exposés à de nombreuses et obscures persécutions ; nos marchands et nos voyageurs avaient à subir des avanies fréquentes des autorités musulmanes. Brèves s'occupa, avec une persévérance infatigable, à empêcher ces tyrannies, ces abus, ces violations des trai-

tés; et il fit intervenir, dans les iniquités des Turcs envers les chrétiens, le nom de la France avec tant de sagesse, qu'il réussit presque toujours à les empêcher. Ainsi, les janissaires s'étant portés en fureur sur les églises de Galata, à cause de trois renégats qui s'y étaient réfugiés; il les arrêta en se jetant au-devant d'eux, en les menaçant de la vengeance de son maître, en déclarant qu'il défendrait au péril de sa vie l'exercice de la religion chrétienne. Il détourna de l'île de Chio la colère du sultan, qui voulait punir sur les habitants une surprise tentée par quelques galères toscanes. Il arrêta le pacha de Damas, qui voulait convertir en mosquée l'église du Saint-Sépulcre. Enfin, en l'an 1600, « ayant été averti, raconte-t-il lui-même, que le Grand Seigneur avoit pris résolution, à cause des mauvais succès de la guerre de Hongrie, d'empêcher non-seulement les dévotions aux pèlerins qui abondent à Jérusalem, mais les retenir esclaves et les mener à Constantinople à la chaîne, avec les religieux qui étoient à la garde du saint sépulcre; soudain que l'avis de cette inopinée résolution me fut donné, je la fis révoquer, lui disant que c'étoit donner moyen au pape Clément VIII d'unir toutes les puissances chrétiennes pour se venger de l'injure que tout le christianisme recevroit, estimant que mon roy, comme prince très-chrétien et très-pieux, seroit des premiers à se bander contre sa puissance. »

« La créance que je m'étois acquise, dit-il encore, près des ministres du Grand Seigneur, et la langue du pays que je possédois, me donnoient moyen de servir avantageusement le roy et d'aider ceux qui recouroient à la puissante protection de son nom. Aussi n'y a-t-il point de villes en Europe qui n'aient ressenti les effets de mon assistance; car j'ai fait donner la liberté à plus de 1,000 ou 1,200 hommes, en divers temps, qui étoient esclaves, aux uns par mon industrie, aux autres pour avoir été pris contre les traités et capitulations accordés au roy, tant en faveur de ses sujets que des étrangers qui ont liberté de trafiquer par les pays du Grand-Seigneur, sous l'étendard et bannière de Sa Majesté. »

L'un des soins principaux de M. de Brèves fut d'empêcher les empiétements de l'Angleterre sur le commerce français. Élisabeth ayant obtenu de la Porte des capitulations analogues à celles de la France, les vaisseaux anglais firent concurrence aux vaisseaux français; mais ils ne s'en tinrent pas là. « Ils cherchèrent soigneusement, dit Brèves, les moyens de ravaler l'honneur de la bannière françoise, et ils firent agréer au Grand-Seigneur que les nations étrangères qui n'ont point d'ambassadeurs à la Porte et qui ont liberté de trafiquer par ses pays sous l'étendard françois pussent y venir sous la bannière angloise. » L'Angleterre était alors alliée de la France, et Henri IV devait en partie sa couronne aux secours d'Élisabeth; malgré cela, Brèves se plaignit vivement de l'usurpation des Anglais sur le privilége le plus précieux que la France eût obtenu de l'amitié de la Porte; il en demanda réparation; et, malgré l'opposition de l'ambassadeur d'Élisabeth, la concession qui lui avait été faite fut révoquée.

Cependant les Anglais ne se contentaient pas de faire aux marchands français une concurrence régulière et honnête : voulant détruire un commerce dont ils étaient très-jaloux, ils faisaient la course sur nos vaisseaux, s'entendaient même avec les corsaires de Barbarie et allaient vendre dans les ports africains, non-seulement les bâtiments qu'ils avaient pris, mais encore les équipages. Henri IV et son ambassadeur dévoilèrent ces infamies à la Porte Ottomane, et en demandèrent réparation avec menace de cesser toute relation avec elle. A cette époque, plusieurs gentilshommes français étaient allés servir parmi les Impériaux, et l'un d'eux, le duc de Mercœur, commandait même une des armées de l'empereur. Le sultan avait plusieurs fois demandé au roi de France le rappel de ces seigneurs; « car, dit un historien du temps, ce que le Turc a toujours le plus redouté aux guerres de Hongrie, c'est l'épée de France. » Mais il n'avait rien obtenu; une ambassade spéciale (1601), accompagnée de grands présents, avait même été envoyée inutilement; il résolut alors de satisfaire aux plaintes du roi de

France sur les pirateries des Anglais et des Barbaresques, pour l'obliger de défendre le voyage de Hongrie à ses sujets, et il écrivit des lettres menaçantes à la reine d'Angleterre et aux vice-rois de Tunis et d'Alger. Avant que ces lettres fussent arrivées, Élisabeth mourut; l'ambassadeur de France recommença ses plaintes, et de nouvelles lettres furent envoyées. Voici en quels termes le sultan annonça à Henri IV qu'il avait satisfait à ses demandes :

« Votre ambassadeur qui réside à notre Sublime Porte nous a fait entendre que les Anglais, sous prétexte d'être nos confédérés, viennent par les mers de notre empire, y prenant et déprédant vos sujets, ceux de la république de Venise et autres marchands qui naviguent sous votre bannière. Il s'est aussi plaint que les corsaires de Barbarie font le semblable, sans avoir égard à l'ancienne amitié qui se conserve entre Nos Majestés. Par cette cause, nous avons écrit à la reine d'Angleterre une lettre dont nous vous faisons part, comme aussi des commandements que nous avons faits à nos esclaves de Barbarie... Nous désirons que vous ne doutiez nullement que c'est contre notre intention que ceux qui dépendent de notre obéissance molestent les sujets de Votre Majesté en s'unissant avec les pirates anglais pour participer à leurs butins et larcins. Ayant appris par vos lettres que notre vice-roi de Tunis, Mustapha-Pacha, était de ceux qui s'entendent avec lesdits Anglais, nous l'avons privé de son gouvernement, avec commandement qu'il vienne rendre compte de ses actions à notre Grande Porte, et avons établi en son lieu un autre vice-roi auquel nous avons expressément commandé d'empêcher qu'en aucune façon vos sujets trafiquant par les lieux de notre obéissance soient molestés. Nous avons aussi privé Soliman-Pacha, notre vice-roi d'Alger, pour les mécontentements qu'il a donnés à Votre Majesté, de son office, et commandé qu'il ait aussi à venir rendre compte de ses déportements, ayant mis en son lieu un autre vice-roi fort pratique, qui sait et reconnaît le respect qui se doit à l'ancienne amitié de Nos Majestés... Nous avons commandé à notre vizir Hassan-Pacha

d'écrire au roi d'Angleterre (Jacques Ier), en notre nom, qu'en cas qu'il désire notre amitié, il est nécessaire qu'il retienne et empêche que ses sujets ne fassent plus de courses sur nos mers, avec la protestation que ceux qui commettront acte d'hostilité sur ceux qui se trouvent dans notre empire seront retenus avec leurs vaisseaux et facultés, qui seront distribués à ceux qui auront reçu quelque dommage d'eux.. Nous vous envoyons aussi notre lettre impériale pour le roi de Fez, afin qu'en considération de notre amitié il empêche que ses sujets n'achètent les Français, et mette en liberté ceux qui se trouvent par les lieux de son obéissance... Votre Majesté, de sa part, trouvera bon, à l'imitation des empereurs ses aïeuls, de faire cas de notre amitié et de la conserver chèrement, empêcher qu'aucun de vos sujets n'ait à servir nos communs ennemis, ayant appris que beaucoup d'iceux, contre le devoir qui se doit à notre dite amitié, vont au service du roi de Vienne. Tels ne nous font pas seulement desservice, mais, si vous le considérez, vont au service des ennemis de Votre Grandeur (15 août 1603). »

Les Anglais cessèrent leurs pirateries; des deux vice-rois disgraciés, celui de Tunis fut dépouillé et emprisonné, celui d'Alger étranglé; les Barbaresques semblèrent effrayés et discontinuèrent leurs courses. La mort de Mahomet III (1603) ne changea point les relations de notre pays avec la Porte Ottomane, et, sous son successeur Achmet Ier, les succès de notre diplomatie continuèrent.

§ IV. — *Guerre et traité avec la Perse. — Traité de Sitvatorok.*

Achmet Ier, suivant l'expression d'un poëte turc, « est le premier entre tous les fils d'Osman qui posséda l'empire avant d'avoir porté l'étendard, » c'est-à-dire avant d'avoir atteint l'âge mûr : il n'avait que quinze ans. Son père lui léguait un pouvoir affaibli par les séditions des soldats, et deux guerres à soutenir, l'une en

Hongrie contre les Impériaux, l'autre en Asie contre le schah de Perse.

En 1603, le redoutable Schah-Abbas, rompant toute convention faite avec les Turcs, s'empara de Tébriz, d'Erivan et de Kars. Il maintint ses avantages jusqu'en 1612 et arracha alors à la Porte un traité par lequel elle renonçait à toutes ses conquêtes depuis Sélim. Les révoltes qui éclatèrent en Asie favorisèrent les armes des Persans. La soumission de Deli-Hasan n'avait pas mis fin à l'insurrection. D'autres chefs lui succédèrent, et la rébellion s'étendit depuis les frontières de Perse et de Syrie jusqu'aux rives du Bosphore. Les Kurdes, les Druses, toutes les tribus du Liban, figurèrent dans cette ligue formée par les populations asiatiques contre l'autorité des Osmanlis. La lutte fut longue et meurtrière. Murad-Pacha, dont l'impitoyable énergie réussit à la terminer, y gagna le surnom de *Restaurateur de l'empire.*

En Europe, la guerre de Hongrie fut poussée avec peu de vigueur; mais l'Autriche ne sut pas profiter de la diversion si favorable de la guerre contre la Perse et les révoltés d'Asie; elle irrita les Hongrois, qui se donnèrent pour roi Boskaï, oncle de Sigismond Bathory, et sollicitèrent la protection du sultan. Celui-ci s'empressa de donner l'investiture à Boskaï (1605). L'Autriche, éclairée par cet acte, conclut, en 1606, un traité par lequel elle reconnut Boskaï comme prince de Transylvanie et des districts de la Hongrie que les Bathory avaient possédés : il fut stipulé qu'à la mort de Boskaï toutes ses possessions reviendraient à l'empire. Alors la Porte consentit à signer le traité de Sitvatorok (11 novembre 1606), où l'orgueil ottoman fléchit pour la première fois et abolit les conditions humiliantes des traités précédents. Le tribut annuel de 30,000 ducats, que l'Autriche payait au sultan sous le nom de présent d'honneur, fut supprimé; « pour cette fois seulement, était-il dit dans le traité, 200,000 écus seront payés aux Turcs; mais, à l'avenir, tous les trois ans, des ambassadeurs iront porter des présents volontaires dont la valeur ne sera déter-

minée d'aucun côté. » L'empereur et le sultan, ajoutait-on, se traiteront sur un pied d'égalité; les attaques, les surprises, les irruptions, devront cesser; les dommages seront réparés et les prisonniers mis en liberté. Gran, Erlau et Kanischa restèrent au pouvoir des Turcs; l'Autriche conserva Raab et Comorn. Cette paix fut ratifiée par les États de Hongrie et d'Autriche, réunis à Presbourg (1608), et une convention, signée à Vienne en 1615, la confirma pour vingt ans.

« Cette paix de Sitvatorok, qui n'a pas assez fixé l'attention des publicistes, et dont le souvenir s'est perdu, effacé par celui du traité de Carlovitz, signé un siècle plus tard, a pourtant une haute signification dans l'histoire du droit politique et des rapports diplomatiques entre la Turquie et le reste de l'Europe : elle fixa pour la première fois une borne à la conquête ottomane, qui jusqu'alors avait menacé l'Occident. Les signes de vasselage, les tributs annuels apportés par des ambassadeurs, furent supprimés; les relations diplomatiques furent établies sur un pied d'égalité; la Transylvanie fut soustraite à demi au joug turc, et la Hongrie, bien que soumise encore à la domination ottomane pour une partie de son territoire, fut au moins affranchie du tribut pour le reste. Pour la première fois furent observés, de la part du sultan et du grand vizir, les formalités diplomatiques en usage parmi les nations de l'Europe. L'acte, écrit en turc, ne fut pas, comme cela s'était fait jusqu'alors, imposé aux plénipotentiaires impériaux sans qu'il leur fût permis d'en prendre connaissance; il fut examiné par les drogmans des deux parties. La paix de Sitvatorok annonça aux puissances européennes la décadence de la Porte Ottomane et prépara le traité de Carlovitz (1). »

Peu de temps après cette paix, Boskaï mourut; mais les Transylvains refusèrent de se mettre sous la domination autrichienne, et ils prirent successivement pour princes, sous la protection de la

(1) Hammer, t. II, p. 327.

Porte, Sigismond Ragotzki, Gabriel Bathory, enfin Bethlen Gabor, l'ennemi implacable de la maison d'Autriche, qui assista à 42 combats et fut l'allié fidèle des sultans. Ce prince, dans le firman d'investiture, s'engagea à empêcher les voïvodes de Valachie et de Moldavie d'acquérir aucun domaine, aucun château sur son territoire; et si ces voïvodes, vassaux de la Porte, se révoltaient contre le sultan, il devait leur refuser asile et les envoyer prisonniers à Constantinople. « Ainsi, dit un historien roumain, la Turquie avait compris que, tant que les princes moldo-valaques seraient attachés à la Hongrie ou à la Transylvanie par des intérêts de propriété ou par l'espoir d'y trouver un refuge, ils tiendraient toujours pour ces deux pays et, par conséquent, pour la chrétienté. Cet article du firman d'investiture donné à Bethlen sépara les Moldo-Valaques du reste des chrétiens, et les soumit irrévocablement à l'autorité turque (1). » La Pologne renouvela, en 1609, les capitulations conclues sous Mahomet III. Elle s'engageait à empêcher les irruptions des Cosaques en Moldavie ; la Porte s'obligeait, de son côté, à préserver la Pologne des ravages des Tartares ; le fisc n'avait aucun droit sur les successions des Polonais morts en Turquie, et réciproquement ; les Polonais auraient toujours la faculté de racheter leurs compatriotes de l'esclavage. Les capitulations furent également renouvelées en faveur de la république de Venise. Enfin, en 1612, les Provinces-Unies des Pays-Bas obtinrent, pour la première fois, un traité semblable par sa teneur à ceux que la Porte avait conclus avec la France et l'Angleterre, mais borné au commerce. Les Hollandais en profitèrent pour introduire en Turquie l'usage du tabac. Vainement le mufti tenta de s'opposer à cette innovation ; les soldats et le peuple se soulevèrent contre ses ordonnances, qu'il fut obligé de révoquer.

De tous les ambassadeurs chrétiens à Constantinople, celui de Henri IV resta, sous Achmet comme sous Mahomet III, le plus

(1) Kogalnitchano, t. I, p. 261.

influent et le plus zélé défenseur des intérêts européens. Les relations de la Turquie avec la France prirent alors une si grande importance, que nous croyons devoir entrer sur ce sujet mal connu dans quelques détails.

§ V. — *Renouvellement des capitulations avec la France.*

En 1604, à la demande de Savary de Brèves, les capitulations furent renouvelées par un hatti-chérif dont voici les principales dispositions :

« Notre Hautesse, dit Achmet, ayant été priée du sieur de Brèves, au nom de l'empereur de France, son seigneur, comme son conseiller d'État et son ambassadeur ordinaire à notre Porte, de trouver bon que les traités de paix et capitulations qui sont de longue mémoire entre notre empire et celui de son dit seigneur fussent renouvelés et jurés de Notre Hautesse ; sous cette considération, pour l'inclination que nous avons à conserver cette ancienne amitié, avons commandé que cette capitulation soit écrite de la teneur qui suit :

» 1. Que les ambassadeurs qui seront envoyés de la part de Sa Majesté à notre Porte, les consuls qui sont nommés d'elle pour résider par nos havres et ports, les marchands ses sujets qui vont et viennent par iceux, ne soient inquiétés en aucune façon que ce soit, mais, au contraire, reçus et honorés avec tout le soin qui se doit à la foi publique.

» 2. Que, les Vénitiens et Anglais en hors, les Espagnols, Portugais, Catalans, Ragusais, Génois, Anconitains, Florentins et généralement toutes autres nations quelles qu'elles soient, puissent librement venir trafiquer par nos pays, sous l'aveu et sûreté de la bannière de France, laquelle ils porteront comme leur sauvegarde ; et, de cette façon, ils pourront aller et venir trafiquer par les lieux de notre empire, comme ils y sont venus d'ancienneté, et qu'ils obéissent aux consuls français qui résident et demeurent par

nos havres, ports et villes maritimes. Nous commandons aussi que les sujets dudit empereur et ceux des princes ses amis, alliés et confédérés, puissent, sous son aveu et protection, venir visiter librement les saints lieux de Jérusalem, sans qu'il leur soit fait ou donné aucun empêchement.

» 3. De plus, pour l'honneur et l'amitié d'icelui empereur, nous permettons que les religieux qui demeurent en Jérusalem, Bethléem et autres lieux de notre obéissance pour servir les églises qui s'y trouvent d'ancienneté bâties, y puissent avec sûreté séjourner, aller et venir sûrement, sans aucun trouble et destourbier, et y soient bien reçus, protégés, aidés et secourus en la considération susdite.

» 4. Derechef nous commandons que, les Vénitiens et Anglais en hors, toutes les autres nations ennemies de notre Grande Porte, lesquelles n'y tiennent ambassadeurs, voulant trafiquer par nos pays, elles ayent d'y venir sous la bannière et protection de la France, sans que jamais l'ambassadeur d'Angleterre ou autres ayent de s'en empescher.

» 5. Voulons et ordonnons que toutes permissions qui se trouvent avoir été données ou qui se pourront donner par surprise ou mégarde, contraires à l'article précédent, soient de nul effet et valeur, ains que cette capitulation soit inviolablement gardée et entretenue. »

Ces deux articles, les plus importants du hatti-chérif de 1604, consacrèrent la prérogative exorbitante par laquelle les nations qui ont été perpétuellement en guerre avec la Porte, comme l'Espagne et l'Autriche, ont pu ne jamais interrompre leurs relations de commerce avec les pays ottomans, moyennant qu'elles se couvraient de la bannière de France.

L'article 6 donne aux Français et autres naviguant sous leur bannière le droit d'acheter en Turquie des cuirs, des cires, des cotons, « jaçoit-ce que ce soient marchandises prohibées et défendues d'enlever. »

L'article 7 prescrit l'admission des monnaies françaises en Turquie sans qu'elles puissent être refusées.

Les articles 8 et 9 interdisent de faire prisonniers les Français naviguant sur des vaisseaux ennemis de la Porte.

Les articles 10, 11 et 12 permettent aux vaisseaux français de prendre des vivres en tout temps dans les ports de l'empire.

Les articles 13, 14, 15 et 16 assurent aux Français l'exemption de tout impôt.

L'article 17 ordonne aux corsaires de Barbarie de respecter les vaisseaux français, et leur prescrit de délivrer les esclaves de cette nation : « Déclarons qu'en cas que lesdits corsaires continuent leurs brigandages, à la première plainte qui nous en sera faite par l'empereur de France, les vice-rois et gouverneurs desdits pays seront tenus des dommages et pertes qu'iceux Français auront faites, et seront privés de leurs charges; et ne sera besoin d'autre preuve du mal fait que la plainte qui en sera faite de leur part. De plus, nous consentons et avons pour agréable, si les corsaires d'Alger et de Tunis n'observent ce qui est porté par cette capitulation, que l'empereur de France leur fasse courir sus, les châtie et les prive de ses ports, et protestons de n'abandonner pour cela l'amitié qui est entre Nos Majestés impériales. »

L'article 18 concède aux Français le privilége de la pêche du corail sur la côte de Barbarie.

Les articles 19, 20, 21, 22, 23 et 24 sont relatifs au droit de justice des ambassadeurs et consuls sur les sujets français, « sans qu'aucun de nos officiers en prenne aucune connaissance ni juridiction. »

L'article 25 dit : « Et pour autant qu'icelui empereur de France est entre tous les rois et princes chrétiens le plus noble et de la plus haute famille, et le plus parfait ami que nous ayons acquis entre lesdits rois et princes de la croyance de Jésus, nous voulons et commandons que son ambassadeur, qui réside à notre heureuse

Porte, ait la préséance sur l'ambassadeur d'Espagne et sur ceux des autres rois et princes. »

Les autres articles, de 26 à 49, sont relatifs au commerce, à la justice, aux héritages, aux dettes, etc. Le 50e et dernier contient le serment solennel du sultan de ne pas contrevenir au traité « tant que l'empereur de France sera constant et ferme à la conservation de notre amitié, acceptant dès à présent la sienne avec volonté de la tenir chère et en faire estime. »

§ VI. — *Mission de Savary de Brèves. — Influence de la France en Orient.*

De Brèves, ayant obtenu ces capitulations, quitta Constantinople en 1605, et s'en alla visiter les églises et les chrétiens d'Asie, muni de nombreux firmans pour redresser les abus et réparer les iniquités des fonctionnaires ottomans. Il vit alors par lui-même combien les traités étaient insuffisants, combien la justice était difficile dans un État où les subalternes ont tant de moyens de faire les tyrans, où les haines religieuses excusent et même prescrivent les iniquités. Quoiqu'il fût accompagné d'un officier du sultan qui devait veiller à l'exécution des commandements de Sa Hautesse, il n'obtint qu'avec beaucoup de peine le redressement ou la réparation d'une multitude d'abus et d'injustices; il dut même souvent voir en silence bien des avanies, pour ne pas aggraver la position des chrétiens après son départ. Il fut reçu à Jérusalem avec honneur par les dignitaires ottomans; mais sa suite fut souvent injuriée par la populace. Après avoir fait rendre aux catholiques latins la garde des lieux saints qui leur avait été enlevée par les Grecs, il fit voile pour Tunis et Alger. Il avait des commandements du sultan aux corsaires de ces deux villes pour qu'ils eussent à cesser leurs pirateries, à rendre les Français qu'il avaient faits esclaves, à restituer les objets pillés sur des navires français, à rétablir les comptoirs français sur la côte de Barbarie. Il réussit en

partie à Tunis, et conclut avec la régence de cette ville un traité peu avantageux, mais qui assurait au moins contre les pirateries le commerce français. On y remarque que les Tunisiens s'engageaient « à ne pas recevoir dans leurs ports les corsaires anglais qui auroient déprédé les marchandises françaises, et si aucuns de ceux-ci y abordoient, ils promettoient de faire remettre lesdites marchandises aux mains du consul français. » De là, de Brèves alla à Alger; mais il ne put y être reçu; les corsaires de cette ville se souvenaient que, sur ses plaintes, trois ans auparavant, leur vice-roi avait été appelé à Constantinople pour rendre compte de ses pirateries sur les Français et, par l'ordre du sultan, étranglé.

De retour en France, de Brèves publia des Mémoires ou Discours sur son ambassade et sur l'état des Turcs. L'un d'eux avait pour but de justifier l'alliance de la France avec la Porte, au point de vue du commerce et de la religion, contre les scrupules des Français timorés, ou contre les déclamations de la maison d'Autriche, qui accusait toujours les rois de France de trahison envers la chrétienté. Ce Mémoire a pour titre : *Discours sur l'alliance qu'a le roi avec le Grand-Seigneur, et de l'utilité qu'elle apporte à la chrétienté.* Nous en extrairons quelques passages qui exposent nettement l'état de nos relations avec l'Orient au commencement du XVIIe siècle.

« Ce fut sous François Ier, dit-il, qu'on commença de négocier sûrement avec les Turcs; et le trafic s'y établit d'une telle façon, qu'à peine nous en pouvons-nous passer, et eux, au contraire, n'ont aucun besoin de nous; car il est très-notoire qu'il y a plus de mille vaisseaux sur la côte de Provence et de Languedoc qui trafiquent dans l'étendue de l'empire du Turc, et, par ce moyen, s'enrichissent non-seulement eux-mêmes, mais encore beaucoup de contrées de la France qui en reçoivent utilité.

» Et, bien que cet avantage soit assez puissant pour nous obliger à faire état de leur amitié, l'on ne peut pourtant estimer le crédit qu'elle donne à l'étendard et bannière de France, sous

laquelle ils permettent aux marchands espagnols, italiens, flamands, et généralement à toutes sortes de nations chrétiennes, de trafiquer chez eux avec la même liberté qu'ont les Français ; ce que nos rois ont particulièrement chéri, pour témoigner à tous les princes de l'Europe qu'ils ne conservent pas cette amitié pour leur intérêt particulier ni celui de leurs sujets, mais encore pour le bien universel de la chrétienté, laquelle, par ce moyen, s'approprie non-seulement les marchandises qui se peuvent recouvrer dans leur empire, mais aussi tout ce qui croît dans l'Asie, l'Afrique et même aux Indes orientales, que l'on trouve chez eux abondamment, par la commodité de la mer Rouge, qui porte à l'Égypte tout ce que l'Afrique et les Indes orientales ont de meilleur ; et l'Euphrate, d'autre part, chargé des richesses de l'Asie, les rend proche d'Alep, principale ville de la Syrie, où les marchands français et ceux qui veulent arborer notre étendard, en chargent leurs vaisseaux et les distribuent ainsi par toute l'Europe.

» Mais, outre ces pressantes considérations, la conservation du nom chrétien et de la religion catholique dans leur pays sera jugée très-importante, puisque l'on en peut espérer l'augmentation par le temps, au dommage et à la ruine entière de la secte mahométane ; car, sous prétexte de notre considération, et pour donner quelque chose à notre amitié, le Grand-Seigneur permet qu'il y ait six ou sept monastères dans la ville et faubourgs de Constantinople, lesquels sont remplis, les uns de religieux cordeliers, les autres de jacobins ; et, depuis peu, les pères jésuites y ont établi leur collége ; tellement, que Dieu y est servi avec le même culte et presque pareille liberté que l'on peut faire au milieu de la France ; sans mettre en considération un nombre infini de chrétiens grecs et arméniens, lesquels, en leurs plus pressantes nécessités, lorsqu'ils se sentent oppressés, n'ont recours plus assuré et ne cherchent autre protection que le nom puissant de nos rois, qui les met à couvert par le ministère de ses ambassadeurs.

» En effet, tout l'État du Turc est rempli de chrétiens ; même dans les îles de l'Archipel, il y a cinq ou six évêchés établis, et les évêques nommés par le saint-père et la plupart des habitants de ces îles vivent en la créance de l'Église romaine, dont les principaux sont l'archevêque de Naxi, l'évêque de Scio, celui d'Andra et de Syra, lesquels tous ne subsistent que par le seul nom français et se maintiennent avec cette protection. L'Égypte est aussi pleine d'un grand nombre de chrétiens appelés cophtes, qui vivent la plupart sous la discipline d'un patriarche que le roi d'Éthiopie reconnaît pour supérieur en la spiritualité.

» Mais, quand toutes ces considérations cesseroient, qui d'elles-mêmes pourroient obliger à rechercher cette amitié, si elle n'étoit contractée, quel avantage au nom français, quelle gloire au roi de France, très-chrétien, d'être seul protecteur du saint lieu où le Sauveur du monde a voulu naître et mourir ! Quel contentement de voir au milieu de l'État des infidèles fleurir le nom chrétien, voir dans la sainte Jérusalem le superbe temple que sainte Hélène y fit bâtir, dans lequel le saint sépulcre et le mont Calvaire sont enclos, et qu'il soit servi de trente ou quarante cordeliers choisis de toutes les nations, lesquels prient Dieu continuellement pour la prospérité des princes chrétiens, particulièrement pour notre roi, leur seul conservateur, sous l'aveu duquel ils ont pouvoir d'habiter en Jérusalem, y faire librement le service divin et recevoir les pèlerins de toutes nations, lesquels visitent les saints lieux avec toute sûreté, non sans ressentiment de la faveur qu'ils reçoivent de Sa Majesté, qui leur procure cet avantage. »

De Brèves, dans un autre endroit, donne encore pour raison de l'alliance du roi de France avec les Turcs le droit de protection qu'il en a acquis sur « tant de peuples qui n'ont repos ni sûreté que sous l'autorité de son nom ; » et il cite principalement les Maronites et les Druses du mont Liban. Enfin, il termine son mémoire en disant que les considérations politiques qui firent naître l'alliance doivent la maintenir ; et il convie Sa Majesté de la con-

server, « pour détourner les armes de ses ennemis par l'entremise du Turc. »

De Brèves eut pour successeur Gontaut Biron, baron de Solignac (1605). Il ne se passa rien d'important sous ce ministre, si ce n'est un commencement de persécution contre les prêtres catholiques. Les jésuites s'étaient établis à Constantinople ; avec leur ambition et leur activité ordinaires, ils avaient conçu de grands projets pour la régénération du catholicisme en Orient ; déjà ils avaient ouvert des écoles, commencé des prédications à Péra, et ils travaillaient avec succès à la réunion des Grecs au siége de Rome, lorsque les Anglais les dénoncèrent comme espions de l'Espagne et alarmèrent le divan sur leurs prétentions pour la sécurité de l'empire; aussitôt ils furent arrêtés et emprisonnés. A cette nouvelle, Solignac courut chez le vizir, réclama les jésuites comme sujets de la France, et obtint leur délivrance; mais le ministre ottoman ne lui cacha point sa répugnance pour ces religieux, et il lui déclara qu'il aimait mieux voir dix prêtres ordinaires qu'un jésuite à Constantinople.

Solignac mourut en 1611, et sous Achille de Harlay, baron de Sancy, qui lui succéda, « commencèrent, dit un historien, les humiliations par lesquelles l'autorité des ministres européens fut détruite à Constantinople, et l'alliance française se trouva presque rompue. » Cette alliance avait déjà subi deux phases distinctes : offensive et guerrière sous François Ier et Henri II, elle avait été bornée à des relations de bienveillance et de commerce sous les derniers Valois et sous Henri IV. A partir de l'ambassade de Harlay de Sancy, et pendant soixante ans, l'alliance change peu à peu de caractère ; elle s'altère, elle s'amoindrit, elle en vient au point de laisser craindre une rupture. Mais elle était tellement nécessaire et naturelle aux deux États, que, malgré d'énormes insultes, des voies de fait, même des hostilités ouvertes, il n'y eut de part et d'autre, pendant toute cette période de brouillerie et de refroidissement, que tendance à réconciliation. De plus, l'influence de la

France en Orient, son action sur les chrétiens d'outre-mer, n'en furent que médiocrement affaiblies : il y avait habitude et position prises.

Plusieurs causes amenèrent ce changement :

1° L'empire ottoman, qui ne voulait jadis avoir de rapports avec les États chrétiens que par la guerre, qui n'avait eu d'abord qu'un seul allié parmi les infidèles, commençait à sortir de son isolement, à admettre de nouvelles alliances, à laisser, comme disaient les Turcs, la Sublime Porte ouverte à tous. Son affection exclusive pour la France en fut altérée ; d'autres conseils que ceux de la France furent entendus dans le divan ; les puissances ennemies de la France exploitèrent l'ignorance des Turcs contre leurs anciens et premiers alliés.

2° La France avait recherché originairement l'alliance des Ottomans pour abaisser la maison d'Autriche : elle allait de nouveau engager la lutte avec cette maison ; mais elle regardait maintenant l'aide des Turcs comme scandaleuse et peu efficace ; elle avait trouvé des auxiliaires plus sûrs et moins dangereux dans les protestants d'Allemagne : aussi, pendant la guerre de Trente ans, Richelieu et Mazarin ne firent-ils que de faibles tentatives pour rendre à l'alliance entre la France et la Turquie le caractère qu'elle avait eu sous François Ier.

3° Pendant presque tout le XVIIe siècle, le trône ottoman ne fut occupé que par des princes orgueilleusement barbares, pleins de haine aveugle contre les chrétiens, qui ne s'entourèrent que de ministres imbus de leurs préjugés et souvent de leur ignorance ; ils ne voulaient pas distinguer les Français des autres peuples de l'Europe ; ils violèrent à plaisir, envers ces « chiens d'infidèles, » les capitulations, le droit des gens, les lois de l'humanité ; ils firent la guerre à la chrétienté sans but politique et par brutalité fanatique ; enfin ils autorisèrent les pirateries des Barbaresques, hideuse et dernière forme que prit l'esprit de conquête de l'islamisme.

4° Dans le même temps, la réaction catholique, qui suivit le triomphe passager du protestantisme, avait ranimé en France le zèle religieux, l'ardeur des conversions et de la propagande, l'esprit des croisades. L'opinion publique s'émouvait au récit des barbaries des infidèles; elle applaudissait aux expéditions projetées contre eux; elle demandait le renouvellement de la guerre sainte. La première moitié du XVIIe siècle donna naissance à une multitude d'écrits de tout genre sur la guerre contre les Turcs; la plupart excitaient le roi de France à suivre les traces de ses ancêtres, à aller « cueillir des palmes en Palestine. » Henri IV, dans ses projets de remaniement de l'Europe, mettait, comme couronnement à l'établissement de la république chrétienne, l'expulsion des Ottomans. Le fameux père Joseph fit un projet de croisade qu'il envoya à toutes les cours chrétiennes, et il publia à ce sujet un poëme intitulé *la Croisade*. « Vos ancêtres, disait Baudier à Louis XIII dans la dédicace de son *Histoire des Turcs*, vos ancêtres ont autrefois dissipé et détourné vaillamment un effroyable déluge d'infidèles qui menaçoient la chrétienté d'un naufrage universel; et l'on espère de votre royale valeur qu'après avoir heureusement acquis le nom de Juste en assurant et polissant votre État, elle vous ira faire recevoir, aux régions les plus voisines du lever du soleil, celui de Conquérant et de Libérateur de la chrétienté. » Savary de Brèves, lui-même, n'échappa pas à l'opinion de son temps, et il publia, en 1620, un écrit intitulé : *Discours abrégé des assurés moyens d'anéantir et ruiner la monarchie des princes ottomans*. Son plan consistait à former une coalition des États chrétiens, la puissance des Turcs n'étant venue que de notre désunion, et à soulever les fidèles de l'Albanie, de la Grèce, de l'Égypte, et surtout de la Syrie. « Que si jamais, dit-il, Dieu vouloit regarder de son œil les princes chrétiens, et leur donner un esprit de paix pour s'unir ensemble à la ruine de ces monstres qui vont insensiblement dévorant la chrétienté, quel port plus beau, quel havre plus assuré pourroient-ils désirer que de se

rendre au pied du mont Liban en Syrie, habité d'un très-grand nombre de chrétiens appelés Maronites, lesquels vivent sous l'obéissance du siége romain, et tendent les bras à ceux qui voudront les aider à secouer le joug de la tyrannie turque? Les chrétiens maronites sont peuples aguerris de longue main, qui s'attachent la plupart au service des Turcs sous le commandement du vice-roi de Tripoli, et les autres s'engagent avec les Druses, autre peuple du Liban, lesquels croient que leurs pères sont issus des Français qui conquirent la terre sainte, et sont ennemis des Turcs; ce seroit aisé, si jamais on faisoit entreprise pour la conquête de la terre sainte, de tirer 15,000 ou 20,000 arquebusiers de ce peuple, lequel affectionne grandement la religion catholique, mais particulièrement le nom français, auquel ils ont tous leur recours. »

5° Une cinquième cause du refroidissement de la Turquie pour la France fut l'inhabileté de nos ministres auprès de la Sublime Porte, et surtout leur ignorance de la religion, des lois, des usages des Ottomans. L'ambassade à Constantinople était un poste plein de difficultés, d'embarras et même de dangers : il exigeait autant de prudence que d'énergie; car il fallait, en usant sans cesse de la plus grande modération, ne pas montrer la moindre faiblesse, respecter les préjugés des Turcs, surtout dans les questions de forme et d'étiquette, et néanmoins ne pas céder le moindre honneur, la moindre prérogative; dans toutes les plaintes et réclamations, négocier avec persévérance, sans se lasser des délais, des refus, des dédains ordinaires de la politique ottomane, savoir à propos répandre l'argent, puisque tout était vénal et corrompu chez les Turcs, n'employer la menace qu'à la dernière extrémité, puisque la menace ne pouvait pas être suivie d'effets, enfin tout faire pour maintenir l'alliance, parce que l'alliance couvrait la France du côté de l'Orient, pendant que toute sa politique, toute sa puissance, toute sa vie, étaient occupées du côté de l'Occident.

§ VII. — *Résumé du règne d'Achmet.*

Revenons à Achmet, dont le règne marque les premiers pas de l'empire ottoman vers la décadence.

Achmet, étant monté sur le trône à quinze ans, ne devint homme qu'à la fin de son règne; il se montra alors bon, actif, plein de nobles desseins, s'inquiétant des abus, voulant faire régner la justice; mais le pouvoir absolu et les plaisirs du harem rendirent nulles ces bonnes dispositions. Ne sachant pas choisir les hommes, changeant continuellement de vizirs, emporté, capricieux, bizarre, il laissa prendre toute l'autorité aux habitants du sérail, et principalement au kizlar-aga, chef des eunuques noirs, qui avait une cour aussi pompeuse que celle de son maître. « On ne sait en vérité, dit une relation italienne, quel est le souverain. » Il se forma ainsi dans le harem un pouvoir dont les intérêts n'étaient ni ceux de l'empire ni ceux du sultan, mais uniquement ceux de femmes et d'eunuques, c'est-à-dire d'esclaves placés par la religion et la nature en dehors de la politique et du gouvernement : les vizirs durent s'y soumettre ou renoncer à leurs dignités. Le harem eut encore une autre influence : les filles et les sœurs des sultans, qui, à cette époque, commencèrent à épouser les favoris et les grands de l'empire, répandirent dans toute la nation les habitudes luxueuses du sérail. Pour satisfaire des besoins factices, les dignitaires vendirent la justice, dévastèrent les pays confiés à leur administration et ne reculèrent devant aucune exaction. Nacouh-Pacha osa proposer au sultan de lui acheter la dignité de grand vizir, et, lorsque plus tard il l'eut obtenue, il montrait à son maître, dans les chantiers de Constantinople, quelques vieilles carcasses démâtées comme de nouvelles constructions navales, et accapara ainsi des sommes énormes. L'armée n'échappa point à cette démoralisation générale : les janissaires, se livrant avec ardeur à l'industrie et au commerce, perdirent

leur renom guerrier et n'eurent plus, disait-on, bon pied et bon œil que pour voir si la cavalerie commençait à plier et pour s'enfuir ensuite à toutes jambes. Les sipahis virent distribuer à des favoris les timars devenus vacants; aussi tel sandjiak, qui fournissait jadis cent sipahis, put à peine en donner quinze, et fréquemment il n'y avait pas le dixième des hommes inscrits sur les contrôles (1).

Achmet mourut en 1617.

CHAPITRE VII

RÈGNES DE MOUSTAPHA Ier, D'OSMAN II, D'AMURAT IV ET D'IBRAHIM Ier (1617-1649)

§ I. — *Règnes de Moustapha Ier et d'Osman II* (1617-1622).

Achmet eut pour successeur son frère, Moustapha Ier. Ce prince était prisonnier depuis quatorze ans dans l'intérieur du harem; sa captivité l'avait complétement abruti; mais les oulémas, qui espéraient gouverner sous son nom, donnèrent son idiotisme comme un signe de sainteté.

Le commencement de son règne fut marqué par de graves insultes faites à l'ambassade de France. Un seigneur polonais, qui était enfermé aux Sept-Tours, s'étant échappé de sa prison par le secours du secrétaire de Sancy, le vizir accusa toute l'ambassade française d'avoir favorisé cette fuite; il fit arrêter violemment

(1) Ranke, *Histoire des Osmanlis*.

l'ambassadeur et ses gens, mit ses secrétaires à la torture et l'envoya lui-même aux Sept-Tours « Tu n'es pas le premier ambassadeur, lui dit-il, qui ait été logé dans nos prisons, mais tu seras le premier à qui on aura donné la géhenne. » On ne put obtenir sa délivrance qu'au bout de quatre mois, moyennant une rançon de 15,000 piastres, et en laissant en otage les gens de l'ambassade. De plus, le vizir s'en prit, dans sa colère sauvage, aux autres ambassadeurs; il les força à rester prisonniers dans leurs maisons et fit crier publiquement que tout musulman qui les trouverait hors de Péra devrait les conduire en prison; enfin, il mit des taxes arbitraires sur les marchands chrétiens. La cour de France, à la nouvelle de ces outrages, rappela le baron de Sancy et envoya un gentilhomme, M. de Naus, pour demander satisfaction, avec menace de rupture. Mais le sultan était déposé et le vizir étranglé quand de Naus arriva. En effet, il y avait à peine trois mois que Moustapha était sur le trône, quand une révolte des janissaires l'en renversa et le remplaça par son neveu Osman, fils d'Achmet, aux acclamations des soldats (1618). Les troupes gagnèrent à ce changement une gratification de 6,000,000 de ducats.

Osman avait quatorze ans à peine; il avait été élevé moins comme un prince que comme un derviche, et son rigorisme religieux devait lui rendre difficile le gouvernement d'un État corrompu. Dès son avénement, il s'empressa d'envoyer à Paris un *chiaoux* avec des lettres d'excuse signées de lui, du grand vizir, du kapoudan-pacha, pour assurer au roi de France qu'à l'avenir son ambassadeur serait honoré et respecté comme par le passé. Sancy, qui persista dans son rappel, fut chargé d'offrir des présents à Louis XIII.

Le règne d'Osman ne présente pas d'autre événement remarquable qu'une guerre sans résultats contre la Pologne : il y prit part en personne. La paix fut signée en 1620; les janissaires, par leurs exigences, en hâtèrent la conclusion. Le sultan ne déguisa point ses rancunes contre ce corps indiscipliné; il songea même à le

supprimer, et à cet effet, il ordonna des levées en Asie. Une révolte éclata : en vain il annonça qu'il allait entreprendre un pèlerinage à la Mecque, les janissaires forcèrent les portes du sérail et tirèrent de sa prison l'imbécile Moustapha, qu'ils proclamèrent padischah. Osman, tombé aux mains des rebelles, essaya vainement de les attendrir. « Pardonnez-moi, leur disait-il en sanglotant, si je vous ai offensés sans le savoir. Hier, j'étais souverain ; aujourd'hui, je suis nu. Que je vous serve d'exemple : vous aussi vous éprouverez les caprices du sort... Mes agas des sipahis, et vous les plus anciens des janissaires, mes pères, par imprudence de jeune homme, j'ai prêté l'oreille à de mauvais conseils ; pourquoi m'humilier ainsi ? Ne voulez-vous donc plus de moi ? — Nous ne voulons ni de ta domination ni de ton sang, » répondirent les rebelles. On le traîna aux Sept-Tours pour l'étrangler ; il se défendit longtemps ; enfin, un des bourreaux lui passa le lacet autour du cou ; on envoya une de ses oreilles à la sultane-validé. Ainsi périt le premier empereur ottoman que ses sujets aient assassiné (1622).

II. — *Restauration de Moustapha* Ier. — *Amurat IV* (1623). — *Guerre de Perse.*

Moustapha, rétabli sur le trône, fut pendant quinze mois le jouet de la soldatesque. Les meurtriers d'Osman ne tardèrent pas à se repentir de leur crime ; ils étaient cependant les maîtres absolus de l'État, et disposaient, selon leur caprice, des charges les plus importantes. Mais ceux d'entre eux qui s'étaient opposés au meurtre du sultan se révoltèrent, et on ne les apaisa qu'en leur faisant de continuelles distributions d'argent ; les sipahis, à leur tour, se firent concéder les fermes publiques et frappèrent les timars de nouvelles taxes. Enfin, les provinces d'Asie, soulevées par le pacha d'Erzeroum, et une tentative de révolte par les oulémas de Constantinople, augmentèrent l'anarchie universelle. Les

janissaires eux-mêmes virent l'abîme où l'empire descendait et nommèrent un grand vizir, qui proposa de déposer le sultan et de lui donner pour successeur Amurat, fils aîné d'Achmet. Ils applaudirent, et, instruits de l'épuisement du trésor, ils renoncèrent au présent d'avénement : Amurat IV fut proclamé (1623).

Le nouveau sultan était né en 1612. Sa jeunesse semblait assurer l'impunité aux usurpations et aux insolences des soldats. En effet, pendant les dix premières années de son règne, les janissaires et les sipahis continuèrent d'opprimer l'empire. Pendant ce temps, la Perse étendit ses conquêtes : Schah-Abbas s'empara de Bagdad (1623), et les Osmanlis tentèrent vainement de reprendre cette ville. Le pacha d'Erzeroum persista dans sa rébellion jusqu'en 1628, où il reçut le gouvernement de Bosnie. Dans la Crimée, les Tartares se soulevèrent également ; les Ottomans furent vaincus et pris en si grand nombre, qu'un prisonnier turc se vendait pour un verre de *boza* (sorte de boisson d'orge fermentée) (1624). Tous ces revers avaient pour cause l'esprit de faction et d'indiscipline qui régnait dans l'armée. Enfin, Amurat se lassa de porter le joug ; lorsqu'il vit les janissaires et les sipahis forcer les portes du sérail et égorger sous ses propres yeux ses plus fidèles serviteurs, il comprit que, pour échapper au sort de son frère Osman, il avait besoin d'effrayer les rebelles par son énergie et son audace. « C'est bien, dit-il ; si Dieu le permet, vous subirez les effets d'une terrible vengeance, oppresseurs qui ne craignez pas Dieu et ne vous humiliez pas devant le prophète ! » Il les frappa de terreur par le meurtre de leur chef, Redgeb-Pacha : le cadavre du traître, égorgé par les eunuques blancs, fut jeté devant la porte du sérail (1632).

C'est à ce moment que commence le véritable règne d'Amurat IV. Les janissaires et les sipahis prêtèrent serment de fidélité. Le sultan, le grand vizir, le mufti, déclarèrent supprimées les survivances des sipahis aux places d'administrateurs, d'inspecteurs, de collecteurs et de scribes, et proclamèrent la promesse faite par les janissaires et les sipahis de maintenir l'ordre public. « Mon

padischah, avait dit au sultan un des juges d'Asie, le seul remède contre les abus, c'est le sabre. » Amurat se souvint de ce conseil.

La fin de l'anarchie militaire ramena la victoire sous les drapeaux des Osmanlis. Schah-Abbas étant mort (1629), Amurat résolut d'envahir la Perse, et se mit lui-même à la tête de l'armée. Il prit Erivan, Tebriz, et assiégea Bagdad (1638). Amoureux des combats, il s'était revêtu de l'uniforme de janissaire et travaillait à la tranchée comme un simple soldat. Cette conduite enflamma ses troupes, et la garnison, quoique nombreuse, fut obligée de capituler ; mais, dans l'enivrement de la victoire, elle fut massacrée. La Perse demanda la paix, céda Bagdad et reçut en échange la province d'Erivan. Cette guerre rapporta au sultan beaucoup de gloire et peu de profit. « On peut dire avec raison, dit un contemporain, que les frontières de Perse sont pour le Grand-Seigneur ce qu'est la Flandre au roi d'Espagne, ou l'île de Candie aux Vénitiens. La dépense y est immense et les revenus sont peu de chose ; et il est arrivé aux Turcs, dans cette circonstance, ce qu'ils n'avaient jamais éprouvé dans une autre conquête, l'impossibilité d'établir des timariots et des vassaux dont ils pussent tirer des troupes pour garder le pays, et une milice pour recruter les armées impériales. Le défaut d'hommes, dont la plus grande partie a fui dans les bois, et le reste s'est réfugié dans les villes du roi de Perse, ayant rendu le pays inhabité, les soldats turcs n'ont pas voulu accepter de timars qu'ils n'auraient pu faire valoir et où ils n'auraient pas eu le moyen d'élever des chevaux, afin d'en tirer le contingent imposé à tous les nouveaux timariots pour l'augmentation de la cavalerie de l'armée. Les pays conquis ne rendaient aucun impôt, et Amurat fut obligé de payer de son *gaznah* des garnisons nombreuses, telles qu'il convenait de les entretenir dans un pays conquis, sur la frontière d'un ennemi si puissant et d'une foi douteuse (1). »

(1) *Relazione dello stato nel quale si ritruova il governo dell' imperio Turchesco.*

§ III. — *Caractère d'Amurat.* — *État de l'armée.*

Amurat était alors dans toute la vigueur de l'âge, et semblait prêt à renouveler les exploits de Soliman. « Excellent cavalier, il sautait facilement d'un cheval sur un autre, lançait le javelot sans manquer le but, bandait un arc avec tant de force, que la flèche portait plus loin que la balle d'un fusil de chasse ; il perça, dit-on, ainsi, des planches de fer de quatre pouces d'épaisseur. Mais la passion du meurtre se développait dans son âme. Sa manière de chasser indiquait que cette passion existait chez lui au plus haut degré : il ne se plaisait pas à poursuivre le gibier, il le faisait rabattre par plusieurs milliers d'hommes, et il ne prenait plaisir qu'à l'égorger. En 1637, on évaluait à 25,000 le nombre d'hommes qu'il avait fait exécuter dans l'espace de cinq ans, et il en avait fait périr de sa main un grand nombre. L'expression de sa figure était horrible ; ses yeux d'un brun fauve lançaient la menace, son visage était à moitié caché par ses cheveux châtains et par sa longue barbe ; il n'était jamais plus dangereux que lorsqu'il fronçait ses noirs sourcils. C'est alors que sa dextérité à lancer le javelot et la flèche devenait inévitablement meurtrière ; on le servait en tremblant ; on ne pouvait plus distinguer ses muets des autres esclaves du sérail, car chacun parlait par signes. Pendant que la peste enlevait tous les jours près de 1,500 personnes à Constantinople, il se faisait apporter de Péra les plus grandes coupes, et s'en servait pour boire pendant la moitié de la nuit au bruit du canon. Le meurtre n'était plus pour cet homme un moyen, mais un plaisir.

L'extrême sévérité d'Amurat dompta les milices rebelles ; il leur interdit les réunions où, enivrées par les vapeurs du tabac et du café, elles passaient des journées entières sans autre occupation que celle de tramer des complots ; il rétablit l'ordre dans les timars, changea le costume des sipahis, et ne leur permit plus de se livrer

dans les rues à leur bruyante turbulence ; il sépara les janissaires impropres au service d'avec les janissaires valides, et força ceux-ci, en dépit de leurs dispenses, à marcher contre l'ennemi ; cependant il ne parvint pas à ramener la valeur parmi ses troupes. Les sipahis, auxquels leur solde ne suffisait point, abandonnèrent souvent et leur solde et leur service. Les janissaires ne paraissaient propres à inspirer la terreur aux Occidentaux que par leur aspect et leurs cris ; ils ne montraient ni connaissance de la tactique ni courage. Leur aga était parti un jour de Constantinople avec tout le corps des janissaires ; il n'en amena que 3,000 à Alep ; tout le reste avait déserté en route. On fuyait les fonctions militaires avec autant d'ardeur qu'on en avait mis autrefois à les rechercher. Alors les armées ottomanes retombèrent dans leur état primitif, et les timarlis apparurent de nouveau comme en formant le noyau. Néanmoins, les meilleures mêmes de ces troupes de timarlis, c'est-à-dire celles qui, cantonnées sur les frontières de la Hongrie, s'étaient tenues en haleine par des combats continuels, étaient encore composées de mauvais soldats. Les chrétiens se réjouissaient de ce que Dieu, pour le bonheur des fidèles, n'avait donné aux Turcs que peu de capacité. On comparait l'aspect de leur ordre de bataille à celui d'un taureau qui est menaçant et dangereux en apparence, mais qu'on peut vaincre avec de l'intelligence et de l'adresse.

Quelque puissant, quelque absolu qu'il pût paraître, Amurat n'en fut pas moins dominé par l'influence du sérail : il était le jouet de ses favoris et de sa mère, qu'il relégua plusieurs fois et inutilement dans le vieux palais. D'ailleurs, la loi et le droit avaient peu de pouvoir sur lui en présence de l'or, pour lequel il montrait une soif insatiable. Il ne lui fallait ni étoffes magnifiques, ni objets d'art précieux ; il n'attachait d'importance qu'au nombre des bourses. Alors chacun chercha à paraître pauvre. On évita d'avoir en sa possession des meubles d'or et d'argent, de porter des vêtements précieux ; on cacha son argent ; on craignit d'exciter en

même temps les deux passions du Grand-Seigneur, celle de l'or et celle du sang. Amurat gouverna ainsi son empire. Il remplit sans doute ses trésors; il mit sa vie en sûreté, et mourut tranquillement dans son lit (1640); mais la terreur qui lui avait procuré cette sûreté paralysa en même temps les forces de l'empire; le glaive qui lui procura des richesses le priva des hommes qui avaient été la terreur de la chrétienté (1). »

§ IV. — *Relations avec la France. — Deshayes, Césy, Marcheville.*

Sous le règne d'Amurat, la France perdit beaucoup de son influence en Orient. Ce fut la faute de marchands avides, qui introduisaient jusqu'à de la fausse monnaie, et d'aventuriers qui se livraient à tous les métiers, et finissaient ordinairement par renier leur religion. Le gouvernement de Louis XIII, averti de cet abus, donna une attention plus sérieuse aux affaires du Levant. Des consulats furent établis en Albanie, et des missions en Morée, à Athènes, à Scio, à Constantinople, à Alep, à Seïde, etc. Un voyageur célèbre, Deshayes de Courmesmin, fut envoyé pour visiter tous nos établissements; il parcourut la plus grande partie de l'empire ottoman, alla jusqu'à Jérusalem, où il établit un consulat, et fit rendre aux religieux catholiques la garde des lieux saints de Bethléem, qui leur avait été enlevée par les Arméniens, et « dont ils étaient en possession de toute ancienneté, » dit le firman du sultan.

Deshayes fut ensuite envoyé en Perse avec des instructions très-étendues, pour y protéger la religion catholique et le commerce français. Par ses soins, une compagnie de marchands fut établie à Ispahan, mais elle ne réussit pas dans ses opérations. Une mission de capucins fut plus heureuse : le schah la prit sous sa protection, « en considération, écrivait-il, de la très-haute majesté du roi de France, qu'il tenait pour son frère bien-aimé. »

(1) Relation vénitienne de 1637, citée par Ranke, p. 101-104.

Cependant, le comte de Césy avait succédé à Sancy, et sous ce ministre, les mauvais procédés de la Porte envers la France recommencèrent. Césy ne put obtenir du divan la déposition d'un patriarche de Constantinople qui avait adopté le calvinisme ; il fut obligé d'admettre la république de Venise au partage de la protection des églises de Galata ; il ne put empêcher le sultan, à la demande des ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande, de fermer les écoles et les imprimeries des jésuites et de chasser ces religieux de Constantinople (1628). Vainement il menaça de se retirer : le vizir lui dit que la vieille amitié de la France et de la Turquie ne pouvait dépendre du châtiment de quelques espions. Et le bannissement des jésuites fut maintenu pendant douze ans. Enfin, Césy, pour favoriser le commerce français, ayant pris à ferme les douanes de Constantinople, en donna la gestion à un Arménien (1629), qui cautionna imprudemment plusieurs marchands de Marseille, et fit banqueroute. Il se trouva responsable de sa dette, qui s'élevait à cent mille francs, et fut poursuivi à ce sujet.

Henri de Gournay, comte de Marcheville, fut alors donné pour successeur à Césy (1631), avec ordre d'arranger ses affaires en faisant payer les dettes qu'il avait contractées « pour le bien du commerce » par tous les marchands de Marseille. Marcheville était un gentilhomme présomptueux, ignorant, spadassin. Comme il arrivait dans l'Archipel, il rencontra la flotte du kapoudan-pacha, qui, sans le connaître, lui demanda le salut et le somma de venir à son bord ; il répondit en ordonnant à son vaisseau de tirer à boulet sur la capitane turque, criant même à ses matelots de viser l'amiral, qui était sur le pont. Le vaisseau français fut bientôt enveloppé par la flotte ottomane et Marcheville amené tout furieux au kapoudan, auquel il dit son nom, en lui déclarant qu'il aurait sa tête ou que la France ferait la guerre à la Porte. Le Turc ne répondit rien et ne relâcha l'ambassadeur qu'à Constantinople. A la première audience qu'il eut du grand vizir, Marcheville se plaignit des outrages du kapoudan, mais avec tant d'emportement

et de menaces, que le ministre l'interrompit et le congédia. Alors il ne ménagea plus rien, et se conduisit avec un tel dédain des usages orientaux, qu'il passa pour fou et se trouva exposé à de continuelles injures. Ainsi il fit évader plusieurs esclaves chrétiens; il chargea l'épée à la main, dans les rues de Constantinople, les janissaires qui ne lui ouvraient point passage; il envoya ses interprètes auprès du divan faire des menaces tellement extravagantes, que, si l'on en croit le rapport un peu suspect du résident autrichien (1), l'un de ces interprètes fut pendu, un autre empalé, et que le fils de l'ambassadeur fut emprisonné. Tout cela se passait sous le règne d'un prince qui terminait ainsi ses commandements : « Fais comme j'ai dit, ou je te coupe la tête. » Libre carrière fut alors donnée aux fureurs fanatiques des Ottomans contre les chrétiens; on ferma les églises de Galata; on désarma tous les Francs, même les ambassadeurs; on imposa des taxes arbitraires sur les marchandises européennes. Marcheville récrimina contre toutes ces violences avec autant de hauteur que de maladresse, et se trouva en butte à la haine non-seulement des Turcs, mais de tous les chrétiens; enfin, il mit le comble à ses extravagances en excitant une sorte d'émeute contre son prédécesseur, dont il n'avait nullement arrangé les affaires, et qui, étant revenu à Constantinople pour sa dette, fit saisir, par l'ordre du roi et avec l'agrément du sultan, les vaisseaux des marchands qu'il avait cautionnés. Le kapoudan-pacha, qui n'avait cessé de persécuter Marcheville, était devenu kaïmacan ou lieutenant du grand vizir; il profita de ce tumulte pour lui signifier, de la part du sultan, l'ordre de quitter la ville à l'instant même. « Cet ordre, disait-il, s'adressait à la personne de Marcheville, et non à l'ambassadeur du roi de France. » Il le fit jeter dans une caïque, qui le conduisit à un bâtiment français, lequel fut remorqué jusqu'aux Dardanelles (1634). Césy, son prédécesseur, fut invité par le divan et presque

(1) La correspondance de Marcheville, qui est conservée aux archives des affaires étrangères, ne fait pas mention de ces faits.

contraint à reprendre ses fonctions d'ambassadeur, jusqu'à ce qu'il plût au roi d'en ordonner autrement; il fut confirmé par la cour de France, qui accepta l'explication du kaïmacan et ne demanda aucune réparation. Il était encore à Constantinople en 1639, quand le roi nomma à l'ambassade de Turquie M. de la Haye-Vantelay.

De tous les dommages faits aux Francs pendant l'ambassade de Marcheville, le plus grave fut l'usurpation par les Grecs sur les Latins de la garde du saint sépulcre. De temps immémorial, la possession des lieux saints avait été attribuée aux religieux franciscains sous la protection de la France, quand, en 1634, les Grecs profitèrent des mauvaises dispositions des Ottomans contre les Européens pour la revendiquer. L'affaire fut plaidée devant le divan avec beaucoup de solennité et en présence de tous les ambassadeurs chrétiens; à force d'argent, les Grecs l'emportèrent, et tous les efforts que fit la France pour faire casser ce jugement échouèrent pendant quarante ans. Cette usurpation des Grecs porta une grave atteinte à l'influence française en Orient; car ce n'était pas une vaine prérogative que la possession des lieux saints par des religieux français; elle était un reste de notre domination dans le Levant, en constatait l'impérissable souvenir, et témoignait de notre puissance aux yeux des chrétiens comme aux yeux des Turcs. Ces églises, ces sanctuaires, ces lieux consacrés par la vie et la mort du Christ, n'étaient pas protégés par les rois de France uniquement par zèle religieux, mais par considération politique; à mesure que l'un d'eux était enlevé à leur garde, le nom français perdait quelque chose de son éclat en Orient, et le jour où le drapeau de la France aura disparu du dernier dôme catholique, l'influence française aura disparu dans le Levant. Nous reviendrons sur ce grave sujet.

§ V. — *Déprédations des Barbaresques ; tentatives de répression par la France.*

Pendant que la France perdait la garde du saint sépulcre de Jérusalem et que son ambassadeur était insulté à Constantinople, notre commerce était abandonné aux déprédations des Barbaresques. La piraterie avait pris, dans les premières années du XVIIe siècle, le plus scandaleux développement ; plus de cent bâtiments corsaires jetaient perpétuellement la terreur sur toutes les côtes, où ils enlevaient richesses, bestiaux, habitants. On ne parlait que de leurs ravages et de leurs cruautés ; une captivité chez les Barbaresques était devenue un accident ordinaire pour les voyageurs ; vingt mille chrétiens étaient dans les fers. La Méditerranée n'appartenait plus à la chrétienté, elle était toute au mahométisme et à la partie du mahométisme la plus barbare et la plus hideuse ; car les corsaires d'Alger, de Tunis et de Tripoli étaient le ramassis de tous les brigands et aventuriers de la Turquie, et leurs chefs étaient le plus souvent des renégats chrétiens.

Les côtes de la France avaient été respectées par les corsaires dans les premiers temps de l'alliance avec la Porte : Soliman était obéi de ses vasseaux d'Afrique, et François Ier avait une marine. Mais, sous les successeurs de Soliman, sous les fils de Henri II, les Barbaresques se rendirent presque complétement indépendants de la Porte, et la France eut à peine quelques galères dans la Méditerranée. Alors nos côtes eurent leurt part de ravages ; aucun bâtiment marchand n'osa plus se montrer en mer sans être garni de canons et de soldats ; nos navires et nos matelots furent enlevés jusque dans les ports de Syrie, jusque sous le canon des Dardanelles ; la Provence et le Languedoc furent journellement insultés, et chaque port, chaque village, compta bientôt un cinquième de ses marins dans les fers. Les habitants furent réduits à fortifier

leurs maisons, à inventer des signaux de jour et de nuit qui avertissaient de l'approche des barbares, à armer même les barques de pêcheurs. Des renégats, établis dans les villes d'Afrique, achetaient à vil prix les marchandises pillées et les venaient revendre en Europe et principalement dans les ports de la Toscane. Tous les écrits du temps contiennent des plaintes à ce sujet, et racontent des histoires lamentables de captivité (1).

Le gouvernement de Louis XIII, ému de ces plaintes, fit de vives représentations à la Porte Ottomane, qui ordonna aux Barbaresques de cesser leurs brigandages sur les vaisseaux français et de délivrer les esclaves de cette nation ; mais ces ordres ne reçurent aucune exécution. Alors on se décida à négocier en particulier et directement avec les pirates. Un traité fut conclu, le 21 mars 1619, entre le roi de France et les Algériens, par l'entremise du duc de Guise, amiral du Levant, sans que la Porte s'inquiétât de cet acte d'indépendance de ses sujets. Le traité ne fut pas exécuté, et, dès l'année suivante, sept galères françaises furent envoyées à la chasse des corsaires; elles firent quelques prises et continuèrent leurs courses pendant deux ans; mais ces forces étaient insuffisantes; notre commerce continua à souffrir, et l'assemblée des notables de 1626 supplia le roi « d'entretenir dans ses ports bon nombre de vaisseaux garde-côtes pour défendre le littoral contre les pirates qui l'infestaient. » Richelieu avait alors besoin de toute sa marine contre les protestants; il fit intervenir l'autorité du sultan, qui donna des commandements « à ses esclaves de la milice d'Alger, pour qu'ils eussent à respecter

(1) Nous n'en citerons qu'un seul : « Mémoires portant plusieurs advertissements présentés au roy par le capitaine Foucques, capitaine ordinaire de Sa Majesté en la marine du Ponant, après être délivré de la captivité des Turcs, pour le soulagement des Français et autres nations chrestiennes, marchands et matelots qui naviguent sur cette mer ; avec une description des grandes cruautés et prises des chrestiens par les pirates turcs de la ville de Thunis, par l'intelligence qu'ils ont avec certains Français renégats. »

les vaisseaux et sujets de son ami l'empereur de France. » On envoya à Alger, pour négocier, un marchand de Provence, Simon Napolon, avec deux canons pris sur les barbares et les esclaves turcs qui étaient sur nos galères, et l'on obtint des Algériens, le 19 septembre 1628, un nouveau traité par lequel ils s'engageaient seulement à respecter, dans l'avenir, les bâtiments français.

Ce traité fut encore violé; les barbares ne purent se faire à l'idée qu'ils dussent respecter la vie et les biens de certains infidèles ; et une inspection faite en 1633 sur les côtes de la Provence, par M. de Séguiran, d'après les ordres de Richelieu, dévoila les ravages des corsaires et l'état où était tombé notre commerce du Levant. D'après le rapport de Séguiran, Marseille, qui poussait des cris de détresse, avait alors dans son port dix-huit vaisseaux français ou étrangers, dix polacres, cent quatre tartanes et grosses barques, etc. Elle envoyait annuellement : 1° à Alexandrie, quinze vaisseaux chargés chacun d'une valeur de 60,000 livres, et qui rapportaient d'Orient des cuirs, des cires, des épiceries, des drogues, des tapis ; 2° à Seïde, huit vaisseaux de même valeur, et qui rapportaient des soies, des cotons et des raisins ; 3° à Alexandrette, qui était le port d'Alep, vingt vaisseaux chargés chacun de 120,000 livres, et qui rapportaient à peu près les mêmes marchandises ; 4° à Smyrne, douze vaisseaux ayant un chargement de 30,000 livres chacun ; 5° à Constantinople, dix vaisseaux ayant même valeur ; 6° en Chypre, cinq vaisseaux dont le chargement valait 48,000 livres ; 7° à Tunis, Alger, etc., huit vaisseaux de même valeur. Total du commerce de Marseille dans le Levant, en 1633 : 5,064,000 livres.

Richelieu aurait bien voulu mettre un terme aux pirateries des Barbaresques ; mais il était absorbé dans la lutte qu'il préparait contre la maison d'Autriche. Cependant, il garnit de douze galères les côtes de la Méditerranée ; il envoya dans le Maroc une escadre commandée par le chevalier de Rosilly, qui fit rendre six cents esclaves aux corsaires ; il entama des négociations avec les cheva-

liers de Malte pour faire de leur île une possession française, et projeta avec eux la destruction des Barbaresques. Enfin, en 1636, quand la flotte française, commandée par l'archevêque Sourdis, passa de l'Océan dans la Méditerranée pour reprendre les îles d'Hyères, qui venaient d'être enlevées par les Espagnols, il lui donna les instructions suivantes : « Après la prise desdites îles, l'armée ira ranger la côte de Barbarie, depuis Tunis jusqu'à Alger, et enverra demander à ceux desdites villes les esclaves français qu'ils détiennent au préjudice des traités de paix qu'ils ont faits avec le roi, en offrant de rendre les Turcs qui sont à Marseille, ou faute de quoi la guerre leur sera déclarée, tous les hommes et vaisseaux desdites villes pris ou brûlés, même on s'efforcera de brûler ceux qui sont dans le port d'Alger, sans néanmoins s'engager trop. »

La nécessité de tenir la mer contre les Espagnols empêcha Sourdis « d'aller, comme il l'écrivait lui-même, à Tunis et à Alger, pour leur faire connaître le pavillon de France par la bouche de ses canons. » Alors il reçut l'ordre d'envoyer une escadre avec un navigateur, Sanson-Lepage, « pour refaire la paix, en changeant quelques articles indignes du nom du roi ; » délivrer nos esclaves et assurer l'existence de nos établissements, qui se composaient alors du Bastion de France, de Massacarès ou la Calle, du cap de Roses et des échelles de Bone et de Collo. L'escadre fut envoyée, mais on ne put rien conclure ; les mauvais temps dispersèrent nos vaisseaux ; les Algériens détruisirent le Bastion de France, où ils prirent 370 personnes ; et ils continuèrent leurs pirateries avec tant de succès, qu'en deux ans ils enlevèrent quatre-vingts bâtiments portant pavillon français. En 1640, on envoya une nouvelle escadre qui eut le sort de la première. L'année suivante, on ne fut pas plus heureux, et des négociations entamées avec Tunis n'amenèrent aucun résultat.

Tel était l'état de nos relations avec l'Orient, quand Louis XVI monta sur le trône ; il allait s'aggraver par des fautes qui ont eu

une funeste influence sur les destinées de la Turquie et de la France.

§ VI. — *Ibrahim Ier (1639). — Guerre contre Venise. — Intervention diplomatique et armée de la France.*

Ibrahim Ier avait succédé à son frère Amurat IV. Il ne fit point d'expéditions en Asie, et, à l'exemple de son frère, il ménagea la maison d'Autriche ; il enjoignit même à Rakoczy, prince de Transylvanie, de cesser la guerre contre l'empereur et de rompre avec la Suède. Il se montra plus belliqueux à l'égard des Cosaques, qui s'étaient emparés d'Azof sous le règne précédent, et il leur reprit cette place (1642), que déjà convoitaient les Moscovites. Tout l'effort de la puissance ottomane fut dirigé contre la république de Venise.

En 1644, les galères de Malte prirent un vaisseau turc qui allait à la Mecque, et sur lequel étaient une des femmes et un fils du sultan; elles les conduisirent à Candie, où le commandant vénitien eut l'imprudence de les recevoir. A cette nouvelle, Ibrahim se livra à une telle fureur, qu'il voulut exterminer d'abord tous les chrétiens de ses États; puis, sur les représentations du mufti, les Européens seulement; puis, sur les observations de ses ministres, les prêtres catholiques. L'ordre de ces massacres fut même donné, et la révocation s'en fit avec tant de peine, que les Francs établis à Constantinople se crurent, pendant quinze jours, voués à une mort certaine. Alors le sultan fit venir les ambassadeurs chrétiens; il leur déclara qu'il les rendait responsables de l'outrage qu'il avait reçu, et que leurs maîtres devaient eux-mêmes le venger sur les chevaliers de Malte et sur les Vénitiens; puis il les fit emprisonner dans leurs maisons, ordonna de fermer les comptoirs des marchands francs, et mit l'embargo sur tous leurs vaisseaux. Les ambassadeurs de Venise, d'Angleterre et de Hollande représentèrent au sultan que pas un de leurs compatriotes ne faisait partie de l'ordre de Malte, lequel se composait presque entièrement de Français ;

et la colère d'Ibrahim allait se tourner contre la France, quand le grand vizir voulut profiter de l'événement pour tenter la conquête de Candie, la dernière possession grecque des Vénitiens. Il fit à cet effet de grands préparatifs, et, sans déclaration de guerre, une flotte de trois cent quarante-huit voiles, portant 50,000 hommes, débarqua dans cette île, dont l'acquisition devait coûter aux Ottomans vingt-cinq ans de combats.

La Canée fut prise presque sans coup férir (1645). La flotte vénitienne, arrivée trop tard pour défendre cette place, se vengea en dévastant les côtes de la Morée, l'île de Ténédos et la plaine de Troie (1646). Mais plusieurs villes de Crète capitulèrent, entre autres, l'importante place de Retimo. Les Turcs échouèrent devant Candie, capitale de l'île (1647). En même temps, ils attaquaient la Dalmatie; mais ils n'y eurent pas de succès.

Venise avait demandé des secours à toutes les puissances chrétiennes. Le monde catholique s'émut des insultes des Turcs; le zèle religieux qui passionnait alors la France se manifesta par des cris de guerre contre les infidèles, et plusieurs écrits excitèrent Louis XIV enfant « à aller planter la foy et ses lys dans les terres Idumées. » — « Nous le verrons, dit un pamphlet de la Fronde, couronné en Jérusalem, et se mettre en possession de tous les royaumes qu'ont possédés ses glorieux ancêtres. » Mazarin voyait sans chagrin les dangers des Vénitiens, avec lesquels nous étions en rivalité pour le commerce du Levant; mais il n'aurait pas voulu que les Turcs, dont l'amitié pour la France s'était si étrangement refroidie, vinssent à dominer la Méditerranée par la possession de Candie. Suivant sa politique cauteleuse, il résolut de conserver ouvertement l'alliance ottomane, pour faire profiter notre commerce de l'embarras des Vénitiens, et en même temps d'empêcher les succès des Turcs par des hostilités sourdes qui les feraient se repentir de leurs mauvais procédés envers la France et satisferaient l'opinion catholique. Il envoya à Constantinople un ambassadeur extraordinaire, M. de Varennes, pour offrir au divan la médiation

de la France ; la médiation fut repoussée avec hauteur. Alors il offrit aux Vénitiens le concours de la marine française ; mais il borna ce concours à trois brûlots, encore à des conditions telles, que le sénat les refusa. Ensuite, il envoya à Venise un subside de dix mille écus, mais secrètement et en son nom privé. « Il regrettait, disait sa lettre, que les soins que le roi s'était donnés pour conserver la prix n'eussent pas réussi. » L'année suivante, il donna encore neuf vaisseaux, mais sans équipages, et qui devaient combattre sous pavillon vénitien, conjointement avec neuf autres vaisseaux fournis par l'Espagne. Enfin, il permit au sénat de recruter des soldats en France, et cette permission fut si largement exploitée, que, pendant cette lutte de vingt-cinq années, et quoique la France fût elle-même engagée dans la guerre de Trente ans, plus de 50,000 Français, poussés, soit par le zèle religieux, soit par l'amour des aventures, se mirent à la solde de Venise, et périrent sous son drapeau. Ce nombre est constaté par les registres mêmes de la république.

La gloire de soumettre Candie n'était pas réservée au règne d'Ibrahim ; les vices de ce prince, plus que le courage des chrétiens, retardèrent la prise de cette ville. Usé par les excès de la débauche, il était incapable de diriger la guerre et de la pousser vigoureusement. Les sultanes favorites dévoraient les revenus de l'État ; elles disposaient à leur gré de toutes les charges. L'armée se fatigua de cette honteuse tyrannie, et l'esprit de révolte, comprimé sous le règne précédent, se réveilla d'autant plus terrible, que le pouvoir s'était plus avili. Les janissaires déposèrent Ibrahim, et les principaux dignitaires de l'empire le firent étrangler (1648). Son fils Mahomet, à peine âgé de sept ans, lui succéda.

CHAPITRE VIII

RÈGNE DE MAHOMET IV, JUSQU'EN 1669

§ I. — *Insolence des janissaires ; révoltes en Asie. — Guerre en Transylvanie, en Servie, en Moldavie.*

Le règne de Mahomet IV, qui dura 40 ans, peut se diviser en trois périodes : la première s'étend depuis la mort d'Ibrahim jusqu'à la nomination du grand vizir Kupruli-Mohammed (1648-1656) ; la seconde, pendant l'administration des deux premiers Kupruli, depuis 1656 jusqu'au traité de paix conclu avec la Pologne (1676) ; la troisième, depuis la mort d'Ahmed-Kupruli jusqu'à la déposition du sultan (1676-1687). La première période est remplie de séditions et de revers ; dans la seconde, Ahmed-Kupruli rétablit les affaires de l'empire ; puis les troubles recommencent, et la puissance ottomane, ébranlée au dedans et au dehors, touche à son déclin.

Après le meurtre d'Ibrahim, la Porte subit de nouveau la domination de la soldatesque. Les janissaires, d'abord satisfaits de leur œuvre, réprimèrent une insurrection des itchoglans et des sipahis ; mais ils firent chèrement payer au jeune sultan leur insolente tutelle. Plus d'une fois, pendant la guerre contre Venise, ils compromirent l'honneur du croissant par leurs révoltes, en présence même de l'ennemi. En 1649, ils refusèrent de continuer le siége de Candie, et le séraskier Hussein fut contraint de cesser les opérations. En 1651, une nouvelle sédition coûta la vie à l'aïeule de Mahomet IV. Cinq ans après, on vit encore les janissaires et les sipahis, irrités des retards apportés au payement de leur solde, se

rassembler sur l'hippodrome, théâtre ordinaire de leurs émeutes, et réclamer à grands cris la mort des membres du divan. Le sultan obéit : les *seigneurs de l'hippodrome* (at-meïdani-aghalari) lui remirent une liste de proscription ; il livra aux mains du bourreau ses plus chers serviteurs, et toute l'administration fut bouleversée (1656). Encouragés par l'exemple de l'armée, les corps de métiers s'insurgèrent aussi et firent déposer un grand vizir. Enfin, des révoltes éclatèrent dans les provinces d'Asie : Ahmed-Pacha, gouverneur de l'Anatolie, fut vaincu, pris et tué par les rebelles (1649).

Heureusement pour les Turcs, l'Allemagne, épuisée par la guerre de Trente ans, que venaient de terminer les traités de Westphalie (1648), ne songea point à reconquérir la Hongrie ; la France était troublée par la Fronde (1649-1652), et n'avait point encore signé la paix avec l'Espagne ; le sultan n'eut donc à combattre que Venise. Mais, tant que l'anarchie dura au dedans, il n'obtint au dehors aucun avantage, malgré l'isolement où les puissances chrétiennes laissèrent les défenseurs de Candie. L'amiral Mocenigo remporta même, devant le détroit des Dardanelles, une victoire complète sur la flotte turque, s'empara de Ténédos, de Samothrace et de Lemnos, et, par un blocus sévère de l'Hellespont, réussit presque à affamer Constantinople (1656).

Telle était la situation de l'empire lorsque Kupruli-Mahomet fut élevé au poste de grand vizir. Son premier soin, dès son entrée au pouvoir, fut de rétablir l'ordre et la discipline. Une émeute de soldats ayant éclaté, il la comprima par les supplices : quatre mille cadavres furent, dit-on, jetés à la mer. Il fit pendre en même temps le patriarche grec, accusé de trahison.

La guerre contre les Vénitiens fut reprise avec vigueur. Mocenigo perdit la vie dans une bataille indécise près des Dardanelles (1657) ; les îles de Ténédos et de Lemnos furent reconquises ; mais ces succès furent en partie compensés par une victoire que remporta, près de Milo, l'escadre de la république (1661).

Cependant une ambassade suédoise était venue demander à la Porte une alliance offensive et défensive contre la Pologne. Rakoczy, prince de Transylvanie, joignit ses instances à celles du roi de Suède. Kupruli repoussa ces propositions, et fit emprisonner aux Sept-Tours les députés transylvaniens, parce que leur maître s'était ligué, sans l'autorisation du divan, avec les Suédois et les Cosaques. Rakoczy n'en persista pas moins à attaquer la Pologne; et, pour cela, il conclut un traité avec les voïvodes de Valachie et de Moldavie. Les Polonais le battirent; la Porte le destitua (1657), ainsi que le voïvode de Valachie, Constantin Ier. Le sultan mit à la place de celui-ci le grec Mihne, fils d'un serrurier, et Constantin alla mourir en Pologne. « Avec lui, dit un historien moldave, s'éteignit la famille des Bassaraba, d'où la Valachie a tiré presque tous ses princes pendant quatre cent dix-sept ans, depuis 1241 jusqu'en 1658. La famille des Bassaraba a donné à ce pays, outre plusieurs princes d'un talent secondaire, quatre grands voïvodes : Marcea le Grand, l'instituteur de l'armée; Rodolphe le Grand, le réformateur du clergé; Michel le Brave, le héros et le conquérant, et Matthieu Ier, le législateur de la Valachie. »

Rakoczy, détrôné par le sultan, n'abandonna point sans combat le gouvernement de la Transylvanie; il battit, à Lippa, le pacha de Pesth (1658); mais il fut battu à son tour par Kupruli, et sollicita le nouveau voïvode de Valachie de s'unir à lui. En effet, Mihne médita de tourner ses armes contre les Turcs; mais il fut dénoncé par les boyards. « Le sabre du sultan est bien plus long que le nôtre, » disaient ces Valaques dégénérés. Mihne, pour mériter le pardon de la Porte, suivit les Turcs en Transylvanie. Rakoczy, vaincu, fut remplacé par Achatius Barcsay, qui reçut l'investiture du sultan, sous la condition de payer un tribut de quarante mille ducats (1658). Cependant le sort de la Transylvanie était réservé à la Valachie. Mihne dissimula quelque temps ses projets de révolte. Peu à peu il augmenta son armée et emprunta

de l'argent aux principales maisons de banque de Constantinople ; enfin, il commença ouvertement les hostilités. Après un massacre de tous les boyards dévoués aux Osmanlis, il attaqua Tergowitz, la prit d'assaut et fit passer au fil de l'épée la garnison turque. De là, il marcha vers Giurgewo et Braïla, emporta ces deux places de vive force, égorgea tous les musulmans qui s'y trouvaient et s'empara de leurs biens. Il ne se contenta pas de chasser les Turcs au delà du Danube : renouvelant son alliance avec Rakoczy, il envoya 10,000 Transylvaniens et 10,000 Valaques contre Ghika, voïvode de Moldavie. Ghika fut vaincu près d'Yassi. Là s'arrêtèrent les succès de Mihne. Kupruli donna ordre aux Tartares d'entrer en Moldavie, tandis que l'armée turque envahissait la Valachie. Les Valaques et les Transylvaniens perdirent une bataille sanglante sur les bords du Baglui ; Mihne se sauva dans les montagnes, et Ghika fut donné pour maître aux Valaques (1659). « Les Valaques s'étaient accoutumés à recevoir sans murmurer les princes que le premier batelier turc, monté au rang de grand vizir, se plaisait à leur envoyer. Ils baisaient le joug qui les opprimait. Plus de réclamation, plus de résistance ! Ils recevaient des maîtres des rives du Bosphore ou du fond de l'Albanie ; ils les reconnaissaient pour leurs voïvodes, se prosternaient devant la poussière de leurs pieds et adoraient la main qui les frappait. La nation était tombée en décadence ; elle avait perdu sa nationalité, et, par conséquent, son indépendance. Les Valaques, du temps de Michel le Brave, refusaient les Grecs même comme simples employés dans leur gouvernement ; les Valaques de 1650 acceptaient avec indifférence ou le rebut du Fanar et de l'Albanie, ou des serruriers, ou des marchands d'huîtres ; ils souffraient et se taisaient. Aucune voix forte ne s'élevait pour rappeler à la Turquie son manque de foi, et pour exiger les droits assurés à la Valachie par les anciens traités (1). »

(1) Kogalnitchano, *Histoire de la Valachie*, etc., t. I, p. 299.

Tandis que les Tartares et les Turcs mettaient la Valachie au pillage, le comte de Souches, général des Impériaux en Hongrie, enleva aux Ottomans quelques portions de territoire, sous prétexte de protéger les frontières de l'empire contre les incursions des Tartares. Sidi-Ali, pacha de Bude, se plaignit de ces empiétements; sur la réponse évasive du commandant des troupes allemandes, il attaqua Gross-Wardein. La trahison lui ouvrit les portes de cette forteresse (1660).

La guerre continuait contre Venise; elle commençait contre l'Autriche; elle faillit éclater entre la France et la Turquie, grâce aux imprudences de M. de la Haye, notre ambassadeur.

§ II. — *Ambassade de M. de la Haye. — Rupture diplomatique avec la France. — Mort de Kupruli* Ier.

« Au commencement du règne de Mahomet IV, dit le voyageur Chardin, l'État étoit gouverné par des femmes et par des eunuques, qui remplissoient les premières charges comme il leur plaisoit. Presque tous les mois, on voyoit un nouveau grand vizir, auquel, après quelques jours de ministère, on ôtoit la charge et souvent la vie. M. de la Haye, voyant ces fréquents changements, crut que, durant tout le bas âge de Sa Hautesse, les choses n'iroient point autrement, et qu'ainsi la visite et les présents qu'il faisoit à chaque nouveau grand vizir étoient visite et présents perdus. Lorsque Kupruli reçut le sceau de l'empire, l'ambassadeur crut que la fortune de celui-ci ne seroit pas meilleure que celle de ses prédécesseurs; mais il se trompa, et la chose réussit tout autrement.

» Dès que Kupruli fut entré en charge, chacun lui fit sa visite et les présents accoutumés, entre autres les ministres étrangers, excepté l'ambassadeur de France. On dit à celui-ci plusieurs fois d'en faire autant et même on l'en pressa; mais le désir d'épargner un présent à sa nation le retint; néanmoins, voyant que Kupruli s'établissoit à la cour sur la ruine de plusieurs grands, et que,

selon toutes les apparences, il seroit quelque temps grand vizir, il l'alla voir et lui fit son présent. Ce furent là véritablement une visite et un présent perdus; car le vizir, indigné de la négligence et du peu de considération qu'il avoit témoignés pour lui en cette importante rencontre, avoit formé le dessein de s'en venger sur lui et même sur toute la nation française. C'est là au vrai la source et l'origine de la mauvaise correspondance qu'il y a eue entre la France et la Turquie durant tout le ministère de ce vizir, et depuis même sous le ministère de son fils, qui lui succéda.. De manière que la dureté de la Porte envers les trois derniers ambassadeurs de France, et les diverses avanies qui ont été faites aux Français pendant vingt ans, se doivent rapporter originairement à un chagrin personnel, nonobstant les raisons sur quoi on les a fondées dans la suite, dont les principales et les plus justes étoient l'entreprise sur Gigeri et les secours donnés à l'empereur aux Vénitiens.

» Le vizir ne fut pas longtemps à chercher l'occasion de faire éclater son ressentiment. Il s'en présenta bientôt une telle qu'il la pouvoit souhaiter. C'étoit le temps de la guerre de Candie; la France avoit assisté secrètement les Vénitiens dès le commencement de la guerre, et l'on tient que M. de la Haye eut ordre d'avoir un commerce secret avec les Vénitiens et de leur faire savoir les desseins des Turcs. Il leur avoit écrit de ne pas céder aux exigences du divan, leur faisant entendre qu'ils devoient tout espérer de la protection de Louis XIV, et que son maître ne seroit pas médiateur d'une paix désavantageuse pour les chrétiens. Kupruli, ayant été averti de ce commerce par un renégat qui lui livra les dépêches chiffrées de l'ambassadeur (1659), entra dans une grande colère, étant naturellement inhumain et sanguinaire; il ordonna à de la Haye de se rendre à Andrinople, où étoit la cour. L'ambassadeur, étant malade, envoya son fils à sa place. Le vizir le reçut avec hauteur et lui commanda de déchiffrer les lettres. Celui-ci répondit que « les secrets du roi son maître devoient être gardés. »

Kupruli entra dans une telle fureur, qu'il cria à ses chiaoux : « Frappez ce chien ! » Et ceux-ci, se ruant sur le jeune de la Haye, le maltraitèrent; puis on le jeta en prison dans la grosse tour d'Andrinople : « Il ne faut pas endurer, » dit le vizir, « de l'envoyé « d'un ambassadeur, fût-il son fils, ce qu'on n'endureroit pas de « l'ambassadeur lui-même. » Les secrétaires et interprètes de l'ambassade furent menacés de tourments et même de la mort.

» De la Haye accourut à Andrinople. Le vizir lui demanda vainement le chiffre des lettres, qualifia sa conduite de trahison, et quitta la ville pour aller faire la guerre en Transylvanie, en faisant garder à vue l'ambassadeur et en laissant son fils en prison. Ce ne fut qu'à son retour de la guerre qu'il leur permit de revenir à Constantinople (1660). »

A la nouvelle de cet événement, Mazarin, voulant empêcher une rupture, envoya un gentilhomme nommé Blondel, avec une lettre du roi qui demandait des réparations et la destitution du vizir. Kupruli reçut cet envoyé avec hauteur, se plaignit de la France, qui donnait des secours aux ennemis de la Porte, et menaça de chasser de la Haye avec ignominie. Blondel ne put obtenir audience du sultan et repartit avec ses lettres. A son retour, Mazarin rappela de la Haye (1661) et confia le soin des affaires de la France à Constantinople, à un marchand nommé Roboly, qui en resta chargé jusqu'en 1665.

La rupture semblait complète; l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche, poussaient la France à la guerre, et leurs ambassadeurs à Constantinople exagéraient à dessein les insultes que nous avions reçues. Mais Mazarin, qui venait, par le traité des Pyrénées (1659), de tracer à la France la politique qui devait lui donner la domination de l'Occident, refusa de s'engager dans une lutte impolitique contre la Turquie, lutte d'orgueil dont on ne pouvait se promettre aucun résultat, et qui ferait perdre à la France en Orient une place que nos ennemis se hâteraient d'occuper. Il se contenta de faire craindre une rupture ouverte aux Ottomans, qui

étaient embarrassés de leur double guerre de Candie et de Hongrie; il envoya 4,000 Français à Candie; il protégea le recrutement de nombreux volontaires pour l'armée vénitienne; enfin, il se prépara à donner des secours à l'empereur contre les Ottomans.

Mazarin et Kupruli moururent tous les deux la même année (1661), après avoir tous les deux exercé, sur les souverains dont ils étaient les ministres, une véritable tutelle et relevé la puissance des États qu'ils gouvernaient. Mazarin eut à vaincre la Fronde; Kupruli réprima les janissaires, étouffa en Asie Mineure une insurrection et pacifia la haute Égypte. Le premier, achevant l'œuvre de Richelieu, abaissa les deux branches de la maison d'Autriche, et agrandit la France à l'est et au sud; le second prépara la chute de Candie, resserra les liens de vassalité qui attachaient à l'empire ottoman la Transylvanie et les principautés danubiennes, et commença contre l'Autriche une guerre qui devait mettre Vienne en péril. Mais, s'il peut être comparé avec Mazarin, Kupruli ressemble plus encore à Richelieu par son énergie et sa cruauté. Il fit, dit-on, périr plus de 30,000 personnes. Avant de mourir, il conseilla au sultan de se soustraire à la domination des femmes, de ne point s'enfermer dans le sérail, de ne pas laisser amollir les troupes dans l'oisiveté et de ne jamais choisir un ministre trop riche. Mahomet lui demanda, comme un dernier service, de désigner celui qu'il croyait le plus propre à le remplacer. « Je ne connais personne, répondit le grand vizir, qui en soit plus capable que mon fils Ahmed. » Kupruli-Ahmed hérita des fonctions et de l'autorité de son père (1661).

§ III. — *Guerre en Hongrie. — Intervention de la France. — Bataille de Saint-Gothard. — Traité de Vasvar.*

Le grand vizir léguait à son fils deux guerres à terminer. Venise et l'Autriche entamèrent vainement des négociations. Kupruli-Ahmed passa le Danube à la hauteur de Gran et mit le siége de-

vant Neuhæusel. La prise de cette forteresse, qui était le boulevard de la Hongrie, entraîna la soumission des châteaux environnants (1663). Pendant ce temps, des hordes tartares ravageaient la Hongrie, même la Moravie, la Silésie, et emmenaient en esclavage près de 80,000 chrétiens.

L'empereur Léopold était abandonné à ses propres forces; les États d'Allemagne, qui se trouvaient, depuis les traités de Westphalie et surtout depuis la ligue du Rhin, sous la protection de la France, ne voulaient lui donner aucun secours. Pour sauver la Hongrie, Alexandre VII, pontife dévoué à la maison d'Autriche, conçut le projet d'une coalition de tous les États chrétiens contre les Turcs. D'après l'ouverture qui lui fut faite, Louis XIV envoya à Rome un ambassadeur pour représenter au pape les raisons qui devraient détourner la France d'une telle ligue, « telles que la protection de la religion dans les États ottomans, l'intérêt des sujets français au commerce du Levant, enfin les griefs particuliers de Louis XIV contre l'empereur; néanmoins, le roi très-chrétien s'élevait au-dessus de ces raisons; il entrerait dans la ligue et ferait auprès de ses alliés d'Allemagne les instances nécessaires pour les y faire entrer. » En effet, le roi de France et la ligue du Rhin conclurent un traité par lequel ils devaient mettre sur pied chacun 30,000 hommes pour marcher contre les Turcs. Mais l'empereur, en voyant de si grandes forces, s'inquiéta du triste rôle qu'il jouait en Allemagne en face du protecteur de la ligue du Rhin; et, par ses conseils, le pape se refroidit pour la coalition. Louis XIV fut irrité de l'accueil fait à ses offres, « offres qui étaient telles, écrivait Lionne, qu'un autre pape en aurait rendu publiquement grâces au ciel; au reste, ajoutait-il, c'est plus encore l'affaire de Sa Sainteté que la nôtre; il suffira à Sa Majesté, pour sa satisfaction et sa décharge envers Dieu, d'avoir fait toutes les avances par rapport à cette ligue qu'un roi, fils aîné de l'Église et principal défenseur de la religion, pouvait faire dans un péril imminent pour la chrétienté. »

Les succès des Turcs continuèrent. L'empereur et le pape demandèrent de nouveau des secours à la France, mais seulement des secours d'argent. Louis XIV offrit 24,000 hommes de ses troupes et 24,000 de ses alliés d'Allemagne. L'empereur les refusa en disant ouvertement que, avec une telle armée, le roi de France serait plus maître de l'empire que lui-même. Louis XIV offrit une armée moindre de moitié. « S'il n'accepte pas, disait Lionne, on doit en tirer deux conséquences, ou qu'il n'avait nulle nécessité d'être secouru, ou qu'il aimait mieux ne l'être pas que de l'être d'aucune force de cette couronne ou de ses amis. » Enfin, on s'accorda à envoyer en Hongrie 6,000 Français et 24,000 hommes de la ligue du Rhin, commandés par le duc de la Feuillade et le comte de Coligny. Un subside de 200,000 écus fut donné au pape pour la guerre; mais l'on s'efforça vainement de renouer le projet de coalition. « C'est un beau dessein, écrivait notre ambassadeur à Rome, qui s'en est allé en fumée. »

Tandis que les Français et les auxiliaires de la ligue du Rhin marchaient vers la Hongrie, Hohenlohe, général des Impériaux, et Zriny, ban des Croates, s'emparèrent de Presnitz, de Babocsa, de Baris, et brûlèrent la ville de Fünf-Kirchen avec plus de cinq cents villages. Le comte de Strozzi obtint aussi quelques succès, mais il périt dans une escarmouche sur les bords de la Muhr. Le célèbre Montecuculli lui succéda dans le commandement, et arrêta le flot menaçant de l'invasion musulmane. Kupruli-Ahmed s'était avancé jusqu'au Raab; trois fois il essaya de franchir le fleuve, trois fois il fut repoussé. Dans le dernier combat, livré près du village de Saint-Gothard, il perdit près de 25,000 hommes (1er août 1664). Les 30,000 auxiliaires de France et d'Allemagne décidèrent le succès de cette bataille. On raconte que, lorsque le grand vizir vit déboucher les gentilshommes français avec leurs habits enrubanés et leurs perruques blondes, il s'écria : « Quelles sont ces jeunes filles? » Mais, en un clin d'œil, les janissaires furent enfoncés par ces jeunes filles, que les historiens ottomans

appellent des *hommes d'acier*; et ceux qui échappèrent à la défaite répétèrent longtemps, dans leurs exercices guerriers, les cris que les Français avaient poussés en se jetant dans la mêlée : *Allons ! allons ! tue ! tue !*

La bataille de Saint-Gothard hâta la conclusion de la paix, qui fut signée à Vasvar (1664). Ce traité différa grandement de celui de Sitvatorok, dont Kupruli ne voulait pas entendre parler. La Transylvanie devait être évacuée par les Impériaux et par les Turcs ; Apafy était reconnu par l'empereur et par le sultan comme prince de ce pays, mais en restant tributaire de la Porte. Des sept comitats hongrois situés entre la Transylvanie et la Theiss, trois devaient appartenir à l'empereur; les quatre qui avaient été enlevés à Rakoczy restaient aux Ottomans. Le sultan gardait Novigrad et Neuhæusel.

§ IV. — *Hostilités de la France contre les Barbaresques. — Ambassade de M. de la Haye fils.*

Les troupes envoyées par Louis XIV au secours de l'empereur revinrent en France après la ratification du traité de Vasvar; mais les escadres françaises continuèrent la guerre contre le croissant; elles couraient la Méditerranée pour détruire les pirates barbaresques. Il serait trop long d'énumérer les combats livrés aux corsaires par Beaufort, d'Hocquincourt, Duquesne, Tourville, d'Estrées, les prises et les brûlements de leurs vaisseaux, les expéditions dirigées contre leurs villes ; il serait encore plus long d'énumérer les tentatives faites pour les amener à respecter le droit des gens, les négociations entamées avec eux, les traités signés et rompus par eux. On ne saurait croire ce que le gouvernement de Louis XIV fit d'avances, subit d'insultes, promit d'avantages, pour donner quelque sûreté à notre commerce et forcer les Barbaresques à prendre quelques idées de civilisation. C'était Colbert qui contraignait son maître à abaisser son orgueil

devant les nécessités du commerce ; c'était lui qui lui démontrait que, dans les négociations avec les Turcs comme avec les Barbaresques, le fond devait l'emporter sur la forme ; qu'avec des peuples étrangers à toutes nos idées sur le point d'honneur, on pouvait mépriser des insolences et des bravades qu'on ne supporterait pas d'une nation chrétienne. Nous ne citerons qu'un seul des traités conclus avec les Barbaresques ; c'est celui qui fut fait avec les Tunisiens en 1665, parce qu'il renferme les stipulations communes à tous les autres traités : liberté de commerce, reddition des esclaves, ouverture des ports aux bâtiments de guerre français, juridiction et droits des consuls, etc. Ce traité stipule, en outre, le rétablissement du commerce de la France au cap Negro ; c'était un établissement situé sur les confins des régences de Tunis et d'Alger, et d'où l'on tirait annuellement vingt mille muids de blé et quarante mille charges de légumes, principalement destinés à la marine ; le monopole en était cédé à la France, moyennant une somme de 35,000 piastres destinées à la solde des troupes tunisiennes qui devaient en éloigner les étrangers.

Le gouvernement de Louis XIV ne se contenta pas d'envoyer des vaisseaux contre les Barbaresques, il voulut avoir un établissement militaire sur la côte d'Afrique, comme les Espagnols en avaient un à Oran. Après avoir fait, avec l'ordre de Malte, l'alliance projetée par Richelieu et qui mit à sa disposition toute la marine des chevaliers, il fit partir, sous le commandement du duc de Beaufort, une flotte de trente bâtiments qui se dirigea sur Djigelli ou Gigeri. On s'empara de cette petite ville et l'on y bâtit un fort dont les débris existent encore. Mais alors la discorde se mit entre les troupes de terre et les troupes de mer ; les Algériens en profitèrent pour reprendre la ville et forcer les Français à la retraite. Malgré cet échec, l'entreprise sur Gigeri jeta un grand éclat. « C'est un échantillon, dit un écrit du temps, de ce que les infidèles ont à craindre et les chrétiens à espérer. » — « Elle excita, dit le

chevalier d'Arvieux (1), des murmures infinis dans l'empire ottoman, dans la Syrie et dans l'Égypte... Les Turcs et les Maures crièrent à la vengeance; ils disoient hautement qu'il falloit exterminer tous les Francs qui étoient dans l'empire. Ceux qui venoient dans les ports de Syrie nous chargeoient d'injures, et menaçoient de se venger, sur nos personnes et sur nos biens, des pertes que la prise de Gigeri leur causoit. Les Anglois, Hollandois et autres Francs qui sont dans les Échelles se séparèrent de nous et affectèrent de dire qu'ils n'étoient pas Français et qu'ils n'avoient aucune part à la prise de Gigeri. On nous avertissoit de toutes parts que nous étions dans un danger extrême et qu'il y avoit apparence que les Turcs nous feroient éprouver la fureur des Vêpres siciliennes. »

Le gouvernement de Louis XIV avait espéré que l'expédition de Gigeri, la bataille de Saint-Gothard, les secours donnés aux Vénitiens, amèneraient la Porte Ottomane à lui faire des réparations et à demander le renouvellement de l'alliance ; mais le divan dissimula ses ressentiments ; il affecta un calme insouciant et superbe ; il ne parut ni s'émouvoir du départ de l'ambassadeur français, ni s'apercevoir des hostilités de la France, ni craindre une rupture ; il se contenta de répondre aux agressions de son ancienne alliée en gênant son commerce et en persécutant les chrétiens d'Orient. Les choses en vinrent à ce point, qu'il fallait ou rompre entièrement, ou renouer l'alliance. « On a fait la guerre en Europe, écrivait d'Arvieux à Louis XIV, pour de moindres sujets, et je ne crois pas qu'on puisse dire que nous ayons véritablement la paix avec le Grand-Seigneur, si on ne renouvelle cette alliance sur le même pied que s'il n'y avoit jamais eu rien entre Votre Majesté et lui. » Colbert, héritier des idées de Mazarin, regardait une guerre contre les Turcs comme une catastrophe qu'il fallait éviter à tout prix ; selon lui, elle devait détourner la France de ses véritables intérêts à l'Occident, ruiner une partie de son commerce, la lancer

(1) *Mémoires*, t. III, p. 3.

dans une voie inconnue et qui ne pouvait être la sienne ; il força encore Louis XIV à s'humilier devant cette nécessité fatale, et envoya à Constantinople deux secrétaires d'ambassade pour demander si la Porte serait disposée à renouveler les capitulations, si elle recevrait avec honneur un nouvel ambassadeur, si elle n'avait pas de répugnance à voir M. de la Haye fils exercer ces fonctions. Kupruli, feignant d'oublier Gigeri, Saint-Gothard et Candie, répondit que l'amitié de la Porte pour la France était trop ancienne pour être altérée par la conduite peu sensée d'un ambassadeur, et il promit de bien accueillir M. de la Haye.

Celui-ci n'était nullement le ministre capable de réconcilier les deux puissances ; il avait contre lui, outre les antécédents de son père, un caractère plein de fiel et d'emportement qui le faisait haïr même de ses compatriotes. Il arriva à Constantinople en 1666, et « dès l'abord, dit Chardin, il se conduisit avec autant de hauteur qu'on le pouvoit attendre d'un ministre ferme qui soutient le caractère d'ambassadeur d'un roi puissant et redouté. Il ne parloit sans cesse, dans les visites qu'il faisoit aux ministres du divan, que de la grandeur du roi son maître et de la puissance de ses armes. Cela déplut fort au vizir, qui s'imagina que c'étoit une insulte qu'on lui venoit faire et au Grand-Seigneur jusque dans sa cour, et, dans cette prévention, il traita l'ambassadeur avec un mépris assez outrageant. » Dans une audience qu'il lui donna, il le reçut avec beaucoup de dédain, sans le regarder, sans se lever de sa place ; quand il se tourna pour lui parler, ce fut pour lui reprocher les secours que la France avait envoyés en Hongrie et à Candie ; puis il le congédia.

De la Haye, que ses compatriotes accusaient des mauvais procédés de la Porte envers la France, supporta cet affront sans se plaindre ; mais, dès qu'il fut sorti du palais, il envoya dire au vizir qu'il voulait bien ne pas compter la rencontre qui venait de se faire entre eux comme une audience donnée par le premier ministre du Grand-Seigneur à l'ambassadeur du plus puissant monarque de la

chrétienté; qu'il lui demandait donc une nouvelle audience, mais à condition qu'il y serait reçu avec tous les hommages dus au maître qu'il représentait. Le vizir accorda l'audience, avec la condition qui y était mise; mais, par un caprice de brutalité barbare, il reçut l'ambassadeur comme la première fois. De la Haye, plein d'indignation, lui reprocha et son insolence et son manque de foi, et il lui déclara que, s'il ne lui faisait réparation, il avait ordre de rendre les capitulations et de s'en retourner en France. Le vizir s'emporta à son tour et répondit par une injure. L'ambassadeur prit des mains de son interprète le cahier des capitulations, les jeta au vizir et se leva pour sortir. On dit alors (mais les rapports seuls de l'ambassadeur d'Autriche mentionnent ces détails) que, le vizir l'ayant traité de juif et de chien, il fit mine de tirer son épée, que les chiaoux se jetèrent sur lui, le frappèrent du tabouret qu'il venait de quitter et lui donnèrent un soufflet. Ce qui est certain, c'est que, à sa sortie, il fut arrêté et retenu trois jours dans une des chambres du palais. Pendant ce temps, le vizir délibérait avec le mufti et le kapoudan-pacha sur cet événement et la guerre qui pouvait s'ensuivre; on en informa le Grand-Seigneur, qui ordonna à Kupruli de se réconcilier avec de la Haye. Celui-ci, qui savait la cour de France mécontente de sa conduite, se prêta à tous les arrangements; et il fut arrêté que les deux audiences précédentes seraient considérées comme non avenues; que l'ambassadeur n'en rendrait aucun compte à son maître, et que, dans une troisième audience, il serait reçu par le grand vizir avec les cérémonies et honneurs accoutumés. L'audience eut lieu : Kupruli accabla de la Haye de prévenances, de politesses et de présents; mais la bonne intelligence ne fut pas rétablie entre les deux ministres, et la France et la Porte continuèrent, en gardant les dehors de l'amitié, à se nuire sourdement.

De la Haye avait ordre de demander le renouvellement des capitulations et la liberté pour les Français de commercer avec les Indes par l'Égypte et la mer Rouge. Ces demandes furent repous-

sées. Les Génois, qui négociaient dans le Levant sous la bannière française, s'étaient recommandés à la France pour obtenir du Grand-Seigneur la liberté de commercer directement avec ses sujets; ils avaient été refusés. Alors ils s'adressèrent à l'Angleterre, et, par sa protection, obtinrent des capitulations analogues à celles des Anglais et des Hollandais. Louis XIV ordonna à de la Haye de demander la révocation de ces capitulations, comme étant une violation du traité par lequel la Porte s'obligeait à ne recevoir en Turquie aucune nation européenne que sous la bannière française. Le vizir lui répondit : « que la Sublime Porte était ouverte pour se retirer, de même que pour venir; que l'empereur de France n'avait pas le droit de vouloir empêcher le Grand-Seigneur de faire la paix avec de vieux ennemis et de leur accorder des capitulations, lorsqu'ils venaient les lui demander; qu'il devait suffire à Sa Majesté d'être reconnue à la Porte comme padischah et comme premier prince de la chrétienté, sans prétendre rien lui prescrire pour les autres. » De la Haye récrimina en termes offensants contre la mauvaise foi de la cour ottomane; et, revenant sur l'espèce de grâce que le Grand-Seigneur faisait au roi de France en le traitant de premier prince chrétien : « Ce titre, dit-il, mon maître n'en est redevable qu'à Dieu et à ses armes victorieuses. » Le traité fait avec les Génois fut maintenu.

La cour de France était irritée de toutes ces insultes; elle s'en vengea en donnant de nouveaux secours aux Vénitiens.

§ V. — *La France secourt Candie. — Prise de cette ville.*

La guerre de Hongrie avait fait diversion à celle de Candie. Quand le traité de Vasvar fut signé, Kupruli-Ahmed résolut de terminer par un coup décisif la lutte engagée entre l'empire ottoman et la république de Venise. Il s'embarqua dans le mois de mai 1666, traversa l'Asie Mineure et arriva, le 3 novembre, à la Canée. Sa présence ranima l'ardeur des Turcs, fatigués par une

guerre de vingt-deux ans, et la tranchée fut ouverte sous les murs de Candie le 28 mai 1667. Les assiégés soutinrent l'attaque du grand vizir avec une incroyable opiniâtreté; les Turcs ne montrèrent pas moins d'acharnement. Mais, à mesure qu'ils enlevaient ou détruisaient quelque portion des remparts, de nouvelles fortifications s'élevaient en arrière; on eût dit, selon l'expression d'un historien, que la ville ne faisait que resserrer son enceinte devant les assiégeants. Kupruli, dans cette campagne, perdit 8,000 hommes.

L'année suivante, une troupe de 1,200 gentilshommes français, où l'on voyait les noms les plus illustres de la monarchie française, traversa la Méditerranée sous le pavillon de Malte, et entra dans Candie sous le commandement du duc de la Feuillade. Ces volontaires, qu'animait cette bravoure si folle et si séduisante qui a valu à la France autant de défaites que de victoires, crurent qu'il suffirait d'une sortie pour délivrer Candie, et ils la demandèrent. Le gouverneur Morosini, dont la garnison était épuisée, refusa. Ils déclarèrent qu'ils sortiraient seuls. En effet, aidés seulement des chevaliers de Malte, ils sortirent, ayant à leur tête la Feuillade, qui tenait un fouet à la main, et six moines portant le crucifix; ils jetèrent l'alarme dans le camp des Turcs et leur tuèrent 1,200 hommes; mais, enveloppés bientôt par des milliers d'ennemis, ils se retirèrent en laissant une centaine de morts et de blessés, et, découragés de ce mauvais succès, ils se rembarquèrent.

L'éclat de ce secours valut à notre ambassadeur et à nos marchands du Levant de nouvelles insultes, de nouvelles avanies. Louis XIV s'en lassa, ordonna à de la Haye de revenir en France et envoya quatre vaisseaux commandés par M. Dalmeiras pour le ramener avec tous les Français qui voudraient le suivre. L'ambassadeur informa de cette mesure le kaïmacan, lui disant qu'il n'attendait, pour partir, que l'escadre française et le congé de la Porte. Le kaïmacan demanda à l'ambassadeur s'il avait un suc-

cesseur. De la Haye répondit que le roi de France ne voulait plus tenir d'ambassade à la Porte, parce que cette dignité n'y avait pas été considérée ni respectée comme elle devait l'être; qu'il laisserait un marchand pour y résider, jusqu'à ce que réparation eût été faite des insultes portées contre la France depuis longues années. Le divan prit du temps pour donner le congé demandé, d'accord avec de la Haye, qui voulait conserver sa place. Mais le bruit courait que Louis XIV préparait un secours formidable pour délivrer Candie, et qu'il était même décidé à une guerre ouverte contre les Turcs. Le grand vizir s'en alarma et pressa le siége de la ville avec des forces qui dépassaient 100,000 hommes.

En effet, Louis XIV, poussé à bout par les injures de la Porte, et voulant faire parade, aux yeux de la chrétienté, de son zèle religieux, préparait un secours pour Candie (janvier 1669), qui se composait de douze bataillons d'infanterie, de trois cents chevaux, d'un détachement de la maison du roi, de deux cents gentilshommes volontaires, en tout 6,000 hommes, qu'un historien turc appelle « 6,000 pourceaux ayant de mauvais desseins. » Cette petite armée, que commandait le duc de Navailles, était montée sur vingt-sept bâtiments qu'escortaient quinze vaisseaux de guerre commandés par le duc de Beaufort; elle portait, pour garder les apparences de la neutralité, l'étendard de l'Église, et avait pour avant-garde quatorze galères pontificales. La première division, forte de 4,500 hommes, arriva en juin 1669, alors que Candie était réduite aux dernières extrémités : les mousquetaires de la maison du roi ne voulurent pas débarquer pendant la nuit, mais ils le firent en plein jour sous le feu des Turcs. Dès le lendemain, et sans attendre le reste de l'armée, on fit une sortie; mais Navailles voulut la faire avec ses troupes seules, et il refusa les soldats que Morosini offrait de lui donner. La sortie fut vigoureuse : la première ligne des Turcs fut forcée, et la terreur se répandait dans leur armée, quand une explosion de barils de poudre, qui éclata dans les rangs des Français, jeta la confusion parmi eux et les

força à la retraite. Ils laissèrent 500 hommes sur le champ de bataille, parmi lesquels était le duc de Beaufort.

La deuxième division arriva ; mais déjà le découragement était dans l'armée royale, qui avait reconnu que la ville n'était plus défendable. Cependant la flotte française se réunit à la flotte vénitienne pour attaquer le camp des Turcs ; on se canonna pendant tout un jour, sans autre résultat que la perte d'un vaisseau français, qui sauta pendant le combat. Alors Navailles, mécontent des Vénitiens, se rembarqua avec sa petite armée (21 août) et revint en France, où Louis XIV le blâma de ce retour précipité et l'exila. Le départ des Français fut le signal de la reddition de la ville. Morosini capitula et signa en même temps la paix avec les Turcs (6 septembre 1669). La république perdit l'île de Crète, à l'exception de trois ports : Carabusa, Suda et Spina-Longa.

« L'histoire, dit Hammer, ne présente pas une place forte dont la conquête ait coûté autant d'argent, d'efforts et de temps que celle de Candie. On avait combattu vingt-cinq ans pour sa possession, et, durant ce temps, elle avait soutenu trois siéges, dont le dernier s'était prolongé trois années entières. Les Turcs avaient tenté cinquante-six fois l'assaut ; ils avaient poussé quarante-cinq attaques souterraines. Les assiégés mirent le feu à onze cent soixante et douze mines ; les Turcs en firent sauter trois fois autant. La perte des Vénitiens fut de 50,000 hommes ; celle des Turcs, de plus de 100,000. »

Si cher que cette victoire eût coûté à l'empire, le sultan et sa cour montrèrent la plus grande joie. Kupruli-Ahmed partagea avec ses compagnons d'armes la gloire du succès. « Tous, leur dit-il, vous avez contribué à cette conquête de toutes vos forces et de toute votre âme. Que votre visage resplendisse dans les deux mondes ! que le pain du padischah vous soit légitimement acquis ! Je représenterai sous les yeux de notre sublime maître la grandeur de vos services, et je m'occuperai de faire tomber des récompenses sur vos têtes suivant la mesure de vos grades. » Le sultan ratifia

les promesses du grand vizir, et lui prodigua les témoignages les plus éclatants de sa faveur. On avait cru que Candie était l'écueil où se briserait la puissance ottomane; aussi Kupruli dit-il après la capitulation : « Les Français ont eu pitié de nous! »

§ VI. — *Nouveau désaccord avec la France.*

Cependant l'escadre de Dalmeiras était arrivée, mais de la Haye n'était pas parti. Pour se maintenir dans sa place, il travailla sourdement et bassement à ramener la bonne intelligence entre la France et la Porte, et il trompa sa cour en lui écrivant qu'il était traité avec tous les respects accoutumés. Enfin, il laissa repartir l'escadre de Dalmeiras, et s'en alla à Larisse, où se tenait la cour ottomane (mars 1669), sous prétexte de prendre congé du sultan; il y manœuvra de telle sorte, qu'il décida le divan à envoyer en France un ambassadeur avec une lettre du sultan, pour renouer l'amitié entre les deux États. Cette mission fut confiée à un *mouteferrika* (officier des gardes) du nom de Soliman, auquel la Porte n'accorda que 2,000 écus pour son voyage, et qui fut défrayé secrètement, dit-on, par l'argent même de de la Haye. Il s'embarqua sur un bâtiment français, arriva à Paris, fut reçu en audience solennelle à Saint-Germain, et présenta au roi (5 décembre 1669) la lettre de son maître. « Vous savez, disait le sultan, que, depuis le temps très-éloigné que les empereurs de France, vos prédécesseurs, ont contracté cette ancienne alliance avec la sûre et ferme famille des Ottomans, ils ont vécu jusqu'à ces jours bienheureux avec tant d'union, d'amitié et de sincérité, que les pays et les peuples ont toujours joui du repos et de la tranquillité. Cette bonne intelligence s'est augmentée d'une telle manière, que, n'ayant souffert aucune altération ni changement, on peut dire qu'elle a été établie pour la paix de tout le monde, pour le règlement et l'ordre des affaires des hommes... » Et il se plaignit du rappel de l'ambassadeur, « qui a toujours été, disait-il, sous

l'ombre permanente de notre justice, avec honneur, pendant que vos sujets et marchands qui abordent dans les havres de notre empire, ont joui de toute la protection qui leur a été nécessaire, et qu'il n'est pas arrivé la moindre chose qui ait dû altérer la bonne foi, l'amitié, l'affection et la sincérité qui sont entre nous depuis si longtemps. »

Louis XIV ne fut satisfait ni de la lettre du sultan, ni de la qualité, ni des manières de son envoyé, homme obscur et brutalement superbe : il s'attendait à des réparations et n'obtenait que des paroles vagues et mensongères. La plupart des courtisans le poussaient à une rupture : « Les Turcs, disait-on, sont fièrement prévenus du besoin qu'on a de leur pays; ils sont imbus de cette vanité: que la Porte est l'asile et le recours de tous les princes de la terre; leur superstition les porte à croire que toutes les nations chrétiennes doivent leur être soumises; et ils ne feignent pas de nous dire, lorsque nous nous plaignons de leur injustice, que, si nous quittions leur pays lorqu'ils nous auraient crevé un œil, nous y retournerions le lendemain pour qu'ils nous arrachassent l'autre. »

« Il semble, écrivait d'Arvieux à Louis XIV, que, comme Votre Majesté veut être traitée d'égale avec le Grand-Seigneur, elle ne devroit pas songer à lui envoyer un ambassadeur qu'il n'en tînt un en France pour répondre du traitement que le nôtre recevroit auprès du Grand-Seigneur; les affaires en iroient bien mieux. Cela paroît pourtant impossible, si l'on considère que ce n'est pas du tout la coutume des Turcs de tenir des ambassadeurs en résidence chez leurs confédérés. Les empereurs ottomans reçoivent agréablement tous ceux que les princes chrétiens leur envoient, pourvu qu'ils aient des présents à offrir et qu'ils trouvent leur compte dans les propositions qu'ils viennent leur faire. Il se font comme cela un honneur et une grandeur singulière d'être recherchés de tous et de ne demander l'amitié de pas un. »

Louis, qui était alors dans tout l'éclat de la jeunesse et de la

puissance, penchait à suivre ces conseils, dussent-ils amener la guerre. Mais Colbert lui représenta que la supériorité qu'affectaient les sultans sur les princes chrétiens était plutôt des formes communes à tout l'Orient que des réalités ; qu'elle n'avait nulle valeur effective, comme les événements de l'alliance l'avaient prouvé, puisque les Turcs avaient plutôt été au service de la France que la France au service des Turcs ; qu'il ne fallait pas pour des mots mettre à l'aventure une alliance qui avait été une pierre d'achoppement pour la maison d'Autriche, et qui était enviée de tous nos ennemis. Louis se rendit à ces raisons ; et il fut décidé qu'un nouvel ambassadeur serait envoyé à la Porte pour remplacer de la Haye, dont les intrigues étaient connues ; qu'une compagnie du Levant serait formée avec les vingt plus notables négociants de Paris, Lyon et Marseille ; qu'une école de drogmans français serait établie à Constantinople, etc. En même temps, on réglementa le commerce de ces contrées par une législation spéciale : les consuls étaient la plupart inconnus ou étrangers ; on les renouvela presque tous, et on leur donna des instructions très-sévères pour qu'ils eussent à se tenir en correspondance continuelle avec l'ambassadeur, à lui rendre compte du commerce de leur échelle, du nombre et de la qualité des marchands français et étrangers, etc. On fit une pareille réforme pour les drogmans, qui durent être Français et nommés dans chaque échelle par l'assemblée des marchands. La police des consulats et de leurs chancelleries fut réglée par une ordonnance très-minutieuse. On défendit aux ambassadeurs de lever dorénavant des deniers sur les marchands français, en vertu d'ordonnances qu'ils délivraient eux-mêmes. Enfin, des ordres très-sévères furent donnés à la marine militaire pour l'escorte et la protection des bâtiments marchands.

§ VII. — *Ambassade de Nointel.* — *Nouvelles capitulations* (1673).

Le nouvel ambassadeur fut le marquis de Nointel (1670), savant magistrat et habile antiquaire, qui avait déjà voyagé en Orient et qui reçut de Colbert les instructions les plus détaillées et les plus sages. Il devait demander le renouvellement des capitulations avec les changements suivants : que le droit de douane fût réduit de cinq à trois pour cent ; que le roi de France fût reconnu le protecteur unique des catholiques d'Orient ; que les marchandises françaises qui venaient des Indes eussent libre passage par la mer Rouge et à travers l'Égypte. Cette dernière demande excitait pardessus tout la sollicitude de Colbert, qui portait à la prospérité de notre commerce une attention aussi active que passionnée : il regardait l'Égypte comme la vraie route des Indes, et voulait par là ruiner le commerce des Anglais et des Hollandais en Asie : « Il faudroit tâcher, écrivait-il à Nointel, de faire un traité avec le Grand-Seigneur, par lequel il nous fût permis d'avoir à Alexandrie ou au grand Caire des vaisseaux qui reçussent les marchandises que d'autres vaisseaux amèneroient par la mer Rouge d'Aden à Suez ; ce qui abrégeroit la navigation des Indes orientales de plus de deux cents lieues. »

Nointel arriva à Constantinople avec une escadre de guerre qui pénétra dans le port sans saluer le sérail et en ordre de combat. La populace et les matelots ottomans poussaient des cris de fureur, et une bataille allait peut-être s'engager, quand la sultane-validé demanda au commandant de l'escadre le salut pour elle-même ; et aussitôt les quatre vaisseaux français, se couvrant de tout leur luxe de banderoles, de soieries, de dorures, aux cris de *Vive le roi!* saluèrent le sérail de toutes leurs pièces. Cette conduite indisposa le divan ; et, quand Nointel, après avoir fait dans la ville une entrée pompeuse, qui excita un nouveau mécontente-

ment, eut exposé l'objet de sa mission, il fut froidement accueilli. Kupruli Ahmed traita ses demandes d'exorbitantes; il affecta de croire que l'ambassadeur outre-passait ses instructions et exigea qu'une lettre du roi exprimât formellement la nature et l'étendue des réclamations de la France. Aussi, lorsque Nointel eut son audience solennelle du sultan, il vit dans les manières et les paroles de ses ministres le désir de le braver. Quand il vanta la puissance, les richesses, les armées de son maître : « Oui, répondit le vizir, l'empereur de France est un grand monarque, mais son épée est encore neuve. » Comme Nointel rappelait l'ancienneté de l'alliance entre les Français et les Turcs : « Oui, dit le vizir, les Français sont nos meilleurs amis, mais nous les trouvons partout avec nos ennemis. » Enfin, Nointel disant que Sa Majesté avait particulièrement à cœur le passage par la mer Rouge : « Se peut-il faire, dit Kupruli, qu'un empereur si grand que le vôtre ait si fort à cœur une affaire de marchands? » Cependant on négocia; mais Nointel tenta vainement de mettre l'affaire sous les yeux du sultan, car l'on croyait, en France, que les ressentiments personnels du vizir étaient la cause unique de la rupture : il ne put traiter que par l'intermédiaire du Grec Panajotti, premier drogman de la Porte, tout-puissant dans le divan et ennemi de la France. On lui proposa de renouveler simplement les anciennes capitulations. Il refusa avec humeur et fit entendre quelques menaces. Le vizir lui répondit que « Sa Hautesse n'entrait pas en traité ni en commerce avec les autres potentats du monde, n'ayant aucun intérêt à démêler avec eux; que ces sortes de capitulations étaient une grâce et une faveur que le Grand-Seigneur faisait à ses confédérés; que Sa Majesté devait s'en contenter comme on les lui donnait; enfin, que les avantages garantis aux étrangers par la Sublime Porte n'avaient jamais été accordés à la violence, mais à la douceur, et que, s'il ne voulait pas adhérer au renouvellement des capitulations, il pouvait se retirer en France. »

A ces nouvelles, Louis XIV entra dans une grande colère, et

« on mit en délibération, dit Chardin, si l'on romproit avec la Porte ou si l'on dissimuleroit un traitement si déraisonnable. Cependant, pour ne rien entreprendre légèrement dans une affaire de cette importance, on ordonna à M. d'Oppède, premier président d'Aix, d'assembler à Marseille tous les négociants du Levant et les autres gens éclairés dans les affaires de Turquie, et de prendre leur sentiment sur ce que beaucoup de gens faisoient entendre au conseil : que la France se pouvoit passer du négoce du Levant, au moins durant plusieurs années, et qu'elle pouvoit aisément faire par mer tant de mal aux Turcs, que le Grand-Seigneur, pour l'arrêter, seroit contraint d'accorder au roi tout ce que Sa Majesté demandoit. L'avis de l'assemblée fut que ces propositions étoient vraies, qu'il y avoit en Provence assez de marchandises du Levant pour en fournir la France dix ans durant, et que, si le roi envoyoit seulement dix vaisseaux dans la mer de Grèce, et particulièrement aux Dardanelles, la famine seroit dans peu à Constantinople, et il s'y feroit un soulèvement en faveur des Français. »

Tout sembla se disposer à la guerre ; on prépara une flotte qui devait se porter à Constantinople pour obtenir, par la force, le renouvellement de l'alliance, et qui s'emparerait des principales îles de l'Archipel, pour en assurer désormais le maintien. L'esprit des croisades se ranima ; plusieurs écrits furent publiés sur l'opportunité de chasser les Turcs de l'Europe, et Boileau ne fit qu'exprimer la pensée générale quand il disait au roi :

Je t'attends dans six mois aux bords de l'Hellespont.

C'était l'opinion populaire, l'opinion catholique ; mais c'était aussi la pensée des hommes de génie, même parmi les protestants. Leibnitz envoya à Louis XIV plusieurs mémoires où il démontrait que la grandeur de la France dépendait du réveil de l'esprit des croisades, et que c'était en Orient que devait se porter l'activité française. « La France, disait-il, semble réservée par la Providence

pour guider les armes chrétiennes dans le Levant, pour donner à la chrétienté des Godefroy de Bouillon, et avant tout des saint Louis; pour détruire les nids de pirates qui l'infestent, pour attaquer l'Égypte, un des pays les plus heureusement situés du monde... La conquête de l'Égypte revient de droit à la France... Il ne s'agit plus là ni de Gravelines, ni de Dunkerque, mais de la domination des mers, de l'empire d'Orient, de la ruine des Ottomans, de la suprématie universelle : tout cela est dans la conquête de l'Égypte... Là est pour le roi de France l'arbitre des destinées, la direction universelle, la domination de la chrétienté, et le moyen de recouvrer le rôle de protecteur de l'Église avec le titre de son fils aîné, ce qui lui conquerra l'amour universel. La France, unissant le courage au génie, deviendra l'école militaire de l'Europe, le marché de l'Océan et la maîtresse du commerce de l'Orient. Je ne parle pas du titre et des droits de l'empereur d'Orient, qui, plus d'une fois, furent son apanage, et qu'elle doit ainsi ressaisir. » A la suite de ces paroles, Leibnitz indiquait l'île de Malte comme offrant une station sûre à la flotte française, « cette île se trouvant unie à la France par une infinité de liens, puisque la majeure partie des chevaliers et le grand maître de l'ordre étaient Français ; » il montrait la Syrie à conquérir pour consolider la possession de l'Égypte ; il dévoilait la décadence des Ottomans, il traçait le plan de campagne, il énumérait les forces à employer, les difficultés à vaincre, etc.

Le bruit se répandit bientôt à Constantinople que le roi de France armait cinquante vaisseaux et 30,000 hommes à Toulon : les Turcs en furent pleins de terreur; les Français annonçaient avec bravade qu'on allait brûler Constantinople, s'emparer des îles de l'Archipel, chasser les Ottomans de l'Europe. « Aussi disait-on, rapporte Chardin, que les Turcs étoient moins barbares, lesquels n'avoient témoigné aux Français qui étoient dans le Levant, ni à l'ambassadeur de Sa Majesté, aucun ressentiment violent des grands et éclatants secours qu'on a donnés plusieurs

fois à leurs ennemis, de la guerre qu'on a portée dans les pays qui sont sous leur protection, et des insultes et des menaces qu'on a faites jusque dans leur cour. » Mais, à cette époque, Louis XIV se préparait à se venger des Hollandais, et on délibéra, dans le conseil, sur la guerre qu'on devait entreprendre. Celle de Hollande était la question de prééminence sur l'Océan ; celle de Turquie, la question de prééminence sur la Méditerranée ; les injures des Ottomans étaient réelles, celles des Hollandais à peu près imaginaires ; mais les premières étaient peu connues, on avait fait grand bruit des dernières : la guerre des Hollandais fut choisie. Mais on résolut de la faire de telle sorte, que le contre-coup s'en fît sentir en Orient et rendît les Ottomans plus traitables.

Lionne écrivit à Kupruli « que l'empereur de France s'étonnoit qu'il refusât de donner créance à son ambassadeur ; que la Porte n'avoit jamais mis en doute la vérité et la fidélité des propos des ambassadeurs français ; que Sa Majesté ne s'expliqueroit pas par d'autre canal que celui de M. de Nointel ; que, si le Grand-Seigneur refusoit de lui donner créance et de le traiter avec les honneurs dus à l'envoyé du premier monarque chrétien, le roi ordonnoit à son ambassadeur de s'embarquer sur le vaisseau qui portoit cette lettre à Constantinople. » Le vizir se radoucit, et l'on recommença à négocier, mais lentement, mais confusément, avec une malveillance mal déguisée. Nointel ne se rebuta pas : il avait reçu de Colbert les ordres les plus précis pour maintenir la paix à tout prix. On finit par s'entendre sur la diminution du droit de douane, sur la restitution des lieux saints, sur la reconnaissance du roi de France comme protecteur des chrétiens d'Orient ; mais, sur la fameuse prérogative attachée à la bannière française, Kupruli déclara « qu'il avait accordé aux Anglais, Hollandais, Vénitiens, Génois et sujets de la maison d'Autriche que les étrangers qui viendraient en Turquie sous leur bannière seraient traités comme eux ; qu'il ne pouvait le leur ôter. » Les négociations furent plusieurs fois rompues ; on offrit vainement de l'argent ; tout dépen-

dait de Panajotti, qui était vendu à l'Autriche et à l'Angleterre.

Enfin arriva la nouvelle de la conquête de la Hollande : tout le Levant en retentit. Les Français relevèrent la tête, exaltant la puissance du grand roi, menaçant les Turcs de sa vengeance; les Hollandais étaient consternés; les Anglais se réjouissaient de leur ruine. Le divan s'alarma à tel point, qu'il fit dresser sur-le-champ les capitulations sur les mémoires mêmes de Nointel, et qu'il les lui envoya toutes signées (5 juin 1673). Le sultan annonça ce résultat à Louis XIV, dans une lettre pompeuse et pleine de témoignages d'affection.

Les capitulations de 1673 étaient conçues dans d'autres termes, mais contenaient à peu près les mêmes prescriptions que celles de 1604 : on y ajouta dix-neuf articles nouveaux, qui satisfaisaient aux dernières réclamations de la France, principalement sur la possession des lieux saints.

Il n'était pas question, dans ces nouveaux articles, du passage aux Indes par la mer Rouge; la négociation avait réussi auprès du pacha d'Égypte, à qui l'on donnait deux pour cent, comme droit de transit, pour toutes les marchandises qui iraient de Suez à Alexandrie; le sultan avait approuvé cet arrangement; mais le mufti et l'iman de la Mecque s'y opposèrent, sous prétexte que les vaisseaux chrétiens qui navigueraient dans la mer Rouge, pourraient insulter ou enlever le tombeau de Mahomet; de plus, l'ambassadeur anglais insinua au divan que les Français avaient le projet de s'emparer de l'Égypte, et l'affaire échoua. Cependant le gouvernement de Louis XIV ne la perdit pas de vue : la preuve existe dans deux mémoires de M. de Maillet, consul au Caire, en 1692, qui chercha les moyens les plus propres à renouer la négociation, et qui, en 1706, alla en Abyssinie pour entrer en relations commerciales avec ce pays et faciliter les communications de nos colons de Bourbon et de Madagascar avec Suez et l'Égypte.

Ainsi se trouvait rétablie, entre la France et la Turquie,

l'alliance qui, après avoir été intime sous François Ier et Henri II, bienveillante sous les derniers Valois et Henri IV, était arrivée à une véritable rupture au commencement du règne de Louis XIV.

§ VIII. — *Rapport de la France avec les populations chrétiennes de la Turquie.*

A dater du renouvellement des capitulations en 1673, les relations entre la France et la Turquie devinrent plus amicales, mais elles ne reprirent pas entièrement leur caractère d'intimité et de confiance. Le divan se souvenait des secours donnés à ses ennemis; quant à Louis XIV, il ressentait les outrages dont il n'avait pu se venger, et, pendant presque tout son règne, il continua à nourrir des projets de conquête sur la Turquie, projets conformes aux idées de sa jeunesse, à l'opinion catholique, à l'esprit des croisades, et qui reposaient sur la pensée que les pays d'Asie, voisins de la Méditerranée, sont des pays chrétiens qui doivent être sous l'influence ou sous la domination de la France. Aussi, malgré les intérêts et les guerres qui appelaient tout ses efforts vers l'Occident, il porta toujours, aux affaires de l'Orient, la plus vive sollicitude. Presque tous les ans, il faisait visiter quelque province turque par des agents de confiance, auxquels on donnait des instructions, tantôt scientifiques, tantôt commerciales, tantôt politiques (1).

(1) Ainsi l'un d'eux, le sieur Razaut, en 1687, avait pour mission « de reconnoître tous les endroits des côtes de Grèce et de Syrie propres à faire des descentes, c'est-à-dire si la côte est basse, plate, si elle est de sable et non ferrée, si les vaisseaux peuvent approcher assez pour soutenir la descente, si elle permet l'abordage des grandes chaloupes... Il observera aussi les eschouages des rivières et tous les autres endroits où l'on peut aborder, les sondera soigneusement, en prendra toutes les connoissances possibles, et les marquera tant sur ses cartes que dans ses mémoires... » Plusieurs écrits furent publiés, qui flattaient à la fois les idées du roi et les passions populaires, en poussant à la guerre contre les infidèles; nous n'en citerons qu'un : *la Turquie chrétienne sous la*

Cependant ces projets de croisade et ces plans de conquête n'étaient pas aussi positifs que les renseignements que nous citons sembleraient le faire croire. C'étaient jusqu'à un certain point des idéalités dont l'exécution était rejetée dans un avenir très-éloigné, très-incertain, et qui appartenaient beaucoup plus à Louis XIV qu'à ses ministres. On ne voulait pas que la France fût surprise par la chute de l'empire ottoman, qui était déjà prévue à cette époque, et l'on prenait des précautions dans la prévision de cet événement, qui devait changer la face de l'Occident. Aussi ces plans, un peu vagues, un peu romanesques, se trouvèrent continuellement ajournés par les exigences de la politique positive et du moment, de la politique des disciples de Colbert et de Lionne, qui regardaient l'existence de l'empire ottoman comme indispensable à l'équilibre européen, et l'alliance de la France avec les Turcs comme le vrai moyen d'assurer notre prépondérance dans l'Occident, par l'abaissement de l'Autriche. Enfin, pendant que le grand roi ne croyait pas impossible de ressusciter l'empire d'Orient au profit d'un de ses petits-fils, ses ministres s'arrangeaient pour vivre avec les Ottomans, en profitant de leur amitié pour continuer et agrandir l'influence française dans le Levant. Presque tous les ans, des envoyés spéciaux allaient visiter les échelles, avec ordre

protection de Louis le Grand, protecteur unique du christianisme en Orient. L'auteur de ce livre, Delacroix, interprète du gouvernement pour les langues orientales, en énumérant les nombreuses populations catholiques qui n'attendaient que le secours de la France pour secouer le joug des Turcs, démontrait « que rien ne seroit plus beau et plus aisé que le rétablissement du royaume de Jérusalem. » Enfin, il existe, à la bibliothèque impériale, un manuscrit qui a pour titre : « Estat des places du Levant dont les plans ont été levés par ordre du roi, à la faveur de la visite des échelles, dans les années 1685, 1686, 1687, avec les projets pour y faire descente et s'en rendre maître. » Voici les titres de quelques chapitres : « Des forces nécessaires pour brûler Constantinople, suivant les instructions de Sa Majesté. — Des moyens de retirer d'abord l'ambassadeur et les autres Français. — Sur le mauvais estat de l'empire ottoman, avec les moyens d'en profiter et de rétablir l'empire d'Orient en faveur d'un des enfans de France, en détruisant celui des Turcs. — Estat des dépenses nécessaires à cette entreprise. »

« de se transporter partout où les François avoient leur commerce, pour remédier aux abus et malversations, y mettre l'ordre que Sa Majesté avoit mis partout ailleurs, faire rendre compte par les consuls de la nation françoise, dresser mémoire exact de tout ce qui pourroit perfectionner et augmenter le commerce françois et détruire celui des étrangers. » Chasser les Anglais d'une mer d'où la nature les a exclus était depuis longtemps la pensée de Louis XIV. « Hâtez toutes choses, écrivait-il, en 1666, au duc de Vivonne, afin de mettre les galères à la mer sans perdre un seul moment, et m'envoyer vos sentiments sur tout ce que vous pourrez faire dans la prochaine campagne, soit pour obliger ceux d'Alger à me demander la paix, soit pour faire la guerre aux Anglais et ruiner leur commerce dans le Levant. » Grâce à cette sollicitude, le commerce français en Orient devint une source de richesse pour nos provinces méridionales. « Les Provençaux, dit le P. Labat, regardent le Levant comme leurs Indes. » On créa des consulats; en envoya des voyageurs tels que de Monceaux, Laisné, Paul Lucas, Tournefort, etc.; en éleva à Paris des enfants maronites, grecs, arméniens, qu'on fit retourner ensuite dans leur pays pour y propager l'amour de la France. Nos ambassadeurs étaient occupés sans cesse à faire observer les capitulations souvent violées par les fonctionnaires turcs éloignés du centre de l'empire, à obtenir des passe-ports pour les marchandises, des lettres de protection pour les voyageurs, des permissions ou des redressements d'abus pour les monastères. Ils obtinrent de la Porte des *barats* ou lettres d'affranchissement, payés à prix d'or, par lesquels certains raïas, chrétiens ou juifs, étaient assimilés aux Français pour les privi-léges et pouvaient se recommander, pendant toute leur vie, à la protection de la France. Des familles grecques, arméniennes, bulgares, qui, en Europe, eussent été sujettes du pays où elles étaient établies, grâce aux droits de protection exorbitants que s'attribuaient les consuls français, prirent le nom et jouirent des priviléges des Francs. Tous les chrétiens opprimés, même les

schismatiques, avaient recours aux ambassadeurs, aux missionnaires, aux agents de la France ; on vit même des voyageurs français, d'après les termes des capitulations de 1673, prendre sous leur protection d'autres voyageurs chrétiens, et même des raïas. Enfin, partout où se voyait un monastère latin couronné du drapeau protecteur de la France, il y avait menace pour les oppresseurs et secours pour les opprimés.

Notre nom était grand en Orient, parce que c'était le nom de la nation chrétienne par excellence, de la nation qui avait fait les croisades, de la nation de saint Louis. « Nous sommes de la religion du roi de France, » disaient les chrétiens persécutés; et cette parole était un titre suffisant de protection. « Nous nous fions, disait un ministre ottoman dans le XVIIe siècle, à ceux qui croient comme les Français ; nous nous défions de ceux qui croient comme les Moscovites. » Aussi était-il reconnu en Europe que la religion devait aux rois de France toute la protection qu'elle avait trouvée dans les États du Grand-Seigneur. C'était même par là qu'on justifiait l'alliance avec la Porte aux yeux du vulgaire, « le nom de Turc ayant quelque chose qui effraye les peuples et qui attire leur indignation et leur colère. » Tout le clergé latin était considéré par les Ottomans comme étranger et comme entièrement sujet du roi de France, et il était si nombreux, que la seule ville d'Alep renfermait quarante prêtres et sept églises. Les membres de ce clergé les plus actifs et les plus importants, ceux qui empêchèrent, pendant les brouilleries de la France avec la Porte, notre influence et notre commerce de diminuer, ceux qui devinrent nos agents diplomatiques les plus habiles, les plus influents, furent les missionnaires. Les missions du Levant, établies régulièrement par Henri III, conservées et agrandies par Henri IV et Louis XIII, prirent la plus grande extension sous Louis XIV, et furent confiées principalement aux jésuites, que le divan autorisa « à aller demeurer dans tous les lieux et provinces de l'empire pour enseigner la doctrine chrétienne aux sujets du Grand-Seigneur, comme

Grecs, Arméniens, Cophtes, Syriens et autres nations, sans qu'ils puissent être empêchés ni inquiétés par qui que ce soit. » Ces religieux, en échange de la protection que leur donnait le roi très-chrétien, ne s'occupaient pas uniquement de conversions, mais ils recueillaient les observations les plus détaillées sur les mœurs, les langues, les productions, le commerce, l'histoire des pays qu'ils parcouraient; ils recevaient à ce sujet des instructions du gouvernement et correspondaient avec le ministre des affaires étrangères, auquel ils envoyaient des mémoires, des plans, des détails de tout genre.

Comme « protecteur unique du christianisme en Orient, » Louis XIV avait principalement sous sa dépendance trois populations qui pouvaient être considérées comme des colonies françaises : c'étaient des catholiques de l'Archipel, les Mirdites de l'Albanie et les Maronites du Liban.

Les catholiques de l'Archipel étaient à peu près au nombre de 100,000, répartis en cinq diocèses : archevêché de Naxi, d'où dépendaient les catholiques de la Roumélie; évêché de Syra, d'où dépendaient les catholiques de la Morée; évêchés de Tinos, de Santorin et de Milo. Ces évêchés, débris des établissements français dans la Grèce pendant le XIIIe siècle, avaient des propriétés, des séminaires, des couvents, et étaient placés spécialement sous la protection de la France : ils étaient visités par nos missionnaires, nos agents publics ou secrets, nos vaisseaux de guerre. Le roi de France nommait les évêques, leur faisait des pensions régulières, et envoyait souvent des présents à leurs églises. Ces îles étaient des stations pour nos bâtiments et nos voyageurs : c'étaient elles que le gouvernement de Louis XIV avait le dessein d'occuper en 1671, quand la guerre entre la France et la Porte semblait imminente, pour dominer par elles l'Archipel, protéger notre commerce et forcer les Turcs à respecter les capitulations.

Les relations de la France avec les catholiques de l'Albanie

avaient recommencé au temps de François Ier; elles avaient été peu actives, quoique ce prince et ses successeurs eussent recruté des soldats parmi ces intrépides montagnards, quoique Henri IV eût des Albanais dans sa garde; les rapports de nos ambassadeurs en Orient ne parlent d'eux que pour mentionner les visites de quelques évêques français au milieu de ces peuplades demi-sauvages. Sous Louis XIII, nos missionnaires se mirent à la recherche de ces vieux catholiques perdus dans les vallées et les montagnes voisines des Drins et du Scombi, et ils furent saisis d'admiration à la vue de cette race d'hommes d'une vigueur et d'une beauté sans égales, à la taille haute et dégagée, aux traits sévères et mélancoliques, aux armes fleurdelisées, vêtus comme l'étaient les chevaliers des croisades, chrétiens pleins d'une foi naïve et superstitieuse, « qui portent encore sur le front, dit Pouqueville, les traces de la gloire de Scanderbeg. » Nos missionnaires ouvrirent les chemins à nos marchands, et les relations de commerce s'établirent; vers la fin du XVIIe siècle, Garnier, vice-consul à Sayadez, vis-à-vis de Corfou, instruisit le gouvernement des ressources qu'on pourrait tirer de l'Épire, des bois, des blés et des salaisons de viande que notre marine devait y prendre, des relations qu'on pouvait établir avec Janina, cette place devant être, en temps de guerre maritime, notre point de correspondance avec Constantinople. Bientôt, et grâce aux recherches qui furent faites par les deux Dubroca, consuls à Janina, la France tira de ce pays des bois pour notre marine, 40,000 à 50,000 charges de blé (la charge de 300 livres) dont les sept dixièmes étaient transportés en Espagne, des peaux de buffle, de la cire, du coton; etc.; elle fit un grand entrepôt de laines et de poils de chèvre à Mezzovo au milieu du Pinde; elle répandit dans l'Albanie pour un million de draps et d'épiceries; elle protégea les *Vlakes* du Pinde, qui expédièrent, sous notre pavillon, pour cinq à six millions de produits de leur sol dans toute l'Europe méridionale. Nous avions des vice-consuls dans huit villes de l'Épire et des îles Ioniennes, deux

consuls à Durazzo et à Larta, un consul général à Janina : cette ville faisait un commerce presque égal à celui de Marseille, et, pendant toute la guerre de la succession d'Espagne, elle servit, comme l'avait conseillé Garnier, à faire correspondre le gouvernement français avec notre ambassadeur à Constantinople et avec les rebelles de Hongrie.

« Les Maronites, dit Delacroix, sont répandus dans la Syrie, à Seïde, Beyrout, Tripoli, Damas, Alep et Chypre ; mais leur principale habitation est au mont Liban, autour duquel ils ont soixante gros villages très-peuplés, desquels on peut tirer 20,000 hommes de combat (1). » Ce peuple, qui est chrétien depuis les temps les plus anciens, et qui n'a jamais souffert qu'aucun musulman s'établît sur son territoire, se joignit aux croisés pour délivrer la Syrie, et, si l'on en croit ses traditions, il sacrifia dans la guerre sainte 50,000 de ses enfants. Après l'expulsion des Français, il garda, à travers toutes les révolutions qui dévastèrent la Syrie, son indépendance, sa foi naïve et pure, son amitié pour la France, et il fit alliance avec un peuple voisin, les Druses, qui prétendent faussement descendre d'un corps de croisés commandé par un comte de *Dreux*, lequel se serait établi jadis dans les montagnes d'Engaddi, appelées encore aujourd'hui montagnes des Francs. Les Druses, autrefois chrétiens, avaient embrassé l'islamisme, mais en y mêlant des pratiques si particulières, qu'on ignore aujourd'hui complétement quelle est leur religion. Ni baptisés, ni circoncis, entrant indifféremment dans les mosquées ou dans les églises, ils suivent extérieurement quelques observances mahométanes, et montrent un vif penchant pour les chrétiens et leur culte. Les Maronites et les Druses, ayant les mêmes mœurs, la même bravoure, les mêmes intérêts, les mêmes ennemis, restèrent libres de toute domination extérieure pendant plus de deux cents ans. Vers la fin du XVIe siècle, ils furent vaincus par le sultan

(1) *La Turquie chrétienne sous la puissante protection de Louis le Grand, protecteur unique du christianisme en Orient.* Paris, 1695.

Amurat III, qui leur imposa un tribut et les soumit à un grand émir pris dans les familles du pays et qui achetait son investiture à la Porte ; mais ils gardèrent leurs croyances, leurs lois, leur gouvernement par tribus, enfin la réalité de l'indépendance ; car « ils ne ploient sous le joug turquesque, dit M. de Brèves, que tant qu'il ne les blesse point. » Le plus célèbre de ces émirs, Fakhr-Eddin, se disait issu de Godefroy de Bouillon et allié de la maison de Guise, avec laquelle son fils entretenait un commerce épistolaire. Il protégeait les chrétiens, auxquels il bâtit des églises et des monastères, et dont il protégeait secrètement le culte ; enfin, « il avait une inclination très-particulière pour le roi de France, et était tellement attaché à la nation française, qu'il mit sous la protection de ses consuls les églises d'Acre, de Seïde, de Nazareth, etc. »

La France, dès qu'elle eut pris sous sa protection les chrétiens d'Orient, avait renoué ses relations avec les Maronites ; mais ces relations ne devinrent actives qu'après l'établissement des missions du Levant. « Ces peuples, dit Delacroix, ont été depuis ce temps-là si bien cultivés par les missionnaires français, qu'ils sont à présent les meilleurs catholiques de l'Orient, soumis au pape, pleins de vénération et d'amour pour l'empereur de France. » — « Quant aux Druses, dit le même auteur, ils aiment les Français et recevraient volontiers leur foi et leur domination pour secouer le joug des Turcs, qu'ils détestent. La différence de religion n'altère pas l'ancienne liaison de ces deux peuples, qu'ils conservent, disent-ils, pour se délivrer, à la première occasion, de la domination des infidèles, desquels ils secoueraient infailliblement le joug s'ils étaient soutenus par quelque puissance chrétienne ; les deux nations mettraient plus de 100,000 hommes sur pied, qui se sacrifieraient volontiers pour leur liberté, et les Druses retourneraient au christianisme. » Les Maronites se regardaient comme les Français de l'Orient ; ils envoyaient souvent des députations en France ; ils invoquaient en toute occasion la protection de nos

rois, dont le nom était solennellement mêlé à leurs prières, et aux paroles desquels, dit un voyageur, on n'eût osé refuser justice (1). Ils n'avaient ni l'ignorance, ni le fanatisme, ni l'orgueil des sectes grecques et arméniennes. Trois imprimeries existaient dans le Liban ; le collége d'Aïn-Varaca a fourni les premiers drogmans des consulats et ambassades d'Europe ; des savants sont sortis des

(1) Voici les lettres de protection que Louis XIV et Louis XV envoyèrent aux Maronites :

« ... Ayant pris et mis, dit la lettre de Louis XIV (28 avril 1649), comme nous prenons et mettons par les présentes, en notre protection et sauvegarde spéciale, le patriarche et tous les prélats, ecclésiastiques et séculiers chrétiens maronites qui habitent particulièrement dans le mont Liban, nous voulons qu'ils en ressentent l'effet en toutes occurrences, et pour cette fin nous mandons à notre amé et féal le sieur de la Haye, notre ambassadeur au Levant, et à tous ceux qui lui succéderont dans cet emploi, de les favoriser conjointement ou séparément de leurs soins, offices, instructions et protection, tant à la Porte de notre très-cher et très-parfait ami le Grand-Seigneur, que partout ailleurs que besoin sera, en sorte qu'il ne leur soit fait aucun mauvais traitement, mais, au contraire, qu'ils puissent librement continuer leurs exercices et fonctions spirituelles. Enjoignons aux consuls et vice-consuls de la nation française, établis dans les ports et places du Levant, ou autres arborant la bannière de France, de favoriser de tout leur pouvoir ledit patriarche et tous lesdits chrétiens maronites, et de faire embarquer sur les vaisseaux français ou autres les jeunes hommes et tous les chrétiens maronites qui voudront passer en chrétienté, soit pour y étudier, soit pour quelque autre affaire, sans prendre et exiger d'eux que le nolis qu'ils pourront donner, les traitant avec toute la douceur et charité possible. Prions et requérons les illustres et magnifiques seigneurs, les bachas et officiers de Sa Hautesse, de favoriser et assister le sieur archevêque et tous les prélats et chrétiens maronites, offrant de notre part de faire le semblable pour ceux qui nous seront recommandés de la leur... »

« ... Le patriarche d'Antioche et les chrétiens maronites établis au mont Liban, dit la lettre de Louis XV (12 avril 1737), nous ayant fait représenter que, depuis un temps infini, leur nation est dessous la protection des empereurs et rois de France, nos glorieux prédécesseurs, dont ils ont ressenti les effets en toute occasion ; ils nous ont très-humblement fait supplier de vouloir bien leur accorder nos lettres de protection et de sauvegarde, à l'exemple du feu roi. Et, voulant de notre part traiter favorablement les exposants, pour ces causes et autres bonnes considérations, nous les avons pris et mis en notre protection et sauvegarde, etc. » (Michaud et Poujoulat, *Correspondance d'Orient*.)

deux cents monastères qui sont répandus sur toutes les crêtes, dans toutes les gorges du Liban ; les chefs de famille envoyaient leurs enfants à Rome pour y être élevés dans une institution spéciale; plusieurs prélats maronites ont été décorés de la pourpre romaine. Tous les voyageurs ont raconté le touchant accueil que recevaient les Français dans ces montagnes amies de la France. Quand un habit européen apparaissait, on abordait le voyageur avec défiance, en lui demandant s'il n'était pas Anglais : les Anglais étaient détestés comme hérétiques, comme marchands avides et sans foi, comme ennemis de la France. S'il répondait : *Ana Françaoui* (je suis Français), c'étaient des cris de joie, des serrements de mains, des bénédictions au voyageur, qu'on emmenait en triomphe dans les cabanes maronites.

Ainsi, grâce aux sympathies des populations catholiques pour le roi très-chrétien et à la réconciliation de Mahomet IV et de Louis XIV, la France avait recouvré dans le Levant son ancienne prépondérance. L'alliance des Turcs avec notre pays avait été, dans l'origine, toute politique et destinée à abaisser la maison d'Autriche; sous les successeurs de Henri II, elle n'avait pas gardé ce caractère et avait été seulement dirigée dans les intérêts du commerce et de la religion; depuis 1605 jusqu'en 1673, elle avait subi de nombreuses violations et avait été, pour ainsi dire, suspendue. La lutte contre la maison d'Autriche étant le nœud de toute la politique de Louis XIV et le pivot sur lequel tournent tous les événements de son règne, l'alliance de la France avec la Porte, quand elle eut été restaurée sous les rapports du commerce et de la religion, tendit à reprendre le caractère qu'elle avait sous François Ier ; mais alors commencèrent à porter fruit les misérables brouilleries qui avaient séparé les deux États pendant soixante et dix ans. Si les deux alliés se fussent sincèrement entendus, s'ils eussent uni activement leurs armes dans un but unique et précis, ils auraient obtenu presque sans obstacle la domination de l'Europe, à cette époque où la maison d'Autriche était en décadence, où l'Angleterre

se traînait à la remorque de la France, où la Russie, comme puissance européenne, n'existait pas. Mais, d'un côté, l'orgueil ignorant et fanatique des Osmanlis ne leur inspira qu'une politique passionnée, aveugle, brutale, où ils s'obstinèrent à marcher seuls, sans tenir compte de l'état de l'Europe, en se défiant des conseils et des exhortations de leurs alliés, pleins de mépris pour les intérêts et la politique des chrétiens; de l'autre côté, la pensée catholique de Louis XIV, qui lui fit commettre tant de fautes dans sa politique à l'égard de l'Occident, ne l'égara pas moins dans sa politique à l'égard de l'Orient; haïssant les Turcs au point de désirer leur destruction, il ne voulait pas d'alliance directe avec eux; il les regardait comme des instruments; il ne cherchait qu'à profiter des diversions opérées par les forces ottomanes du côté de l'Allemagne. On vit dès lors presque constamment les deux alliés agir isolément contre leur ennemi commun; la France poser les armes quand la Turquie commençait la guerre, et la Turquie conclure la paix quand la France entrait en campagne. Cette grande faute a eu la plus funeste influence sur les destinées des deux États; elle a non-seulement empêché la ruine de la maison d'Autriche, mais préparé la grandeur de la Russie, mais amené la décadence des Ottomans, mais jeté la France dans la politique pleine de difficultés et de périls où elle lutte encore aujourd'hui.

CHAPITRE IX

DE LA PRISE DE CANDIE A LA PAIX DE CARLOWITZ (1669-1699)

§ 1. — *État de l'empire ottoman après la prise de Candie. — Soumission des Cosaques. — Guerre de Pologne. — Traité de* 1676.

L'empire ottoman, sous l'administration d'Ahmed-Kupruli, était revenu au faîte de sa puissance. « Si vous considérez, dit un historien du temps, son origine, ses progrès et ses succès non interrompus, rien n'est plus admirable ni plus étonnant; si vous envisagez sa grandeur et son éclat, rien de plus magnifique et de plus glorieux; si vous faites attention à sa puissance et à sa force, rien de plus terrible et de plus dangereux. Enivré de la liqueur délicieuse d'un bonheur constant, l'Ottoman ne voit qu'avec mépris les autres nations de la terre (1). » En effet, l'empire ottoman, qui comprenait à cette époque quarante gouvernements et quatre pays tributaires, enveloppait alors en Europe toute la Grèce, l'Illyrie, la Mœsie, la Macédoine, la Pannonie, la Thrace, la Dacie; les royaumes de Pyrrhus, de Persée, de Rhescuporis et de Decebalus; les États des Triballes et des Bulgares; en Afrique, le royaume des Ptolémées avec le territoire de Carthage et la Numidie; en Asie, les royaumes de Mithridate, d'Antiochus, d'Attale, de Prusias, d'Hérode, de Tigranes; ceux des souverains obscurs de Cappadoce, de Cilicie, de Comagène; les territoires des Ibères et des Scythes; une portion

(1) Knolle, *Pref. to the History of the Turks.*

de l'empire des Parthes. Sans compter les républiques grecques et la colonie tyrienne, il y avait vingt royaumes dans ces quarante gouvernements, depuis les Syrtes jusqu'au Caucase et aux contrées arrosées par l'Hydaspe. »

La soumission volontaire des Cosaques vint encore agrandir pour un temps les limites déjà trop vastes de la domination ottomane.

« Les Cosaques habitent l'Ukraine, située entre la Petite Tartarie, la Pologne et la Moscovie. Ce pays a environ cent de nos lieues du midi au septentrion, et presque autant de l'orient à l'occident. Il est partagé en deux parties presque égales par le Borysthène, qui le traverse du nord-ouest au sud-est. La partie la plus septentrionale de l'Ukraine est cultivée et riche; la plus méridionale, qui est située par le 48e degré de latitude, est un des pays les plus fertiles du monde et les plus déserts; le mauvais gouvernement y étouffe le bien que la nature veut faire aux hommes. Les habitants de ces cantons, voisins de la Petite Tartarie, ne sèment ni ne plantent, parce que les Tartares de Budziac, ceux de Précop, les Moldaves, tous peuples brigands, viendraient ravager leurs moissons. Les Cosaques ont toujours aspiré à être libres; mais, étant entourés de la Moscovie, des États du Grand-Seigneur et de la Pologne, il leur a fallu chercher un protecteur et, par conséquent, un maître dans l'un de ces trois États (1). » — « Du sein de ce peuple belliqueux, nomade et pasteur, sortit la tribu des *Zaporogues*, colonie errante de guerriers qui ne souffraient pas de femmes entre eux, qui vivaient du butin qu'ils faisaient sur les Turcs, les Tartares et même sur leurs compatriotes; association de naturels et de transfuges de tous les pays, dont la constitution était un mélange singulier de police et d'anarchie, de sagesse et de brigandage; c'était comme la garde avancée des Cosaques de l'Ukraine. Tant que les Tartares et les Turcs menacèrent la liberté

(1) Voltaire, *Hist. de Charles XII*, l. IV.

de l'Europe, l'institution militaire des Cosaques fut utile et politique ; ils étaient sur le Borysthène ce qu'avaient été les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem dans l'île de Rhodes ; mais, lorsque la Porte Ottomane eut pris rang parmi les puissances européennes, quand on fut engagé par des alliances régulières avec elle, il fallut faire cesser les hostilités des Cosaques ; leurs courses n'étaient plus que des brigandages. Les rois de Pologne voulurent donc les réprimer. Les troubles de la Russie occupèrent encore quelque temps leur avidité vagabonde ; mais, quand il fallut être en paix avec tous les voisins, alors leur race turbulente se trouva mal de la domination de la Pologne ; elle essaya de la protection des Turcs (1). »

Les Ottomans étaient encore occupés au siége de Candie, lorsque Doroszensko, hetman des Cosaques, vint offrir à Mahomet IV la suzeraineté de l'Ukraine. Le sultan lui donna l'investiture avec le titre de sandjak-bey. « A cette nouvelle, les peuples voisins conçurent de grandes inquiétudes, car ils appréhendèrent d'être exposés par cette alliance à tous les inconvénients qui en sont les suites naturelles. Les Cosaques habitent un pays marécageux et tout entrecoupé de défilés. Les Polonais et les Moscovites, ayant jusqu'alors vécu en bonne intelligence avec eux, en avaient tiré de grands services, non-seulement à cause de leur situation, qui rendait leur province une barrière impénétrable, mais encore parce que, aimant le brigandage, ils couraient les frontières des Ottomans. Leur changement allait faire retomber tous ces avantages sur les Turcs. Le roi de Pologne ne le sentait que trop. Il était de la dernière importance de conserver ces anciens amis ou sujets, et d'empêcher qu'ils ne prissent goût au gouvernement de la Porte. Aussi, avant que les Turcs eussent eu le temps de se faire obéir des Cosaques, une armée de Polonais fut envoyée dans leur pays ; comme ils y avaient encore bien des partisans, ils pénétrèrent où ils voulurent,

(1) *Des progrès de la puissance russe*, p. 113.

et y vécurent à discrétion. Mahomet aurait pu regarder cette démarche comme une infraction aux traités et en prendre prétexte pour déclarer sur-le-champ la guerre au roi de Pologne; mais il crut qu'il était de sa justice d'employer d'abord la voie des remontrances. Il lui envoya une lettre conçue en ces termes : « Nous apprenons que tu as fait une irruption dans le pays des Cosaques, quoique tu saches qu'ils se sont réfugiés à l'ombre de nos ailes : par là, tu as rompu le premier la paix qui subsistait entre ton royaume et notre empire, et qui a été jusqu'ici religieusement observée. Nous sommes autorisé par notre sainte loi à te traiter d'ennemi, et nous pourrions te faire sentir ce que c'est que de provoquer un lion qui a déposé sa colère; mais nous voulons bien avoir égard à ta faiblesse; et, par un sentiment de pitié, nous t'avertissons de retirer au plus tôt ton bras de dessus les Cosaques, de rappeler tes troupes, et au surplus de nous demander pardon de cette offense. Que si tu refuses de te soumettre à notre mandement, et que tu veuilles soutenir ton injustice par les armes, notre loi te dénonce par notre bouche la mort de ta personne, la désolation de ton royaume, l'esclavage de ton peuple, et tout l'univers imputera ces calamités à ta seule méchanceté et obstination (1). »

Le roi de Pologne ayant refusé d'obéir à cette sommation, la guerre fut déclarée, et le sultan se mit à la tête de son armée. Parti d'Andrinople le 5 juin 1672, il passa le Danube, traversa la Moldavie et vint camper près de Choczim, sur les bords du Dniester. Les Tartares de la Crimée, sous la conduite du khan Sélim-Gheraï, opérèrent leur jonction avec les Turcs. Le voïvode de Moldavie, Alexandre Duca, accusé de trahison, fut déposé et remplacé par Étienne Petreitschak : « les hospodars commençaient à n'être plus que des fermiers sans bail (2). » Au mois d'août, les musulmans franchirent le Dniester et arrivèrent devant Kaminiec; cette place, qui semblait imprenable, capitula au bout de dix jours; Mahomet

(1) Cantemir, t. III, p. 136.
(2) Vaillant, *La Romanie*, t. II, p. 76.

y laissa une forte garnison. La ville de Lemberg fut prise bientôt après. Le roi de Pologne, consterné, demanda la paix; il l'obtint à des conditions honteuses. Par le traité de Bucsacs (18 septembre 1672), « il livra la Podolie aux Ottomans, laissa l'Ukraine aux Cosaques, s'engagea à payer un tribut annuel de 22,000 ducats et promit 80,000 écus pour le rachat de Lemberg. Par compensation, les Tartares s'engageaient à ne plus faire d'irruptions en Pologne (1). »

Les Polonais, excités par le pape et par l'empereur, refusèrent de ratifier le traité de Bucsacs. Le grand chancelier écrivit à Ahmed-Kupruli « que le roi de Pologne s'étant soumis aux conditions de paix sans le consentement de la république, elle les déclarait nulles et ne voulait rien payer, résolue de souffrir mille morts plutôt que l'infamie attachée au nom de tributaire. » Mahomet IV se mit de nouveau à la tête de ses troupes, et reprit le chemin de la Pologne. Il fut prévenu par Jean Sobieski, général de la république, qui passa le Dniester, et, secondé par les Valaques et les Moldaves, battit les Ottomans à Choczim et les poursuivit jusqu'aux portes de Kaminiec. La nouvelle de la mort de Michel, roi de Pologne, le rappela à Varsovie; il reçut alors la récompense des services qu'il venait de rendre à la république et à la chrétienté; la diète le proclama roi (1673).

La Porte n'apprit pas sans trouble l'élection de Sobieski. Vaincue par lui lorsqu'il était seulement un des généraux de la république, que n'avait-elle pas à redouter de son ambition, maintenant que le titre de roi lui donnait le pouvoir et la confiance de tout entreprendre? Mais bientôt la noblesse polonaise, plus jalouse de ses libertés que de la gloire nationale, prit ombrage des projets de Sobieski, et craignit de se donner un maître si elle laissait longtemps réunies dans ses mains toutes les forces de l'État. Vainement le roi proposa de mettre sur pied une armée égale à celle des

(1) Hammer, t. III, p. 149.

Turcs. Sous prétexte de ménager l'argent du trésor public, la diète refusa de lever de nouvelles troupes, tandis que le sultan rassemblait ses soldats de toutes parts et demandait des renforts aux Tartares de Crimée.

A l'approche des Turcs, les Polonais abandonnèrent le siége de Kaminiec (1674). Pour s'assurer la soumission de cette ville, le sultan en fit partir tous les chrétiens qui l'habitaient; il les transplanta au delà du Danube et du mont Balkan, et leur assigna des terres dans la province de Kirk-Kilissia; ils furent remplacés par deux mille sipahis.

La France voyait avec peine la guerre engagée entre la Pologne et la Turquie, guerre qui n'était profitable qu'à la maison d'Autriche : l'évêque de Marseille, ambassadeur de Louis XIV à Varsovie, essaya vainement de négocier la paix; ses propositions ne furent pas écoutées. Le khan des Tartares eut plus de succès; il servit de médiateur entre Sobieski et Mahomet IV. Le traité fut signé à Daoud-Pacha, près de Constantinople (27 octobre 1676). Kaminiec et la Podolie restèrent à la Porte, ainsi que l'Ukraine, à l'exception de quelques villes.

§ III. — *Mort d'Ahmed-Kupruli* (1676); *Kara-Moustapha lui succède.* — *Guerre avec la Russie.* — *Paix de Radzin* (1681).

Quelques jours après la conclusion de ce traité, Ahmed-Kupruli mourut, âgé à peine de quarante et un ans (30 octobre 1676) : il avait exercé pendant quinze ans la première charge de l'empire. « C'était un homme de haute taille; il avait les yeux grands et ouverts, le teint blanc, le maintien modeste, gracieux, plein de dignité; il ne se montra pas altéré de sang comme son père, combattit toujours l'oppression et l'injustice, et s'éleva si fort au-dessus de la corruption, de la cupidité et de toutes vues personnelles, que les présents, au lieu de le disposer en faveur d'une demande, l'engageaient à la repousser. Son esprit étendu, pénétrant, sa mémoire

heureuse et facile, son jugement sûr et ferme, son intelligence saine et son sens droit le conduisaient à la vérité par la ligne la plus courte. Il parlait peu et avec réserve, à la suite de mûres réflexions et toujours avec une connaissance parfaite des choses. La science à laquelle il s'était consacré d'abord, et qui le lança dans la carrière des légistes, le suivit toujours en compagne fidèle dans les rangs de l'armée et jusque sur les rives du Raab et du Dniester, comme au milieu des ruines de Candie. La gloire d'Ahmed-Kupruli est assurée par les guerres de Hongrie, de Crète et de Pologne, par la conquête de Neuhæusel, Candie et Kaminiec, par la paix de Vasvar, celle de Candie, et les traités de Bucsacs et de Daoud-Pacha. Pendant trois lustres, il sut agrandir et pacifier l'empire. Après Sokolli, sans aucun doute, Ahmed-Kupruli est le premier des ministres qui ont dirigé l'empire ottoman (1). »

Il eut pour successeur son beau-frère, le kaïmacan Kara-Moustapha, qui conserva le pouvoir pendant sept ans (1676-1683). L'avénement de cet indigne héritier des Kupruli marqua le commencement de la période de décadence. Plein d'orgueil, il déploya le faste le plus scandaleux ; son harem contenait plus de 1,500 concubines, et au moins autant de femmes esclaves pour les servir, avec 700 eunuques noirs ; on comptait par milliers ses chevaux, ses chiens, ses oiseaux de chasse. Constantinople, Andrinople, Belgrade, durent, il est vrai, à sa vanité quelques monuments utiles, des mosquées, des fontaines, des bains, des écoles ; mais, pour subvenir à toutes ces dépenses, Kara-Moustapha avait besoin de sommes énormes ; il se les procura par les moyens les plus honteux et les extorsions les plus cruelles. Il vendit aux ambassadeurs européens le renouvellement des capitulations et même la audiences du sultan ; il vendit les gouvernements, les dignités, les justice ; enfin, nous verrons quels rêves ambitieux il espérait réaliser à l'aide de ses trésors.

(1) Hammer, t. III, p. 162.

Kara-Moustapha ne montra pas plus de talent comme général que de probité comme administrateur. Pendant la dernière guerre contre la Pologne, Doroszensko, hetman des Cosaques, avait offert ses secours à la Porte; mais, par défiance ou par dédain, les Turcs avaient rejeté sa proposition. L'hetman, pour se venger, se soumit, avec son peuple, au protectorat de la Russie. A cette nouvelle, Mahomet IV tira de la prison des Sept-Tours Georges Kiemielniski, fils d'un ancien hetman, et le nomma à la place de Doroszensko. Les Cosaques refusèrent de reconnaître l'autorité de Kiemielniski. La Porte dut alors recourir aux armes. 40,000 hommes traversèrent la Moldavie et la Podolie, et s'avancèrent vers Cehryn, qu'ils avaient ordre d'assiéger. En même temps, les Tartares accouraient de la Crimée. Les Cosaques et les Russes, au nombre de 60,000, s'étaient retranchés près de Cehryn; pour empêcher la jonction des deux armées ennemies, ils se mirent en mouvement, tombèrent sur les Tartares et les taillèrent en pièces. Les Turcs, effrayés, repassèrent le Bug (1677).

Le divan était prêt à entamer des négociations; mais Kara-Moustapha s'y opposa énergiquement; et, comme les Russes réclamaient la cession de l'Ukraine jusqu'au Dniester, le sultan écouta les conseils belliqueux du grand vizir. Kara-Moustapha prit lui-même le commandement de l'expédition. 30,000 Tartares envoyés par le khan de Crimée, et 4,000 Cosaques que Kiemielniski put réunir, se joignirent aux Ottomans pour attaquer la place de Cehryn. Ils ne s'en emparèrent qu'après un siége long et meurtrier (1678). Là se bornèrent les succès de cette campagne. La retraite des Turcs ressembla presque à une déroute : continuellement harcelés par les Russes, qui les attendaient à tous les passages difficiles, ils perdirent une grande partie de leur artillerie et de leurs bagages. L'année suivante, les Tartares construisirent une forteresse à l'embouchure du Dniéper, pour arrêter les incursions des Cosaques; mais ils furent surpris et mis en fuite par l'hetman des Zaporogues; Georges Kiemielniski périt dans cette

affaire (1679). La guerre traîna en longueur jusqu'en 1681. Enfin, la paix fut conclue à Radzin, par la médiation du khan de Crimée. D'après ce traité, aucune des deux parties belligérantes n'eut la faculté d'élever des fortifications entre le Dniéper et le Bug; toute irruption sur le territoire russe fut interdite aux Tartares; les esclaves durent être restitués de part et d'autre.

§ III. — *Guerre de Hongrie.* — *Politique de Louis XIV.* — *Siége et délivrance de Vienne.*

La Porte n'aurait peut-être pas consenti à traiter, si son attention n'avait été appelée d'un autre côté par les affaires de Hongrie.

La domination autrichienne s'était rendue odieuse aux Hongrois. Pour empêcher les progrès du protestantisme, l'empereur Léopold, dans l'emportement de son zèle catholique, envoya aux galères un grand nombre de prédicateurs et de ministres; à tous les maux de la persécution religieuse se joignirent les violences et les dilapidations des généraux et des administrateurs allemands, qui traitaient la Hongrie comme une province conquise. Les Hongrois invoquèrent vainement les chartes qui consacraient leurs libertés nationales. Léopold répondit par des supplices à leurs plaintes les plus légitimes; il n'épargna pas même les familles les plus illustres; plusieurs magnats périrent par la main du bourreau. Une telle oppression devait amener la révolte. Émeric, comte de Tekeli, s'échappa de sa prison et donna le signal de l'insurrection (1677); les Hongrois adoptèrent sa devise : *Pro Deo et patriâ;* pendant quatre années, ils remportèrent de grands avantages sur les Autrichiens. L'empereur, éclairé par ces revers, comprit alors la nécessité des réformes, et, vers la fin de 1681, à la diète d'Oldenbourg, il fit droit aux réclamations de la Hongrie. Ces concessions contentèrent une partie des magnats et affaiblirent le parti de l'indépendance; de plus, le traité de Nimègue, récemment conclu avec la France, permit à la maison d'Autriche d'employer

toutes ses forces contre les rebelles. Dans ces conjonctures, Tekeli se tourna du côté des Turcs : il demanda des secours à Mahomet IV, et offrit, en échange, de reconnaître la suzeraineté de la Porte. Il se tourna aussi vers la France. Louis XIV lui donna des subsides, sollicita le sultan d'envoyer une armée en Hongrie et fit conclure entre les Hongrois, les Transylvaniens et les Valaques une alliance contre l'Autriche (1682).

La trêve conclue, en 1665, entre l'Autriche et la Turquie n'était pas encore expirée; la Porte ne pouvait donc soutenir Tekeli sans violer la foi des traités; mais des considérations de cette nature n'avaient guère d'influence sur l'esprit du grand vizir et du sultan; le parti de la guerre l'emporta. Le gouverneur de Bude reçut l'ordre de soutenir Tekeli, qui prit le titre de roi. Le comte Albert de Caprara, envoyé extraordinaire de l'empereur, arriva bientôt à Constantinople pour réclamer le maintien de la trêve. Kara-Moustapha fixa ainsi les conditions de la paix : l'Autriche payerait à la Porte un tribut annuel de 500,000 florins; Leopoldstadt et Gutta seraient démolies; on remettrait entre les mains de Tekeli l'île de Schutt, la forteresse de Muran et plusieurs autres places; tous les Hongrois rentreraient en possession de leurs biens et privilèges; une amnistie générale couvrirait tout le passé. L'ambassadeur repartit pour Vienne (août 1682). Quelques jours après, le sultan, en signe de guerre, fit dresser devant le sérail les queues de cheval, et l'on commença de grands préparatifs qui jetèrent la terreur en Allemagne. Kara-Moustapha parlait de renouveler les conquêtes de Soliman : il rassemblait, disait-on, 700,000 hommes, 100,000 chevaux, 1,200 canons. Tout cela se réduisit à 150,000 barbares pleins de désordre, dernière armée conquérante que produisit la race dégénérée des Osmanlis et qui envahit la Hongrie.

Les hostilités commencèrent au mois de mars 1683. De prompts et faciles succès exaltèrent l'ambition de Kara-Moustapha; malgré l'avis contraire de Tekeli, d'Ibrahim-Pacha, gouverneur de Bude,

et de plusieurs autres personnages, il résolut d'assiéger Vienne. Il vint camper sous ses murs le 14 juillet. C'était le moment où Louis XIV prenait Strasbourg et où son armée semblait prête à passer le Rhin : toute l'Europe était alarmée et croyait à l'accord de la France et de la Porte pour la conquête et le démembrement de l'Allemagne. Mais il n'en était rien; les Turcs avaient fait d'eux-mêmes, et sans en prévenir la France, leur invasion en Hongrie; Louis XIV voyait avec joie leurs succès; mais il était disposé, s'ils allaient trop loin, à les contenir, pour jouer le rôle de sauveur de la chrétienté.

La garnison de Vienne ne s'élevait pas à plus de 10,000 soldats réguliers, sous le commandement du comte de Stahremberg. Pour compléter la défense, on forma plusieurs corps de bourgeois; au signal d'alarme donné par la grosse cloche de Saint-Étienne, les soldats devaient courir sur les remparts, les bourgeois se réunir près du Hofburg, les étudiants dans la place de Freyung, les marchands et les employés sur le marché Neuf. Le camp turc enserrait la ville et les faubourgs dans un immense demi-cercle dont le Danube formait la corde. Pendant soixante jours, quarante mines et dix contre-mines firent explosion; les Turcs livrèrent dix-huit assauts, les assiégés firent vingt-quatre sorties. La plupart des ouvrages extérieurs étaient au pouvoir de l'ennemi, de larges brèches lui ouvraient passage, le comte de Stahremberg écrivait au duc de Lorraine : « Il n'y a pas un moment à perdre, monseigneur, pas un moment; » et Vienne, épuisée, ne voyait pas encore arriver ses libérateurs.

Léopold sollicitait des secours de toutes parts, et le pape faisait appel à la piété du roi de France. Louis XIV, au contraire, intriguait par toute l'Europe pour que les princes chrétiens ne sortissent point de leur repos, et il n'offrit à la diète de Ratisbonne l'assistance de ses armes que sous la condition qu'elle reconnaîtrait les récentes usurpations décrétées par les fameuses chambres de réunion et qu'elle élirait son fils roi des Romains. Il comp-

tait, si l'on eût accepté ses offres, déterminer les Turcs à la retraite et arriver à une paix qui, en mettant la couronne impériale dans sa maison, aurait été le coup de mort pour l'Autriche. Toutes ces combinaisons échouèrent par le dévouement des Polonais.

Lorsque Léopold supplia Sobieski de venir à son aide, Louis XIV essaya de l'en détourner : il le rassura sur les projets des Turcs par une lettre du sultan, il lui fit voir ses vrais ennemis dans l'Autriche, le Brandebourg et cette puissance du Nord que les gazettes hollandaises commençaient à appeler *Sa Majesté russique ;* il lui rappela enfin que la maison d'Autriche, sauvée par les Français à la journée de Saint-Gothard, leur en avait témoigné sa reconnaissance en laissant mourir de faim les vainqueurs et en envenimant leurs différends avec la Porte. Mais tout cela fut inutile : la haine contre les infidèles l'emporta, et les escadrons polonais accoururent à la délivrance de Vienne.

L'armée de Sobieski arriva à Klosterneubourg, par Kœnigstetten, Saint-André, la vallée de Hagen et de Kirling, où elle opéra sa jonction avec les Autrichiens et les Saxons qui y étaient arrivés en passant par Hœflin. Le dimanche 12 septembre 1683, aux premiers rayons d'un beau jour d'automne, le saint prêtre Marco d'Aviano célébra la messe dans la chapelle du Kahlenberg, et le roi de Pologne servit l'officiant pendant le sacrifice. Sobieski fit ensuite agenouiller son fils, et l'arma chevalier en souvenir de la grande journée à laquelle il allait assister ; puis, se tournant vers ses officiers, il leur rappela en quelques mots la victoire de Choczim, en ajoutant que le triomphe qu'ils allaient remporter sous les murs de Vienne ne sauverait pas seulement une ville, mais la chrétienté (1). Cinq coups de canon donnèrent le signal de la bataille. Sobieski commandait l'aile droite ; le duc de Lorraine dirigeait l'aile gauche ; sous ses ordres servait Eugène de Savoie,

(1) Hammer, t. XII, p. 113.

alors âgé de dix-neuf ans; au centre était l'électeur de Bavière. L'aile droite décida la victoire; à sept heures du soir, la délivrance de Vienne était achevée. Le butin fut immense : trois cents pièces de grosse artillerie, cinq mille tentes, celle du grand vizir avec toutes les caisses militaires et la chancellerie, six cents bourses pleines de piastres, les armes enrichies de pierreries, les équipements de Kara-Moustapha, tombèrent entre les mains des vainqueurs. Dans leur fuite, les musulmans jetèrent armes, bagages, bannières, à l'exception du saint étendard du prophète, dont les Impériaux prétendirent néanmoins s'être saisis. Plus de dix mille Turcs couvraient le champ de bataille (1).

(1) Après le coucher du soleil, Sobieski écrivit dans la tente du grand vizir à la reine, la seule joie de son âme, sa chère et bien-aimée Mariette : « Je n'ai pas encore vu tout le butin, mais il n'y a pas de comparaison à établir avec ce qui fut gagné à Choczim. Quatre ou cinq carquois ornés de rubis valent à eux seuls quelques milliers de ducats. Tu ne me diras pas, mon cher cœur, ce que les femmes tartares disent à leurs maris quand ils reviennent les mains vides : « Tu n'es pas un » guerrier, puisque tu ne m'as rien apporté; celui-là seul qui se lance » en avant peut saisir quelque chose. » Le vizir avait enlevé une belle autruche d'un château impérial; il lui a fait abattre la tête, afin qu'elle ne retombât pas en la possession des chrétiens. Il est impossible de décrire le raffinement de luxe qui régnait dans les tentes du vizir; on y voyait des bains, des espèces de petits jardins, des jets d'eau, des réserves de gibier; nous y avons trouvé même un perroquet. Quand le vizir reconnut qu'il ne pouvait plus tenir, il manda ses fils, pleura comme un enfant, et dit au khan des Tartares : « Sauve-moi, si tu peux. » Le khan répondit : « Nous connaissons bien le roi de Pologne, il est impossible de » lui résister; avisons plutôt au moyen de fuir. » Je ne pourrais énumérer tout ce qui compose mon butin; les principales pièces sont : une ceinture de diamants, deux montres enrichies de brillants, quatre ou cinq riches couteaux, cinq carquois garnis de rubis, des saphirs, des perles, des couvertures, des tapis, et mille petits objets, avec les plus belles fourrures du monde. Les soldats ont quantité de ceintures de diamants; je ne sais ce qu'en font les Turcs, car ils n'en portent pas ordinairement; peut-être les destinaient-ils à parer les belles Viennoises qui seraient tombées entre leurs mains. Je me trouve possesseur d'une cassette d'or pur, contenant trois feuilles d'or, de l'épaisseur d'un parchemin, où sont tracées des figures cabalistiques. Quant au grand trésor, il est impossible de savoir ce qu'il est devenu; je suis entré le premier dans la tente du grand vizir, et n'ai vu personne qui ait pu s'en saisir; il aura été

Le lendemain, Sobieski, accompagné de l'électeur de Bavière, parcourut la ville à cheval, précédé d'une grande bannière d'étoffe d'or et de deux longs bâtons dorés portant la queue de cheval qui avait été mise devant la tente du grand vizir, comme symbole du commandement suprême. Dans la chapelle de Lorette, au couvent des Augustins, le héros se jeta la face contre terre devant l'autel, et entonna le *Te Deum*. « Vienne était délivrée; le flot des Ottomans qui avait battu ses murailles, cent cinquante-quatre ans auparavant, était revenu plus furieux, plus menaçant encore, contre cette digue protectrice de la civilisation européenne ; mais, cette fois, il en avait été repoussé pour n'y revenir jamais (1). »

Ainsi s'évanouirent les folles espérances du grand vizir. Si l'on en croit Demétrius Cantemir, Kara-Moustapha avait voulu prendre Vienne pour se l'approprier, et fonder dans l'Occident un empire dont il aurait été le souverain. « Ce sujet, dit l'historien, qui ne tenait sa puissance que du sultan, méprise en son cœur le sultan lui-même; et, comme il se trouve à la tête de toutes les troupes disciplinées de l'empire, il envisage son maître comme une ombre dénuée de force et de substance, qui, lui étant fort inférieure en courage, ne pourra jamais lui opposer une armée semblable à celle qui est sous ses ordres. Pour ce qui est de l'empereur d'Allemagne, il lui paraît encore moins à craindre : c'est un prince nu et dépouillé dès qu'il aura perdu Vienne. C'est ainsi que raisonnait en lui-même Kara-Moustapha. Déjà il jette les yeux sur les trésors qu'il a en sa possession ; avec l'argent du sultan, il a aussi apporté le sien; tout celui des princes d'Allemagne va être à lui; car il le croit ramassé dans la ville qu'il assiége. S'il a besoin d'appui, il compte les différents gouverneurs de Hongrie comme dévoués à ses intérêts ; ce sont ses créatures, qu'il a mises dans leurs postes pendant sept ans de vizirat ; aucun de ces fonctionnaires n'osera mettre

distribué parmi les troupes, ou n'avait pas encore été apporté, ou peut-être aura-t-il été renvoyé sur les derrières avant la bataille. »

(1) Hammer, t. XII, p. 120.

obstacle à l'élévation de son bienfaiteur. Ibrahim-Pacha, beylerbey de Bude, le tient en suspens à cause de l'influence que son crédit lui donne sur l'armée et sur la Hongrie ; il faut le gagner avant toutes choses, aussi bien que les principaux officiers des janissaires et des sipahis. Ibrahim sera fait roi de Hongrie. Les différentes provinces qui composent ce royaume seront divisées en timars pour l'apanage des sipahis, et tout le reste des soldats aura des établissements dans les villes, comme autant de nouvelles colonies ; on leur assignera les terres des anciens habitants, qui seront ou chassés ou réduits en servitude. Il se réserve pour lui-même le titre de sultan ; son partage sera toute l'Allemagne jusqu'aux frontières de France, avec la Transylvanie et la Pologne, qu'il prétend assujettir ou au moins se rendre tributaire l'année suivante. » Tels sont les projets que Cantemir attribue à Kara-Moustapha ; l'intervention de Sobieski fit évanouir ce plan chimérique.

Réveillé de ses rêves orgueilleux, le grand vizir reprit le chemin de la Turquie, et se dirigea sur Raab, où il rallia les débris de son armée. De là, il se mit en route vers Bude, et attaqua en passant la ville styrienne de Lilienfeld ; il fut repoussé par le prélat Mathias Kalweis, et se vengea de ce nouvel échec en dévastant la basse Styrie. Il traversa le Danube sur un pont de bateaux à Parkany ; mais les Polonais lui disputèrent vivement le passage, et il perdit encore plus de 8,000 hommes pris ou tués par les chrétiens. Bientôt après, la forteresse de Gran ouvrit ses portes à Sobieski. Le grand vizir fit mettre à mort les officiers qui avaient signé la capitulation ; il rejetait sur ses généraux la responsabilité de ses revers et croyait étouffer dans le sang les murmures de ses accusateurs. L'armée marchait en désordre, comme frappée d'une terreur panique. Kara-Moustapha voulait faire accompagner par une troupe de cavaliers un juif qu'il envoyait à Belgrade. « Je n'ai pas besoin d'escorte, répondit le juif : je n'ai qu'à mettre mon bonnet à l'allemande, pas un Turc ne me touchera. »

Cependant les ennemis du grand vizir conspiraient sa ruine à

Constantinople : les résultats de la campagne donnaient raison aux prédictions du parti de la paix. Mahomet IV envoya son grand chambellan à Belgrade avec ordre de rapporter la tête du vizir (1683) : elle fut, en effet, apportée au sultan dans un plat d'argent.

A Kara-Moustapha succéda le kaïmakan Ibrahim-Pacha. Celui-ci n'accepta point sans hésitation le soin de gouverner l'empire au milieu des périls qui le menaçaient de toutes parts. En effet, une grande ligue, dite *Sainte-Alliance*, venait, grâce à la terreur qu'avait inspirée le siége de Vienne, de se former contre les Ottomans : elle se composait, outre l'Autriche, des Vénitiens, des Polonais et des Russes. L'empereur Léopold avait trouvé les Vénitiens tout disposés à la guerre; il gagna Sobieski, qui fut encore sourd aux instances de la France ; enfin, il arma les Russes en les sollicitant « de s'ouvrir la mer Noire et de marcher sur Byzance : la Grèce et l'Asie, disait-il, les attendaient. » La Porte dut alors se repentir des procédés injurieux qui lui avaient fait perdre les sympathies de la France, et qui venaient de se renouveler sur un nouvel ambassadeur.

§ IV. — *Puissance de la France dans la Méditerranée. — Ambassade de M. de Guilleragues.*

Depuis les victoires de Stromboli, d'Agousta et de Palerme, où Duquesne détruisit les flottes de Hollande et d'Espagne, depuis la bataille du cap Saint-Vincent, où Tourville ruina la flotte anglo-hollandaise qui revenait du Levant, depuis nos alliances avec l'ordre de Malte et les États d'Italie, enfin depuis le renouvellement des capitulations avec la Porte, le pavillon français dominait dans la Méditerranée. Mais il y avait un obstacle à cette domination : c'était la piraterie. Les Barbaresques avaient profité de la guerre de 1672 pour violer les traités; le sultan leur fit vainement des recommandations de respecter les vaisseaux de son allié ; le roi de France les menaça vainement d'une destruction totale : nos

bâtiments furent insultés, pillés, enlevés jusque sur les côtes de Provence. Alors on recommença contre les corsaires africains une guerre d'extermination, et nos escadres ne furent plus occupées qu'à les poursuivre en tous lieux. Une de ces expéditions fut sur le point de ramener la mésintelligence entre la Porte et la France.

Duquesne, poursuivant huit vaisseaux de Tripoli, apprit qu'ils s'étaient réfugiés à Chio et vint les attaquer dans le port de cette ville (1681). Le commandant turc lui ordonna de respecter les terres du sultan, et, sur son refus de s'éloigner, tira sur ses vaisseaux. Alors Duquesne tira sur le château, qu'il mit en ruine; ses boulets allèrent porter le ravage jusque dans la ville, où ils détruisirent deux mosquées; il ne cessa le feu que sur les prières des habitants, et à condition qu'il en serait référé au Grand-Seigneur. Le kapoudan-pacha accourut avec quarante-deux galères. Duquesne lui déclara que, s'il n'obligeait les Tripolitains à faire des soumissions à la France, à exécuter les capitulations conclues avec la Porte, à rendre leurs esclaves français, il brûlerait les huit vaisseaux de Tripoli, la ville de Chio et la flotte ottomane. Le kapoudan-pacha voulut négocier; mais, pendant ce temps, la cour de Constantinople était dans la plus grande agitation : le sultan disait qu'il tirerait vengeance de l'insulte faite aux mosquées de Chio, quand il devrait la demander à toute la terre. Notre ambassadeur était le marquis de Guilleragues, qui avait succédé à Nointel en 1678, et qui, depuis trois ans, était en querelle avec le vizir pour une question d'étiquette (1). Il fut mandé

(1) Cette dispute, dite du sofa, était relative à la manière dont les siéges du vizir et de l'ambassadeur devaient être placés dans les audiences solennelles. Elle pensa devenir grave. « Mais, dit un contemporain, la bonté paternelle de Sa Majesté pour toute l'Europe l'empêcha alors d'en venir à une rupture entière. Plusieurs nations avaient recours à sa bannière pour continuer leur commerce. Les lieux saints avaient besoin qu'il les protégeât, ainsi que beaucoup de monastères, et tous les chrétiens qui sont en Turquie avaient tout à craindre si un prince chrétien ne fût demeuré allié à la Porte pour leur donner sa protection. » La querelle était, d'ailleurs, envenimée par les puissances étrangères, qui, jalouses de

chez le vizir Kara-Moustapha, qui lui déclara qu'il n'avait qu'un moyen de sauver sa vie et celle de tous les Francs : c'était d'offrir une grosse somme d'argent pour réparation des dommages causés par les canons français. L'ambassadeur répondit que le sultan était juste et le roi de France puissant ; qu'il se regardait donc, lui et les siens, comme étant en parfaite sûreté ; et il refusa de signer un écrit par lequel il se serait engagé, au nom de son maître, à faire des excuses au sultan et à lui donner une réparation pécuniaire. On le menaça de l'enfermer au château des Sept-Tours. Il répondit : « Si j'y entre, je n'en sortirai pas que le roi mon maître ne vienne lui-même m'en ouvrir les portes. » On le tint prisonnier dans un des appartements du vizir.

Cependant Duquesne arriva devant les Dardanelles avec dix vaisseaux, et envoya dire au divan que, si l'on faisait violence à notre ambassadeur et si les disputes d'étiquette qui existaient entre lui et le vizir n'étaient pas réglées à l'entière satisfaction de la France, il irait chercher M. de Guilleragues jusque dans Constantinople. Alors le vizir proposa à l'ambassadeur d'arranger l'affaire en faisant, en son nom personnel, un présent au sultan ; Guilleragues y consentit, Duquesne étant contraint par les ordres de la cour de France, qui ignorait ces événements, de quitter subitement l'Archipel. Après plusieurs mois de négociations, où les ministres ottomans dévoilèrent leur basse cupidité par les discussions les plus misérables sur la valeur du présent, l'ambassadeur fut reçu en audience solennelle par Mahomet IV ; il lui offrit, en son privé nom et sans qu'il fût question de l'affaire de Chio, un présent de bijoux et de meubles d'une valeur de 15,000 livres, et obtint en compensation le règlement des disputes d'étiquette à son entière satisfaction, avec tous les firmans qu'il demanda, soit pour nos marchands, soit pour nos missionnaires.

la distinction réclamée par la France, conseillaient aux Turcs de ne pas céder, « le roi de France étant assez empêché de résister à ses ennemis de delà. »

La Porte fit grand bruit de cette réparation insignifiante. « C'est une action éclatante, dit le récit qu'elle ordonna d'en faire, dont les grands et le peuple ne parlent qu'avec joie ; la nouvelle en a passé en Perse, en Arménie, aux Indes ; on en a instruit nos amis, les tributaires et les nations de la loi du Messie. » Ces nations avaient tenté d'empêcher une réconciliation. « Jamais, dit le même récit, il n'a paru tant d'empressement de la part des ministres chrétiens contre celui de France. Les Vénitiens, les Hollandais et tous les autres ont excité, autant qu'il a été possible, la haine de Sa Hautesse contre les Français, faisant tous leurs efforts pour nous engager à une rupture avec eux ; mais le très-éclairé vizir s'est contenté de la réparation de l'ambassadeur. »

Duquesne avait été rappelé en France pour préparer la vengeance que le roi voulait tirer des Algériens. Il se dirigea contre leur ville avec une flotte composée de seize vaisseaux, quinze galères et cinq galiotes à bombes, la bombarda pendant plusieurs jours, et fut obligé de se retirer devant la mauvaise saison. Il revint l'année suivante, bombarda de nouveau Alger pendant deux mois et la détruisit presque entièrement. Les habitants, épouvantés, demandèrent la paix. Duquesne rejeta toutes leurs propositions jusqu'à ce qu'ils eussent délivré tous les esclaves chrétiens, rendu les canons français laissés à Gigeri, payé 1,200,000 piastres pour les frais de la guerre. Alors une ambassade, composée des principaux Algériens, alla à Versailles implorer la miséricorde de Louis XIV, et jura de respecter dorénavant « les capitulations du Grand-Seigneur et les traités faits avec la France à l'avantage des marchands français (25 avril 1684). »

Cette expédition eut partout un immense retentissement. Elle remplit de terreur la cour de Constantinople et lui rendit plus précieuse l'alliance française ; elle fut regardée par nos ennemis, non comme une vengeance de la civilisation sur la barbarie, mais comme une satisfaction donnée à l'orgueil de Louis XIV ; elle fut célébrée en France comme la plus éclatante victoire, et Bossuet

exprima la joie de l'opinion catholique par ces pompeuses paroles : « Tu céderas ou tu tomberas sous le vainqueur, Alger, riche des dépouilles de la chrétienté ! Tu disais en ton cœur avare : « Je » tiens la mer sous mes lois, et les nations sont ma proie. » La légèreté de tes vaisseaux te donnait de la confiance ; mais tu te verras attaquée dans tes murailles, comme un oiseau ravissant qu'on irait chercher dans ses rochers et dans son nid, où il partage son butin à ses petits. Tu rends déjà tes esclaves ; Louis a brisé les fers dont tu accablais ses sujets, qui sont nés pour être libres sous son glorieux empire. »

Tripoli eut le sort d'Alger ; Duquesne y jeta cinq mille bombes (1685). Tunis se hâta de demander la paix, et elle y fut fidèle. L'escadre de Château-Renaud bloqua tous les ports du Maroc et causa de telles pertes à sa marine, que le sultan envoya une ambassade à Louis XIV pour solliciter de lui un traité d'amitié et de commerce. Enfin, on poursuivit la piraterie jusque dans ses auxiliaires indirects, à Gênes : cette république, vendue aux ennemis de la France, fournissait des vaisseaux aux Algériens et aux Espagnols ; elle avait répudié dans le Levant la protection de la bannière française ; c'était une insulte vivante aux ports de Marseille et de Toulon : Gênes fut bombardée impitoyablement. Alors la France domina entièrement la Méditerranée.

§ V. — *Guerre contre la Sainte-Alliance.* — *Déposition de Mahomet IV* (1687).

Dans cette situation, la Porte, menacée par la Sainte-Alliance, se rapprocha du cabinet français, accabla notre ambassadeur d'honneurs et de prévenances, satisfit à toutes ses demandes sur le commerce, les lieux saints, les missions ; mais son orgueil l'empêcha de solliciter directement l'alliance du monarque qui venait de bombarder Alger et Tripoli ; elle se contenta de demander sa médiation pour obtenir la paix. D'un autre côté, Louis XIV,

qui était encore dans les illusions de la trêve de Ratisbonne, voulant amener Léopold à changer cette trêve en paix perpétuelle, n'osa manifester ses sentiments pour les Turcs, et il se contenta d'exciter les Polonais à abandonner la Sainte-Alliance, et les Hongrois à persister dans leur révolte. Le résultat de ces fautes fut d'abord que les Ottomans, attaqués sur toutes leurs frontières, n'éprouvèrent que des défaites ; ensuite que Louis XIV commença la guerre lorsque ses alliés d'Orient étaient malheureux et qu'ils demandaient déjà la paix à l'Autriche.

Cependant le duc de Lorraine envahissait la Hongrie, les Vénitiens tentaient la conquête de la Morée, Sobieski menaçait la Moldavie ; pour résister à cette triple attaque, le divan mit sur pied trois armées.

Le duc de Lorraine s'empara de Wissegrad, et, quelques jours après, de Waitzen, à la suite d'une brillante victoire ; Pesth capitula. Les Turcs, battus une seconde fois près de Saint-André, se retirèrent à Bude. Cette ville, héroïquement défendue par Ibrahim-Pacha, arrêta la marche des Impériaux. Les assiégés attribuèrent leur délivrance à un miracle : deux fois ils crurent voir le prophète planer, à l'heure de la prière, au-dessus de leurs remparts. Pendant la durée du siége, le duc de Lorraine battit le séraskier Suleiman-Pacha ; et, dans le même temps, les généraux Trauttmansdorf et Leslie, vainqueurs des pachas de Bosnie et de Gradiska, prirent, en Croatie, Veroviz et quelques autres forteresses (1683).

L'année suivante, les Turcs reprirent Waitzen ; mais ils échouèrent devant Raab et Wissegrad ; Ismaïl-Pacha, beylerbey de Roumélie, se retira devant le général Hausler. Dans la campagne de 1685, le duc de Lorraine assiégea Neuhæusel et l'emporta d'assaut, après avoir débloqué la forteresse de Gran, tandis que le comte de Herberstein dévastait le territoire de Licca, la Corbavie, la vallée d'Udwina, et que Leslie incendiait Essek ; enfin, les Turcs abandonnèrent les places de Waitzen et de Novigrad, et Tekeli

recula devant le général Schultz : il fut, par l'ordre du grand vizir, enfermé aux Sept-Tours.

Pendant ce temps, les Vénitiens faisaient des progrès. Le provéditeur Pietro Valiero fut forcé de lever le siége de Sign ; mais les chrétiens des montagnes de Dalmatie, d'Albanie et de Morée se soulevèrent, unirent leurs armes à celles de la république, battirent leurs beys et envoyèrent leurs têtes à Venise. Les îles de Sainte-Maure et de Prevesa tombèrent au pouvoir des chrétiens. En 1685, Morosini investit Coron et s'en empara, après avoir battu les troupes venues au secours de cette place. Il envoya au sénat un étendard et deux queues de cheval, qui furent suspendus comme un trophée dans une église de Venise. Avec l'aide des Maïnotes, il prit Zernata, Calamata et autres forteresses ; puis, quittant la Morée, il fit une descente en Albanie. Kœnigsmark se joignit à lui, l'année suivante, pour conquérir une grande partie de la Grèce. Tous deux prirent Navarin, Modon, Napoli de Romanie, Arkadia, Patras, Lépante, Corinthe, Misitra, Athènes, etc. Les lions de marbre qui semblaient défendre l'entrée du Pirée, furent envoyés à Venise et placés devant la porte de l'arsenal. La république reconnaissante fit mettre, dans la grande salle du palais des doges, le buste de Morosini, avec cette inscription : *Le sénat à Morosini le Péloponésiaque, de son vivant* (1686).

La guerre fut poussée avec peu de vigueur du côté de la Pologne. Sobieski essaya vainement d'entraîner dans son alliance Constantin Cantemir, voïvode de Moldavie ; il fut vaincu par ce prince près de Bojan. Le séraskier Suleiman-Pacha ayant obtenu quelques autres succès, Mahomet IV lui confia le sceau de l'empire.

Élevé au grand vizirat, Suleiman ne réalisa point les espérances des Ottomans. Il montra beaucoup d'activité, mais il n'avait pas les talents nécessaires pour lutter contre le duc de Lorraine. Cet illustre général commandait une armée de 90,000 hommes Toute l'Europe était représentée dans son camp par des officiers qui

voulaient se former à son école, et qui se faisaient un honneur de combattre sous les ordres d'un tel maître contre les barbares ; on voyait autour de lui des seigneurs allemands, français, anglais, espagnols et italiens. Il commença le siége de Bude le 18 juin 1686; le gouverneur Abdi-Pacha refusa de capituler et soutint courageusement deux assauts formidables; mais, dans une troisième attaque, il périt sur la brèche avec plus de 4,000 hommes, et les Impériaux, pénétrant dans la ville, la mirent à feu et à sang (2 septembre). Bude, capitale de la Hongrie, appartenait aux Turcs depuis quarante-cinq ans : c'était le rempart de l'islamisme, le pivot de la guerre sainte, la clef de l'empire ottoman. La prise de cette ville entraîna la reddition d'un grand nombre d'autres places. Suleiman-Pacha établit ses quartiers d'hiver à Belgrade et essaya de négocier une trêve; il reconnut bientôt que la paix n'était possible qu'à des conditions déshonorantes, et redoubla d'énergie pour recommencer la campagne. Le sultan imposa des contributions forcées à tout l'empire, et, pour montrer l'exemple, donna 500 bourses de son trésor particulier. Le vizir, ayant rassemblé 60,000 hommes et soixante et dix pièces de canon, rencontra l'armée chrétienne près de Mohacs; une grande bataille s'engagea dans ce lieu célèbre par le désastre des Hongrois; mais, cette fois, ce furent les Ottomans qui succombèrent; ils perdirent 20,000 hommes avec l'artillerie et les bagages (4 août 1687). La réduction de la Transylvanie mit le comble à la gloire du duc de Lorraine et au découragement des Turcs; alors, ils abandonnèrent Essek, Valpo et quatorze châteaux forts de l'Esclavonie, Palota dans la Hongrie inférieure, et plusieurs places de la Croatie.

Dans le même temps, les Russes attaquèrent les Tartares, et le roi de Pologne envahit la Moldavie : il la mit au pillage et n'en fut chassé que par la famine. L'année suivante (1687), il assiégea Kaminiec ; mais, les Turcs et les Tartares arrivant avec des forces supérieures, il fut contraint de se retirer.

Cependant l'ambassadeur français Guilleragues était mort en 1685, et avait eu pour successeur Girardin, qui mourut en 1686. A Girardin succéda Châteauneuf, qui eut pour instructions d'exciter la Porte à continuer la guerre contre l'Autriche et à faire la paix avec la Pologne. Les Polonais ralentirent, en effet, les hostilités; mais l'appui moral donné par Louis XIV à Mahomet IV ne suffisait point pour arrêter les envahissements des Impériaux : contre le duc de Lorraine, les Ottomans avaient besoin de secours effectifs et réels; Louis, que menaçait déjà la ligue d'Augsbourg, ne sut pas commencer à propos une guerre inévitable et donna aux Autrichiens le temps de consommer la défaite des Turcs. S'il avait attiré sur le Rhin les forces de la maison d'Autriche, l'empire ottoman, sauvé par cette diversion, aurait pu soutenir la lutte avec avantage; réduit à ses propres ressources, le sultan n'éprouva que des revers; et les revers, se joignant à la famine, amenèrent à leur suite la sédition. La Turquie, relevée un moment de sa décadence par les Kupruli, vit se renouveler, au dedans, les déplorables excès de l'anarchie militaire, lorsqu'elle eut perdu au dehors le prestige de ses armes, et que, n'étant pas assez forte pour résister seule à ses ennemis, elle attendit vainement l'appui de la France.

Après la malheureuse expédition de Hongrie, les janissaires et les sipahis se mutinèrent contre le grand vizir Suleiman-Pacha, qui tenta de les apaiser en leur offrant de l'argent et des vivres; mais sa faiblesse encouragea la révolte; on le somma de remettre l'étendard et le sceau. Pour se soustraire à ces violences, il gagna secrètement Peterwardein, et, de là, se rendit à Belgrade. Après sa fuite, les soldats élurent un grand vizir et adressèrent au sultan une requête solennelle contre Suleiman; Mahomet, effrayé, fit droit à leurs réclamations et leur envoya la tête de son ancien ministre. Mais la soldatesque, une fois en mouvement, ne s'arrêta plus; elle marcha vers Constantinople pour déposer le sultan lui-même. On pouvait tout craindre de sa fureur. Le kaïmakan Kupruli-Moustapha sacrifia l'empereur afin de sauver l'empire. Il fit signifier

au sultan, par les ulémas, la volonté de la nation et de l'armée. « Que l'ordre d'Allah s'accomplisse ! » dit le monarque détrôné, et, satisfait de conserver la vie, il se laissa enfermer dans le sérail, d'où l'on tira son frère Soliman pour lui succéder (8 novembre 1687).

§ VI. — *Soliman II. — Continuation de la guerre. — Vizirat de Kupruli-Moustapha.*

Soliman II vivait depuis quarante-six ans dans la retraite la plus absolue, tout entier livré à l'étude des lois et de la religion. Il reçut avec terreur la nouvelle de son élevation au trône. « Au nom de Dieu immortel, s'écria-t-il, pourquoi venir ainsi troubler mon repos? Laissez-moi, je vous conjure, passer en paix, dans ma retraite, les jours qui me restent à vivre; que mon frère continue à gouverner l'empire; je ne suis né que pour méditer les choses de la vie éternelle. » On lui représenta que la résolution des vizirs, des ulémas, de l'armée et du peuple ne pouvait être révoquée; que remettre le pouvoir entre les mains de Mahomet, ce serait exposer l'État aux plus grands périls. « Je voudrais bien me rendre, mais je crains mon frère, » répondit-il. On le traîna presque de force hors de sa chambre jusque dans la salle du trône. Il regardait en tremblant de tous côtés, disant que la seule vue de son frère était capable de le faire mourir. Enfin, après s'être purifié, il consentit à recevoir l'hommage des ulémas et des grands.

La révolte des troupes n'était pas encore apaisée. Soliman leur fit distribuer le présent d'avénement, et nomma deux chefs des rebelles aux gouvernements de Roumélie et de Djedda. Ce n'était pas le moyen de rétablir l'ordre. Les sipahis et les janissaires massacrèrent leurs agas, et assiégèrent dans son palais le grand vizir Siawouch-Pacha, qui se défendit avec beaucoup d'énergie, mais qui succomba sous le nombre; son corps fut déchiré en lambeaux. Les meurtriers pénétrèrent dans le harem du vizir; ils saisirent sa

femme et sa sœur, leur coupèrent le nez, les mains et les pieds, et les traînèrent toutes nues par les rues ; les esclaves servirent de jouet à la brutalité de la soldatesque. Après ces horribles exploits, les révoltés se répandirent dans tous les quartiers de Constantinople, pillant et massacrant tout sur leur passage. Pour arrêter ces furieux, les ulémas plantèrent à la porte du sérail l'étendard sacré du prophète et appelèrent auprès d'eux tous les musulmans fidèles ; le peuple accourut, et les soldats, vivement poursuivis, furent contraints de rentrer dans leurs casernes.

Toutes ces émeutes tournèrent au profit des Autrichiens. En Hongrie, Caraffa soumit Erlau, Lippa et Munkacs, vaillamment défendue par la femme de Tekeli ; en Bosnie, Gradiska fut abandonnée par sa garnison ; Cornaro prit Knin en Dalmatie, et Morosini s'empara de Thèbes (1687). L'année suivante, les Ottomans, vaincus par Vétérani et par le margrave Louis de Bade, perdirent encore plusieurs places importantes en Hongrie, en Esclavonie et en Bosnie ; Belgrade se rendit à l'électeur de Bavière (8 septembre 1688). Mais, en Grèce, Morosini échoua devant Salonique et devant Négrepont ; ce dernier siége lui coûta le tiers de son armée ; la peste ravagea le camp des Vénitiens et enleva le comte de Kœnigsmark. Du côté de la Pologne, les Tartares obtinrent quelques succès ; ils dévastèrent la Volhynie, ravitaillèrent Kaminiec et s'avancèrent jusqu'à Lemberg.

Ces derniers avantages étaient loin de compenser les revers éprouvés par les musulmans dans la vallée du Danube. La Porte résolut de négocier ; elle accrédita auprès de l'empereur Zulfikar-Effendi et le Grec Maurocordato (1689). Dix mois se passèrent en discussions sans résultat : l'Autriche, Venise et la Pologne proposaient des conditions inadmissibles. « Pourtant, dit Cantemir, les Turcs auraient accepté la paix, même à ce prix, si le très-chrétien soleil n'eût communiqué un rayon de sa lumière au pâle croissant prêt à entrer en défaillance, et n'eût prévenu, par la diversion de ses armes, l'obscurité que les troupes des Allemands

allaient y répandre. Alors le roi de France déclara la guerre à l'empereur, et fit rappeler sur le Rhin les forces qui triomphaient sur le Danube. Cependant, ne voulant pas attirer sur lui tout le poids de la guerre, il fit entendre au sultan, par son ambassadeur le marquis de Châteauneuf, qu'il avait 400,000 hommes prêts à entrer en action, et que, l'année suivante, il pénétrerait dans le cœur de l'Allemagne. »

Les hostilités recommencèrent; mais les affaires de l'empire étaient conduites par un vizir incapable, Moustapha de Rodosto, et les Turcs n'éprouvèrent que des défaites : ils furent battus à Kostanitza en Croatie, à Baloudjina en Servie, enfin à Nissa. Cette place fut prise avec Viddin et plusieurs autres villes. Les Impériaux insurgèrent la Servie; d'un côté, ils descendirent sur Uskioup, menaçant la Macédoine; d'un autre côté, ils attaquèrent le défilé de Dragoman, où ils furent repoussés. « Encore une campagne, disait un Kupruli, et l'ennemi campera sous les murs de Constantinople. » Ces revers furent, il est vrai, compensés par quelques avantages contre d'autres ennemis : ainsi les Tartares battirent le général russe Galitzin; les Polonais furent repoussés de Kaminiec, et Morosini changea en blocus le siége de Malvoisie. Malgré ces succès, l'empire paraissait menacé de ruine; un divan solennel, tenu à Andrinople, résolut d'en confier le salut à un troisième Kupruli.

Kupruli-Moustapha se montra digne de porter le nom que son père Mohammed-Kupruli et son frère Ahmed-Kupruli avaient illustré. Les Allemands étaient presque maîtres des routes de Constantinople, et les Vénitiens dominaient en Grèce. Aux chrétiens coalisés l'empire ottoman n'avait à opposer que des troupes fatiguées; l'argent manquait pour les approvisionnements et pour la solde, malgré l'accroissement des impôts; le désordre régnait partout, dans l'administration comme dans l'armée. Le grand vizir entreprit une réforme générale et l'accomplit en peu de temps sans avoir recours aux moyens terribles que son père avait employés.

Il commença par remplir les caisses du trésor, afin d'assurer l'obéissance des soldats et de pourvoir aux nécessités de la guerre. « Avant que d'entrer en action, dit Cantemir, Kupruli crut qu'il était à propos de faire la revue des finances, ne voulant dans les coffres du sultan qu'un argent levé légitimement sur le peuple. Il trouva les finances aussi embrouillées que les autres affaires; car, en temps de paix, les vizirs et les grands prodiguaient le trésor sans discrétion; ils donnaient ou plutôt vendaient aux uns des exemptions de tribut, et ils taxaient les autres au delà de leurs forces, afin de fournir les rôles. En temps de guerre, les defterdars faisaient la maltôte et inventaient mille systèmes onéreux pour lever de l'argent; le peuple était foulé en tant de manières, qu'on n'entendait que des murmures contre ces injustes oppressions qui criaient vengeance au ciel. Le vizir s'appliqua donc entièrement à réformer ces abus. Il fit rentrer dans le trésor toutes les sommes qui avaient été diverties par ses prédécesseurs, par les pachas, par les commis ou par les fermiers; enfin, il fit de nouveaux règlements pour la levée des impôts, afin d'établir une sorte d'égalité entre tous les sujets. Il ordonna que le kharadj aurait trois classes: celle des riches était taxée à dix léonins par tête; celle des moindres conditions, à six; celle du petit peuple, à trois. Il fit rentrer au trésor les fondations ou dépôts d'argent que la dévotion avait léguées anciennement aux mosquées. Le mufti traita de sacrilége cette usurpation; il répondit que les richesses destinées à des usages religieux devaient être employées à des guerres de religion; que c'était leur véritable application, et que l'intérêt des musulmans demandait de s'en servir pour l'entretien de ceux qui défendaient les édifices sacrés, plutôt qu'à nourrir des ennemis et des voleurs. » En même temps, Kupruli régla le cours des monnaies; il fit fondre le superflu de la vaisselle plate du sérail et donna généreusement à l'État toute sa propre argenterie, qu'il remplaça par de la vaisselle de cuivre. »

Quand il eut, par toutes ces mesures, assuré le payement des

troupes, il leur adressa un firman pour relever les courages les plus abattus. « Depuis qu'il a plu à Sa Hautesse de m'honorer de la dignité de vizir, j'ai résolu de ne confier, dit-il, le commandement de l'armée contre les Allemands qu'à moi-même. Je déclare que je ne veux recevoir aucun soldat enrôlé de force; le service doit être entrepris de bonne volonté; c'est la bonne volonté seule que Dieu regarde, et elle est plus méritoire que les actions. Mais je dois remettre devant les yeux à tous les sectateurs de la religion mahométane l'obligation des préceptes de Dieu et de son prophète, qui commandent de ne point éviter le martyre et de ne point désespérer du succès quand on s'arme pour la défense de la loi et pour l'extirpation des infidèles. Ainsi tout musulman qui se croit engagé en conscience de suivre cette loi n'a qu'à venir s'enrôler, s'il est dans la résolution de souffrir toutes choses pour sa foi. Celui, au contraire, qui doute ou craint de s'exposer au martyre, ou même qui a des affaires indispensables qui peuvent l'excuser devant Dieu, celui-là, dis-je, peut en toute liberté rester chez lui; là, vivant sans offense, il se rendra également agréable à Dieu et tâchera d'obtenir par ses prières le succès des armes de l'empire; et, quand même il serait de profession militaire, non-seulement il ne sera point recherché ni puni, mais même le sultan étendra encore sur lui sa faveur, et il recevra sa paye, comme s'il était à l'armée. »

Ce firman produisit tout l'effet que le grand vizir en avait attendu : il réveilla le peuple et les soldats, surtout en Asie. Les musulmans accoururent en foule, poussés à la fois par le point d'honneur et par le sentiment religieux : personne ne voulut passer pour lâche et pour infidèle, et Kupruli eut bientôt une armée plus nombreuse que celles que ses prédécesseurs avaient ramassées à force de menaces et de rigueurs.

Tout en faisant appel aux sentiments religieux des musulmans, Kupruli traita les sujets chrétiens avec beaucoup d'humanité. Par son *nisami-dschedid* (nouveau règlement), il défendit expressé-

men toute violence à leur égard, et ordonna que les troupes traversant des provinces chrétiennes payassent les grains et toutes les provisions argent comptant, à un prix raisonnable, et toujours du consentement du vendeur. Le chrétien Cantemir, qui fut presque son contemporain, signale en lui un fonds surprenant d'équité et de sagesse, qui lui faisait envisager tous les sujets du sultan « avec impartialité et sans égard à la différence de religion. » Ainsi il accorda aux chrétiens de Constantinople la permission de rebâtir leurs vieilles églises. Des gens de la campagne lui ayant adressé une semblable demande, il s'empressa de signer leur requête. L'officier chargé de rédiger le firman, se servant de l'ancien style, spécifiait que l'église serait remise en état avec le même bois, les pierres et la chaux de l'ancien bâtiment. « Ce sont des fous qui ont inventé cette formule, s'écria Kupruli, et plus fous encore sont ceux qui la suivent! Ces gens veulent réparer leur temple; s'il est trop dégradé pour que la réparation soit possible, qu'ils en bâtissent un nouveau. Tout ce que nous devons examiner, c'est qu'ils le fassent à leurs dépens, et non pas de l'argent des musulmans; et, pourvu qu'ils payent régulièrement leur tribut, le reste ne nous regarde plus. » Aussi les Grecs disaient-ils souvent : « Kupruli a bâti plus d'églises que Justinien (1). »

(1) Cantemir, t. IV, p. 25. — Cet historien cite encore à ce sujet le trait suivant : « Étant campé près d'Yagodin, grand village de Bulgarie, Kupruli ne put voir sans déplaisir que ce village était tout désolé et privé d'habitants. Il envoie chercher deux des plus anciens paysans du lieu, et leur demande quelle pouvait être la cause du mauvais état de leur village. Ils lui en indiquèrent deux : l'une, que leur église avait été brûlée et qu'on leur avait refusé la liberté de la rebâtir, ce qui avait obligé les habitants de se retirer ailleurs; l'autre, que le passage fréquent des troupes les avait empêchés plusieurs années de suite de recueillir leurs grains, et la famine, venant à la suite, avait chassé la plupart de ceux qui n'avaient pas encore tout perdu. Le vizir, entendant ce récit, se tourna vers le reis-effendi, et lui dit ces mots : « Un musulman ne saurait vivre » où il n'y a point de mosquée; il en est de même d'un chrétien; il lui » faut une église dans le lieu de sa demeure. » Sur-le-champ il donna permission aux habitants de rebâtir une église, telle qu'ils voudraient : il ajouta à cette concession un firman ou déclaration, par laquelle il dénonça

Le grand vizir ne se borna point à adoucir le sort des raïas en les protégeant contre les violences et contre le fanatisme des Ottomans ; il fut le premier homme d'État de la Turquie qui ait posé le principe de la liberté du commerce et de la suppression de toute mesure prohibitive. Comme on lui conseillait de régler les ventes et les achats, il répondit : « Le Koran ne contient rien là-dessus ; l'achat et la vente doivent être laissés à la libre volonté des deux parties. » Cette sage politique profita surtout aux chrétiens et aux juifs, à qui les Turcs abandonnaient presque entièrement le soin et les bénéfices du commerce. La réforme judiciaire ne fut pas moins utile aux raïas. « La justice, dit un historien, était presque partout vénale ; le faux témoignage était en quelque sorte autorisé publiquement ; le grand vizir déchargea ceux qui étaient oppressés par de mauvaises voies, et sans acception de personnes ; il remit partout le droit en vigueur ; » et il put bientôt dire avec un légitime orgueil : « Voyez ce que produit la tolérance ; j'ai augmenté la puissance du padischah, et j'ai fait bénir son gouvernement par des gens qui le haïssaient. »

Son humanité conserva la Morée à l'empire et contribua, plus que la force des armes, à ramener cette province dans l'obéissance. Il fit nommer un Grec, Libérius Geratchari, prince des Maïnotes. « Ce qui le porta à cette création, ce fut l'exemple de la Moldavie, où les Turcs n'avaient pas eu le dessous comme dans les autres provinces : preuve palpable qu'un gouverneur chrétien était plus propre qu'un musulman à tenir dans le devoir les peuples de même religion que lui. Outre cela, Libérius s'était fait goûter de lui par un autre argument : il avait dépeint les Vénitiens comme des tyrans de la foi, disant que leur zèle à imposer la religion romaine aux Grecs de la Morée les faisait soupirer après la domination ottomane ; un prince de l'Église grecque ne pouvait donc

peine de mort contre quiconque s'écarterait du grand chemin et entrerait de la largeur d'un pied sur les terres des paysans, ou leur enlèverait une poule ou même un œuf. » (Cantemir, t. IV, p. 98.)

manquer de les ramener à la soumission (1). » En effet, irrités par les persécutions des catholiques et attirés par la douceur du grand vizir, les Grecs du Péloponèse et de l'Attique abandonnèrent le parti des Vénitiens, qu'ils avaient d'abord embrassé avec chaleur; les Maïnotes rentrèrent d'eux-mêmes sous la domination de la Porte.

Aux succès obtenus en Grèce par une politique conciliante Kupruli-Moustapha sut ajouter d'autres victoires, plus disputées, plus coûteuses, et non moins nécessaires pour sauver l'empire. Tandis que le khan de Crimée, Sélim-Gheraï, comprimait l'insurrection des Serbes et battait dans les plaines de Kassovo un corps de l'armée chrétienne, lui-même enleva aux Impériaux Dragoman, Nissa, Viddin, Semendria, et enfin Belgrade, après douze jours de siége. Pendant ce temps Tekeli, aidé du voïvode de Valachie, entra en Transylvanie par le défilé de Tœrsbourg, détruisit près de Zernescht un corps d'armée allemand et fit prisonnier le général Haüsler; en récompense, il fut nommé prince de Transylvanie.

Les armes ottomanes furent moins heureuses contre les Vénitiens, qui s'emparèrent, en Dalmatie, de Valona, et, en Morée, de Napoli de Malvoisie; les Turcs prirent néanmoins leur revanche sur le champ de bataille, et firent trois mille sept cents prisonniers, qu'ils égorgèrent (1690). Quelques mois après mourut Soliman II (23 juin 1691). Ahemet II lui succéda.

§ VII. — *Règnes d'Achmet II et de Moustapha II. — Paix de Carlowitz* (1699).

Le nouveau règne fut désastreusement inauguré par une sanglante défaite et par la mort du grand homme qui gouvernait l'empire. Kupruli-Moustapha rencontra l'armée impériale, commandée par le margrave de Bade, près de Salankemen, le 19 août

(1) Cantemir, t. IV, p. 25.

1691. Les Turcs furent complétement défaits ; 28,000 périrent ; au nombre des morts était le grand vizir. Telle fut la fin du troisième Kupruli, de cet homme d'État intelligent, courageux, humain, qui fut regretté des raïas comme des Turcs ; le peuple garda sa mémoire sous le nom de Kupruli *le Vertueux*.

Après sa mort, le divan, découragé, prêta l'oreille aux propositions des ambassadeurs anglais et hollandais, qui offraient leur médiation entre les puissances belligérantes. Kupruli, sans accéder aux demandes de Louis XIV, qui voulait que la Porte refusât de reconnaître Guillaume d'Orange comme roi d'Angleterre, avait suivi contre la maison d'Autriche les inspirations de la cour de France. L'influence anglaise prévalut auprès du nouveau grand vizir, Ali-Pacha ; mais l'Autriche montra des exigences si exorbitantes, que, malgré la prise de Grosswardein par les Impériaux, les tentatives de paix échouèrent complétement. En 1692 et en 1693, la guerre se borna au ravitaillement de Belgrade, à de petits combats dans la Dalmatie, à des incursions des Tartares dans la Pologne. La campagne suivante fut plus sérieuse : les Turcs assiégèrent vainement Peterwardein ; ils éprouvèrent quelques échecs en Pologne et en Dalmatie ; dans l'Archipel, les Vénitiens s'emparèrent de l'île de Chio (1694). Quelque temps après, Achmet mourut (6 février 1695).

Son successeur, Moustapha II, annonça, dès son avénement, le projet de gouverner par lui-même et de pousser vivement la guerre. Il déclara qu'il prendrait le commandement des troupes et débuta par des victoires. En Hongrie, il emporta d'assaut la place de Lippa et battit près de Lugos le général Veterani ; les Allemands, pris entre deux feux par les Turcs et par les Tartares, ne purent tenir longtemps contre des forces très-supérieures ; Veterani fut blessé, pris et décapité (22 septembre 1695). Les Tartares envahirent la Pologne et ne s'arrêtèrent que devant Lemberg. Le czar Pierre Ier leva le siége d'Azof, après avoir perdu près de 30,000 hommes. Sur mer, les Ottomans, sous la conduite de Mezzomorto, ancien

pirate de Tunis, battirent la flotte vénitienne dans deux batailles et reconquirent l'île de Chio (1695).

Le succès de cette campagne réveilla l'enthousiasme des musulmans. Des dons volontaires pourvurent à la solde de l'armée, et de riches particuliers équipèrent même à leurs frais un corps de troupes. La bataille d'Olasch, gagnée par le sultan, les incursions des Tartares en Pologne après la mort de Jean Sobieski, les échecs des Vénitiens en Dalmatie, compensèrent la perte d'Azof, que le czar assiégea pendant deux mois avec 60,000 hommes de troupes régulières et des nuées de Kalmouks et de Cosaques (1696).

Mais, l'année suivante, la fortune changea de face. Le prince Eugène de Savoie, formé dans la guerre de Hongrie à l'école du duc de Lorraine, fut mis par l'empereur à la tête de l'armée autrichienne. Après des marches et des contre-marches savantes, il fondit sur les Turcs au passage de la Theiss, près de Zenta. 20,000 Ottomans restèrent sur le champ de bataille; 10,000 périrent dans les flots; le grand vizir fut tué; le sultan prit la fuite. Quelques jours après, les vainqueurs entrèrent en Bosnie (1697).

L'empire était en péril; ce fut encore un Kupruli qui fut chargé de le sauver. Moustapha donna l'étendard et le sceau à Kupruli-Huçein, neveu de Kupruli-Mohammed. Le nouveau grand vizir, par d'habiles expédients, pourvut aux premiers besoins, et, l'armée ottomane s'étant remise en marche, les Allemands repassèrent la Save et prirent en Hongrie leurs quartiers d'hiver.

Cependant Louis XIV, épuisé par la lutte qu'il soutenait contre la moitié de l'Europe, songea à faire la paix; il en avertit le divan et lui offrit son intervention pour le faire admettre dans les négociations qui allaient s'ouvrir. Le sultan refusa : il espérait recouvrer les provinces qu'il avait perdues pendant la guerre, et il se défiait de l'ambassadeur qui lui faisait les propositions de la France. Cet ambassadeur était M. de Fériol, qui avait succédé à Chateauneuf; mal instruit des usages de la Porte, malgré les sept campagnes qu'il avait faites avec les Turcs, il avait mécontenté

la cour ottomane par sa conduite pleine de morgue, et avait insulté le Grand Seigneur lui-même en se présentant à son audience l'épée au côté.

Louis XIV signa le traité de Ryswyck (1698); mais il conseilla au divan de continuer la guerre, en disant que la paix qu'il venait de faire n'était qu'une trêve, et que la mort prochaine du roi Charles II allait rouvrir une lutte où la France déploierait toutes ses forces contre la maison d'Autriche. La Porte fut mécontente de la conduite du roi de France, qu'elle regarda comme un abandon; elle prêta l'oreille aux sollicitations de Guillaume d'Orange, qui gagna à prix d'or, dit-on, les membres du divan, pour leur faire accepter la médiation de l'Angleterre et de la Hollande; enfin, elle fit à l'Autriche des ouvertures de paix. Louis XIV remontra au divan la faute qu'il allait commettre : vaincue, la Turquie ne pouvait obtenir la paix qu'à des conditions d'où dépendait son existence même; car les Turcs, dans toutes leurs guerres avec les chrétiens, n'avaient jamais reculé, et, s'ils commençaient à le faire, le prestige attaché à leur puissance était dissipé; il sollicita la Porte de prolonger la guerre jusqu'à ce que la France pût reprendre les armes; il s'engagea à ne pas les déposer jusqu'à ce que la Turquie eût recouvré la Hongrie et toutes ses provinces perdues. Mais ces représentations du grand roi étaient transmises par Fériol, homme en qui le divan n'avait nulle confiance et qu'on regardait même comme attaqué de folie; de plus, les ambassadeurs de Guillaume s'étaient rendus maîtres des principaux ministres par leurs intrigues et par la peur. On répondit à Louis XIV que la France avait fait la paix à son heure et à son gré, que la Porte en ferait autant. Et des négociations furent entamées sous la médiation de l'Angleterre et de la Hollande, qui, dans leur haine aveugle contre la France, traitèrent complétement la Turquie en ennemie. Fériol essaya de traverser ces négociations. « Il mit tout en œuvre pour cela, dit Cantemir, mais il n'y réussit pas. Le divan finit même par l'inviter à ne pas se donner de mouvements inutiles;

qu'on voulait la paix, que la paix serait faite. » Elle fut, en effet, signée à Carlowitz (1699).

La Turquie céda à Léopold la Hongrie et la Transylvanie avec ses limites naturelles, depuis la Podolie jusqu'à la Valachie; elle conserva seulement le territoire entre la Theiss et la Maros. Dans le Syrmium, on traça une ligne conventionnelle, marquée par une suite de fossés ou de poteaux, depuis le confluent de la Theiss et du Danube jusqu'à l'embouchure de la Bossut dans la Save. A partir de ce point, le cours de la Save forma une frontière naturelle, continuée ensuite par l'Unna. La Pologne recouvra Kaminiec, la Podolie et l'Ukraine. La Russie garda la place d'Azof. Venise ne rendit que les conquêtes faites par elle au nord du golfe de Corinthe, et retint la Morée jusqu'à l'Hexamilon, presque toute la Dalmatie, l'île de Sainte-Maure, etc.; elle évacua Lépante, mais après en avoir détruit les fortifications. Tous les tributs payés par les puissances chrétiennes à la Porte Ottomane furent abolis.

La perte de la Hongrie et de la Transylvanie, de la Morée et de la Dalmatie, de la Podolie, de l'Ukraine et d'Azof, fut le premier ébrèchement de l'empire ottoman; à dater de ce moment, il cessa d'être redoutable à l'Europe; il se trouva mêlé à toutes les affaires de l'Occident, lui qui avait dû sa grandeur à son isolement; enfin, au lieu d'être dominé par les conseils de son antique et naturelle alliée, il eut à subir l'influence de voisins ambitieux ou d'amis intéressés. Sa décadence ne devait plus s'arrêter; les Russes, en acquérant une entrée sur les mers du Midi, venaient de commencer leur existence européenne.

« La paix de Carlowitz, dit Hammer, contint les Turcs, du côté de la Pologne et de la Hongrie, dans les limites du Dniester, de la Save et de l'Unna. Ce traité proclama hautement la décadence de l'empire ottoman, qui, suspendue quelque temps par le bras de fer d'Amurat III et les remèdes sanglants du vieux Kupruli, ne put être arrêtée ensuite par la sagesse politique des grands vizirs de la famille de ce dernier, ni dérobée aux regards du monde

par les nuées de soldats indisciplinés que lançait la Porte dans sa détresse. Un siècle s'écoula entre la soumission de la Hongrie à l'oppression de la tyrannie turque et l'établissement du *nisami-dschedid* par le sage et vertueux Moustapha-Kupruli pour le soulagement des raïas. Un siècle passa encore avant que, sous le règne de Sélim III, cette nouvelle institution fût rappelée et mise en vigueur dans un cercle plus étendu. Si l'exemple du troisième Kupruli, dans ses mesures d'humanité envers les sujets chrétiens, avait été suivi par les grands vizirs, ses successeurs; si l'on eût appliqué réellement le système de réparation et d'équité qu'il avait conçu, et qui tendait à ramener l'ordre et l'économie dans l'administration publique, l'existence de la Turquie n'aurait pas été compromise. Par l'effet irrésistible du temps, qui transforme tout et qui amène partout le progrès inévitable et nécessaire, le dominateur mahométan n'a plus d'autre alternative que de renoncer à son pouvoir sur les chrétiens ou de l'exercer avec plus de douceur et de modération, suivant les conseils de l'intérêt et de la prudence.

LIVRE QUATRIÈME

DEPUIS LA PAIX DE CARLOWITZ JUSQU'A LA PAIX D'YASSI
(1699-1792)

CHAPITRE PREMIER

DE LA PAIX DE CARLOWITZ A LA PAIX DE PASSAROWITZ
(1699-1718)

§ I. — *Administration de Kupruli-Huçein — Déposition de Moustapha II.*

Dans la situation nouvelle que faisait à l'empire ottoman la paix de Carlowitz, Kupruli-Huçein, dit le Sage, comprit la nécessité des réformes et suivit, à l'égard des sujets chrétiens, l'exemple de Kupruli le Vertueux. Immédiatement après la signature de la paix de Carlowitz, il accorda aux habitants de la Servie et du Banat l'exemption de la capitation pour l'année courante; en Roumélie, il fit remise aux raïas d'un million et demi de contributions arriérées; en Syrie, il les affranchit du droit de pâturage pour les troupeaux.

Son attention ne se borna pas aux chrétiens. A son instigation, le mufti Feïzullah adressa à tous les juges et magistrats de l'empire un firman plein d'utiles recommandations; les imans et les muderris (professeurs) devaient être parfaitement instruits dans les trois points indispensables : le dogme, la lecture du Koran et les formules spéciales de la prière ; les écoles élémentaires ne pouvaient être dirigées que par des maîtres capables; les magistrats devaient veiller à ce que tous les musulmans fussent exacts au devoir de prier, de jeûner, d'aller en pèlerinage, de faire l'aumône aux pauvres, d'instruire leurs enfants dans la connaissance du Koran, de contribuer à la construction des mosquées et des écoles.

En même temps qu'il s'efforçait de rappeler les fidèles musulmans à l'étude et à la pratique de la religion, tout en respectant les droits des chrétiens, le grand vizir rétablit l'ordre dans les finances, revisa les rôles des janissaires, régla l'avancement dans la marine, et entreprit, tantôt à ses frais, tantôt aux frais de l'État, de grands travaux d'utilité publique : des canaux, des ponts, des aqueducs, des mosquées, des écoles, des marchés, des casernes, etc.; les places de Belgrade, de Temeswar et de Nissa furent aussi remises dans un bon état de défense. Kupruli-Huçein était un homme généreux, magnanime, grand politique, ami des savants; il fut ravi trop tôt à l'empire. Des révoltes, bientôt réprimées, en Arabie, en Égypte, en Crimée, ayant troublé la fin de son administration, il succomba sous les intrigues du mufti, déposa le pouvoir et mourut quelques jours après sa disgrâce (septembre 1702).

Kupruli étant mort, les désordres recommencèrent. Son successeur, Dallaban-Pacha, Serbe brutal et féroce, voulut rompre le traité de Carlowitz; il fut étranglé. Le nouveau grand vizir, Nami, partisan de la paix, essaya d'achever l'œuvre de Kupruli; mais il mécontenta les ulémas et les janissaires; une insurrection éclata ; les troupes envoyées pour la réprimer pactisèrent avec les

rebelles. Le sultan Moustapha II fut déposé et céda le trône à son frère Achmet III (1703).

§ II. — *Achmet III. — Diminution de l'influence française. — Commencement des prétentions de la Russie. — Charles XII à Bender.*

Le règne d'Achmet III (1703-1730) peut se diviser en deux périodes. Pendant la première (1703-1718), le pouvoir passe de mains en mains ; les grands vizirs se succèdent avec une déplorable rapidité ; l'empire ottoman, après quelques années de repos, s'engage dans une suite de querelles avec la Russie, avec Venise, avec l'Autriche. La seconde est entièrement remplie par le ministère d'Ibrahim, qui donne aussi de l'emploi à l'activité militaire des Turcs, mais qui la tourne du côté de la Perse, et cherche des ennemis plus faciles à vaincre que les chrétiens.

Depuis le traité de Carlowitz, le parti de la paix dominait dans le divan. Lorsque Louis XIV commença la grande lutte de la succession d'Espagne, il donna l'ordre à Fériol de remontrer à la Porte que l'occasion était décisive pour se venger de ses défaites et reprendre son ancienne position ; l'Espagne et l'Italie, tombées dans la maison de Bourbon, doublaient les avantages et les ressources de l'alliance française ; il n'y avait pas à craindre le renouvellement de la sainte ligue de 1685, car les Vénitiens et les Polonais voulaient garder la neutralité ; enfin, l'on ne demandait aux Turcs que d'entrer dans la Hongrie, qui était encore révoltée, et de laisser le khan des Tartares attaquer les Russes. Mais les troubles sanglants qui marquèrent la fin du règne de Moustapha II rendirent d'abord toute négociation impossible, et, lorsqu'ils furent apaisés, le sultan Achmet, plongé dans les voluptés du sérail, refusa obstinément de se mêler d'une guerre où il ne voyait que profit pour les Turcs à laisser les infidèles s'égorger. Quand la France éprouva des revers, elle renouvela ses instances en dévoi-

lant au divan la honte et le danger de son absurde repos. Fériol présenta secrètement au sultan trois mémoires où il lui démontrait les fautes et la corruption de ses ministres, la nécessité de soutenir les Hongrois, les projets de la Russie sur la Pologne et la Suède. Tout cela fut inutile : le mauvais succès de nos armes nuisit à nos représentations, et les sollicitations de notre ambassadeur furent traversées victorieusement par les intrigues et l'argent de l'Angleterre et de la Hollande.

Le résultat de la neutralité de la Porte fut d'abord que la France, contrainte à disséminer ses forces maritimes à la défense des nombreuses possessions de l'Espagne, perdit la domination de la Méditerranée, où elle laissa l'Angleterre s'établir, et, par conséquent, vit ébranler son influence en Orient; ensuite que la Turquie, déjà découronnée à Carlowitz de la vieille terreur qu'inspiraient ses armes, continua à perdre dans la paix son importance politique; enfin, que, pendant cette sorte de suspension de l'alliance turco-française, la Russie profita de la guerre de la succession d'Espagne, où tout l'Occident était engagé, pour donner suite à ses projets de conquête sur l'empire ottoman.

L'Église grecque, si fatale à l'Europe et à la civilisation, avait enfanté, dans son extrême décrépitude, un chétif et dernier avorton du siége de Byzance, l'Église russe, qui reçut à peine en naissant un débile souffle de la vie évangélique, et qui ne s'en servit jamais que dans les intérêts politiques du pouvoir temporel qui la tient en servitude. Sa prétention, dès les temps les plus anciens, fut de réunir à elle tous les peuples qui avaient sa croyance; donc, d'hériter du pouvoir religieux de Constantinople, et de rétablir l'empire d'Orient au profit des czars de Moscou. Pierre le Grand ne possédait encore qu'un État sauvage, sans ports, sans armées, sans finances; il avait devant lui la Suède, la Pologne, la Turquie, qui interdisaient à la Russie la vie européenne; enfin, il ne tenait pas encore un pouce de terre sur les bords du Pont-Euxin, qu'il intriguait déjà par toute la Grèce, remuant les peuples de race slave, com-

battant sourdement l'influence de la France sur les chrétiens orientaux, minant l'empire ottoman. Aussi les Grecs, qui avaient conservé dans l'esclavage toute leur haine contre les Latins, se tournèrent-ils avec espoir vers les barbares du Nord, qu'ils regardèrent dès lors comme leurs libérateurs, dont ils reçurent les présents secrets, dont ils accueillirent les agents. « Les Grecs, dit l'historien anglais Rycaut, qui écrivait en 1670, les Grecs considèrent beaucoup le Moscovite et ont plus d'amitié pour lui que pour les autres princes chrétiens ; ils l'appellent ordinairement leur empereur et leur protecteur, et, selon toutes leurs prophéties anciennes et modernes, il doit être le restaurateur de leur Église et de leur liberté. » — « Ils se flattent, dit Tournefort, qui voyageait dans l'Archipel en 1700, que le grand-duc de Moscovie les tirera quelque jour de la misère où ils sont, et qu'il détruira l'empire des Turcs. » — « Ils sont persuadés, dit le jésuite Souciet, missionnaire à Thessalonique en 1708, que le czar les délivrera un jour de la domination des Ottomans. »

La Porte ne craignait que faiblement les Russes; elle était séparée d'eux par des déserts et par les Tartares de Crimée, dont les incursions les avaient tant de fois forcés d'implorer la paix et de payer des tributs; elle n'avait pas compris l'importance de l'alliance de 1685, entre la Russie et l'Autriche, alliance conseillée à l'empereur Léopold par Montecuculli, et qui, pour la première fois, fit entrer les barbares du Nord dans les affaires du midi de l'Europe ; elle ne fut qu'humiliée par la cession d'Azof, qui dévoilait pourtant la pensée des Russes sur la mer Noire. Après la paix, elle ne s'inquiéta pas de voir Pierre le Grand étendre ses projets sur cette mer, fortifier Azof et y construire des vaisseaux, tenter, par un établissement à Voronez, de percer la barrière que lui opposaient les Tartares ; elle regarda même nonchalamment la terrible guerre où Charles XII essaya d'étouffer l'aigle moscovite, en donnant une nouvelle vie à la Pologne. Cependant elle fit secrètement espérer au roi de Suède que le khan de Crimée marcherait à son

secours; comptant sur cette promesse vaine, Charles XII s'aventura dans l'intérieur de la Russie avec une armée de 16,000 hommes; il fut vaincu à Pultava (1709), chercha un refuge en Turquie, s'établit à Bender, et, de là, il intrigua auprès du divan pour entraîner Achmet III dans la guerre contre Pierre Ier. De son côté, le czar se plaignit de l'hospitalité accordée à son ennemi, et demanda l'extradition de Mazeppa, hetman des Cosaques, qui avait livré l'Ukraine au roi de Suède. Les ambassadeurs de France, Fériol et Desalleurs (1), joignirent leurs remontrances aux sollicitations de Charles XII; mais elles seraient restées sans résultat, ainsi que les instances du khan des Tartares, si l'ambassade du czar n'était venue par la mer Noire sur une escadre, et n'eût jeté l'ancre devant le sérail! L'orgueil musulman s'irrita de l'apparition des infidèles dans les mers interdites au commerce chrétien et regardées comme sacrées par le fanatisme des Osmanlis. La guerre fut déclarée.

§ III. — *Guerre contre la Russie.* — *Paix de Falksen.*

Pierre le Grand parut d'abord surpris de cette résolution énergique. Il comptait sur les artifices de Tolstoï, son envoyé, sur la corruption des vizirs, sur la lenteur du divan et sur la faiblesse d'Achmet III. Mais, en réalité, il n'avait été que devancé; car, depuis longtemps, il avait pris des mesures pour commencer la guerre et se faire des partisans dans les États du Grand Seigneur. Ses émissaires, parcourant secrètement la Moldavie et la Valachie, excitaient partout les habitants à la révolte. Les hospodars que la Porte avait nommés pour administrer ces provinces étaient vendus à la Russie. Immédiatement après la rupture, il parut une proclamation du czar qui garantissait aux Moldo-Valaques l'exercice exclusif de la religion grecque et l'affranchissement de la domi-

(1) Desalleurs succéda à Fériol en 1711.

nation turque (1). Enfin, l'on vit un évêque de Jérusalem, agent principal de ces intrigues, faire courir le bruit qu'on avait trouvé sur le tombeau de Constantin une prophétie qui annonçait que les Turcs seraient chassés de l'Europe par la nation russe. Pierre Ier, comptant sur la révolte de tous les peuples de religion grecque, se flattait de planter l'aigle russe sur les minarets du sérail. Il était à la tête d'une armée formidable; il emmenait avec lui la célèbre captive de Marienbourg, qu'il venait de reconnaître comme son épouse; il marchait environné du faste de sa cour, comme à une victoire certaine, avec une confiance et une présomption qu'il n'avait jamais montrées. Cependant il fut d'abord surpris de l'indifférence des Moldaves, qui ne firent rien pour acheter la liberté qu'il leur avait promise; puis il se trouva tout à coup sur les rives du Pruth, sans vivres, sans munitions, enfermé par une armée turque et tartare de 200,000 hommes, dans une position où il n'y avait plus qu'à se rendre ou à mourir (1711). Par le conseil de sa femme, qui envoya de riches présents au grand vizir Baltadji-Mohammed, il demanda à négocier. Baltadji, qui n'aimait pas la guerre, regarda les présents du czar comme une rançon payée par les infidèles pour sortir de l'esclavage : il consentit à traiter, et crut les humiliations de Carlowitz suffisamment vengées par les conditions qu'il imposa dans le traité de Falksen. La Russie restituait Azof, détruisait le port de Taganrog, rasait les forteresses qu'elle avait élevées sur les frontières de la Turquie; enfin, elle s'engageait à ne plus se mêler des Polonais ni des Cosaques soumis à la Pologne, non plus que de ceux qui dépendaient du khan des Tartares, et à retirer toutes ses troupes de leur pays. A part cette condition illusoire, les avantages que tirait la Porte de ce traité étaient évidents. « La campagne du Pruth, dit Voltaire, fut plus funeste au czar que ne l'avait été la bataille de Narva; car, après Narva, il avait su tirer parti de sa défaite même, réparer toutes

(1) Perry, *the State of Russia*, p. 45.

ses pertes et enlever l'Ingrie à Charles XII ; mais, après avoir perdu, par le traité de Falksen, ses ports et ses forteresses sur les Palus Méotides, il fallut renoncer à l'empire de la mer Noire. » Aussi tous les vaisseaux qu'on commençait à y construire pourrirent sur les chantiers ; on ramena leurs débris à Saint-Pétersbourg. En vain Pierre voulut-il retarder la restitution d'Azof, il n'était pas assez fort pour manquer impunément à sa parole : sa mauvaise foi ne servit qu'à faire disgracier le vizir qui lui avait accordé la paix et il fut contraint d'en remplir toutes les conditions.

Charles XII et l'ambassadeur de France s'efforcèrent vainement de faire annuler le traité de Falksen ; le divan se lassa de leur insistance, et le roi de Suède, chassé de Bender après une folle résistance, fut réduit à vivre presque en prisonnier à Demotika; dans l'intérieur de l'empire. De ce séjour, il ourdit de nouvelles intrigues qui réussirent. Par un brusque revirement, la Porte déclara de nouveau la guerre à la Russie (1712) ; mais l'Angleterre et la Hollande intervinrent pour empêcher les hostilités, et un nouveau traité, plus explicite que le précédent, fut conclu à Constantinople. Le czar donna des otages pour garantir l'exécution de ses engagements ; mais, comme il ne se décidait pas à retirer ses troupes de la Pologne, ces otages furent emprisonnés aux Sept-Tours. On négocia de nouveau ; et, enfin, le traité d'Andrinople (15 juin 1713) élargit les limites du territoire d'Azof, restitué à la Turquie, et ferma complétement aux Russes l'accès de la mer Noire. En revanche, on abolit définitivement l'ancien tribut de 40,000 ducats que les czars payaient aux khans de Crimée.

§ IV. — *Guerre contre Venise et contre l'Autriche. — Traité de Passarowitz. — Nouveau traité avec la Russie.*

Cependant la France avait terminé sa lutte contre l'Europe par les traités d'Utrecht et de Rastadt : le divan ne s'inquiéta point des changements que ces traités faisaient subir à la Méditerranée,

ni de l'Espagne donnée à la maison de Bourbon, ni de la moitié de l'Italie donnée à la maison d'Autriche, ni de l'Angleterre maîtresse de l'entrée de cette mer par l'usurpation de Gibraltar. Mais à peine son alliée avait-elle posé les armes, que la Turquie les prit tout à coup par une sorte de caprice, et elle s'en alla attaquer d'anciens ennemis, tombés comme elle en décadence, les Vénitiens, pour leur reprendre la Morée (1715).

Le prétexte de la guerre fut une révolte des Monténégrins. En une seule campagne, le grand vizir Damad-Ali se rendit maître de Corinthe, de Napoli de Romanie, de Modon, de Malvoisie et de la Morée entière. Les Turcs prirent ensuite les deux seules places de l'île de Candie qui appartenaient encore aux chrétiens, et ils mirent le siége devant Corfou ; là s'arrêtèrent leurs succès.

Les Vénitiens invoquèrent l'appui de l'empereur Charles VI, garant de la paix de Carlowitz. Le régent, qui gouvernait alors la France, avait abandonné la politique de Louis XIV ; rassuré de ce côté, Charles VI ne craignit point d'engager la lutte contre la Turquie. Après avoir offert sa médiation, que le divan ne voulut point accepter, il somma le sultan de poser les armes et d'indemniser la république. C'était une déclaration de guerre.

Damad-Ali se mit en marche contre Eugène de Savoie, et lui livra bataille, le 5 août 1716, sous les murs de Peterwardein. Les Turcs perdirent dans cette journée six mille hommes, cent quatorze canons et cent cinquante drapeaux ; le grand vizir se fit tuer dans la mêlée. Le vainqueur de Zenta et de Peterwardein poursuivit sa course triomphale sur le territoire ottoman, et força Temeswar à capituler. L'année suivante, il battit le nouveau grand vizir Khalil-Pacha (16 août 1717), et, deux jours après, il entra dans Belgrade, tandis que le général Petrusch envahissait la Bosnie, et qu'en Dalmatie les Vénitiens remportaient quelques avantages sans importance. C'est alors qu'Ibrahim-Pacha reçut le sceau de l'empire. Son premier soin fut de négocier la paix.

A cette époque, le duc d'Orléans et le roi d'Angleterre Georges Ier avaient fait alliance pour contraindre le roi d'Espagne et l'empereur à respecter les stipulations d'Utrecht, et une guerre entre la France et l'Autriche paraissait imminente. Le marquis de Bonac, ambassadeur de France à Constantinople, sollicita les Turcs de continuer les hostilités, en leur promettant l'assistance de sa cour. Mais Charles VI s'empressa de céder aux exigences du régent et du roi Georges; et l'Angleterre ayant offert sa médiation au divan, la paix fut signée à Passarowitz (21 juillet 1718).

La France, que le régent et le cardinal Dubois traînaient alors à la remorque de l'Angleterre, ne prit aucune part aux négociations; et la médiatrice eut ainsi tout loisir, d'abord de dépouiller les Vénitiens, qui dès lors ne comptèrent plus dans les affaires de l'Europe, ensuite d'agrandir l'Autriche et de prendre une nouvelle influence sur la Porte Ottomane. Deux traités furent signés, l'un avec l'empereur, l'autre avec la république de Venise. L'Autriche agrandit ses possessions : elle acquit Belgrade, Temeswar, la Valachie jusqu'au cours de l'Aluta, et une portion de la Servie. Venise conserva les places fortes qu'elle occupait dans l'Albanie, mais elle perdit la Morée.

A la nouvelle de la paix de Passarowitz, Pierre Ier sollicita des modifications aux traités de Falksen, d'Andrinople et de Constantinople, et il obtint, en effet, un nouveau traité qui contient deux articles remarquables, l'un relatif à la Pologne, l'autre aux lieux saints. « Le czar déclare de la manière la plus formelle qu'il ne s'appropriera rien du territoire de la Pologne, et qu'il ne se mêlera point du gouvernement de cette république; et, comme il importe aux deux empires d'empêcher que la souveraineté et la succession héréditaire ne soient attachées à la couronne de Pologne, ils s'unissent à l'effet de maintenir les droits, priviléges et constitutions de cet État; et, au cas que quelque puissance que ce soit envoyât des troupes en Pologne, ou qu'elle cherchât à y introduire

la souveraineté ou la succession héréditaire, il sera non-seulement permis à chacune des puissances de prendre telles mesures que son propre intérêt lui dictera, mais les deux États empêcheront, par toutes les voies possibles, que la couronne de Pologne n'acquière la souveraineté et la succession héréditaire, que les droits et constitutions de la république ne soient violés, et qu'aucun démembrement de son territoire ne puisse avoir lieu.

» Art. 2. Il est libre aux marchands des deux nations de voyager et de trafiquer, en toute sûreté, d'un État à l'autre. Il sera permis aux Russes de faire des pèlerinages à Jérusalem et en d'autres lieux saints, sans qu'ils soient assujettis, ni à Jérusalem, ni ailleurs, à aucun tribut (kharadj), ni à des exactions pécuniaires pour leurs passe-ports. Les ecclésiastiques russes qui s'arrêteront sur le territoire de la Porte ne seront point molestés. »

« Il y a commencement à tout, dit un historien, et, comme on le voit, le début est modeste, et n'a rien qui présage les prétentions exorbitantes qui devaient un jour exciter à un si haut degré l'attention et les craintes des puissances alliées de la Turquie (1). »

(1) César Famin, *Hist. de la rivalité des Églises chrétiennes en Orient*, p. 256.

CHAPITRE II

DE LA PAIX DE PASSAROWITZ A LA PAIX DE BELGRADE (1718-1739)

§ I. — *Politique malheureuse de la Turquie. — Guerre contre la Perse.*

Pierre le Grand, nous l'avons vu, ne prit point de part à la guerre que termina le traité de Passarowitz ; il continuait sourdement ses entreprises sur la Suède et la Pologne, et, non content d'avoir isolé l'empire ottoman de ces deux États, il tenta même de rompre là vieille amitié de la France pour la Turquie. Dans le voyage qu'il fit à la cour de Louis XV (1707), il proposa au régent son alliance et n'obtint de lui qu'un traité de commerce ; mais il se fit des partisans parmi certains seigneurs qui, regardant l'Angleterre et l'Autriche comme nos ennemies naturelles et irréconciliables, voulaient qu'on remplaçât les alliances de la Suède, de la Pologne, de la Turquie, désormais plus onéreuses que profitables, par celle de la Russie. La cour ottomane s'inquiéta du voyage du czar ; depuis qu'elle se trouvait mêlée à toutes les affaires de l'Europe, elle commençait à reconnaître la nécessité de pénétrer plus avant dans la politique des États chrétiens ; et, afin de prendre une idée exacte de la situation de l'Occident, elle envoya en France (1721) une ambassade extraordinaire, pour laquelle elle choisit un des négociateurs de Passarowitz, Mohammed-Effendi, homme de sens et d'instruction. Le prétexte de sa mission était de présenter au roi, avec les présents du sultan, des firmans qui faisaient droit aux réclamations de la France sur les

lieux saints. Cette ambassade fit beaucoup de bruit et n'amena aucun résultat. On accueillit Mohammed-Effendi avec la plus grande bienveillance ; on lui donna toutes les instructions nécessaires pour éclairer le divan sur ses véritables intérêts ; on mit même en avant le projet d'une alliance offensive et défensive entre la Porte et les États de la maison de Bourbon. Mais tout cela ne fit pas sortir la cour ottomane de son apathie, de son ignorance, de ses préjugés ; et la France ayant voulu, à cette époque, la faire intervenir dans la guerre du Nord pour sauver la Suède des serres de la Russie, elle la trouva sourde à ses instances, et dut elle-même, à force de millions et par sa médiation menaçante, empêcher le dépouillement complet de cette puissance au traité de Nystadt (1721).

Le czar avait à peine terminé cette guerre, qu'il porta ses regards de l'autre côté de son empire pour y chercher des agrandissements. En 1722, le schah de Perse, dernier souverain réel de la dynastie des Sofis, abdiqua en faveur de Mir-Mahmoud ; la guerre civile éclata parmi les Persans. Pierre Ier profita de ces troubles pour s'emparer des pays voisins de la mer Caspienne. Le khan des Tartares de Crimée en fut vivement alarmé ; il manda à la Porte que « les Russes, non contents de s'emparer des bords de la mer Caspienne, fortifiaient leurs conquêtes et entretenaient des intelligences avec la Géorgie ; que, si les Ottomans et les Tartares demeuraient dans l'inaction, cette puissance nouvelle s'étendrait tellement, qu'elle environnerait toutes les possessions de la Porte dans l'Asie. » Le sultan fit envahir par ses troupes l'Arménie et la Géorgie persanes ; et la guerre sembla déclarée entre les Turcs et les Russes. Le czar s'en inquiéta, et sollicita l'alliance ou, du moins, la médiation de la France. D'un autre côté, le grand vizir était devenu l'ami de notre ambassadeur à Constantinople ; « tenant pour certain que l'empire ottoman et le royaume de France ne devaient faire qu'un dans l'ordre politique, il écoutait avec avidité tous les systèmes que le marquis de Bonac lui détaillait, et goûtait

surtout celui de ménager les forces de l'empire ottoman, afin d'en imposer également à tous ses voisins. » Il proposa à l'ambassadeur de faire l'office de médiateur entre la Russie et la Porte. Bonac, quoiqu'il eût averti la cour de France de ces événements, était sans instructions; car Dubois craignait de mécontenter l'Angleterre en contribuant à l'agrandissement soit des Turcs, soit des Russes; partisan de l'alliance russe et croyant qu'il satisferait aux intérêts de la Porte par une augmentation de territoire, il accepta la charge de médiateur; mais, pour concilier les exigences des deux États belligérants, il viola le droit des gens par un traité qui laissait à chacun d'eux les provinces persanes qu'ils venaient de conquérir (1724). Les Persans n'acceptèrent pas cet étrange arrangement. De plus, la cour de France, mécontente de la conduite de Bonac, le rappella et lui donna pour successeur le marquis d'Andrezel (1725), avec ordre de suspendre la médiation et de traverser la Russie dans ses projets. Les Turcs se rendirent facilement maîtres d'Hamadan, d'Érivan, de Tébriz, etc. Une campagne suffit pour les mettre en possession de la portion du territoire persan que la Russie leur avait abandonné.

Pierre le Grand mourut; Catherine, héritière de ses idées et de son sceptre, chercha dans une alliance intime avec l'Autriche l'appui dont la Russie avait besoin pour ruiner, malgré la France, l'empire ottoman, et le traité de Vienne fut conclu (1725). Ce traité, qui a renouvelé, renforcé et fixé l'alliance entre les deux cours contre la Turquie, avait pour condition principale, condition tenue secrète jusqu'à nos jours, que l'Autriche et la Russie s'engageaient à perpétuité, en cas de guerre de l'une d'elles avec la Porte, à joindre leurs armées et à ne point faire de paix séparée.

Pendant ce temps, les Turcs étendaient et consolidaient leurs conquêtes en Perse; ce malheureux pays était désolé à la fois par l'invasion étrangère et par la guerre civile. Echref fit étrangler son cousin Mir-Mahmoud et s'empara du pouvoir. Son rival,

Schah-Thamas, offrit à la Porte la souveraineté des provinces qu'elle avait occupées. Les Turcs traitèrent avec lui ; mais Echref, vainqueur, demanda la paix, accéda aux conditions proposées par son compétiteur, et fut reconnu comme légitime souverain de l'Iran. Il fut bientôt renversé par Nadir, lieutenant de Thamas, et, celui-ci étant rentré dans Ispahan, Nadir envahit les frontières ottomanes. Ibrahim-Pacha voulait la paix ; il tenta de négocier, et ne partit qu'à regret pour repousser les Persans. Ses tergiversations irritèrent les Turcs. Les janissaires, soulevés par un certain Patrona-Khalil, demandèrent qu'on leur livrât, dans les vingt-quatre heures, le grand vizir, le mufti et le kapoudan-pacha. Le sultan ne put soustraire son favori à la fureur des soldats et du peuple ; Ibrahim fut mis à mort ; mais cet odieux sacrifice ne sauva point Achmet III. Les révoltés crièrent : « Vive Mahmoud ! » et le sultan Achmet, sans essayer une résistance inutile, reconnut lui-même pour padischah son neveu Mahmoud Ier (1730).

§ II. — *Mahmoud Ier. — Paix avec la Perse. — Guerre de la France en faveur de la Pologne.*

La capitale et l'empire restèrent quelque temps au pouvoir de Patrona-Khalil, qui, tout en gardant son costume de simple janissaire, dictait ses volontés dans le divan, imposait des décrets pour le soulagement du peuple, et, par la faveur de la soldatesque et de la populace, semblait le seul héritier d'Achmet III. On se délivra par la trahison de ce dominateur insupportable ; il fut massacré dans un guet-apens, sous les yeux de Mahmoud et des ministres. Ses partisans se soulevèrent ; mais l'insurrection n'avait plus de chef ; elle fut étouffée dans le sang de plusieurs milliers de victimes.

Une fois l'ordre rétabli, la Porte reprit la guerre contre la Perse. Schah-Thamas subit de nombreux revers et fut contraint de demander la paix ; elle fut signée le 10 janvier 1732. La Tur-

quie garda le Daghestan, le Karthli, Nakhtchivan, Érivan, Tiflis; la Perse recouvra Tébriz, Ardelan, Hamadan et tout le Louristan ; l'Araxe devint ainsi, du côté de l'Aderbaïdjan, la limite des deux États. Mais ce traité ne devait pas être longtemps observé. Nadir, qui, sous le titre de Thamas-Kouli-Khan (khan esclave de Thamas), régnait en souverain sur plusieurs provinces de la Perse, protesta hautement contre la conclusion de la paix; il marcha sur Ispahan, déposa Thamas, se déclara régent du royaume et somma les Turcs de restituer le territoire et les villes que le traité venait de leur concéder. Il assiégea Bagdad, mais il ne put s'en rendre maître ; Topal-Osman-Pacha vint au secours de cette place; une rencontre terrible eut lieu sur les bords du Tigre à Douldjeïlik, et Thamas-Kouli-Khan, blessé dans le combat, fut entraîné par son armée en déroute (19 juillet 1733). Osman-Pacha remporta une nouvelle victoire près de Leïtam. Enfin, il fut défait à son tour et périt sur le champ de bataille. Sa mort fut pour les Turcs un malheur public; ils n'éprouvèrent plus que des échecs; le 14 juin 1733, l'armée ottomane fut presque anéantie dans une vaste plaine entre Baghawerd et Akhikendi. Ce désastre décida la Porte à négocier, et les plénipotentiaires qu'elle envoya à Tiflis assistèrent au couronnement de Nadir-Schah. Le traité, conclu au mois de septembre 1736, fixa les limites des deux empires conformément à celui de 1639,. et enleva aux Ottomans toutes leurs récentes acquisitions.

La signature de ce traité fut hâtée par les menaces et les armements de la Russie. Les suites du traité de Vienne (1725) ne s'étaient pas fait attendre. La Pologne, dévorée depuis deux siècles par une anarchie perpétuelle, semblait vouée à une ruine certaine et n'avait dans toute l'Europe qu'une seule puissance qui s'intéressât à son salut, la France. Aussi la Russie, l'Autriche et la Prusse, prévoyant qu'à la mort d'Auguste II, le protégé de Pierre le Grand, les Polonais chercheraient à régénérer leur pays en se donnant, sous la protection de la France, un roi national, con-

clurent-elles un pacte secret (1732) par lequel elles s'engageaient à repousser par tous les moyens l'influence française sur la Pologne, pacte qu'on peut regarder comme l'origine des projets de démembrement de ce royaume. Auguste II mourut (1733) ; les Polonais élurent Stanislas Leczinski ; mais deux armées, russe et autrichienne, firent monter sur le trône le fils d'Auguste II. La France promit des secours aux Polonais, déclara la guerre à l'Autriche et sollicita la Porte de venger l'injure que la Russie venait de lui faire, en intervenant dans un pays dont les traités de Falksen et de Constantinople plaçaient l'indépendance sous sa protection. Au marquis d'Andrezel avait succédé le marquis de Villeneuve, ministre plein de talent et d'activité; il eut avec le grand vizir plusieurs conférences, dans lesquelles il lui expliqua la situation de l'Europe, la nécessité pour la Porte de revenir à la politique de Charles XII, c'est-à-dire à une alliance avec la Suède et la Pologne, l'isolement où se trouverait bientôt la Turquie par l'abaissement ou le dépouillement de ces deux États. Le vizir s'émut de ces représentations; il adressa aux deux cours impériales une protestation contre l'entrée des Russes en Pologne, et réclama avec menaces l'exécution du traité de Constantinople. Mais cette protestation, ces menaces, furent stériles, et une année se passa sans que la guerre fût déclarée, sans qu'on eût même assemblé une armée; le divan réservait contre la Perse toutes les forces de la Turquie. Alors Villeneuve, pour faire sortir la cour ottomane de son erreur, envoya au khan des Tartares, ennemi acharné des Russes, un gentilhomme hongrois, réfugié en France, le baron de Tott, homme adroit et instruit, qui l'excita à envahir l'Ukraine pour revendiquer le tribut que les Russes lui payaient jadis. Le khan entra facilement dans les vues de l'agent de la France, et il disait hautement qu'il donnerait volontiers toutes ses richesses pour voir les Russes hors de la Pologne. Mais alors Auguste III jeta l'or à pleines mains dans le divan; la déclaration de guerre fut encore retardée, et défense fut faite aux Tartares d'entrer dans l'Ukraine.

Les Russes se trouvèrent ainsi les maîtres en Pologne, et Stanislas en fut chassé. La France porta toutes ses forces contre l'Autriche, et elle excita de nouveau la Porte à attaquer la Russie, en lui montrant cette ennemie qui se préparait à assiéger Azof. Le divan fut encore sourd à ces instances. Alors la cour de Versailles, pour arriver à ses fins, employa le crédit d'un renégat français, qui fut pendant quatorze ans l'âme secrète de la politique ottomane dans ses rapports avec les cabinets européens, le comte de Bonneval.

Cet aventurier, après avoir déserté la France pour servir dans les armées de l'empereur, avait abandonné l'Allemagne et sa religion pour se faire musulman, et il était devenu général des bombardiers, pacha à deux queues, ami et conseiller du grand vizir. On lui avait confié un corps de troupes qu'il avait exercé à l'européenne, et il voulait réformer toute l'armée ottomane, quand les craintes du sultan et les représentations de la Russie l'arrêtèrent dans ses projets. Ce fut lui qui révéla à la Porte les secrets de la politique européenne, qui lui fit connaître, par des mémoires qu'il adressait au sultan, ses véritables intérêts, qui lui suggéra les moyens de continuer les guerres dans lesquelles elle se trouva engagée. Ennemi implacable de l'Autriche, il aurait voulu, par des services rendus à la France, obtenir son pardon de la cour de Versailles; mais, jaloux de nos ambassadeurs, voulant attirer à lui toutes les négociations, allant, par esprit d'intrigue, au delà des ordres du cardinal Fleury, il fut, tout en restant le point d'appui des efforts dirigés par la France contre l'Autriche et la Russie, plus nuisible qu'utile à la Turquie et à la France.

Fleury, d'après sa politique modeste et craintive, prétendait, dans la guerre qu'il faisait à l'Autriche en faveur de la Pologne, profiter des diversions que tenterait la Turquie, sans être contraint de faire avec elle une alliance offensive et défensive, qui armerait, pensait-il, l'Angleterre en faveur de l'Autriche et allumerait ainsi une guerre générale. C'était suivre l'exemple de Louis XIV, sans voir que l'élévation de la Russie avait changé les nécessités de la

politique française. Il avait donc ordonné à Villeneuve d'exciter seulement les Turcs à entrer en Hongrie, et il voulait que Bonneval l'appuyât de tout son crédit dans cette négociation. Mais celui-ci croyait que l'occasion était venue de rendre à l'alliance franco-turque le caractère qu'elle avait eu sous François Ier; il pensait que c'était tout le désir de la cour de Versailles, d'après les propositions qui avaient été faites à l'ambassadeur ottoman en 1724 : il travailla donc à décider la Porte à cette alliance, et il y parvint ; mais ce fut en lui révélant le secret de la politique de Louis XIV, en la détournant de faire isolément une diversion en Hongrie, en lui montrant l'alliance offensive et défensive comme l'unique moyen de la garantir d'un abandon semblable à celui qu'elle avait éprouvé à l'époque de la paix de Ryswyck. Alors il envoya à la cour de Versailles, un projet d'alliance par lequel la France se serait engagée à ne pas faire de paix séparée et à ne diriger ses opérations que de concert avec la cour ottomane. Fleury s'offensa d'une négociation qu'il n'avait pas ordonnée, où la France se voyait imposer sa marche politique et ses opérations militaires : il rejeta l'alliance, et continua néanmoins de demander une diversion des Turcs en Hongrie. Alors l'empereur Charles VI, ayant eu vent des intrigues de Bonneval, vit sa ruine assurée dans l'alliance armée de la Porte et de la France; il s'empressa de détourner le coup en faisant à Fleury des ouvertures de paix très-avantageuses. Le cardinal, avant de les écouter, essaya de faire revenir la Porte sur ses exigences; mais celle-ci tint ferme : alors la France accéda aux propositions de Charles VI, et le traité de Vienne fut conclu (1735).

§ III. — *Guerre avec la Russie et l'Autriche. — Rôle de la France. — Traité de Belgrade.*

Ce traité glorieux, mais impolitique, était à peine signé, que la Russie commença les hostilités contre la Porte, qui était alors

embarrassée de la guerre de Perse et affaiblie par les succès de Nadir-Schah. Les Tartares de Crimée, appelés en Asie, s'étaient dirigés vers le Caucase en traversant le territoire moscovite. Cette violation des frontières fut le prétexte mis en avant par les Russes pour rompre le traité de 1720. Le divan se tourna aussitôt vers la France et demanda son intervention. Villeneuve, voyant éclater la guerre qu'il avait fomentée, n'osa entamer sans pouvoirs une négociation pacifique ; il ignorait si, malgré le traité de Vienne, les intentions de sa cour ne seraient pas de recommencer la lutte. Il demanda des ordres à Versailles, et le grand vizir écrivit lui-même à Fleury. Alors l'ambassadeur d'Autriche offrit à la Porte sa médiation, et il se fit appuyer par les ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande. Bonneval avertit les ministres ottomans que « l'empereur n'avait dessein que de les amuser jusqu'à ce qu'il eût rétabli ses armées, qui revenaient délabrées d'Italie. » Fleury écrivit au grand vizir dans le même sens, lui disant que « cette guerre entraînerait infailliblement l'empereur à y entrer, pour satisfaire aux engagements de son alliance avec la czarine. » Les intrigues de quelques Grecs vendus à la Russie l'emportèrent sur ces conseils, et la médiation de l'Autriche fut acceptée. Mais, pendant que le médiateur amusait les Turcs par des conférences sans résultat, une armée autrichienne s'avança dans la Hongrie. Le divan, voyant enfin la trahison que cachait la médiation de l'Autriche, demanda quelle serait la destination de cette armée, dans le cas où les Russes refuseraient de traiter. « Si la paix ne peut se faire, lui répondit-on, l'empereur prêtera son appui à la Russie. »

Cependant Villeneuve reçut ses instructions. Fleury avait consulté le ministère anglais, en lui montrant l'intérêt qu'avait la Grande-Bretagne à arrêter les usurpations des Russes. Mais le cabinet de Londres, ne consultant que sa haine contre la France et trahissant, pour la satisfaire, les intérêts de l'Europe, lui fit entendre qu'une diversion de la cour de Versailles en faveur des

Turcs amènerait une coalition où l'Angleterre serait forcée de prendre parti pour l'Autriche. Alors le cardinal ordonna à Villeneuve d'employer tous ses soins à procurer la paix aux Turcs; d'empêcher, autant qu'il lui serait possible, que les Russes n'obtinssent la navigation de la mer Noire; enfin, de déclarer nettement au divan que la France ne ferait aucune diversion en sa faveur. « Vous ne pouvez trop représenter à la Porte, lui écrivait-il, quoique avec des ménagements proportionnés à sa délicatesse, le danger qu'il y aurait pour elle à continuer la guerre, et lui faire envisager que, si elle durait, il serait difficile que la plupart des princes chrétiens ne prissent la querelle de l'empereur (17 octobre 1737). » Aussitôt Villeneuve envoya le baron de Tott au grand vizir, dans son camp de Bender, pour lui représenter « les suites funestes que pourrait avoir la guerre, » et lui persuader « que, dans la conjoncture présente, les Turcs étant certains que la maison d'Autriche se déclarerait pour la Russie et que la France n'armerait point contre les Allemands, l'intérêt de la Porte était de faire la paix; que les Russes, insistant pour garder Azof, dont le général de Lascy s'était emparé, il était possible de leur abandonner cette place, sans leur laisser pour cela l'entrée de la mer Noire, en fortifiant Kouban, situé sur le bord du détroit de Zabach; qu'alors les Turcs ne craindraient ni les incursions des vaisseaux de guerre russes, ni la concurrence de leurs commerçants. » Le grand vizir se plaignit d'abord au baron de Tott de ce que la France, qui, trois ans auparavant, voulait armer les Turcs contre la maison d'Autriche, les exhortait dans le moment présent à faire une paix désavantageuse. Le négociateur répondit : « Nous vous exhortions à la guerre lorsque les Russes avaient une armée en Pologne pour soutenir l'élection du roi Auguste, lorsque l'empereur, qui vous menace aujourd'hui, était attaqué à la fois par la France, par l'Espagne et par la Sardaigne. Vous pouviez pour lors espérer des succès, et vos efforts contre la maison d'Autriche pouvaient nous être aussi utiles qu'à vous. Aujourd'hui, le

roi Auguste est tranquille sur le trône de Pologne; la paix est constante entre l'Autriche et les puissances confédérées; le roi de France ne veut ni ne doit faire supporter à ses sujets le poids d'une guerre inutile; il ne vous doit, à vous, que de bons offices, et il vous les rendra toujours. Nous vous conseillions la guerre, il y a trois ans, pour les intérêts communs de notre empire et du vôtre. Aujourd'hui, nous vous conseillons la paix uniquement pour votre avantage. »

Ces conseils, que Villeneuve répétait au sultan à Constantinople, étaient sincères; car les Russes, déjà maîtres d'Azof, venaient de s'emparer encore d'Oczakof et de Kilburn, et Münich, qui les commandait, songeait à soulever les Grecs : « Tous les chrétiens de l'empire ottoman, écrivait-il à Saint-Pétersbourg, regardent la czarine comme leur souveraine légitime ; il faut profiter de leur enthousiasme et de leurs espérances et marcher à Constantinople. » En même temps, Charles VI, levant le masque, faisait envahir la Bosnie, la Servie et la Valachie. Mais les Impériaux furent punis de leur perfidie par de cruelles défaites. Battus à Banyalouka et à Vallievo, ils furent chassés de Nissa, de Craïowa, de Semendria, de Mahadia, d'Orsova, et se retirèrent en désordre des provinces qu'ils avaient envahies. L'empereur se trouva réduit à demander la paix, en promettant d'y faire adhérer les Russes, qui venaient de subir aussi plusieurs échecs, malgré l'habileté de Münich. Les Turcs rejetèrent cette demande, quoiqu'elle fût appuyée par l'Angleterre et par la Hollande, et ils déclarèrent qu'ils ne recevraient de propositions de paix que de la part de la France. Celle-ci offrit aussitôt sa médiation, en proposant de placer le traité sous sa garantie. La Porte accepta avec empressement, et Villeneuve, après avoir reçu les plus grands honneurs à Constantinople, s'en alla avec une escorte magnifique joindre le vizir, qui assiégeait Belgrade. Sa marche fut retardée par une foule innombrable, accourue à sa rencontre pour l'accabler de bénédictions et lui demander une paix glorieuse, « témoignages d'une reconnais-

sance anticipée, dit un historien ottoman, qui prouvent la confiance que le peuple turc accorde à la nation française. »

Les Impériaux venaient d'éprouver une déroute complète près de Kroska, et la garnison de Belgrade était réduite aux extrémités, quand Villeneuve arriva dans le camp du grand vizir. Les négociations commencèrent sur-le-champ, et elles furent conduites avec une grande habileté par le médiateur, qui, d'après les instructions de sa cour, parvint à faire signer une paix séparée à l'Autriche et à la Russie, sous la garantie de la France (septembre 1739).

L'empereur rendit à la Porte la province de Servie, Belgrade, la forteresse de Czabacz, moins l'artillerie et les munitions de guerre, toute la Valachie autrichienne, l'île et la forteresse d'Orsova. Le Danube et la Save devinrent la limite des deux États. La trêve devait durer vingt-sept ans.

Par le traité de paix perpétuelle conclu avec la Russie, il fut stipulé que la forteresse d'Azof serait démolie, et que son territoire désert servirait de limite entre les deux empires. Il fut permis aux Russes de bâtir une nouvelle forteresse sur les bords du Don, près d'Azof, et aux Turcs d'en construire une près de Kouban. Le commerce fut déclaré libre de part et d'autre, mais à condition que les Russes n'emploieraient sur la mer Noire que des vaisseaux turcs (1).

(1) Une des clauses du traité de Belgrade mérite d'être citée, parce qu'elle a été invoquée de nos jours par les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne contre les réfugiés hongrois. Elle est ainsi conçue dans le traité autrichien : « Art. 18. On ne donnera plus désormais asile et retraite aux méchants, aux sujets rebelles et mécontents ; mais chacune des parties contractantes sera obligée de punir ces sortes de gens, ainsi que tous les voleurs et brigands, quand même ils seraient sujets de l'autre partie. On ne souffrira plus les hayduques (espèce de brigands, qui, n'étant à la solde de personne, vivaient de rapine) ; on les éloignera des confins, et on les transférera dans des lieux plus reculés. — Art. 19. Les lieux que la Porte assignera aux Hongrois qui, pendant la guerre, ont cherché asile chez elle, seront éloignés des provinces limitrophes. Il sera permis à leurs femmes de les aller rejoindre et d'aller demeurer avec

La paix de Belgrade replaça la Porte Ottomane au rang dont la paix de Carlowitz l'avait fait déchoir. Elle fut due entièrement à la politique habile et zélée de la France, qui vengea dignement, par sa glorieuse médiation, l'abandon forcé où elle avait laissé son alliée pendant la guerre. « Ce traité, dit M. de Hammer, qui établit un nouveau règlement de frontières avantageux à la Porte, et qui fut conclu sous la médiation et la garantie de la France, est, sous ce double point de vue, l'un des actes les plus saillants que mentionnent les annales diplomatiques ottomanes et françaises. L'influence de la France sur les affaires ottomanes ne fut jamais aussi décisive ni avant ni après, et la mission de M. de Villeneuve est assurément la plus mémorable que signale l'histoire des relations diplomatiques de la France avec la Turquie. Villeneuve, revêtu du titre éclatant d'ambassadeur extraordinaire, était à la fois l'âme, le conseil et le guide de toutes les négociations entamées à cette époque auprès de la Porte par les divers cabinets européens. »

eux. » Le traité russe contient un article analogue : « Ceux qui, pour quelque délit, désobéissance ou trahison, se réfugieront dans l'un des deux empires, seront rendus ou chassés, excepté ceux qui, dans l'empire de Russie, se seront faits chrétiens, ou qui, dans l'empire ottoman, se seront faits mahométans. »

CHAPITRE III

DEPUIS LA PAIX DE BELGRADE JUSQU'A LA PAIX DE KAINARDJI (1740-1774)

§ I. — *Traité avec la Suède.* — *Capitulations de* 1740.

Le premier usage que fit la France de son crédit fut d'éclairer le divan sur le système politique qu'il devait suivre, en lui montrant l'existence de la Suède et de la Pologne comme intimement liée à la sienne. Aussi, ne pouvant, dans les conjonctures actuelles, l'unir à la Pologne, devenue vassale de la Russie, elle lui fit signer avec la Suède, d'abord un traité d'amitié et de commerce, puis un traité d'alliance offensive et défensive, en vertu duquel les deux États se prêtaient un appui mutuel en cas d'agression de la Russie. Cette alliance est réellement la première de ce genre qui ait été signée entre la Porte et une puissance chrétienne; comme elle était contraire aux usages des Ottomans, elle témoigne du changement qui s'était opéré dans leur situation européenne et du sentiment qu'ils commençaient à prendre de leurs dangers. L'ambassadeur russe s'efforça de rompre ce traité en corrompant l'ambassadeur français et les ministres ottomans; mais les présents de la czarine ne changèrent rien à la politique de Villeneuve, qui prémunit contre les offres de la Russie le reis-effendi et l'interprète de la Porte; et le traité fut maintenu (1740).

Villeneuve profita du crédit tout-puissant dont il jouissait auprès du divan pour demander le renouvellement des capitulations. Le sultan Mahmoud s'empressa de le satisfaire en apportant au hatti-chérif de 1673 toutes les modifications exigées par la France,

et les capitulations du 30 mai 1740 devinrent un traité formel d'amitié et de commerce en quatre-vingt-cinq articles, qui n'a été renouvelé qu'une seule fois, en 1802, et qui régit encore aujourd'hui les relations de la France avec l'empire ottoman.

« Dans ce traité, le sultan, après avoir renouvelé les précédentes capitulations, rappelle que les ambassadeurs et consuls de France doivent avoir le pas et la préséance sur les ambassadeurs et consuls d'Espagne et des autres rois. Les nouveaux priviléges concernent en premier lieu la position et la juridiction des consuls français; ils exemptent les négociants et marchands français du droit de courtage, dit de mézeterie; ils étendent à toutes les marchandises indistinctement le droit de douane de trois pour cent, dont le bénéfice n'était accordé précédemment qu'à six articles seulement, tant à l'importation qu'à l'exportation : les cotons en laine ou filés, les maroquins, cires, cuirs et soieries. Enfin, les Français et les protégés de la France pourront aller et venir librement dans les États du sultan sans être tenus de payer le kharadj, et il leur sera permis de faire usage de vêtements orientaux (1). »

Un ambassadeur extraordinaire, Mohammed-Saïd, vint présenter ces capitulations à Louis XV, avec les remercîments de Mahmoud et de riches présents. Il fut reçu avec de grands honneurs, et revint à Constantinople avec deux bâtiments de guerre et un petit corps de canonniers français qui fut placé sous les ordres de Bonneval, et avec lequel on essaya de régénérer l'artillerie ottomane.

La France continua à éclairer la Porte sur ses intérêts, ses dangers, ses alliances, et à lui tracer la voie politique où elle pourrait non-seulement trouver son salut, mais refaire sa puissance. Cette voie était celle où Louis XV ordonnait à ses ambassadeurs de se maintenir, et il l'indiquait dans sa correspondance secrète en ces mots : « Il faut unir par une alliance perpétuelle la

(1) C. Famin, p. 277.

Turquie, la Pologne, la Suède et la Prusse, sous la médiation de la France, contre l'Autriche et la Russie. » Mais, depuis que ses armes avaient repris quelque éclat, depuis qu'elle s'était lavée de ses plus grandes humiliations par le traité de Belgrade, depuis surtout qu'elle voyait tous les États chrétiens solliciter son amitié, faire estime de sa puissance, s'intéresser à sa grandeur, la Porte avait repris tout son orgueil ignorant et apathique. Elle ne voyait pas qu'on se passionnait autour d'elle, non parce qu'elle était à craindre, mais parce qu'elle était devenue un contre-poids trop faible pour l'équilibre du continent, depuis que l'apparition des Russes sur la scène européenne avait changé les conditions de cet équilibre ; et, sourde à la voix de son alliée, se défiant de ses conseils, rejetant de plus en plus son influence, elle s'endormit dans une insouciance superbe en se croyant encore l'arbitre de l'Europe.

§ III. — *Guerre de la succession d'Autriche. — Neutralité de la Turquie. — Ambassades françaises de Castellane et de Desalleurs.*

Le traité de Belgrade était à peine signé, qu'il se présenta une occasion décisive pour la Porte de reprendre son ancienne position : les États de la maison d'Autriche étant tombés aux mains d'une femme, Marie-Thérèse, la France, d'accord avec la plupart des princes d'Allemagne, résolut de faire la guerre pour ruiner ou démembrer cette maison, et elle sollicita la Turquie d'envahir la Hongrie, en lui promettant ce royaume pour sa part de dépouilles (1741). Le sultan Mahmoud répondit à cette demande par un refus formel ; il publia même un manifeste pour exciter à la paix les puissances belligérantes ; et, se souvenant qu'une médiation avait abaissé la Turquie à Carlowitz, qu'une médiation l'avait relevée à Belgrade, il offrit à son tour sa médiation. La diplomatie européenne sourit de cette proposition si étrange dans la bouche du successeur de Mahomet II, et elle n'y répondit que par de vagues

remercîments. Le sultan s'en trouva très-offensé et en garda un vif ressentiment contre la France.

Villeneuve avait quitté l'ambassade de Constantinople, et le marquis de Castellane lui avait succédé ; « mais les talents du nouvel ambassadeur, dit une correspondance du temps, n'étaient pas tournés du côté de l'intrigue et des affaires ; » et le ministère français dut mettre à profit ceux du pacha Bonneval, à qui l'on donna une pension, avec la promesse de sa rentrée en France. Le renégat déploya toute son activité, usa de toute son influence pour décider la Porte à la guerre ; mais il échoua : le sultan était encore irrité du refus de sa médiation, et les ministres gardaient souvenir des révélations que Bonneval leur avait faites sur la politique française à l'époque de la guerre de la succession de Pologne. « Je savais, écrivit Castellane au ministre d'Argenson, que le reis-effendi avait puisé de M. de Bonneval le préjugé qui a toujours été un obstacle à nos vues : je veux dire cette prévention que la France ne veut engager les Turcs dans la guerre que pour s'en débarrasser elle-même et les sacrifier en pleine paix. C'est en 1734, temps auquel le reis-effendi et le comte de Bonneval entrèrent dans nos affaires de Pologne, que les plus malignes inductions du procédé de la France, au traité de Ryswyck, furent mises dans tout leur jour, et qu'on fit échouer les négociations du marquis de Villeneuve en exigeant que la France prît des engagements par écrit avec la Porte, pour la continuation de la guerre. C'est à cette école que les Turcs ont appris à se méfier de nous, et que le reis-effendi lui-même a puisé ces principes, dont il s'est très-ouvertement expliqué, même en cette occasion. »

Cependant l'Angleterre étant venue en aide à Marie-Thérèse, et la France, abandonnée de ses alliés d'Allemagne, ayant seule à supporter le faix de la guerre, de nouvelles sollicitations furent faites au divan par le cabinet de Versailles : « Il nous faut une diversion en Hongrie, écrivait d'Argenson à Bonneval ; faites tout pour l'obtenir... Si nous sommes forcés de souscrire une paix qui

laisse à l'Autriche ses anciens États avec beaucoup de troupes aguerries, ce sera pour la ruine des Turcs. Leur intérêt exige donc qu'ils arment dans l'occurrence présente, pour concourir par eux-mêmes à la diminution de cette puissance ; ce danger de l'avenir est une raison qui ne leur permet pas de balancer. » Mais Bonneval trouva le sultan et ses ministres inébranlables. « Ils sont tout à fait fixés, répondit-il à d'Argenson, à ne point donner d'inquiétude à la reine de Hongrie, et à ne s'écarter en rien des derniers traités, et ce d'autant mieux, disent-ils, que les affaires ont pris, en chrétienté, un train avantageux pour l'empire ottoman. »

La France éprouva des revers et les Autrichiens pénétrèrent en Provence. Alors la Porte s'émut des dangers et des représentations de son alliée : elle déclara qu'elle verrait avec chagrin la couronne impériale entrer dans une nouvelle maison d'Autriche ; elle excita la cour de Versailles à persister dans son système politique ; elle écouta même les propositions de Bonneval pour une alliance offensive et défensive entre la France, la Prusse et la Turquie. Aussitôt Castellane demanda des instructions à Versailles, et il présenta au divan un projet qui portait pour stipulations principales (1747) : 1° les puissances alliées s'engageront à ne pas poser les armes jusqu'à ce que l'époux de Marie-Thérèse ait renoncé à la couronne impériale ; 2° la Porte conservera ses conquêtes en Hongrie ; 3° les ministres de la Porte assisteront au congrès qui aura lieu pour le rétablissement de la paix générale, etc. Trois grandes conférences furent consacrées par les ministres ottomans à la discussion de ce projet ; l'ambassadeur leur montra la perte de la maison d'Autriche comme certaine, quand ses États seraient enveloppés par les armées des trois puissances ; il leur rappela que, dans la première année de la guerre, lorsque les Français étaient à quelques lieues de Vienne et les Prussiens maîtres de la Silésie, si les Turcs étaient entrés dans la Hongrie, Marie-Thérèse aurait été forcée de signer sa propre ruine. Le divan parut s'ébranler, quoique ses membres les plus influents fussent persuadés que la France ne

voulait que se débarrasser de cette guerre pour en rejeter l'effort sur les Turcs. Mais alors arrivèrent, de la part de Marie-Thérèse, les protestations d'amitié les plus formelles, lesquelles furent appuyées par les menaces de la Russie et l'or de l'Angleterre; en même temps, l'on apprit que le roi de Prusse venait de faire sa paix particulière avec la reine de Hongrie. La négociation avec la France fut rompue, et tous les efforts de Castellane, toutes les intrigues de Bonneval, pour la renouer, furent infructueux. Le divan se trouva si complétement circonvenu par les ennemis de la France, que, sur les instances de l'Angleterre et dans l'espérance de se délivrer ainsi de toute guerre, de tout danger, il signa un traité de paix perpétuelle avec l'Autriche et la Russie (1748). Bonneval, irrité du mauvais succès de ses démarches, mourut le jour même où il recevait une lettre de Versailles qui l'autorisait à rentrer en France.

L'Autriche et l'Angleterre, heureuses de l'aveuglement de la Porte, sollicitèrent l'aide de la Russie pour mettre fin à la guerre : en effet, 30,000 Russes se dirigèrent sur le Rhin. Le comte Desalleurs avait succédé à Castellane. « C'était, dit un rapport du temps, un homme de grand sens, pensif, parlant peu, allant au fait; un air simple et naturel, mais fin et délié. » Il fit des représentations très-vives au sultan pour le déterminer à protester contre la marche de l'armée russe, et il lui présenta jusqu'à sept mémoires pour lui montrer tout le danger de l'intervention des hommes du Nord dans les affaires de l'Europe méridionale. Mais la Porte, satisfaite de voir les Russes diriger leurs armes et leur ambition loin de ses frontières, garda le silence et ne songea qu'à donner de nouveaux témoignages d'amitié aux deux puissances qui étaient secrètement liées pour sa ruine. Desalleurs, pour la tirer de son repos et lui faire voir que ses dangers inquiétaient plus la France que les vicissitudes de sa propre guerre contre l'Autriche, renouvela la proposition d'une quadruple alliance entre la Porte, la France, la Prusse et la Suède, alliance par laquelle les quatre États

s'engageaient à réprimer l'ambition de la Russie et à ne faire jamais de paix séparée avec les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg. Tout cela fut rejeté, et la cour de Versailles n'eut plus qu'à s'occuper de ses propres intérêts, en désarmant ses ennemis par la paix d'Aix-la-Chapelle (1748).

§ III. — *Efforts de la France pour éclairer la Turquie. — Empiétements de la Russie.*

La France, loin de témoigner le moindre ressentiment à la Porte, s'efforça de nouveau de la remettre dans sa voie naturelle, et elle le fit avec une persévérance, une sollicitude, un désintéressement qui font le plus grand honneur à sa diplomatie. « Reprendre à Constantinople le principal crédit, écrivait le ministère à Desalleurs, protéger la Suède, ne pas abandonner la Pologne, arrêter le cours des vastes projets de la Russie, sont les quatre desseins que le roi vous ordonne de ne jamais perdre de vue. » Mais Desalleurs connaissait les obstacles qu'il avait à vaincre. « Les choses ont bien changé, écrivait-il, depuis la paix de Belgrade ; le prétendu refus de la médiation de la Porte par la France, le traité de paix perpétuelle conclu avec les cours de Vienne et de Russie, l'épuisement amené par la guerre de Perse, enfin l'intérêt particulier du Grand Seigneur, ont fait adopter le système pacifique comme l'unique moyen de soutenir le Grand Seigneur sur le trône et de prévenir une révolution générale. »

Cependant, malgré le peu d'attention que le divan prêtait à nos conseils, notre influence en Orient n'avait subi aucune diminution ; on donnait à notre ambassadeur tous les commandements qu'il demandait pour nos marchands et nos missionnaires ; les Fanariotes, qui ambitionnaient les trônes de Valachie et de Moldavie, n'y parvenaient que par le crédit de la France ; nos exportations pour la Turquie, qui, en 1702, n'étaient que de 12,000,000, étaient de 22,000,000 en 1750 ; et tout l'avantage

de ce commerce était pour nous, car nous ne prenions aux Turcs que des matières brutes, matières que nos ouvriers de la Provence, du Languedoc, du Lyonnais, de la Normandie et de la Picardie travaillaient, et que nous leur renvoyions ensuite tout ouvrées. Toulon tirait presque tous ses bois de construction de l'Albanie; les bûcherons souliotes et zagoriotes de Larta s'enrichissaient au service de nos constructeurs, ne juraient que par la France et n'obéissaient qu'à ses agents. Le plus célèbre des consuls de Janina, Boulle, qui avait conçu des plans gigantesques pour étendre l'influence de la France dans ces contrées, soulagea Paris, tourmenté par la disette en 1741, en lui envoyant plusieurs vaisseaux chargés des blés de l'Épire.

Pendant que nous jouissions, chez les peuples du Levant, d'une influence et d'une prospérité qui faisaient le désespoir de l'Angleterre, toutes les représentations et les sollicitations de notre diplomatie échouaient devant l'opiniâtre indolence et la folle sécurité du sultan et de ses ministres. Desalleurs leur exposa vainement le dessein qu'avait la Russie d'incorporer la Suède à son empire, les invitant à offrir leur médiation; il obséda vainement le divan pour qu'il conclût, de concert avec la France, un traité d'alliance avec la Prusse; il appuya vainement les efforts d'un agent du roi de Danemark, qui demandait un traité de commerce; il proposa vainement une alliance directe contre la Russie, pour sauver la Pologne, déjà deux fois menacée d'un démembrement. Louis XV écrivit lui-même (1752) secrètement au sultan trois lettres pressantes, où il déclarait qu'il était prêt à défendre la Suède contre la Russie, si la Porte voulait joindre ses efforts aux siens, où il lui dévoilait les desseins des cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg sur la Pologne, où il lui renouvelait la demande d'une alliance offensive et défensive entre la Porte, la France et la Prusse. Le sultan et ses ministres ne firent que des réponses évasives aux propositions du roi, comme à celles de son ambassadeur; ils se regardèrent même comme offensés des observations de Desal-

leurs sur l'état de décadence où était tombée l'armée ottomane, et ils refusèrent son concours pour rétablir leur artillerie, fortifier leurs places et apprendre à leurs soldats les premières notions de la guerre moderne.

« Cependant la Russie se permettait les violations les plus manifestes de ses traités avec la Porte ; elle fondait et fortifiait une nouvelle province sous le nom de Nouvelle-Servie, dans l'étendue du pays qui est entre le Bug et les frontières de l'Ukraine, et qui, aux termes du traité de Belgrade, devait demeurer inculte et inhabitée, et ne présenter qu'un immense désert, servant de barrière entre les deux empires. Par ce nouvel établissement, non-seulement elle coupait, en temps de guerre, la communication entre les Tartares et les Turcs, et se procurait la facilité de former des magasins pour ses armées, mais encore elle usurpait une étendue de terrain considérable sur le domaine de l'empire ottoman. Elle ne bornait pas à toutes ces infractions l'irrégularité de sa conduite envers les Turcs : après s'être engagée solennellement à ne plus se mêler des affaires de Pologne, elle y entretenait un parti puissant et négociait un traité d'alliance avec le roi et la république ; elle protégeait les Kabardiens et les Circassiens, envoyait chez eux des émissaires et des troupes, y établissait des magasins et des casernes, et travaillait à soustraire ces peuples à l'obéissance du khan des Tartares. Ce khan, Arslan-Ghéraï, prince bouillant et guerrier, dévoué à la France et à la Suède, portant aux Russes une haine implacable, souffrait impatiemment leurs attentats et ne cessait d'exciter la Porte à les repousser ; il lui donnait l'éveil sur toutes leurs manœuvres, l'exhortait sans cesse à la fermeté et ne négligeait rien pour lui forcer la main ; il travaillait, de concert avec l'ambassadeur français, à la mettre en relation avec le roi de Prusse, qui n'avait pas encore de ministre à Constantinople ; il obtint d'elle la permission de faire expédier à ce prince un émissaire sans caractère pour jeter le premier germe d'une intelligence entre les deux cours ; il se fit également autoriser à en-

voyer à la diète de Pologne, tenue en 1753, un ministre pour assurer les patriotes polonais de toute la protection de la Porte et de la sienne, et les décider à rejeter l'alliance de la Russie, dans laquelle leur roi voulait les engager; il prit, sans l'agrément ni même la participation de la Porte, le prétexte de vouloir châtier les Circassiens d'un refus d'esclaves qu'ils lui avaient fait, pour avoir occasion de faire passer dans la Circassie et le Kouban un grand nombre de troupes, chercher ensuite querelle aux Russes et fondre sur celles qu'ils avaient introduites dans la Circassie et dans la Kabardie, en pleine paix et contre la foi des traités. Mais les efforts constants de ce prince, pour amener la Porte à une rupture, n'obtinrent d'elle que quelques légères démonstrations; le ministère ottoman persista à préférer une tolérance qui prolongeait les douceurs de la paix à une animadversion qui aurait rallumé le feu de la guerre (1). »

§ IV. — *Nouvelle administration de la Valachie et de la Moldavie. — Les Fanariotes.*

Pendant que la Porte, croyant l'empire à jamais sauvé par le traité de Belgrade, refusait de prêter l'oreille aux avertissements de sa fidèle alliée, la France, de son fidèle vassal, le khan de Crimée, elle prenait, à l'égard des principautés de Valachie et de Moldavie, des mesures qui ont favorisé l'ambition de la Russie, amené des embarras interminables et porté un coup désastreux à la puissance ottomane.

Les voïvodes Brancovano en Valachie, Cantemir en Moldavie, avaient donné l'exemple funeste de l'alliance avec le czar, et leur trahison avait favorisé l'invasion russe et autrichienne. Pour assurer la fidélité des deux provinces, la Porte en ôta l'administration aux boyards indigènes; mais, au lieu d'en faire tout simple-

(1) Peyssonnel, *Situation politique de la France*, t. I, p. 23.

ment deux pachaliks, voulant respecter la religion et les mœurs des habitants, ainsi que les anciens traités qui les unissaient à l'empire, elle résolut de les faire gouverner par des raïas chrétiens, sujets et créatures du sultan. Les Grecs du Fanar, depuis longtemps les plus bas, les plus corrompus des serviteurs de la Porte, sollicitèrent ces dignités, et Maurocordato fut le premier Fanariote qui partit des rives du Bosphore pour aller gouverner la Valachie (1).

Le nouveau prince paya son élévation en augmentant de 500,000 piastres le tribut payé à la Porte ; il voulut réformer l'administration du pays, mais il mécontenta tout le monde : les boyards, par la suppression de leurs droits féodaux ; les paysans, par l'augmentation des taxes ; il fut déposé en 1741. Recovizza, qui lui succéda, augmenta encore le tribut ; il ne garda le pouvoir que trois ans ; « le sultan n'accordait pas un bail plus long aux Fanariotes qui affermaient les principautés ; encore devaient-ils, chaque année, acheter à grands frais la confirmation de leur titre. Les voïvodes furent mis ainsi presque sur le même pied que les pachas dans les autres provinces turques. » Maurocordato, rétabli en Valachie (1744), augmenta encore la capitation pour payer son rétablissement. Au bout de trois ans, il alla régner en Moldavie ; Grégoire Ghika le remplaça (1748). « Ce prince, dit un historien roumain, comme tous ses prédécesseurs et ses successeurs de la même souche, se montra fidèle au système fanariote, et ne regarda la principauté que comme un pays conquis où l'on avait la liberté de s'enrichir et de piller, sans songer aux pauvres habitants et aux droits de l'humanité. » Ces exactions ruinèrent et dépeuplèrent les principautés ; plusieurs milliers de familles émigrèrent, et toute la nation conçut contre les Turcs une haine trop bien justifiée par le mauvais choix des hospodars et par l'augmentation du tribut. La Russie avait demandé, en 1737, que la Valachie et la

(1) Ballony, *Essai sur les Fanariotes*, p. 20.

Moldavie fussent déclarées indépendantes sous sa protection ; ce fut vers la Russie que les Roumains opprimés tournèrent leurs regards et leurs espérances. La Turquie allait bientôt expier cruellement sa politique cupide et barbare, et l'asservissement des principautés à la tyrannie et à la rapacité des Fanariotes devait être pour elle une cause de ruine, aussi bien que l'abandon de la Pologne et de la Suède.

Mahmoud Ier mourut à la fin de 1754, après un règne de vingt-quatre ans. Osman III lui succéda.

§ V. — *Osman III.* — *Changement de politique de la France.* — *Affaire des lieux saints.*

Osman, tiré de la retraite où il végétait à cinquante-neuf ans, apporta sur le trône une incapacité voisine de l'imbécillité. Il n'avait de ses ancêtres que la cruauté et commença par faire périr trois fils d'Achmet III. Le grand vizir Ali-Pacha, accusé d'intelligence avec eux, eut le même sort ; en moins de deux ans, huit ministres se succédèrent dans ce poste dangereux et furent successivement déposés ou exécutés par le faible et capricieux monarque. A la fin, un homme habile, Mohammed-Raghib, reçut le sceau de l'empire et le conserva jusqu'à sa mort.

Osman ne régna que trois ans (1754-1757) ; son règne n'est marqué que par un effroyable incendie qui dévora les deux tiers de Constantinople et fit un grand nombre de victimes. A l'égard de l'Europe, il resta fidèle au système pacifique du sultan Mahmoud. M. de Vergennes, successeur de Desalleurs (1755), ne put rien obtenir du divan. Alors la cour de Versailles, désespérant de tirer la Porte de sa nullité et pressée par les inimitiés de l'Angleterre, fut conduite au grand changement de système politique que signale l'alliance de 1756 entre la France et l'Autriche.

On sait quelle nécessité inspira dans l'origine cette alliance, regardée d'abord comme un chef-d'œuvre, plus tard comme une monstruosité diplomatique. La France, en s'engageant contre

l'Angleterre dans une guerre maritime où il ne s'agissait pas moins pour elle que d'être ou de ne pas être une puissance coloniale, voulait éviter d'avoir ses forces occupées sur le continent par l'Autriche, ainsi qu'il lui était arrivé dans toutes ses luttes avec l'Angleterre. Ce fut donc, sous ce rapport, un coup de maître que l'alliance de Louis XV avec Marie-Thérèse, et d'abord la cour de Londres en fut consternée; mais il y manquait une condition importante, c'était que l'Autriche entrerait dans la politique de la France pour la conservation de l'empire ottoman, politique à laquelle il ne semblait pas difficile de la convertir; car la puissance de la Russie commençait à inquiéter Marie-Thérèse, et le traité de Versailles de 1756 annulait implicitement le traité de Vienne de 1725. En un mot, « l'alliance de l'Autriche ôtait à la France la confiance et l'amitié de la Porte : il suffisait, pour en anéantir le mauvais effet, de garantir l'intégrité du territoire ottoman en Europe (1). » On n'en fit rien, et le traité de 1756 n'eut que des résultats funestes, non-seulement parce que la folle vanité de la maîtresse de Louis XV fit dégénérer cette alliance de précaution contre l'Angleterre en une guerre de destruction contre la Prusse, mais encore parce que la base de l'union de la France avec la Porte, qui était l'abaissement de la maison d'Autriche, après deux cent trente ans d'existence, se trouva ébranlée.

La cour de Londres se servit avec empressement de ce traité pour remontrer à la Porte que la France répudiait son alliance et devenait son ennemie; elle s'efforça de substituer, dans le divan, son influence à l'influence française; elle lui fit signer un traité d'amitié et de commerce avec la Prusse; elle chercha même à l'entraîner dans la guerre contre l'Autriche. La Porte avait résisté précédemment aux sollicitations et aux avertissements de la France, non par défiance, mais par paresse; elle résista de même aux insinuations malveillantes et aux calomnies de l'Angleterre; elle fut

(1) *Politique des cabinets de l'Europe*, t. III, p. 160.

mécontente et inquiète du traité de Versailles ; mais elle était trop habituée à regarder la France comme sa véritable amie pour croire à la rupture de l'alliance. Cependant notre influence en Orient se ressentit du mécontentement causé à la Turquie par le traité de Versailles : la Russie profita des dispositions du divan pour exciter sourdement de scandaleuses querelles relativement à la garde des lieux saints, querelles par lesquelles elle s'efforça de dépouiller la France de son protectorat sur les chrétiens d'Orient. Cette affaire des lieux saints ayant eu de longues et graves conséquences jusqu'à nos jours, puisqu'elle a été l'origine de la guerre de 1854, nous allons résumer en peu de mots l'histoire des droits de la France sur les lieux saints.

La possession des lieux saints, disputée entre les Latins, les Grecs et les Arméniens, n'implique pas le droit de propriété, mais seulement celui d'usufruit. La loi musulmane s'oppose à ce que les infidèles possèdent dans le pays des fidèles ; elle ne leur permet pas de construire de nouvelles églises, alors même qu'il serait convenu que ces églises doivent être considérées comme des propriétés publiques, et appartenir, par conséquent, au souverain territorial ; mais elle leur accorde l'autorisation d'entretenir les anciennes églises, c'est-à-dire de les réparer et de relever les parties tombées, sans pouvoir toutefois y ajouter de nouvelles constructions. Dans les usages de l'Orient et surtout de la terre sainte, la possession exclusive d'une église, d'un sanctuaire, d'un autel, quel qu'il soit, par une communion chrétienne, n'exclut pas les autres communions de la faculté d'y célébrer ; mais les possesseurs ont seuls le droit d'en garder les clefs, de réparer ces édifices et de les entretenir à leurs frais, d'y allumer des lampes, d'y étendre des tapis, enfin de les balayer, car c'est là, aux yeux des musulmans, le signe principal du droit de possession. Il ne faut pas s'en étonner ; l'enceinte sacrée dans laquelle se trouve placé le tombeau de Mahomet, à Médine, est balayée tous les jours par quarante *ferrasch* (balayeurs) ; c'est une charge très-considérée chez les

mulsulmans, et que le sultan confère à ses favoris et aux principaux personnages de sa cour. Malgré les prétentions jalouses des Grecs et des Arméniens, c'est aux religieux catholiques, protégés par la France, qu'a toujours appartenu légalement la garde du saint sépulcre et des lieux saints. Il suffit, pour le prouver, de citer les firmans de la Porte. Voici une sentence rendue en 1564, sur la demande de l'ambassadeur français : « Les clefs des portes dudit endroit (la grotte où est né Jésus-Christ) sont dans les mains des Francs, et passent successivement de l'un à l'autre de ceux d'entre eux qui arrivent à Jérusalem, et ce, tant avant que depuis la prise de cette ville par le sultan Sélim Ier, jusqu'à la présente date, sans avoir passé par d'autres mains que les leurs. Ce sont eux qui ouvrent à ceux des musulmans et des chrétiens qui demeurent ou qui viennent à Jérusalem, et qui désirent visiter ce lieu. On n'a point connaissance qu'ils aient cessé de posséder lesdites clefs, ni que personne les leur ait contestées et les en ait dépossédés ; ils en sont en possession constante et non interrompue depuis les temps les plus reculés jusqu'au jour de la date du présent acte. En conséquence, le juge susdit a confirmé la possession des clefs dudit endroit entre les mains de la nation franque. »

Un firman d'Osman II (1620) s'exprime ainsi : « Les religieux francs, anciens possesseurs exclusifs de la grande église de Bethléem et de l'église du tombeau de la Vierge, ont, de leur plein gré, accordé à chacune des autres communions chrétiennes, des sanctuaires dans l'église supérieure ; mais la partie inférieure, l'endroit où est né Jésus-Christ (que sur lui soit le salut !), est le sanctuaire des religieux francs ; aucune autre nation n'y a aucun droit, et il est défendu à chacune d'elles d'usurper désormais ledit lieu... Nous ordonnons qu'on ne permette à aucun individu, Arménien ou autre, de dire la messe dans l'endroit où est né Jésus-Christ, endroit situé au-dessous de l'église de Bethléem, pas plus que dans la coupole que l'on appelle le tombeau de Jésus-Christ, ni dans l'intérieur du tombeau de la sainte Vierge, ni enfin

dans les sanctuaires qui, depuis un temps ancien, appartiennent aux religieux francs. »

Le firman de 1633 est encore plus explicite : « ... Aujourd'hui, les religieux francs viennent de produire les titres qu'ils ont entre les mains ; nous les avons examinés, et avons reconnu que c'étaient des papiers anciens et authentiques ; ils prouvent que tous les lieux ci-dessus mentionnés, ainsi que la possession des trois portes de la grotte de Bethléem, et les clefs de ces portes, appartiennent exclusivement aux religieux francs, depuis la conquête de Jérusalem par le khalife Omar, et qu'à l'époque où Sélim Ier s'empara de ces saints lieux, ce grand nombre d'endroits est resté, comme auparavant, entre les mains des mêmes religieux francs. Nous ordonnons que les Francs aient, comme anciennement, la possession et la jouissance de la grotte située à Bethléem, et connue sous le nom de Crèche de Jésus-Christ, dont les Grecs se sont emparés, ainsi qu'il a été dit, au détriment des religieux francs, par fraude et en produisant de faux titres ; qu'ils aient la possession et la jouissance des clefs des trois portes sud, nord et ouest de ladite grotte, et des deux petits jardins qui en dépendent ; qu'ils aient encore, et de la même manière qu'ils l'ont eue de tout temps, la jouissance et possession de la *pierre de l'onction*, située dans l'église du Saint-Sépulcre, les voûtes du Calvaire, les sept arceaux situés au-dessous de Sainte-Marie, les deux coupoles, grande et petite, qui recouvrent le tombeau de Jésus-Christ ; qu'ils aient, en outre, la jouissance et possession, soit à Jérusalem, du tombeau de sainte Marie ou couvent appelé Deir-al-Amoud, avec ses attenances et dépendances, soit dans le village de Nazareth, des églises et monastères, en un mot de tous les lieux dont, jusqu'à présent, ils ont eu la possession non contestée ; que désormais ni les Grecs, ni les Arméniens, ni aucune autre nation chrétienne ne les troublent et inquiètent, ou soient cause qu'ils soient troublés et inquiétés... ; que toujours, dans lesdits lieux, et principalement sur le Calvaire, les religieux francs

exercent leur culte à leur gré et comme par le passé; qu'ils y mettent, comme auparavant, des cierges et des flambeaux, sans que personne les en empêche; que, dans l'exercice de leur culte, le préfet des religieux francs ait, comme par le passé, le pas sur tous les religieux des autres nations, pourvu qu'ils payent le tribut voulu par l'ancien usage (environ 20,000 francs). »

Malgré la teneur de ce firman, un an après, ainsi que nous l'avons dit ailleurs (1), la garde du saint sépulcre était enlevée par les Grecs aux Latins, et tous les efforts que fit la France pour faire cesser cette usurpation échouèrent pendant quarante ans. Enfin, les capitulations de 1673 réparèrent ce dommage, et un article reconnut à la France le droit formel et exclusif de protection sur les lieux saints. Alors les Grecs et autres ennemis de la France eurent recours à des moyens secrets peu compatibles avec l'honneur et la foi des nations chrétiennes. Les agents de la Porte, les gouverneurs de Damas et de Jérusalem, gens avides et corrompus, avaient intérêt à entretenir une mésintelligence qui les enrichissait aux dépens des Grecs et des Latins, et, quand les ambassadeurs de France, d'Autriche et de Venise, émus par les plaintes des catholiques, portaient leurs réclamations au divan, ils tombaient entre les mains d'interprètes, Grecs pour la plupart, intéressés à présenter l'affaire sous le jour le plus favorable à leurs coreligionnaires. En 1676, un bérat du sultan Mahomet accorda aux Grecs les clefs, les tapis et les lampes des sanctuaires de Jérusalem, à la condition de payer, chaque année, une rente de mille piastres pour l'entretien de la mosquée du sultan Achmet; car c'était encore là un moyen de séduction employé par les Grecs. Après avoir persécuté les Latins comme les espions de la France et les fauteurs d'une nouvelle croisade, ils offraient aux fidèles raïas de la Porte, et payant exactement le kharadj, d'ajouter à leurs redevances une subvention au profit de telle ou telle mosquée.

(1) Voir, tome I, page 325.

Toutefois, cette spoliation n'avait qu'un caractère transitoire. Les ambassadeurs de France, Guilleragues, Girardin et Châteauneuf, poursuivirent successivement cette négociation d'un si grand prix pour nos souverains et malheureusement interrompue par les agitations politiques, les guerres extérieures, les révolutions du sérail et la mort de deux des négociateurs, Guilleragues et Girardin. Le 20 avril 1690, sous le règne de Soliman II, un jugement rendu par le divan remit les religieux francs en possession de tout ce qui leur avait été pris depuis 1635 (1). Enfin, sous l'administration du grand vizir Ibrahim-Pacha, le marquis de Bonac, notre ambassadeur à Constantinople, obtint le renouvellement des firmans qui accordaient à la France la protection du saint sépulcre, tandis que, par le traité de 1718, ainsi que nous l'avons vu plus haut, Pierre le Grand stipulait seulement que les Russes auraient le droit de faire des pèlerinages en Palestine, sans y être ni rançonnés ni molestés.

Les capitulations de 1740 ayant confirmé solennellement les droits de la France, toute intrigue des Grecs fut interrompue, et la paix sembla sérieusement établie; mais, en 1757, les choses changèrent de face. « Des pèlerins grecs, dit M. de Marcellus dans ses *Souvenirs d'Orient*, ayant pillé le couvent catholique de Jaffa, cette escarmouche annonça une attaque générale. En effet, peu de jours après, à Jérusalem, les schismatiques assaillirent les religieux et les catholiques enfermés dans l'église du Saint-Sépulcre, brisèrent leurs lampes, dispersèrent leurs ornements ; puis, armés de procès-verbaux achetés à grands frais, ils se déclarèrent insultés eux-mêmes et se plaignirent au divan de la prétendue irruption des Latins. Enfin, trouvant le grand vizir favorable à leurs vœux, ils levèrent le masque et présentèrent une requête tendante à déposséder entièrement les prêtres francs des saints lieux. La Porte eut l'air de prêter une attention sérieuse à

(1) C. Famin, p. 228.

cette demande, comme aux instances contradictoires de l'ambassadeur de France (lesquelles furent appuyées par celles de toutes les puissances catholiques), et, après des conférences et des examens sans résultat, le grand vizir fit paraître un hatti-chérif qui porta la première et la plus vive atteinte à nos priviléges. Cette ordonnance chassait les Latins de l'église de la Vierge, de la grande église de Bethléem, et mettait sous la garde et la protection spéciales des Grecs le saint sépulcre et plusieurs autres sanctuaires. Les protestations des ambassadeurs français contre cette spoliation, fréquemment renouvelées dans la suite, furent toujours sans succès. Chaque année, depuis cette époque, on a vu la France perdre quelques-unes de ces saintes prérogatives ; et des firmans, arrachés de temps en temps à l'impartialité de quelques sultans, en conférant aux Latins de moindres priviléges, n'ont pu contrebalancer le crédit de leurs opiniâtres adversaires. »

§ VI. — *Moustapha III.* — *Intervention de la Russie en Pologne; ses intrigues dans les provinces grecques de la Turquie.*

Pendant la querelle des Latins et des Grecs au sujet des lieux saints, Osman III mourut le 29 octobre 1757. Il eut pour successeur son neveu Moustapha III.

Le nouveau sultan manifesta, dès son avénement, l'intention de changer complétement la politique de la Porte et de prendre une part active aux affaires de l'Europe. Le jour où il se rendit à la mosquée d'Eyoub, pour ceindre le cimeterre d'Osman, il s'arrêta devant la caserne des janissaires, et, lorsque, suivant l'usage, il reçut des mains de l'aga la coupe de *cherbet :* « Camarades, s'écria-t-il, j'espère, au printemps prochain, le boire avec vous sous les murs de Bender. »

La France se réjouit de ces dispositions de Moustapha et ne négligea aucune occasion de lui témoigner que, malgré l'atteinte récemment portée à ses priviléges religieux, rien n'était changé

dans ses rapports avec la Turquie. Ainsi des esclaves chrétiens s'étaient emparés par surprise du vaisseau amiral de la flotte turque et l'avaient conduit à Malte (1760). Le sultan, furieux d'un tel affront, demanda à l'ambassadeur de France la restitution du navire, qu'il appelait son « trône de la mer; » il en écrivit même à Louis XV, en lui disant que, s'il ne lui accordait satisfaction, il devrait regarder son amitié « comme de la peinture sur l'eau. » La cour de Versailles essaya d'abord de lui faire entendre que la France n'avait rien à démêler dans cette affaire, et qu'elle ne pouvait s'en occuper que par amitié pour la Porte; puis, étant habituée à traiter les Turcs comme des enfants à qui l'on pardonne leurs mutineries, au lieu de s'irriter de leurs prétentions, de leur insolence, elle acheta le vaisseau aux chevaliers de Malte, et le renvoya en grande pompe à Constantinople, où le peuple le reçut avec des transports de joie. La Porte ne témoigna nulle reconnaissance pour cet acte de bienveillance et refusa même d'envoyer une ambassade à Louis XV pour le remercier de sa générosité. « La gratitude, écrivait Vergennes, ne fut jamais la vertu de cette nation; son orgueil, qui la porte à croire que tout lui est dû, lui laisse peu la liberté de sentir le prix de la complaisance, de l'attention et de l'amitié qu'on lui marque. »

La mort d'Auguste III, roi de Pologne, le meurtre de Pierre III, empereur de Russie, et l'avénement de l'ambitieuse Catherine (1762), obligèrent enfin la Porte Ottomane à sortir de son inaction et à resserrer son alliance avec la cour de Versailles.

La Russie, depuis un demi-siècle, avait profité de tous les événements, de toutes les fautes, de toutes les guerres de l'Europe, pour renverser le triple obstacle qui l'empêchait d'être complétement européenne, la Turquie, la Suède et la Pologne. Nous avons vu quels efforts elle avait déjà faits contre la Turquie, quels succès elle avait déjà obtenus; mais ce n'était pas l'œuvre d'un jour que la conquête de l'empire des Osmanlis, et l'on ne pouvait s'y préparer que par la destruction de la Pologne et de la Suède. La

Suède n'avait échappé à une ruine complète que par le traité de Nystadt ; c'était maintenant au tour de la Pologne. Déjà la Russie avait préludé à l'asservissement de ce pays en lui donnant deux rois dont elle avait fait ses vassaux ; pour l'achever, elle le força d'élire un seigneur d'obscure noblesse, ancien amant de Catherine II, qui ne pouvait se soutenir que par les baïonnettes russes; elle lui imposa un code de lois destiné à perpétuer l'anarchie qui le dévorait ; enfin, elle fit envahir par une armée le royaume insurgé contre tant d'outrages. « Les puissances du Nord, disait M. de Choiseul, paraissent attachées au char de Catherine : la Suède, par le succès des cabales fomentées dans l'intérieur de son gouvernement ; la cour de Berlin, par l'espoir de séparer l'Autriche de la Russie ; enfin, la cour de Londres, par opposition à la France. » Quant aux puissances du Midi, l'Autriche se disait neutre à cause du traité de 1756 ; mais la Russie était sûre de la retrouver pour alliée quand elle lui offrirait une part des dépouilles ; la France était épuisée par les désastres de la guerre de Sept ans ; enfin, la Turquie ne comptait plus que comme une proie qui devait subir le sort de la Pologne. Cependant les Polonais demandèrent des secours à toute l'Europe, principalement à la Turquie et à la France, qui toutes deux avaient protesté contre l'élection de Stanislas Poniatowski et contre l'intervention des Russes.

La politique naturelle de la France était de s'opposer aux projets de la Russie, et, malgré de nombreuses fautes, elle l'avait suivie, elle était prête encore à la suivre. Mais, à cette époque, nous sortions des humiliations de la guerre de Sept ans, et la grande affaire du cabinet de Versailles était de s'en venger. Choiseul regardait comme inévitable le renouvellement de la lutte avec l'Angleterre, et il en trouvait l'occasion dans les troubles de l'Amérique du Nord, troubles qu'il fomentait et à l'aide desquels il voulait faire reprendre à la France sa puissance sur l'Océan. Les affaires de Pologne le jetèrent dans l'embarras ; car il voyait la Russie près de

s'agrandir, et il n'y avait qu'une politique qui pût efficacement l'en empêcher : l'accord de l'Angleterre avec la France, accord impossible. En effet, l'Angleterre non-seulement refusa d'aider la France dans ses négociations en faveur de la Pologne, mais elle entrava tous les efforts qu'elle fit pour son salut; elle la menaça même d'une coalition européenne si elle se déclarait ouvertement contre la Russie; enfin, elle se montra constamment favorable aux spoliateurs de la Pologne. Dans cet état de choses, il ne restait à Choiseul d'autre parti à prendre que d'exciter la Porte à secourir activement les Polonais. En effet, M. de Vergennes reçut l'ordre de pousser les Turcs à la guerre, en leur promettant la neutralité de l'Autriche. Le sultan Moustapha III, prince ignorant, mais plein d'énergie et de bonnes intentions, avait été insolemment joué par Catherine dans les affaires de Pologne; car il avait juré de laisser l'élection libre, mais en excluant uniquement et formellement Poniatowski; et Poniatowski, malgré les promesses de la czarine, avait été imposé aux Polonais par les soldats russes. A la nouvelle de cette élection monstrueuse, Moustapha entra dans une violente colère : « Je saurai réduire ces infidèles ! » s'écria-t-il; et ses ministres disaient que leur maître était prêt à tout sacrifier pour se venger de la Russie. Mais la puissance ottomane, ses armées, ses finances, étaient tombées depuis vingt-cinq ans dans le plus profond délabrement, l'ardeur du sultan dut s'éteindre bientôt, et devant les résistances de ses ministres, à qui la Russie faisait croire que les troubles de la Pologne n'étaient que des querelles de religion, et devant l'impossibilité de tirer son peuple de la lâche apathie où il était plongé : « Que puis-je seul? disait-il au khan de Crimée. Tous mes pachas sont amollis et corrompus. Ils ne veulent que des kiosques, des musiciens, de belles esclaves. Je travaille à mettre de l'ordre dans l'empire; mais il n'y a personne qui veuille m'aider. »

Cependant les agents de Catherine, au moyen de la propagande religieuse, préparaient la voie à l'invasion russe dans les provinces

grecques de la Turquie. Dès 1760, le czar Pierre leur avait envoyé de zélés émissaires. L'un d'eux, Grec de Thessalie, Papas-Oglou, officier d'artillerie au service de la Russie, parcourut les côtes de l'Adriatique, la Thessalie, la Morée; un autre, le moine Stéphano, choisit pour théâtre de ses prédications la Servie et la Croatie. « Ni l'Allemagne, ni la Hongrie, disait-il aux raïas, ne peuvent rien faire pour vous; la France dort, la Pologne se meurt; seule, la Russie pense à vous, veille sur vous, vous tend la main; car seule elle est orthodoxe. Ne reconnaissez-vous pas en elle la race blonde qui doit vous sauver? » Animés par ses discours, convaincus par ses aumônes et ses largesses, les chrétiens de l'Albanie, de la Servie, du Montenegro, se levèrent en armes; mais les Russes n'étaient pas encore prêts; l'insurrection, abandonnée à ses seules forces, fut écrasée par les janissaires. En Morée, Papas-Oglou s'aboucha avec Mavro-Michalis, chef des Maïnotes; il ne put s'entendre avec lui et se tourna vers Benati, évêque de Calamata, qui promit de soulever 100,000 Grecs à l'approche des Russes. Le cabinet de Saint-Pétersbourg ordonna à sa flotte de se diriger vers le Péloponèse. Mais, avant de tenter l'expédition, le comte Orloff eut une entrevue avec Mavro-Michalis. Le montagnard ne se laissa point séduire par les flatteries, ni effrayer par les menaces. « Eusses-tu à tes ordres toutes les armées de ta souveraine, dit-il au Moscovite, tu ne serais encore qu'un esclave; je suis, moi, le chef d'un peuple libre, et, quand même le destin ferait de moi le dernier des hommes, sache que ma tête aurait encore plus de prix que la tienne. » Les Maïnotes confirmèrent ces paroles de leur chef: « Nous ne prendrons les armes, dit leur député à la czarine, qu'en qualité d'alliés et dans le cas où Votre Majesté sera décidée à ne traiter avec les Turcs que lorsque nous les aurons chassés de la Grèce; nous ne sommes ni esclaves, ni serfs, et nous voulons l'indépendance et la liberté. » Un troisième émissaire, envoyé dans les principautés roumaines, insurgea les boyards et le peuple « au nom de la patrie, de la religion et de la

liberté ; » en quelques semaines, les Turcs et les Fanariotes furent pillés dans leurs métairies, et n'échappèrent au massacre que par la fuite ; mais ce mouvement des Moldo-Valaques n'eut pas de meilleur résultat que la révolte des Serbes et des Monténégrins. Les troupes turques rétablirent l'ordre, et la Porte, pour s'assurer de la fidélité des provinces tributaires, ordonna aux boyards et aux marchands d'envoyer toutes leurs richesses à Constantinople.

Ainsi les intrigues moscovites n'aboutirent qu'à compromettre les chrétiens ; abusés par ses promesses menteuses, les raïas purent connaître à l'épreuve ce que vaut la protection de la Russie; pourtant, ils continuèrent d'invoquer tout bas, avec une foi opiniâtre, le nom de cette grande Catherine, qui avait juré de réaliser les prophéties et de relever l'empire byzantin.

§ VII. — *État des provinces asiatiques. — L'Égypte sous Ali-Bey. — La Syrie sous Daher.*

Ce n'étaient pas seulement les provinces d'Europe qui se trouvaient disposées à se détacher de l'empire; en Asie, l'autorité de la Porte était de plus en plus restreinte et affaiblie. « Le grand pachalik de Bagdad, dit l'Anglais Eton, a toujours été, excepté pendant des intervalles fort courts, réellement indépendant, depuis Ahmed-Pacha, qui le défendit contre Nadir-Schah. Le sultan ne fait que confirmer le pacha, que le peuple et principalement la soldatesque de Bagdad ont nommé pour les gouverner despotiquement. Quoi qu'il en soit, le firman que l'on envoie dans ces circonstances porte toujours que ce pacha a été nommé par la Sublime Porte à ce haut et important emploi, en considération de ses vertus et de quelque service signalé qu'il a rendu à l'empire. Cette comédie est continuée par un nouveau firman qui, chaque année, le confirme dans ses fonctions, comme si réellement la Porte avait le pouvoir de le destituer. Le Grand Seigneur ne tire aucun revenu de cette province, dont l'étendue est immense. Le

pacha, qui a toujours à sa solde une armée considérable et qui lui est entièrement dévouée, envoie régulièrement, tous les ans, un compte des recettes de son gouvernement. Il ne manque jamais de prouver qu'elles ont été entièrement absorbées par les dépenses de l'armée, que l'on ne peut se dispenser d'entretenir sur un pied respectable, pour préserver l'empire des attaques des Persans et des Arabes, par la réparation des forteresses (qui existaient anciennement, mais dont il ne reste plus aucun vestige), et par d'autres objets de même nature. Si la Porte est en guerre avec une puissance européenne et réclame du pacha de Bagdad son contingent de troupes, celui-ci prétend qu'il ne peut en détacher la moindre partie; que toutes sont nécessaires dans l'intérieur pour se défendre contre les Arabes; et, afin de donner à ce prétexte quelque apparence de vérité, il attaque quelque tribu. En un mot, le sultan est, de nom, souverain; mais le pacha est, en réalité, le despote de cette province. Dans l'Arménie majeure et dans toutes les contrées voisines, il y a des nations entières ou tribus de peuples indépendants, qui ne reconnaissent ni la Porte ni aucun de ses pachas. Les trois Arabies ne reconnaissent pas non plus la souveraineté du sultan, qui n'y possède que quelques villes de peu d'importance. Le pacha d'Ahiska porte très-peu de respect à la Sublime Porte, et le fameux Haggi-Ali-Yenikli, pacha de Trébizonde, a été maître de tout ce pays. Il pouvait mettre en campagne une armée considérable, et il a souvent donné des inquiétudes au Grand Seigneur. Dans le pays qui avoisine Smyrne, il y a de grands agas : ce sont des seigneurs indépendants qui entretiennent des armées et qui mettent souvent cette ville à contribution. La Porte n'a jamais sur eux qu'une influence momentanée en fomentant de temps en temps parmi eux quelques querelles. Tous les habitants des montagnes, depuis Smyrne jusqu'à la Palestine, sont parfaitement indépendants et considérés par les Turcs comme des ennemis, qu'ils combattent toutes les fois qu'ils en trouvent l'occasion. Ils forment différentes nations, qui ont leurs souverains ou

seigneurs particuliers, et qui sont même de religions différentes. Celles qui sont près de Smyrne sont mahométanes; plus loin viennent les Kurdes, les Maronites, les Druses, etc. Daher, pacha d'Acre, dominait sur un territoire très-étendu qui ne payait aucun revenu à la Porte et pouvait être considéré comme un État indépendant. Entre le pays des Druses et celui d'Acre se trouve une nation qui habite les montagnes, derrière Tyr; ce sont les Metualis de la secte d'Ali, ennemis si déclarés des Turcs, qu'ils massacrent tous ceux dont ils peuvent s'emparer. Le sultan ne possède réellement sur la côte de Syrie que Latakié, Alexandrette, Tripoli, Sidon, Jaffa et quelques autres places de très-peu d'importance. Les caravanes qui vont d'Alexandrette à Alep sont obligées de passer par le chemin d'Antioche, vu que tout le pays qui traverse la route directe appartient aux Kurdes, qui ne permettraient pas aux Turcs d'y passer. Toute l'Égypte est indépendante. Le pacha envoyé au Caire est réellement prisonnier pendant tout le temps qu'il y réside, et n'est pacha que de nom. La Porte n'en tire que peu ou point de revenu, et même point de troupes, si ce n'est quelques fanatiques, quand elle est en guerre avec les chrétiens. Le tribut que l'Égypte doit envoyer à la Porte est souvent retenu dans les coffres des beys, ou du moins il est considérablement diminué par les réparations faites aux canaux, aux forteresses, etc., suivant qu'il plaît aux beys d'en ordonner. Les janissaires et les soldats arabes sont hors d'état de faire respecter dans ce pays l'autorité de la Porte. Ils y sont en trop petit nombre et sont presque tous des artisans peu familiarisés avec l'usage des armes. Le pouvoir réside dans les mameluks; le bey qui possède à sa suite le plus grand nombre de ces soldats, achetés en Géorgie, en Circassie, en Mingrélie, est, par conséquent, le plus puissant (1). »

Le dominateur de l'Égypte était alors le mameluk Aly-Bey. Par le meurtre ou l'exil de ses ennemis, il s'était rendu maître du

(1) W. Eton, *Tableau historique, politique et moderne de l'empire ottoman*, t. II, p. 7 et suiv.

Caire. « Devenu dépositaire de toute l'autorité (1766), il résolut de l'employer à s'agrandir encore davantage. Son ambition ne se borna plus au simple titre de commandement ni de kaïmakan. La suzeraineté de Constantinople offensa son orgueil, et il n'aspira pas moins qu'au titre de sultan d'Égypte. Toutes ses démarches furent relatives à ce but; il chassa le pacha, qui n'était plus qu'un être de représentation; il refusa le tribut accoutumé; enfin, en 1768, il battit monnaie à son propre coin. La Porte ne vit pas sans indignation ces atteintes à son autorité; mais, pour les réprimer, il eût fallu une guerre ouverte, et les circonstances n'étaient pas favorables. Le divan de Constantinople, occupé des affaires de la Pologne et des prétentions des Russes, n'avait d'attention que pour le Nord. On tenta la voie usitée des capidjis; mais le poison ou le poignard surent toujours prévenir le cordon qu'ils portaient. Ali-Bey, profitant des circonstances, poussa de plus en plus ses entreprises et ses succès (1). »

L'alliance de l'Arabe Daher doubla ses forces et lui permit de braver la puissance des Turcs. Daher avait d'abord pour domaine la petite ville de Safad; il y ajouta Tabarié vers 1735. Le commerce qu'il faisait, selon la coutume de tous les gouverneurs et princes d'Asie, lui avait fait sentir l'avantage qu'il y aurait à communiquer immédiatement avec la mer. Il s'empara d'Acre par surprise, en 1749, fortifia cette ville et se fit pardonner son usurpation par des présents distribués dans le divan et des protestations de fidélité. « Le Porte n'en fut pas dupe, dit Volney; elle est trop accoutumée à ce manége pour s'y méprendre; mais la politique des Turcs n'est point de tenir leurs vassaux dans une stricte obéissance; ils ont dès longtemps calculé que, s'ils faisaient la guerre à tous les rebelles, ce serait un travail sans relâche, une grande consommation d'hommes et d'argent, sans compter les risques d'échouer souvent, et par là de les enhardir. Ils ont donc pris le

(1) Volney, *Voyage en Syrie et en Égypte, pendant les années* 1783, 1784 *et* 1785, t. I, p. 109.

parti de la patience; ils temporisent; ils suscitent des voisins, des parents, des enfants; et, plus tôt ou plus tard, les rebelles, qui suivent tous la même marche, subissent le même sort et finissent par enrichir le sultan de leurs dépouilles. »

Daher obtint, en 1768, de la Porte, pour lui et pour ses successeurs, une investiture durable de son gouvernement, et se fit proclamer cheik d'Acre, prince des princes, commandant de Nazareth, de Tabarié, de Safad et de toute la Galilée.

§ VIII. — *Efforts de la France pour décider la Porte à la guerre contre la Russie. — Lettres du roi Louis XV.*

L'hostilité mal contenue des Grecs, des Roumains et des Slaves, la désorganisation du gouvernement impérial en Asie Mineure, les prétentions des pachas de Bagdad, d'Acre et du Caire à une indépendance complète, l'appauvrissement du trésor, la diminution de l'armée, la décadence des institutions militaires, la corruption des généraux, l'indiscipline des soldats et l'amollissement des courages, tout cela ne présageait point à la Turquie des succès et des victoires, si elle engageait la lutte contre Catherine. Vergennes, qui connaissait parfaitement la situation de l'empire, mit beaucoup de circonspection dans ses démarches auprès du divan, et il fit des représentations à la cour de Versailles sur le danger d'une guerre à laquelle les Ottomans n'étaient nullement préparés. Mais Choiseul, ayant appris que Catherine soufflait la révolte dans les provinces grecques et qu'elle projetait de réunir tous les États du Nord sous son protectorat, ordonna à Vergennes « d'employer tous les moyens nécessaires pour déterminer ou du moins pour éclairer les ministres turcs. » Il lui envoya les rapports les plus circonstanciés sur toutes les entreprises des Russes, soit en Pologne, soit en Suède, rapports qui furent placés directement sous les yeux du sultan. Il mit à sa disposition jusqu'à quatre millions pour corrompre le divan. Il envoya au khan des Tartares, pour le décider à

faire quelque démarche qui engageât la guerre, un émissaire adroit, le baron de Tott, qui possédait toutes les langues de ces contrées et dont le père avait déjà exécuté une commission semblable. Enfin, il rédigea pour le sultan un long mémoire « sur toutes les violences que la Russie exerçait dans la diète de Pologne, sur les projets dont elle y consommait l'exécution, sur cette incorporation réelle de la république à l'empire russe. » Il reprochait dans ce mémoire aux ministres ottomans « de ne mettre aucune différence entre deux cours, dont l'une, alliée ancienne et fidèle, se faisait une occupation suivie de transmettre au divan des vérités importantes, et l'autre, au contraire, rivale secrète et irréconciliable, ne s'attachait qu'à le tromper par les plus grossières supercheries. Il ajoutait que le moment était décisif et il disait au sultan, sur le discrédit dans lequel son empire devait nécessairement tomber, des vérités toutes nouvelles pour l'oreille d'un prince accoutumé aux flatteries les plus outrées; enfin, il prenait, au nom de l'Autriche, l'engagement le plus positif qu'elle resterait neutre dans la guerre qu'il pressait la Turquie de déclarer, et il offrit la garantie de la France pour cette neutralité. »

Le sultan Moustapha III fut affecté de ce mémoire trop important et trop authentique pour que ses ministres osassent le soustraire à sa connaissance, et il se décida à favoriser le soulèvement des Polonais et à exiger de la czarine l'évacuation de la Pologne. Cependant ses ministres étaient résolus à ne pas céder aux insinuations de la France; ils aidèrent les confédérés polonais, mais en leur refusant une protection ouverte; ils demandèrent la sortie des Russes de la Pologne, mais en s'accommodant de leurs délais et de leurs excuses. Cependant Vergennes, pressé par les ordres de Choiseul et plus encore par la correspondance secrète de Louis XV, redoubla ses sollicitations auprès du divan, mais sans employer la corruption, et, avec l'aide de Tott, il arma quelques partis tartares, qui devaient faire une diversion utile à la cause des Polonais.

Sur ces entrefaites, M. de Vergennes fut rappelé et M. de Saint-Priest nommé à sa place. Voici un extrait des instructions données à celui-ci, par Choiseul, en juillet 1768 (1) :

« Les entreprises des Russes, leurs violences, l'abus insultant qu'ils ont fait de la confiance des Turcs dans leurs promesses, rien n'a pu émouvoir la nonchalance du divan. Les ministres turcs ont été ingénieux à colorer les traits les plus odieux de la conduite de Catherine II ; mais leur sécurité était secrètement fondée sur les promesses que cette princesse leur avait faites, tantôt de maintenir la liberté de l'élection, tantôt de ne démembrer aucun des domaines de la république, et tantôt de faire évacuer la Pologne dès que l'affaire des dissidents serait terminée. Les faits ayant successivement démenti ces assurances, le ministère turc se trouve actuellement dans une crise violente, dont l'issue sera probablement un changement de ministère ou de système. Les Turcs ont cherché à justifier leur inaction en disant que le traité du Pruth, qui défendait aux Russes de s'immiscer dans les affaires de la Pologne, était abrogé. Le plénipotentiaire russe eut, en effet, l'adresse d'empêcher que ce traité ne fût rappelé dans celui de Belgrade; mais beaucoup de gens, même en Turquie, n'en sont pas moins d'avis que cette stipulation continue à obliger la Russie, et un grand vizir accrédité, qui serait déterminé à faire la guerre, saurait bien faire revivre le traité du Pruth, dont on ne cherche probablement à atténuer la valeur que parce qu'il condamne le système qu'on a adopté. La conjoncture même est aussi pressante qu'elle est favorable : le désespoir, l'enthousiasme de la liberté et le fanatisme de la religion ont armé les confédérés polonais ; toute la nation n'attend qu'un mot de la Porte pour se joindre à eux. Si la Porte manque ce moment, tout est perdu pour elle ; la Russie aggrave le joug de la Pologne et commence le grand ouvrage de son ambition. La considération de l'empire turc, la seule montre de ses forces, la

(1) La plupart des instructions diplomatiques que je cite ici sont inédites et tirées des archives des affaires étrangères.

seule déclaration de ses sentiments, peuvent encore remettre la Pologne sous la protection de la Porte, ainsi qu'elle doit y être, empêcher le démembrement de ce royaume, calmer les troubles de la Suède; enfin, la Porte, glorieuse, rétablira par quelques démarches vigoureuses sa considération, veillera à la sûreté de ses frontières, sera utile à ses amis de plusieurs siècles et abaissera l'orgueil de ses ennemis naturels, qui feignent de la mépriser depuis plusieurs années, en faisant connaître qu'ils enchaînent sa vigilance par leurs séductions.

» La Russie, par ses artifices, ses hauteurs et ses infidélités, semble travailler elle-même à déchirer le bandeau de l'illusion volontaire que les Turcs se sont faite jusqu'à présent, c'est à nous à hâter le réveil du divan par nos représentations; le khan des Tartares les seconde ; les officiers des frontières provoquent le ressentiment de la Porte; déjà elle a donné des marques éclatantes d'intérêt aux confédérés. L'ambassadeur du roi ne doit rien négliger pour faire germer et éclore d'aussi heureuses dispositions; les sollicitations du khan des Tartares aideront à échauffer les Turcs. »

Ces instructions furent complétées par la correspondance secrète de Louis XV, du 20 avril 1769, correspondance pleine de sens, de dignité, d'esprit national, où le roi l'emportait sur son ministre, autant par sa loyauté que par son intelligence profonde de la situation de l'Europe; car Choiseul ne voyait dans la Pologne qu'un instrument contre les Russes, tandis que Louis XV voulait la sauver pour elle-même, pour le salut de la Turquie, pour l'avenir de la France. Aussi, quand on songe à la triste fin de cette guerre, on ne peut lire dans la correspondance secrète les lignes magnifiques dictées par le roi, écrites par le comte de Broglie, où l'*humiliation de la Russie* est proclamée comme la politique de la France, sans déplorer ce terrible résultat d'une politique où l'intelligence n'était pas soutenue par la volonté, où la volonté était abrutie par les débauches du Parc-aux-Cerfs.

Enfin, les conseils de la France l'emportèrent auprès de Moustapha; le grand vizir fut changé, et le parti de la guerre prit possession du pouvoir.

§ IX. — *Guerre contre la Russie* (1768). — *Soulèvement de la Morée.* — *Victoire navale des Russes.* — *Opérations dans la Valachie.*

Les Russes ayant redoublé leurs violences en Pologne, une ruse du khan des Tartares amena la violation du territoire ottoman; des Cosaques, entraînés à la poursuite de quelques confédérés de Bar, entrèrent dans Balta et y massacrèrent sans distinction Polonais et Turcs. Aussitôt tout le peuple poussa des cris de vengeance; le divan craignit une révolte; il fallut se préparer à la guerre.

Le grand vizir Hamsa-Pacha manda devant lui l'ambassadeur russe Obreskoff, qui voulut justifier son gouvernement du massacre de Balta. « Traître! parjure! lui dit-il, ne rougis-tu pas devant Dieu et devant les hommes des horreurs commises par vos troupes dans un pays qui ne vous appartient pas? » Et il le somma de signer une déclaration portant que la Russie s'engageait, sous la garantie de ses quatre alliés, le Danemark, la Prusse, l'Angleterre et la Suède, à ne plus s'immiscer dans l'élection du roi de Pologne, ni dans les débats entre les sectes qui divisaient ce pays; à retirer ses troupes du territoire de la république; à s'abstenir de toute tentative contre les libertés polonaises. Obreskoff refusa de signer; on le conduisit aux Sept-Tours, et la guerre fut déclarée (octobre 1768).

Le cabinet de Versailles s'était fait, sur la puissance qu'avaient encore les Turcs, des illusions qui furent promptement dissipées. L'armée ottomane, en entrant en campagne, se livra à des pillages et à des massacres capables de dégoûter à jamais de l'alliance de ces barbares; ses premiers revers apprirent qu'elle n'était que l'ombre des armées de Soliman, qu'elle n'avait gardé, des excita-

tions qui la rendaient jadis victorieuse, qu'un fanatisme aussi lâche que sanguinaire. Artillerie, fortifications, discipline, manœuvres, tout était à créer; les premières notions de la géographie étaient ignorées même des ministres ottomans. La France s'efforça d'éclairer le divan : Tott adressa à ce sujet plusieurs mémoires au sultan, et, pour se faire entendre de ce prince, il fut réduit à composer des cartes du théâtre des hostilités. Moustapha parut stupéfait de ces révélations, et, après beaucoup d'hésitations, car il craignait le mécontentement du peuple, il résolut de soumettre publiquement à l'inspection de Tott tous les travaux de l'artillerie ottomane. « Quel fut l'étonnement de celui-ci, dit Rulhières, en entrant dans l'arsenal de Constantinople! Tout semblait y annoncer, à des yeux attentifs, la prochaine ruine de cet empire, et, pour ainsi dire, on y lisait d'avance, sur le bronze et l'airain, ses véritables destinées, les déroutes de ses armées, la prise de ses villes et la destruction totale dont il était menacé. »

Le khan de Crimée, Krim-Gheraï, commença la campagne par une incursion dans la Nouvelle-Servie, et revint à Bender avec 35,000 prisonniers. Il mourut peu de temps après et fut remplacé par Dewlet-Gheraï. Le grand vizir Mohammed-Emin remporta, près de Choczim, un léger avantage sur les troupes de Galitzin, qui se retira en Pologne; mais il fut vaincu à son tour; les Russes assiégèrent Choczim, défendue par Potocki, l'un des chefs de la confédération de Bar. Le grand vizir vint au secours de cette place; mais Galitzin lui ferma le passage du Dniester, et son artillerie décima de loin l'armée turque. Les troupes murmurèrent; Mohammed-Emin, fut mis à mort. Son successeur, Moldovandji-Ali, fit jeter un pont sur le fleuve; une multitude de Tartares et d'Ottomans assaillirent le camp retranché des Russes; mais une crue subite du Dniester ébranla le pont; les Turcs, craignant que la retraite ne leur fût coupée, se hâtèrent de repasser le fleuve; alors le pont, fatigué par la violence des flots, s'écroula sous le poids des bataillons qui le traversaient en désordre. Cavaliers, fan-

tassins, tout fut précipité, tout s'engouffra, tout disparut dans un effroyable pêle-mêle. 6,000 hommes, placés à la tête du pont pour protéger la retraite, restèrent isolés sur la rive gauche; les Russes sortirent de leurs retranchements pour fondre sur cette arrière-garde abandonnée; ils la culbutèrent dans le fleuve et l'anéantirent. Pendant que le grand vizir ramenait jusqu'au Danube les débris de son armée, la garnison de Choczim évacua la place; Galitzin trouva les portes ouvertes; de là, il poursuivit sa marche à travers la Moldavie et la Valachie, sans rencontrer de résistance (1769).

Cependant Catherine, non contente d'attaquer les Ottomans sur le Dniester, fit partir de la Baltique une flotte qui alla se recruter en Angleterre de matelots, d'officiers, même d'un amiral, et qui, de là, pénétra dans la Méditerranée, où elle vint faire révolter la Morée. Le divan montra devant ce danger une ignorance et une incurie fabuleuses. L'ambassadeur de France ayant reçu, des projets des Russes sur la Grèce, des notions précises, mais par une voie douteuse, en avertit les ministres turcs, avec circonspection, de peur d'exposer les Grecs à une persécution. Cet avis fut accueilli par l'incrédulité la plus grotesque : « Enseignez-nous, disaient-ils en riant, comment des vaisseaux peuvent aller de Saint-Pétersbourg à Constantinople. » Cependant la révolte de la Morée échoua. La flotte russe, après une vaine tentative sur ce pays, alla chercher la flotte ottomane et la détruisit presque entièrement dans la baie de Tchesmé (7 juillet 1769). « La bravoure héroïque de Huceïn-Pacha, resserré dans une position mal choisie, ne put empêcher l'incendie des vaisseaux turcs. Cet avantage était dû à l'audace de trois officiers anglais; tout l'honneur en fut pour Alexis Orloff, dont l'ignorance grossière avait plus d'une fois exposé la flotte russe, et fit ensuite manquer le but final de l'expédition (1). » Cependant il en reçut le surnom de *Tchesmenski;* on lui fit con-

(1) Tooke's *Life of Catherine II*, t. II, p. 44, 45.

struire un palais; on lui éleva, dans les jardins de l'impératrice, une colonne rostrale. Vain trophée d'une victoire stérile! Si les Russes avaient su profiter de ce succès immérité, ils pouvaient passer les Dardanelles, qui n'étaient pas défendues, et arriver devant Constantinople; mais, malgré les conseils de l'amiral anglais, ils perdirent quinze jours à croiser devant le détroit. Pendant ce temps, Tott ayant offert au divan de se rendre aux Dardanelles, ses services furent agréés. Tout ce que le commerce français avait amené à Constantinople d'ouvriers de vaisseaux fut employé à former sur les côtes de nouvelles défenses. Quelques-uns de ses navires furent changés en brûlots; on employa les matelots aux batteries, les charpentiers à la construction des affûts. Tott fit transporter aux batteries nouvelles la poudre qu'il enleva sur plus de deux cents bâtiments européens. En peu de semaines, le passage fut rendu inexpugnable, et la flotte russe, après un long et inutile séjour à Lemnos, mit à la voile pour quitter la Méditerranée. Elle n'osa se montrer sur les côtes de la Morée, et les enfants de Sparte et de Messène, trompés par tant d'indignes manœuvres, se trouvèrent livrés à la vengeance des Ottomans : Patras, Tripolitza, Mégalopolis, la Laconie, la Messénie, dévastées par des bandes furieuses, gardèrent longtemps la trace des représailles exercées par les musulmans sur les chrétiens, laissés par les Russes sans défense.

Les Moldaves et les Valaques n'eurent pas moins que les Grecs à se repentir de leur dévouement à la Russie. Ils avaient offert à la czarine de nourrir une partie de ses troupes et de lui fournir 12,000 soldats, à la condition qu'on leur laisserait Bender, « la clef de notre pays, disaient-ils, notre défense contre les Tartares. » Le sultan, irrité de cette défection, lança contre les habitants des principautés un décret plein de colère et les menaça de les réduire à l'esclavage. Le kaïmakan de Craïova, qui était resté fidèle aux Turcs, reçut le titre de prince de Valachie; il marcha sur Bukharest et rejeta en Bessarabie le général Zamotin (mai 1770).

Ses succès eurent peu de durée ; les Russes reprirent l'offensive, s'emparèrent de Tournoul, de Giurgevo, de Braïla, de Craïova, et le forcèrent à se retirer sur le Danube. Le comte Romanzoff composa, avec quelques boyards de Bukharest et de Yassi, un conseil suprême chargé, sous ses ordres, de l'administration des principautés. La honte de cette occupation militaire ne fut compensée que par la diminution des impôts : pendant quatre ans, les Roumains furent délivrés de la capitation qu'ils devaient payer au gouvernement turc.

Cependant le séraskier Khalil-Pacha gardait la rive droite du Danube ; il passa le fleuve et s'avança au secours de Bender, menacé par une armée de soixante mille Russes et Kalmouks, que conduisait le comte Panin. Les Tartares de Crimée repoussèrent un fort détachement de cette armée, traversèrent le Dniester et firent leur jonction avec Khalil-Pacha. Romanzoff accourut ; presque enveloppé par cinquante mille Tartares et cent mille Ottomans, il hasarda la bataille près de Cahoul, et remporta une victoire meurtrière. Les Turcs reprirent le chemin de Constantinople. Les Russes prirent Bender, Akerman, Ismaïl ; toutes les forteresses de la rive gauche du Danube tombèrent en leur pouvoir (1770).

Dans le même temps, Azof ouvrit ses portes aux Moscovites ; la Géorgie s'insurgea ; Daher, pacha d'Acre, et Ali-Bey, chef des mameluks, se liguèrent avec les Russes et attaquèrent de concert le pacha de Damas ; l'empire semblait près de se démembrer.

§ X. — *Efforts de la France en faveur de la Turquie.*

Le cabinet de Versailles suivait les événements avec une vive anxiété ; mais il reculait à y prendre part, à cause de la position hostile de l'Angleterre, de la conduite pleine de duplicité de l'Autriche, les deux seuls États qui eussent avec lui quelque intérêt à la conservation de l'empire ottoman. L'Angleterre sollicitait alors de la Russie un traité de commerce ; mais les secours indirects

qu'elle lui donnait, les acclamations dont elle accueillait ses victoires, faisaient croire que ce traité cachait une alliance politique, et que, si la France venait à se déclarer pour la Porte, sa marine serait aussitôt attaquée par celle de l'Angleterre. Quant à l'Autriche, elle prenait le plus grand soin de cacher ses projets à la cour de Versailles, pendant que celle-ci, confiante en l'alliance de 1756, ne formait pour les Polonais et pour les Turcs aucun dessein dont elle ne lui rendît compte, et même, dès l'origine de la guerre, lui avait proposé de prendre les armes avec elle en faveur de ces deux peuples. Comment la cour de Vienne aurait-elle pu avouer qu'elle projetait le partage de la Pologne, qu'elle voulait faire un traité particulier avec la Porte, qu'elle cherchait même à écarter la France de la médiation entre les Turcs et la czarine?

Cependant, malgré la position critique où se trouvait le cabinet de Versailles en face des menaces de l'Angleterre et des duplicités de l'Autriche, il n'hésita pas, quand la flotte russe entra dans la Méditerranée, à proposer au divan une alliance maritime : il lui offrait de mettre à sa disposition quinze vaisseaux de ligne, sous la condition que ce secours serait demandé directement par la Porte, et que celle-ci fournirait trois à quatre millions de subside annuel pour son entretien; il lui promettait de plus l'assistance de l'Espagne, en échange d'un traité de commerce avec cette puissance. Le divan était mécontent de la cour de Versailles, qui l'avait poussé à la guerre, et son ressentiment était nourri par les calomnies de l'Angleterre; il consulta l'ambassadeur autrichien, M. de Thugut, sur les offres de la France, et, d'après son avis, il les rejeta, en lui demandant seulement de lui vendre quelques vaisseaux, de la poudre et des canons.

Après le désastre de Tchesmé, le sultan sollicita les cours de Vienne et de Versailles de s'allier entre elles pour arrêter les progrès des Russes, et, en même temps, il chercha à faire avec l'une et l'autre un traité séparé. L'Autriche lui répondit sur-le-champ « qu'elle ne pouvait prendre aucune part à la guerre sans

risquer d'étendre sur l'Europe entière un feu qu'elle désirait assoupir; » elle proposait, au contraire, sa médiation pour la paix; et elle offrait pour conditions le rétablissement des deux parties belligérantes dans l'état où elles étaient avant les hostilités, et la sortie des Russes de la Pologne. Moustapha convoqua aussitôt le divan et lui soumit la question de la guerre ou de la paix, en lui communiquant la réponse de l'Autriche. « Quant à la France, qui n'avait pas encore répondu, elle semblait, dit-il, disposée à soutenir la fortune de l'empire ottoman; déjà on traitait avec elle pour l'acquisition d'un grand nombre de vaisseaux; et, sans avoir une réponse positive de cette cour, il était aisé d'entrevoir, aux soins que prenait son ambassadeur, la prochaine conclusion d'une alliance. » Le divan délibéra, mais le sultan fut seul d'avis de continuer la guerre et de recourir entièrement à la France; tous les ministres votèrent pour la paix, et on demanda secrètement la médiation de l'Autriche.

L'Angleterre, ayant appris les démarches de la cour ottomane, offrit à son tour sa médiation; mais sa partialité pour la Russie était si manifeste, qu'elle éprouva un refus. « Il est si extraordinaire, dit le grand vizir à l'ambassadeur anglais, que la cour de Londres offre sa médiation à la Porte, tandis qu'elle a des vaisseaux dans la flotte russe, qu'il y a tout lieu de craindre que cette sollicitude ne soit un masque déguisant des projets ennemis. »

Cependant le divan cachait soigneusement à l'ambassadeur français les démarches qu'il faisait pour obtenir la paix, et il redoubla d'empressement pour une négociation tout opposée, celle de l'alliance. De son côté, M. de Saint-Priest, soupçonnant la faiblesse des ministres turcs, ne négligeait rien pour ranimer leur courage, pour éloigner une paix humiliante dont le contrecoup devait embarrasser la France, et, en attendant la réponse précise de Choiseul, il s'efforçait de les éclairer sur les véritables causes de leurs défaites. « Il leur rappela, dit Rulhières, tous les anciens règlements tombés en désuétude, qui avaient fait du corps

des janissaires la première infanterie du monde ; il proposa l'usage des armes aujourd'hui admises par toutes les nations de l'Europe; il obtint, en secondant de tout son crédit les nouveaux efforts que fit le baron de Tott, l'établissement à Constantinople d'une fonderie d'artillerie légère et d'une école de canonniers sous la direction de ce jeune étranger. Les Dardanelles, mises récemment en état de défense, et les nouveaux périls qui menaçaient l'empire, avaient alors tourné vers ce jeune chrétien tous les regards du peuple consterné, et justifiaient la confiance secrète que le sultan lui avait depuis longtemps accordée. « La terreur était telle, raconte-t-il lui-même, qu'on fit des prières publiques pour le succès de mes soins. »

La réponse de la cour de Versailles arriva : Choiseul ordonnait à M. de Saint-Priest « de passer de l'activité hostile contre les Russes à l'inertie, sans néanmoins décourager les Turcs des efforts qu'ils voudraient encore faire en faveur des confédérés polonais (1). » L'alliance était refusée, et l'on faisait simplement à la Porte l'offre d'une médiation. Ce changement de politique fut amené par la position hostile de l'Angleterre, qui venait de retirer ses marins de la flotte russe, et faisait des armements considérables dirigés manifestement contre la France. Choiseul, qu'un parti puissant menaçait de renverser du ministère, résolut d'attendre les événements, disposé à intervenir activement dans la guerre du Nord, s'il pouvait occuper notre ennemie en Amérique; mais, au lieu de se déclarer ouvertement contre la Russie, qui ne manquerait pas de s'allier avec l'Angleterre, il encouragea seulement les Turcs à continuer la guerre ; il envoya aux insurgés polonais un secours de quinze cents hommes, des ingénieurs, des officiers, des subsides ; enfin, il prépara en Suède la révolution qui devait enlever ce pays à l'influence russe.

Dès le commencement de la guerre, le divan, comme nous

(1) Dépêches inédites de septembre et novembre 1769. (Archives des affaires étrangères.)

l'avons dit, avait appliqué tous ses soins à détourner l'Autriche d'une ligue avec la Russie; en 1768, il lui offrit son assistance pour reconquérir la Silésie et pour faire occuper le trône de Pologne par le roi de Saxe; en 1770, le reis-effendi Ismaïl proposa de nouveau une alliance étroite de l'Autriche et de la Turquie contre Catherine; mais, cette fois, la ligue devait être conclue, non plus aux dépens de la Prusse, mais aux dépens de la Pologne. « Si les Russes sont chassés de ce pays, dit le ministre turc, il dépendra entièrement du bon plaisir de la cour de Vienne, ou de placer un roi de son choix sur le trône, ou de partager la Pologne avec la Porte (1). » La cour de Vienne rejeta ces propositions; mais elle conclut, l'année suivante, un traité de subsides par lequel la Porte s'engageait à fournir vingt mille bourses (11,250,000 florins), à céder la Petite Valachie, à affranchir le commerce autrichien de toutes taxes onéreuses, à le garantir contre les attaques des barbaresques; de son côté, l'Autriche promettait de faire signer la paix, avec la restitution de toutes les conquêtes russes et le maintien des libertés polonaises. Mais ce n'étaient là que des promesses hypocrites. Vers le mois de septembre 1771, Frédéric II fit savoir à la cour impériale qu'il voulait réunir à la Prusse une partie de la Pologne, notamment la Pomérélie, et qu'il appuierait l'Autriche si elle se décidait à prendre sa part. Catherine II lui envoya à son tour un projet de partage de l'empire turc; elle se réservait la Valachie et la Moldavie, et attribuait à l'Autriche la Bosnie et la Dalmatie. La cour de Vienne ne repoussa aucun de ces plans. Cependant les Turcs subissaient de nouveaux revers, et l'on parlait déjà, à la cour de Catherine, d'aller à Constantinople. Les cabinets de Vienne et de Berlin s'alarmèrent, offrirent leur médiation, et, comme la Russie dictait des conditions qui semblaient la ruine de l'empire ottoman, ils proposèrent à la czarine d'en finir avec la Pologne,

(1) Rapport de l'ambassadeur autrichien Thugut, du 24 mars 1770.

par un démembrement, moyennant qu'elle se contenterait d'une partie de ses conquêtes sur la Turquie. Le démembrement de la Pologne fut résolu.

Au moment où commençaient ces monstrueuses négociations, le seul homme qui pût en empêcher le succès, Choiseul, tomba du ministère.

§ XI. — *Menaces de l'Angleterre à l'égard de la France. — Suite de la guerre. — Mort de Moustapha.*

Le duc d'Aiguillon voulut, il est vrai, persister dans les projets de son prédécesseur pour la délivrance de la Pologne et l'assistance de la Turquie, et il prépara des armements. Mais le ministère anglais lui déclara que la moindre tentative en faveur des deux États menacés serait regardée par lui comme un cas de guerre. La France continua plus lentement ses préparatifs ; elle tenta même par divers moyens d'éloigner les soupçons ou de tromper la vigilance de l'Angleterre ; mais ce fut en vain : la cour de Londres lui notifia qu'elle ne souffrirait pas qu'aucune nation étrangère intervînt dans la querelle. Grâce à ces menaces, la Pologne subit son premier démembrement, et l'Angleterre eut la honte d'avoir couvert les trois spoliateurs de ce royaume sans profit pour elle-même. Elle n'en continua pas moins ce rôle aussi odieux qu'absurde. La cour de Versailles, indignée du partage de la Pologne, voulut s'en venger sur l'Autriche en se jetant sur les Pays-Bas. L'Angleterre fit grand bruit de cette velléité de conquête ; elle menaça de s'unir à la ligue des trois souverains du Nord, et elle força ainsi son ennemie à abandonner son projet. Alors d'Aiguillon voulut au moins protéger la Suède, qui était également menacée par la Russie ; il arma une flotte à Brest. Aussitôt le cabinet anglais lui demanda des explications, auxquelles il répondit par la nécessité d'arrêter l'ambition russe qui menaçait toute l'Europe. Lord North répliqua que, « malgré le

désir du roi d'Angleterre d'éviter tout ce qui pourrait troubler la bonne intelligence entre les deux cours, si une flotte française paraissait dans la Baltique, elle serait suivie d'une flotte anglaise.» D'Aiguillon se plaignit de ce que l'Angleterre accompagnait toujours de menaces ses protestations amicales, et il déclara que la France ne pouvait abandonner la Suède. La même réponse lui fut faite; alors il fit suspendre l'armement de Brest; mais, en même temps, il en prépara un autre à Toulon. Aussitôt le cabinet anglais lui déclara que « l'interdiction faite à la France d'envoyer une flotte dans la Baltique existait également pour la Méditerranée; que, si la flotte française mettait à la voile, la flotte anglaise suivrait immédiatement son exemple, et qu'enfin l'Angleterre ne pouvait consentir à ce que la France eût une flotte dans l'une ou l'autre de ces mers. » La flotte de Toulon fut désarmée. « Ainsi, dit un historien anglais, grâce à la manifestation heureuse d'une résolution énergique, l'Angleterre non-seulement évita les malheurs d'une guerre, mais encore servit la cause de son allié de Russie. »

Cependant, en 1771, les Russes échouèrent dans leurs tentatives sur Trébizonde et sur la Géorgie; leur flottille, mal dirigée, ne put sortir de la mer d'Azof. Sur les bords du Danube, les succès furent partagés; mais, en Crimée, la domination ottomane fut complétement renversée. Le prince Dolgorouki entra en vainqueur à Pérécop, à Taman, à Kaffa, à Kertsch et à Iénikalé; il proclama l'indépendance de la presqu'île sous la suzeraineté russe, et installa Schirin-Bey en qualité de khan de Crimée.

A l'instigation de la Prusse et de l'Autriche, on conclut un armistice à Giurgewo, et un congrès s'ouvrit à Foczani. Les plénipotentiaires de la czarine exigèrent que la porte reconnût l'indépendance des Tartares et la liberté de la navigation et du commerce dans le Pont-Euxin. Les Turcs repoussèrent ces conditions, qui, relativement à la Crimée, étaient contraires aux principes mêmes de l'Islam. « Au sultan, disaient-ils, appartenait

la souveraineté religieuse de tous les sunnites; s'il ne l'exerçait pas sur l'Inde, sur Bokhara, sur le Maroc, c'était à cause du trop grand éloignement de ces contrées; mais il violerait ses devoirs comme khalife en abdiquant son autorité sur les Tartares. » Les conférences de Foczani n'eurent point de résultat. Un nouveau congrès se tint à Bukharest, et la czarine y envoya son ultimatum (15 février 1773), qui exigeait : 1° pour garantie de l'indépendance des Tartares, la cession de Kertch et d'Iénikalé à la Russie ; 2° la liberté de la navigation dans la mer Noire et dans l'Archipel pour les vaisseaux de guerre et les bâtiments marchands; 3° la remise des places fortes de Crimée aux Tartares ; 4° l'installation de Grégoire Ghika, voïvode de Valachie, alors prisonnier chez les Russes, dans la principauté héréditaire, à la condition d'un tribut à payer tous les trois ans; 5° l'abandon de Kilburn à la Russie et la destruction des ouvrages d'Oczakof; 6° le titre de padischah pour le souverain russe; 7° le droit de protéger les sectateurs de la religion grecque dans l'empire ottoman. Les Turcs furent indignés. « Quand votre czar Pierre, dit l'un des plénipotentiaires, était réduit à manger des écorces dans la forêt de Husch, la Sublime Porte s'abstint de le mettre à mort ou de le prendre vivant; elle se contenta de la restitution d'Azof.» Mais la czarine n'était pas tentée d'imiter la faute commise par les Turcs au traité du Pruth : l'ultimatum fut maintenu. Le divan le rejeta, sur les instances et presque sur l'ordre des oulémas.

Le sultan Moustapha désirait vivement la paix; mais il voulait l'obtenir à des conditions honorables; irrité par les prétentions insolentes de Catherine, il résolut de reprendre avec vigueur les hostilités. Ses ministres rivalisèrent de zèle pour équiper des troupes à leurs frais. Ce fut du côté du Danube que se porta tout l'effort de la guerre. Les Russes subirent un premier échec à Routschuk ; ils échouèrent également au siége de Silistrie (30 mai 1773). Ils se vengèrent lâchement de leur défaite en massacrant à Basa-

radschik, ville sans défense, les femmes, les vieillards et les enfants, qu'ils écrasèrent contre les murailles (1). Bientôt, à l'approche des troupes ottomanes, ils se retirèrent « avec une telle précipitation, dit Hammer, que les Turcs trouvèrent les marmites au feu avec la viande à moitié cuite. » Enfin, le général Unger ayant assiégé Varna, il fut repoussé.

La fortune ne fut pas moins favorable aux Turcs en Syrie et en Égypte. Ali-Bey était entré en relations avec le commandant de l'escadre russe de la Méditerranée et avait reçu de lui des troupes et des munitions de guerre. Malgré ces renforts, il fut vaincu sous les murs du Caire par Ebn-Schel et contraint de se réfugier auprès de son allié le pacha d'Acre, Daher, à qui la flotte russe fournissait aussi des armes et des provisions. Osman-Pacha, gouverneur de Damas, soutenu par les Druses, présenta la bataille à Daher; l'action s'engagea sur la côte, et une frégate russe put appuyer les opérations du pacha d'Acre; les Druses prirent la fuite; les Russes bombardèrent Beyrout et brûlèrent trois cents maisons. L'armée victorieuse marcha sur Jaffa, qui se défendit courageusement et ne se rendit qu'en février 1773. » Ali songea alors à repasser au Caire. Dans les premiers jours d'avril, on lui remit des lettres signées de ses amis, par lesquelles ils lui marquaient qu'on était las d'Ebn-Schel et que, pour le chasser, on n'attendait plus que la présence d'Ali-Bey. Sur-le-champ, celui-ci arrêta son départ; et, sans donner aux Russes le temps d'arriver, il partit avec ses mameluks et 1,500 Safadiens, commandés par Osman, fils de Daher; mais il ignorait que les lettres du Caire étaient une ruse de son ennemi. En effet, s'étant engagé dans le désert qui sépare Gaza de l'Égypte, il rencontra près de Salahié un corps de 1,000 mameluks d'élite. Ce corps était conduit par le jeune bey Mourad, qui, épris de la femme d'Ali-Bey, l'avait obtenu d'Ebn-Schel, au cas qu'il livrât la tête de cet illustre infortuné. A peine Mourad

(1) *Journal militaire autrichien*, t. III, p. 98.

eut-il aperçu la poussière qui annonçait au loin les ennemis, que, fondant sur eux avec sa troupe, il les mit en désordre; pour comble de bonheur, il rencontra Ali-Bey dans la mêlée, l'attaqua, le blessa au front d'un coup de sabre, le prit et le conduisit à Ebn-Schel. Celui-ci, campé deux lieues en arrière, reçut son ancien maître avec ce respect exagéré si familier aux Turcs et cette sensibilité que sait feindre la perfidie. Il lui donna une tente magnifique, recommanda qu'on prît le plus grand soin de lui, se dit mille fois son esclave, baisant la poussière de ses pieds; mais, le troisième jour, ce spectacle se termina par la mort d'Ali-Bey, due, selons les uns, aux suites de sa blessure, selon les autres, au poison (1). » Cet événement délivra les Turcs d'un redoutable ennemi. Quatre officiers russes pris par Mourad et la tête d'Ali-Bey furent envoyés par Ebn-Schel à Constantinople en témoignage de sa fidélité.

C'est au milieu de ces succès inespérés que la mort surprit le sultan, au moment où il allait se mettre à la tête de l'armée du Danube (janvier 1774). Il mérita les regrets de son peuple par son activité, par sa constance et par un sage esprit de réforme. Si son règne ne fut pas heureux, il eut du moins l'honneur de s'opposer aux envahissements de la Russie et de protester par les armes contre l'asservissement de la Pologne. On ne saurait lui reprocher les tergiversations inévitables que lui imposaient, en face de l'ambition moscovite, les conseils perfides de l'Autriche, de la Prusse et de l'Angleterre, l'affaiblissement de la France, son alliée fidèle mais impuissante, et par-dessus tout la désorganisation de l'empire ottoman. Il eut la bonne volonté, il n'eut point la force et le génie nécessaires pour réparer les fautes de ses prédécesseurs, régénérer son peuple et résister à l'ascendant de la Russie. Aussi, malgré ses efforts courageux et persévérants, malgré les avantages remportés par ses armes dans la campagne de 1773, laissa-t-il à son frère, Abdul-Hamid, un lourd héritage.

(1) Volney, t. I, p. 125.

Les Russes dominaient dans la Crimée, dans la Moldavie, dans la Valachie; Héraclius, prince de Géorgie, était vendu à Catherine ; Ahmed, pacha de Bagdad, ne reconnaissait que de nom la suzeraineté du sultan ; Daher, soutenu par les tribus arabes, conservait son indépendance; l'Égypte, sous l'autorité des mameluks, ne gardait qu'une fidélité apparente; en Albanie, Mahmoud, pacha de Scutari, était en pleine révolte; et Ali, pacha de Janina, jetait les fondements de sa puissance : tel était l'état de l'empire, lorsque le sceptre d'Osman tomba aux mains d'un prince qui, depuis cinquante ans, vivait au fond du sérail, et qui avait passé ses jours à copier le Koran ou à fabriquer des arcs et des flèches.

§ XII. — *Avénement d'Abdul-Hamid.* — *Traité de Kaïnardji.*

Abdul-Hamid, dernier fils d'Achmet III, ne put, selon la coutume, payer aux janissaires le denier d'avénement : l'argent manquait même pour les besoins les plus urgents de l'État. On parvint cependant à rassembler une armée de 40,000 hommes sur la rive droite du Danube. Mais le sultan ne se mit pas à la tête : il se contenta d'assister aux manœuvres d'artillerie et aux exercices à l'européenne que dirigeait le baron de Tott. La Russie, de son côté, avait fait des préparatifs formidables; après ses échecs à Routschuk, à Silistrie et à Varna, elle voulait frapper un grand coup et terminer la guerre par une campagne décisive. Romanzoff, secondé par Souwarof et Kramenski, força le passage du Danube, réussit à tourner l'armée ottomane et la sépara de Varna, où se trouvaient tous les magasins. Une division russe emporta d'assaut le camp de Korlidsche, défendu par 25,000 Turcs (16 juin 1774). Dès lors la panique se mit dans l'armée ottomane. Le reis-effendi rencontra les janissaires qui fuyaient en masse; il voulut les faire retourner au combat; un coup de fusil, qui l'étendit mort, répondit à ses exhortations.

Avec de tels soldats, la lutte était impossible à soutenir. La

France conseilla à la Porte de discontinuer une guerre désastreuse, où elle ne pouvait lui porter le moindre secours sans se mettre sur les bras toute l'Europe, et elle proposa sa médiation. Catherine la refusa d'abord, par ressentiment contre la France, regardant, disait-elle, comme le comble de l'humiliation, après ses victoires, de devoir la paix à une cour qui avait été si contraire à tous les desseins de son gouvernement; elle prétendit même faire donner la médiation à l'Angleterre, qui lui avait été si favorable. Mais les Turcs refusèrent obstinément d'accepter toute autre médiation que celle de la France; la czarine céda, et la paix fut conclue à Kutchuk-Kaïnardji, en Bulgarie, le 10 juillet 1774.

Par ce fatal traité, la Crimée fut déclarée indépendante de la Porte, la navigation de la mer Noire fut accordée aux Russes; on leur céda les places de Kilburn, d'Iénikalé, de Kertch, d'Azof, c'est-à-dire les clefs de la mer Noire, de la Crimée, du Palus-Méotide, et, en outre, la grande et la petite Kabardie dans le Caucase. La Pologne, pour qui la Turquie avait fait cette guerre, n'eut pas même son nom prononcé dans le traité, et tous les traités antérieurs, qui stipulaient le droit de protection de la Porte sur ce royaume, furent abolis. La Moldavie et la Valachie furent plus heureuses : en les restituant à Abdul-Hamid, Catherine exigea la promesse solennelle d'une amnistie générale et d'une diminution de tribut. Mais, par une clause qui lui a été funeste, la Porte consentit : « que, suivant les circonstances où se trouveront les principautés et leurs *souverains*, les ministres et la cour de Russie puissent parler en leur faveur, et elle promet d'avoir égard à ces représentations, conformément à la considération amicale et aux égards que les puissances ont les unes envers les autres. » C'est l'origine du protectorat que la Russie a longtemps exercé en Moldo-Valachie. L'article 7 a, comme le précédent, ouvert une large porte aux usurpations des Russes. « La Sublime Porte promet de protéger constamment la religion chrétienne et ses églises; et aussi elle permet aux ministres de la cour impériale de Russie de faire,

dans toutes les occasions, des représentations, tant en faveur de la nouvelle église à Constantinople que pour ceux qui la desservent, promettant de les prendre en considération comme faites par une personne de confiance d'une puissance voisine et sincèrement amie. » C'est l'origine de la guerre de 1854 (1).

« Depuis la paix de Kaïnardji, dit M. de Hammer, la Russie a été l'oracle des négociations diplomatiques suivies auprès de la Porte, l'arbitre de la paix ou de la guerre, l'âme des affaires les plus importantes de l'empire. » Quant à la France, son influence en reçut un coup mortel. Le traité de Kaïnardji lui imposa fatalement, pour ainsi dire, une marche rétrograde, en lui donnant une rivale au protectorat des chrétiens d'Orient, rivale qui, ayant sur elle les avantages de la position, de la race, de l'origine, devait lui enlever successivement tous ses priviléges, rivale dont elle ne pouvait plus déjouer les projets, puisque, désormais, la Russie la tenait en bride, non-seulement par l'Autriche et la Prusse, mais encore par l'Angleterre, complice dupée du meurtre de la Pologne, du démembrement de la Turquie.

(1) L'expression de protéger la religion chrétienne et ses églises étant prise dans un sens vague et générique, le cabinet de Saint-Pétersbourg a prétendu qu'elle peut s'appliquer aux sujets de la Porte, ce qui voudrait dire implicitement que, dans le cas où les raïas professant la religion chrétienne se plaindraient d'être maltraités, la Russie aurait le droit de demander des explications et de faire des remontrances pour ramener la Porte à l'observation du pacte convenu. Mais l'esprit de ce traité n'est nullement d'accord avec cette interprétation rigoureuse de la lettre : la Rnssie restituait alors à la Porte certaines provinces chrétiennes qu'elle lui avait enlevées dans la dernière guerre, telles que la Bessarabie, la Valachie et la Moldavie ; il était donc naturel qu'elle stipulât une condition d'oubli du passé et de bons traitements pour les habitants de ces provinces que leur soumission au gouvernement russe avait compromis. Quoi qu'il en soit du véritable sens de cet article, toujours est-il que, si le gouvernement ottoman s'est engagé à protéger ses sujets chrétiens et leurs églises, il a stipulé qu'il les protégerait lui-même, et n'a pas aliéné ce droit de la souveraineté au profit d'une puissance étrangère. (Famin, *Histoire de la rivalité et du protectorat*, etc.)

CHAPITRE IV

DE LA PAIX DE KAINARDJI A LA PAIX D'YASSI (1774-1792)

§ I. — *Suites de la paix de Kaïnardji.* — *Convention de* 1779.

Les funestes conséquences du traité de Kaïnardji ne se firent pas immédiatement sentir pour la France. Ce fut même dans les quinze années qui suivirent ce traité que notre commerce dans le Levant atteignit sa plus grande prospérité. Nos importations s'élevèrent alors à 38,000,000 de francs, dont 29,000,000 en soie, laine, cotons bruts, 7,000,000 en denrées, 2,000,000 en étoffes; nos exportations s'élevèrent à 36,000,000 de francs, dont 12,000,000 en draperies et étoffes diverses, 10,000,000 en sucre et café d'Amérique, 6,000,000 en matières d'or et d'argent, 3,000,000 en bois de teinture, indigo, drogues, etc. Ce commerce occupait 20,000 matelots, sept cents bâtiment, et était réparti en soixante-dix-huit comptoirs. M. de Saint-Priest lui donna un grand développement en établissant, entre les ports de la mer Noire et ceux de la Méditerranée, des rapports qui n'avaient existé jusqu'alors qu'entre Constantinople et l'Archipel. Enfin, comme nos marchands étaient, à cette époque, inquiétés par les pirates qui infestaient les côtes de la Grèce et particulièrement les ports de Corinthe et de Mégare, la marine française, sur la demande de la Porte, détruisit ces brigands, et fit pendant plusieurs années la police de tout l'Archipel.

Cette prospérité commerciale, notre influuence sur les chrétiens d'Orient, la persévérance que nous mettions à éclairer la Porte sur

les causes de ses désastres, tout cela rendait plus ardente la ligue des puissances rivales de la France. Aussi le gouvernement de Louis XVI, héritier des embarras créés par le partage de la Pologne et par la paix de Kaïnardji, eut-il une rude tâche à remplir. Sa diplomatie, dirigée d'abord par M. de Vergennes, fut aussi intelligente que généreuse; mais elle trouvait les conditions de l'équilibre européen changées; elle avait à lutter contre un système d'alliances et d'intrigues qui s'attaquait à la prépondérance même que la France avait si longtemps exercée; enfin, elle était complétement paralysée dans ses efforts par les affaires intérieures : elle mit donc beaucoup d'indécision et eut peu de succès dans les tentatives qu'elle fit pour conserver sa position en Orient.

La cour de Versailles n'avait conseillé aux Turcs de conclure la paix de Kaïnardji que pour les arracher à une ruine certaine, leur faire gagner du temps et leur donner le loisir de se prémunir contre leurs ennemis; mais le divan était retombé dans son apathie, et il n'avait rien fait ni pour mettre les frontières en état de défense, ni pour reformer une armée.

Cependant le kapoudan-pacha Gazi-Hassan, qui s'était distingué pendant la dernière guerre à Tchesmé, à Lemnos et dans plusieurs autres rencontres, entreprit de restaurer la marine ottomane. Il recruta des matelots dans les États barbaresques et sur le littoral du golfe Adriatique; puis il fit réparer un grand nombre de vaisseaux. Mais, pour arriver à mettre la flotte sur un pied respectable, il dut déployer une impitoyable sévérité. « Il fit recalfater tous les navires, avec ordre aux capitaines, sous peine de mort, d'assister à cette opération jusqu'à ce qu'elle fût terminée. Un jour, l'un d'eux se permit d'aller jusqu'à sa maison, qui était à peu près à la distance d'un quart de mille. Le kapoudan-pacha vint dans l'intervalle examiner les travaux, et, ayant quelques observations à faire sur le radoub du vaisseau du capitaine absent, il le demanda; on fut obligé de lui dire qu'il était allé chez lui. Le pacha s'assit sur un tapis, envoya un homme de sa suite chercher son mous-

quet et un autre le capitaine. Dès que ce malheureux fut près de lui, il le coucha en joue et le tua, sans lui adresser un seul mot. « Qu'on l'enterre, dit-il ensuite, et que tous les autres capitaines le suivent jusqu'au lieu de sa sépulture ; les travaux seront suspendus pendant leur absence (1). » La flotte ottomane, restaurée, parcourut la Méditerranée pour assurer la soumission de quelques provinces. Elle traita rigoureusement les chrétiens de la Morée et de l'Archipel, toujours suspects de connivence avec la Russie. Le scheik Daher fut assiégé par mer et par terre dans la ville d'Acre ; il périt en cherchant à se sauver dans les montagnes de Safad. Mais on n'osa rien entreprendre contre les autres pachas de l'Asie qui jouissaient d'une pleine indépendance.

Cependant la Russie poursuivait les conséquences du traité de Kaïnardji. « En dégageant les Tartares de la domination ottomane, elle s'était ménagé les moyens de tenir à sa solde leurs hordes turbulentes. Bientôt elle voulut s'ingérer dans l'élection de leurs khans. A la faveur des divisions qu'elle avait excitées dans la famille des descendants de Gengis-Khan, son influence fit élire Shahim-Gheraï ; et cette élection forcée, comme celle de Poniatowski, promettait les mêmes résultats. Les Tartares étaient divisés ; des troupes russes s'avancèrent pour pacifier la Crimée, comme elles avaient pacifié la Pologne. Le khan dépossédé chercha un asile à Constantinople ; il sollicita des secours ; il offrit de rendre à la Porte ottomane un hommage qu'elle avait perdu ; mais la fidélité due aux traités, la prudence ou peut-être la corruption l'emportèrent dans le divan sur le ressentiment de cette injure, et le candidat des Russes resta en possession d'une autorité qu'il soumit dès lors à leur vasselage (2). »

En même temps, Catherine, qui avait abandonné à regret la Valachie et la Moldavie, intriguait dans ces provinces pour les rendre indépendantes. Elle prétendit avoir le droit d'empêcher que

(1) Éton, t. I, p. 109.
(2) Mallet du Pan, *Du péril de la balance politique*, p. 120.

les hospodars de Valachie et de Moldavie ne fussent déposés sans raison. Elle ajouta à ces réclamations quelques plaintes vagues sur les restrictions que la Porte mettait au commerce russe. Le cabinet de Saint-Pétersbourg n'élevait à la fois tant de prétentions injustes que pour obtenir ce qu'il désirait le plus; et, comme il se relâcha de celles qu'il avait annoncées sur la Valachie et la Moldavie, la Porte crut gagner beaucoup en acquiesçant à la nomination du protégé de l'impératrice en Crimée, à la conclusion d'un nouveau traité de commerce qui mettait en péril la sûreté future de Constantinople et à celle d'une convention additionnelle qu'on lui présenta comme le sceau d'une éternelle réconciliation (10 mars 1779).

Cette convention explicative de 1779 fut signée d'après les conseils de la France : la cour de Versailles représenta au divan le danger d'une lutte à laquelle il n'était pas préparé, où elle ne pouvait le secourir, que les Russes appelaient de tous leurs vœux. L'Angleterre, alors en guerre avec la France et en butte à la haine de toutes les puissances maritimes, chercha vainement à l'empêcher. D'ailleurs, la czarine détourna l'attention de l'Europe du véritable but de sa politique par ses négociations pour la liberté des mers, et, continuant sourdement ses entreprises sur la Turquie, elle se fit un allié intime de l'empereur Joseph II, avec lequel elle projeta un partage de l'empire ottoman.

§ II. — *Nouveaux efforts de la France en faveur de la Porte. — Conquête de la Crimée par les Russes.*

La cour de Versailles n'avait pas été entièrement désabusée de l'alliance de 1756, par la complicité de l'Autriche dans le partage de la Pologne ; elle espérait la ramener à ses véritables intérêts, en lui montrant que cette alliance, dans laquelle pourrait entrer la Prusse, était le salut de l'Europe contre les ambitions maritimes de l'Angleterre, contre les ambitions continentales de la Russie ;

elle engagea donc avec la cour de Vienne la correspondance la plus active, pour la détourner de ses projets contre la Turquie. Mais Joseph était déjà irrévocablement lié à la czarine; néanmoins il feignit d'écouter les conseils de la France. « Je vous assure, disait-il à notre ambassadeur, que je ne m'épargne pas à répéter à Catherine tout ce qui doit l'éloigner d'une guerre avec la Turquie; mais cette femme a une tête peu commune et que rien n'arrête. » Enfin, Louis XVI lui fit demander quelle conduite il tiendrait si la guerre éclatait. « Si la Russie fait la guerre à la Porte, répondit-il, je la ferai aussi, *l'intérêt de l'Autriche étant de s'étendre en raison de ce que la Russie peut acquérir.* » M. de Vergennes, ministre des affaires étrangères, répondit : « Cette considération serait un exemple dont cent ans de guerre n'expieraient peut-être pas la fatale erreur. Si la crainte que la puissance russe ne gravite un jour sur la puissance autrichienne est un titre suffisant pour se compenser aux dépens d'un tiers innocent, ne doit-on pas prévoir que d'autres, craignant avec autant de raison que la puissance autrichienne ne gravite à son tour sur la leur, s'autorisent de l'exemple des deux cours impériales, pour se procurer des accroissements et des compensations aux dépens de qui il appartiendra? Où en serait l'Europe, si, ce qu'à Dieu ne plaise! ce monstrueux système venait à s'accréditer ? »

Vergennes chercha alors à amener le roi de Prusse dans l'alliance de la France, en lui montrant les dangers de la politique de Joseph II, « le système le plus monstrueux, disait-il, que l'ambition ait jamais enfanté, et le plus dangereux pour la sûreté de toutes les nations, et de la France en particulier. Il est démontré, ajoutait-il, que l'empereur est résolu de concourir au démembrement de l'empire ottoman et de prendre part à ses dépouilles. Le roi a fait inutilement tout ce qui était en son pouvoir pour éclairer le prince sur les dangers de cette entreprise. Le seul moyen de l'empêcher est un concert avec le roi de Prusse pour imposer à Sa Majesté impériale. » Cette proposition détruisait l'alliance

de 1756; mais Vergennes s'en excusait en disant avec raison : « L'alliance avec l'empereur, malgré les atteintes qu'elle a portées à la considération de la France, avait en elle-même un avantage réel, celui d'assurer la tranquillité du continent; mais, dès que ce résultat est détruit, l'alliance se trouve rompue. »

Frédéric, avec sa duplicité ordinaire, écouta les propositions de la France, bien décidé à ne pas les accepter. Néanmoins la czarine s'en inquiéta : profitant du moment où la cour de Versailles, qui sortait de sa lutte avec l'Angleterre, avait encore ses forces dispersées sur tous les points du globe, elle résolut d'envahir la Crimée.

« Shahim-Gheraï n'avait été élevé à la dignité de khan que pour être l'instrument et bientôt la victime de l'ambition de Catherine. A peine était-il sur le trône, qu'elle lui avait envoyé, sous le titre d'ambassadeur, un espion chargé de le rendre odieux à son peuple, d'acheter les mécontents et d'allumer la guerre civile. Les Tartares avaient en horreur les Russes, leurs usages, leur gouvernement. On avait d'abord persuadé au malheureux Shahim de solliciter les faveurs de la cour; il avait obtenu le cordon de Sainte-Anne et le grade de colonel dans les gardes impériales, honneur subalterne qui le dégradait aux yeux des Tartares. Les agents russes lui avaient inspiré le goût de leurs mœurs, de leurs frivolités, de leurs débauches, de leur barbarie, de leurs folles prodigalités et de leur discipline militaire. On lui faisait concevoir, à lui qui chancelait sur son trône, l'idée d'avoir une marine et de dominer sur la mer Noire, et, tandis que l'accroissement prodigieux de ses dépenses excitait des murmures, l'ambassadeur russe, actif dans sa double intrigue, ne cessait d'encourager à la fois les folies du khan et les complots des mourzas (nobles), jusqu'à ce qu'une révolte générale, venant à éclater, réduisît enfin le khan épouvanté à fuir à Taman et à implorer les secours des Russes; c'est où la perfidie l'attendait (1783). Alors pénétrèrent de toutes parts, jusqu'au cœur de la Crimée, les troupes dès longtemps rassemblées pour

cette expédition. Le sang coula, mais non pas dans les combats : nulle victoire n'honora cette conquête ; elle fut achetée par des proscriptions et proclamée sur des échafauds. Des milliers de nobles tartares furent lapidés ou massacrés sous les yeux du khan, par ceux mêmes qui les avaient poussés à la révolte. Le malheureux Shahim et ses sujets virent trop tard l'effet de leurs discordes et le piége où ils étaient tombés. Longtemps abusé par des promesses, forcé de rendre la souveraineté qu'il avait avilie, envoyé prisonnier dans Kalouga, réduit à la misère la plus profonde, exposé aux traitements les plus barbares, il fut enfin abandonné à la vengeance ottomane : on le jeta à la frontière. Il fut saisi par les Turcs et envoyé à Rhodes, où, malgré les efforts du consul français, il eut la tête tranchée (1). »

Pour justifier cette sanglante usurpation, la czarine publia un manifeste. « C'était, disait-elle, l'amour du bon ordre et de la tranquillité qui avait amené les Russes en Crimée... L'inquiétude naturelle aux Tartares avait affaibli et ruiné l'édifice que les soins bienfaisants de Catherine avaient élevé pour leur bonheur, en leur procurant la liberté et l'indépendance sous l'autorité d'un chef élu par eux-mêmes... Enfin, les dépenses occasionnées par la nécessité de rester toujours armée pour la protection de la Crimée, et la nécessité de mettre fin à ces troubles, l'obligeaient de réunir à l'empire russe la presqu'île de Crimée, l'île de Taman et tout le Kouban, comme une juste indemnité des pertes et des dépenses faites pour y maintenir la paix et le bonheur (2). »

A cette infâme violation du droit des gens, les Turcs, indignés, coururent aux armes, et le divan se décida en tremblant à recommencer la guerre. La cour de Versailles s'empressa d'interposer sa médiation ; elle voyait dans cette guerre la perte certaine de la Turquie, car Joseph était prêt à entrer en campagne, Frédéric encourageait, par son apparente indécision, les projets de Cathe-

(1) *Des progrès de la puissance russe*, p. 275.
(2) Recueil de Martens, t. IV, p. 444.

rine, et l'Angleterre brûlait de se venger, sur l'alliée de la France, de la perte de ses colonies d'Amérique. A force d'instances, le cabinet français décida les Turcs à de nouveaux sacrifices, à une nouvelle humiliation, et la Porte, se laissant arracher des mains les armes dont elle ne pouvait se servir que pour sa propre ruine, témoigna par cet acte de triste confiance, mieux qu'aux temps de prospérité où l'alliance des deux États faisait trembler l'Europe, que la France était seule son amie intime et désintéressée. La Russie acquit donc (1784) la souveraineté de la Crimée et du Kouban, des droits nouveaux sur la mer Noire et d'autres avantages calculés pour la destruction future de l'empire ottoman.

§ III. — *Changement de politique de la France. — Conduite de l'Angleterre.*

Cette dernière humiliation de la Turquie amena un changement très-grave dans les idées politiques de la France à l'égard de l'Orient.

Nous avons vu que, sous la régence du duc d'Orléans, alors que la Russie commençait à peser dans la balance de l'Europe, il s'était formé une opinion favorable à l'alliance russe, et qui, considérant l'empire ottoman comme destiné à une ruine inévitable, voulait que la France se préparât à prendre part à ses dépouilles. Les défaites continuelles des Turcs, leur décadence que rien ne pouvait arrêter, l'aveuglement avec lequel ils persistaient dans leur ignorance et leur apathie, donnèrent du crédit à cette opinion ; et le sort de la Pologne vint démontrer que, si la France se laissait encore surprendre par le démembrement d'une autre de ses alliées, elle était rejetée, par la ligue du Nord, au rang des États secondaires. Nos ambassadeurs à Constantinople avertirent le gouvernement de cet état de choses, et lui conseillèrent de changer de politique. Deux ans après la paix de Kaïnardji, M. de Saint-Priest, désespérant de tirer les Turcs de leur incurable faiblesse, adressa à la

cour de Versailles un long mémoire pour lui démontrer que l'alliance avec la Porte, alliance d'intérêts et de position, qui avait pour base l'abaissement de la maison d'Autriche, avait cessé d'être importante et nécessaire, depuis que la maison d'Autriche n'était plus redoutable à l'Europe, depuis que la France s'était alliée avec cette maison; qu'il fallait donc chercher un autre moyen de conserver notre influence en Orient; que ce moyen était de recouvrer les pays que la France avait possédés dans le moyen âge; que la ruine de l'empire des Osmanlis était un événement auquel il fallait prochainement s'attendre; que nous ne pouvions, sans obtenir quelque dédommagement, laisser la Russie et l'Autriche, peut-être même l'Angleterre, acquérir de nouveaux territoires; que la part de dépouilles qui nous semblait assignée, et par la religion, et par la gloire de nos pères, et par les sympathies des habitants, et par nos relations de commerce, était la Syrie et l'Égypte.

Le successeur de Saint-Priest parla le même langage : selon lui, c'étaient les chrétiens d'Orient, non les Turcs, que la France avait pris sous sa protection ; elle avait accepté jadis l'établissement des Ottomans et s'en était servie pour maintenir son influence dans le Levant; elle devait maintenant, pour conserver cette influence, accepter la ruine des Turcs, ruine qu'elle n'avait pas faite, qu'elle avait voulu empêcher; ruine dont la cause réelle et constante était la haine de l'Angleterre contre la France. La France devait songer à elle-même et ne pas absurdement se sacrifier pour un État barbare, avec lequel elle n'avait nulle sympathie, qui ne lui avait jamais témoigné que de l'ingratitude, qui refusait enfin tout moyen de salut.

Le gouvernement de Louis XVI fut ému de ces représentations, et, sans croire à la ruine prochaine de l'empire ottoman, il voulut se tenir prêt pour cette grande catastrophe, et il envoya dans le Levant (1784) des émissaires chargés de rechercher les points dont la France devrait s'emparer dans le cas

d'une guerre générale. Il avait jeté surtout les yeux sur Candie et l'Égypte (1).

En se préparant à l'éventualité d'un partage, la cour de Versailles n'en fit pas moins tous ses efforts pour éclairer les Ottomans et arrêter l'ambition des Russes. Choiseul-Gouffier, qui succéda à Saint-Priest en 1784, avait pour instruction première d'employer tous ses soins à la conservation de l'empire turc; on mit à sa disposition officiers, ingénieurs, constructeurs de tout genre; on lui donna un petit corps de soldats français pour façonner les Turcs à la tactique européenne; enfin, il parvint à faire signer entre la Porte et la Russie une nouvelle convention qui mit fin à leurs plus graves différends. Mais Catherine s'inquiéta faiblement de ces efforts; elle savait la France embarrassée dans ses finances, travaillée par les approches d'une révolution, indécise dans sa politique à l'égard de la Turquie; elle venait même de donner plus de force à l'opinion

(1) L'un de ces envoyés était Matthieu Dumas, qui, à ce sujet, s'exprime ainsi dans ses Mémoires : « L'invasion de la Crimée et les vues ambitieuses de Catherine II faisaient pressentir que la guerre éclaterait dans l'Orient, que la France pouvait être entraînée à y prendre part, et, dans cette supposition, le gouvernement voulait faire recueillir des notions précises sur les ports, les places et les divers points fortifiés des îles et des côtes de l'Archipel du Levant, en y comprenant la position de Constantinople sur les deux mers. Nos anciennes relations avec l'empire ottoman et l'état florissant de notre commerce dans ces contrées semblaient exiger que nous nous opposassions aux envahissements de la Russie. D'un autre côté, on s'exagérait la décadence de l'empire turc en Europe, et, dans le cas d'un démembrement qu'on croyait prochain, on songeait à s'emparer des possessions qui pouvaient le mieux assurer notre prépondérance maritime. C'était surtout l'île de Crète ou Candie que le gouvernement français avait en vue; elle pouvait être le prix des secours que la France fournirait à son ancienne alliée, ou celui d'une neutralité utile aux projets de la Russie. M. le maréchal de Castries chargea M. de Fleurieu, qui avait toute sa confiance, de conférer avec moi sur cette reconnaissance militaire, et de me donner toutes les communications qui pouvaient y être relatives. Je reçus une instruction secrète du ministre de la marine, écrite de sa main. Pour masquer cette mission, je reçus aussi celle de visiter, de concert avec le comte de Bonneval, capitaine de vaisseau, toutes les échelles du Levant, comme l'avait fait le baron de Tott quelques années auparavant. »

de ceux qui réprouvaient l'alliance turque, en concédant à la France un traité de commerce très-avantageux, traité qui fut regardé universellement comme un changement de système de la cour de Versailles, c'est-à-dire comme une tendance à se rapprocher des Russes et à abandonner les Turcs. Aussi, confiante dans sa fortune, dans l'alliance de l'Autriche, dans l'immobilité de la Prusse et de l'Angleterre, elle manifestait hautement le désir de chasser les Turcs de l'Europe et de rétablir l'empire d'Orient. Ses intrigues dans la Grèce, ses prétentions sur la Géorgie, ses hostilités contre les peuplades du Caucase, l'éducation qu'elle faisait donner à une foule de jeunes Grecs amenés à Saint-Pétersbourg, le nom de Constantin que portait un de ses petits-fils, la création d'une flotte formidable à Kherson et à Sébastopol, dévoilaient ses desseins secrets; et elle poussait l'insolence jusqu'à intervenir directement dans l'administration ottomane, en exigeant la destitution des pachas et des officiers qui lui déplaisaient. Au moment où elle venait de signer son traité de commerce avec la France, elle fit un voyage pompeux dans la Crimée, y trouva son allié Joseph, avec lequel elle s'entretint du rétablissement prochain des républiques de Sparte et d'Athènes, et passa à Kherson sous un arc de triomphe qui portait ces mots : « Chemin de Byzance. »

Ce voyage fit une grande sensation en Europe, et tout le monde crut la czarine disposée à commencer la guerre. En même temps, les Russes violèrent la dernière convention conclue par l'entremise de la France; leurs incursions dans le Caucase recommencèrent; leur ambassadeur fit entendre des paroles de menace. Le sultan, ses ministres, le peuple, indignés de tant d'outrages, demandaient la guerre. Choiseul-Gouffier leur fit vainement des représentations pacifiques. « Les Turcs, disait M. de Ségur, qui était alors ambassadeur à Saint-Pétersbourg, aigris par les ministres d'Angleterre et de Prusse, et effrayés de l'approche de l'impératrice, crurent que la France avait fait non-seulement un traité de commerce, mais un traité d'alliance avec la Russie, et qu'elle était d'accord avec cette

puissance pour consommer la ruine de l'empire ottoman. » Notre ambassadeur, pressé par le grand vizir de s'expliquer sur les intentions de sa cour, protesta de ses dispositions toujours amicales; mais il n'en put dire autant de celles de la Russie; et, d'après les craintes que lui témoignait M. de Ségur, il conseilla au divan d'armer ses places et de rassembler 100,000 hommes sur le Danube; lui-même fit fortifier le Bosphore, et envoya à Oczakof des ingénieurs et des officiers français.

Cependant la cour de France avait fait des représentations à la czarine et des menaces à l'empereur. Mais les deux souverains, réunis à Kherson, venaient de mettre la dernière main à leur traité de partage de la Turquie. Catherine, par l'entremise de Joseph, proposa au cabinet de Versailles d'entrer dans son alliance, en lui offrant de balancer les effets du partage projeté, soit par la cession des Pays-Bas, soit par l'acquisition de l'Égypte et des îles de l'Archipel. La France rejeta ces propositions; elle était trop embarrassée dans ses finances pour se lancer dans une entreprise où il ne s'agissait pas moins que de bouleverser toute l'Europe; mais elle fit entendre à la Russie des conseils de modération, et, en signe de bonne intelligence, elle rappela le petit corps français qui exerçait les Turcs à l'européenne. Catherine et Joseph ajournèrent leurs desseins et se séparèrent. Leurs ambassadeurs à Constantinople convinrent, avec Choiseul-Gouffier et Ségur, d'un plan de conciliation, dans lequel on faisait droit à tous les griefs de la Porte. La paix semblait assurée, et l'influence française venait de remporter une victoire non moins utile que glorieuse, lorsque l'Angleterre vint encore se jeter à la traverse, et, pour satisfaire à ses haines éternelles contre la France, elle exposa la Turquie à une ruine inévitable.

La cour de Londres avait été récemment humiliée par celle de Versailles à cause de l'indépendance des colonies d'Amérique, à cause de la ligue des neutres pour la liberté des mers; elle était encore irritée contre elle à cause de la prospérité de son commerce

dans le Levant, à cause du traité fait avec la Russie, qui enlevait aux Anglais le monopole de la mer Baltique; elle cherchait donc à attaquer sa rivale dans toutes ses influences politiques, ses alliances, ses intérêts commerciaux. Elle, dont les conseils, la médiation, la neutralité avaient été si longtemps funestes à la Porte, calomnia les intentions de la France, qu'elle qualifia d'abandon et de trahison, et excita le divan à rejeter le plan de conciliation. De concert avec la Prusse, elle lui fit croire que la Russie reculait par crainte, que l'occasion était venue de lui reprendre ses conquêtes, qu'il fallait la surprendre par une vigoureuse agression; elle lui promit de contenir l'Autriche, d'armer la Suède et la Pologne, de lui donner l'assistance de tous ses vaisseaux. En poussant ainsi à la guerre, elle n'avait qu'un but : profiter des embarras intérieurs de la France pour lui faire perdre ou son influence dans le Levant si elle abandonnait les Turcs, ou son traité avec la Russie si elle les soutenait. La Porte, trompée et entraînée, refusa le plan de conciliation que lui proposait la France (août 1787).

§ IV. — *Nouvelle guerre contre les Russes. — Mort d'Abdul-Hamid.*

Aussitôt l'Autriche prit parti pour la Russie; la Suède se prononça pour la Porte; l'Angleterre et la Prusse continuèrent leurs intrigues, mais en restant immobiles. Quant à la France, qu'essayait alors de gouverner le cardinal de Brienne, elle s'inquiéta vivement d'une guerre où elle voyait l'Angleterre mettre l'Europe en feu pour lui enlever son influence sur la Turquie, la Suède et la Pologne, prendre ainsi le rôle qu'elle avait eu jadis, et la réduire à n'être plus qu'une puissance secondaire. Mais cette guerre, il ne lui était pas permis de s'en mêler, car elle sentait bouillonner en elle la plus terrible des révolutions! Aussi l'opinion favorable à l'alliance russe éclata alors ouvertement; et l'expression la plus

brillante de cette opinion fut l'ouvrage de Volney, intitulé : *Considérations sur la guerre présente entre les Turcs et les Russes*, ouvrage où il dénigrait, outre mesure, l'alliance de la Porte, montrait que les temps de cette alliance étaient passés, conseillait le démembrement de l'empire ottoman de concert avec la Russie, et excitait la France à s'emparer de l'Égypte. En même temps, Choiseul-Gouffier, qui était trop porté, par sa passion pour l'antiquité grecque, à ne voir dans les Turcs que les persécuteurs des descendants des Hellènes, appela l'attention de la chrétienté sur l'état misérable des Grecs : il demanda qu'on fît de la Morée un État indépendant sous la protection de la France. « Régénérer les Ottomans est chose impossible, disait-on de toutes parts ; ils croient eux-mêmes que le moment de leur destruction est arrivé. L'alliance de la Porte ne peut plus entrer dans les combinaisons de l'équilibre des grandes puissances. Devons-nous, pour secourir un tel peuple, porter le théâtre de la guerre jusque dans la mer Noire, et couvrir nous-mêmes la capitale de cet empire ? Pouvons-nous faire de tels efforts devant la ligue des puissances rivales intéressées à détruire notre commerce du Levant ? Ne faut-il pas plutôt, puisqu'un démembrement est certain, nous emparer des meilleurs ports des Turcs, et saisir en Égypte et en Syrie les véritables sources de l'abondance et du commerce (1) ? » Le cabinet de Versailles se laissa ébranler par cette opinion ; essayant de balancer les intrigues de la cour de Londres par ses négociations, il proposa, de concert avec l'Autriche et l'Espagne, d'un côté à la Porte sa médiation, de l'autre côté à la Russie une alliance dont la paix avec les Turcs serait la première condition, et qui aurait pour but principal d'arrêter les desseins turbulents de l'Angleterre et de la Prusse. Catherine, voyant dans ces propositions une tendance de la France à entrer entièrement dans sa politique, accepta avec empressement ; mais le divan rejeta la médiation qu'on lui

(1) Mémoires de Matthieu Dumas, t. I.

offrait ; l'Angleterre fit des menaces de guerre, et le cabinet de Versailles fut contraint de suspendre ses négociations.

Les généraux de Catherine eurent d'abord peu de succès. Leur armée traversa les provinces tartares ; mais « la famine, la peste, toutes les calamités d'une guerre longue et cruelle, les avaient désolées. Il fallait apporter les vivres à d'immenses distances ; les moindres succès faisaient couler des flots de sang ; les provinces, épuisées, ne pouvaient plus suffire aux recrutements ; on était réduit à y comprendre les exilés de la Sibérie. » Cependant les places de Kherson et de Kilbourn, vivement attaquées par le pacha d'Oczakof, furent défendues par Souwarof ; il soutint trois assauts et repoussa les Turcs. Romanzof et le prince de Saxe-Cobourg s'emparèrent de Choczim. Potemkin, avec 80,000 hommes, assiégea Oczakof (décembre 1788). Le kapoudan-pacha Gazi-Hassan vint pour délivrer cette ville ; il poursuivit la flotte russe et se laissa attirer à l'embouchure du Dniester, où une bataille s'engagea ; il perdit quinze vaisseaux et onze mille hommes. Alors Oczakof, qui n'avait pour défense que de vieilles fortifications, fut vivement pressée, et Potemkin ordonna l'assaut : la place fut emportée et mise à sac avec une fureur sauvage. Les vainqueurs, qui avaient perdu 20,000 hommes pendant le siége, ne firent point de quartier, et massacrèrent plus de 25,000 habitants.

Joseph II, qui avait pris lui-même le commandement de son armée, obtint moins de succès que les Russes ; il essaya de surprendre Belgrade, mais il fut contraint de se retirer. Le grand vizir repoussa les Allemands jusqu'à Lugos, prit quelques places de Hongrie, ravagea le banat de Temeswar et faillit surprendre l'empereur lui-même. C'étaient de faibles compensations au désastre d'Oczakof.

Peu de temps après, Abdul-Hamid mourut (7 avril 1789). Sélim III, son neveu, lui succéda.

§ V. — *Sélim III* (1789). — *Continuation de la guerre.* — *Paix d'Yassi* (1792).

L'avénement d'un jeune sultan rendit quelque confiance à la nation, terrifiée par le massacre d'Oczakof; le fils de Moustapha III avait reçu une éducation libérale, et l'on savait qu'il rêvait le rétablissement de la puissance ottomane. Depuis 1786, il avait entretenu avec la cour de France des relations suivies, et un de ses favoris, Isaac-Bey, avait été envoyé dans ce pays pour étudier les différentes branches de l'administration. Il disait lui-même que la guérison des maux de l'État était l'unique objet de ses profondes réflexions.

On avait donc conçu de lui les plus hautes espérances, et des prophéties complaisantes annonçaient un règne glorieux.

Le premier acte de Sélim fut d'ouvrir les prisons, de rappeler les exilés et de révoquer l'ordre, donné par son prédécesseur, de porter à la monnaie tout ce que l'on possédait de vaisselle d'or et d'argent. Pour délivrer les débiteurs insolvables, il donna, aux dépens du trésor, trente pour cent aux créanciers qui les faisaient détenir. Voulant s'assurer par lui-même de la conduite des agents de l'administration, il aimait à parcourir Constantinople sous un déguisement et à redresser tout ce qu'il trouvait de contraire à la justice; mais son zèle avait un tel caractère de sévérité, que bientôt la terreur s'attacha à ses pas, et que sa vue fit fuir ceux qu'il voulait protéger.

Cependant la guerre continuait; mais, la France ayant offert sa médiation, des conférences s'ouvrirent à Foczani. L'Angleterre et la Prusse redoublèrent d'efforts pour les rendre inutiles : elles commencèrent des armements; elles firent alliance avec la Pologne, et celle-ci avec la Porte; elles promirent des secours à la Suède. Les hostilités recommencèrent. Sélim voulait prendre lui-même le commandement de ses armées; le divan, par des raisons superstitieuses, l'en empêcha.

Le 21 juillet, Gazi-Hassan, qui, depuis la perte de la flotte, commandait l'avant-garde de l'armée, fut battu près de Foczani par les Russes et les Autrichiens, commandés par Souwaroff et le prince de Cobourg. Le grand vizir, voulant venger cette défaite, profita de la séparation des troupes alliées pour attaquer l'armée autrichienne; mais l'arrivée subite de Souwaroff renversa ce plan, et les Turcs perdirent à Rimnik 22,000 hommes, soixante canons, toute leur artillerie de siége et leurs munitions (22 septembre). Ils repassèrent le Danube.

Le prince de Cobourg entra immédiatement en Valachie et en Moldavie, tandis que Laudon prenait Belgrade et toute la Servie; les Russes, de leur côté, s'emparèrent de Bender, d'Ackerman, de la province d'Oczakof, de la Bessarabie; ils brûlèrent Galatz et menacèrent Ismaïl.

L'Angleterre se prépara alors sérieusement à venir au secours de la Turquie, et elle lui fit conclure (31 janvier 1790) un traité d'alliance offensive et défensive avec la Prusse, dont les armées devaient entrer en campagne au printemps; enfin, la Suède lança sur la Russie une armée qui menaça Saint-Pétersbourg, et une flotte qui livra un combat glorieux.

Malgré ces diversions, la Turquie ne voyait point ses dangers diminuer, lorsque la mort de Joseph II (20 février 1790) vint heureusement modifier la politique de l'Autriche, qui accorda d'abord un armistice et signa ensuite (septembre 1790) des préliminaires, convertis en traité de paix à Sistova (4 août 1791). Par ce traité, les Ottomans ne perdirent que le vieux Orsova et le territoire limité par l'Unna. Mais, d'autre part, la Suède fit la paix avec la Russie à Verulœ (14 août 1790), et Ismaïl, menacée depuis longtemps, fut emportée d'assaut par les Russes (22 décembre 1790) : un massacre de trois jours ne laissa échapper de cette ville qu'un seul homme, qui apporta la nouvelle de ce désastre. La population de Constantinople, qui, après la défaite de Rimnik, avait manifesté son mécontentement par des incendies

et des menaces, demanda alors la tête de Gazi-Hassan, et Sélim, effrayé, le livra aux bourreaux.

La révolution française venait d'éclater. Une telle commotion offrait aux ennemis de la France l'occasion tant cherchée de ruiner la puissance des Bourbons et leur influence européenne. Tous détournèrent leurs regards de l'Orient, à l'exception de la Russie, qui vit, dans les préoccupations des autres puissances, le moyen de ruiner la Turquie. Mais alors l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, intervinrent, en reprochant à la czarine « de continuer une guerre qui empêchait les puissances européennes de s'occuper des affaires de l'Occident. » Enfin, des négociations ouvertes à Galatz, au mois d'août 1791, amenèrent le traité d'Yassi (9 janvier 1792). La Russie obtint définitivement la Crimée, une partie du Kouban, où elle devait bientôt créer Odessa, la Bessarabie et la place d'Oczakof; le Dniester fut reconnu pour limite des deux empires, et l'on stipula une indemnité de douze millions de piastres en faveur de la czarine. Dans ce traité, les principautés danubiennes n'étaient plus désignées que comme des provinces turques, et les capitulations de 1393 et de 1460 étaient passées sous silence.

LIVRE CINQUIÈME

DEPUIS LA PAIX D'YASSI JUSQU'AU TRAITÉ DE PARIS (1792-1856)

CHAPITRE PREMIER

DE LA PAIX D'YASSI A L'AVÉNEMENT DE MAHMOUD II (1792-1808)

§ I. — *Contre-coup de la révolution française à Constantinople. — Ambassades de Descorches, de Verninac et d'Aubert-Dubayet.*

La situation de l'empire ottoman était alors déplorable : presque tous les pachas d'Asie n'étaient plus attachés au sultan que par quelques tributs et des formules de respect ; les Persans et les Kourdes menaçaient les frontières orientales ; les mameluks tyrannisaient l'Égypte ; la Syrie était en pleine révolte ; les pachas et les peuples de la Turquie d'Europe ne paraissaient pas mieux soumis que ceux d'Asie ; l'anarchie était telle, que des bandes de brigands s'étaient formées dans les Balkans, le Rhodope et le

Pinde, qui rançonnaient et ravageaient des provinces entières : une de ces bandes venait d'imposer une forte contribution à la seconde ville de l'empire, à Andrinople. Sélim s'occupa immédiatement de la répression de tous ces désordres, et, tout entier à l'administration intérieure de ses États, il resta neutre dans la grande lutte entreprise par les ennemis de la révolution française.

Le divan, ne comprenant rien à nos nouvelles mœurs, laissa ceux de nos compatriotes qui étaient établis à Constantinople chanter *la Marseillaise*, et même planter à Péra un arbre de la liberté. Malgré cette complaisance ou cette indifférence, la Révolution n'en porta pas moins un coup terrible à notre influence en Orient, en affaiblissant notre renommée catholique, en suspendant nos relations de commerce, en livrant nos compatriotes à l'esprit de discussion et à la discorde politique, en laissant enfin notre diplomatie incertaine, impuissante, dévoyée de ses traditions.

Choiseul-Gouffier déplaisait depuis longtemps à nos marchands, à cause de sa passion pour les antiquités, qui lui faisait négliger les intérêts du commerce; mais leur mécontentement fut au comble quand ils le virent résister à leur esprit révolutionnaire, se mettre en correspondance avec les ennemis de la France, laisser les légations d'Autriche et de Russie dépeindre au divan l'état de notre pays sous les plus odieuses couleurs. Alors une société populaire se forma à Péra, où l'on agita la question des intérêts de la France dans le Levant; l'ambassadeur y fut accusé de trahison, déposé de ses fonctions par un vote unanime (1792), et remplacé par un marchand qui devait porter le titre de député et représentant du commerce français auprès de la Sublime Porte. Le divan refusa de reconnaître ce changement; mais, à cette époque, Choiseul ayant été décrété d'accusation par la Convention nationale, à cause de sa correspondance avec les frères de Louis XVI et les cours ennemies de la France, il s'enfuit de Constantinople et alla chercher un refuge en Russie.

Sémonville fut alors désigné pour remplacer Choiseul-Gouffier ; mais l'internonce impérial, baron de Herberg, fit aussitôt près du divan les plus vives instances pour que le nouvel ambassadeur ne fût point admis. « La faction sanguinaire des jacobins, dit-il, voulant souffler partout l'esprit de discorde et d'anarchie dont elle est animée, vient d'expédier à Constantinople un de ses membres les plus dangereux, nommé Sémonville, homme tellement noté par la perversité de ses principes, que plusieurs cours ont déjà décliné ou refusé de l'admettre en qualité de ministre, et même sur leur territoire. Les projets exécrables de cet émissaire, connus de la cour impériale et royale, ne tendent à rien moins qu'à renverser l'harmonie parfaite, si heureusement rétablie entre ces deux empires, pour préparer une diversion favorable à des hordes de scélérats, que Sa Majesté impériale travaille, de concert avec ses augustes alliés, à mettre hors d'état de bouleverser l'Europe entière. » La Porte, cédant à ces remontrances, refusa de recevoir notre représentant. Plus tard, quelques différends avec la Russie, qui furent terminés à l'amiable par notre médiation, eurent pour résultat un rapprochement avec la France : d'ailleurs, le kapoudan-pacha avait besoin d'ouvriers habiles pour creuser un bassin dans le port de Constantinople et pour construire des vaisseaux ; on demanda ces ouvriers à la France ; celle-ci s'empressa de les expédier, et avec eux une compagnie d'artillerie légère, qui fut obligée de prendre la voie de terre. Enfin, le Comité de salut public envoya, avec le titre de chargé d'affaires, le citoyen Descorches, ex-marquis de Sainte-Croix, patriote très-ardent et habile négociateur.

A cette époque, la guerre des rois contre la révolution française était commencée, et la coalition cherchait à se renforcer de la Turquie. Les ministres étrangers, et principalement celui d'Angleterre, excitaient le divan à rompre avec la France, en lui promettant leurs bons offices pour amener la Russie à abandonner ses dernières conquêtes. Descorches avait donc pour mission de com-

battre les calomnies et les sollicitations des puissances coalisées. Grâce à ses représentations, la Porte, qui n'avait, d'ailleurs, aucun intérêt à entrer dans la ligue des rois absolus, persista dans sa neutralité et continua à couvrir de sa protection les marchands et les établissements de la France.

La Convention, satisfaite de ce résultat, laissa Descorches à son poste de chargé d'affaires, en lui enjoignant d'entretenir le divan dans ses dispositions amicales, de faire respecter les anciennes capitulations et surtout de maintenir le protectorat de la France sur les chrétiens d'Orient. Les instructions du Comité du salut public furent entièrement copiées sur celles que le gouvernement des Bourbons avait données à ses agents pendant deux siècles. Descorches remplit sa mission avec plus de zèle que de succès ; il soutint avec dignité l'honneur et les intérêts de la France, et lui conserva l'affection de la Porte; il fit célébrer à Constantinople toutes les victoires, toutes les fêtes révolutionnaires; il s'efforça de maintenir l'ordre dans nos consulats, et fit même passer quelques secours d'argent aux religieux de la Syrie; mais ses demandes et ses démarches n'étaient pas soutenues par le pavillon français, qui n'apparaissait plus que rarement dans les mers ottomanes. Les autorités turques se livrèrent sans crainte à leurs habitudes d'oppression; notre commerce tomba en décadence ou nous fut enlevé par les Anglais et par les Grecs; la légation d'Autriche prit sous sa protection les églises de Constantinople; la légation d'Espagne celles de la Syrie, et les droits et l'influence de la France dans le Levant semblèrent suspendus.

Dès que la Convention eut vaincu la coalition et conclu les traités de Bâle, elle voulut faire reprendre à la France sa position en Orient, et envoya (26 avril 1795) à Constantinople M. de Verninac Saint-Maur, comme chargé d'affaires extraordinaire, avec mission de remettre l'ordre dans notre commerce et nos consulats, de renouer l'alliance avec la Porte, de revendiquer tous nos droits sur les chrétiens d'Orient. Verninac fut reçu en audience

solennelle par le sultan, et, selon les habitudes militaires de la France républicaine, il se fit précéder par un détachement de grenadiers français, la baïonnette au bout du fusil ; ce détachement s'arrêta dans la deuxième cour du Sérail, et présenta les armes aux membres du divan. Cette nouveauté ne déplut pas : la renommée de nos victoires avait traversé les calomnies de nos ennemis, et les Turcs étaient avides de voir ces guerriers qui avaient fait trembler l'Europe.

Cependant la mission de Verninac n'eut pas un plein succès : il s'imaginait qu'il allait révolutionner la Turquie, comme les armées républicaines avaient révolutionné les peuples de l'Occident, et, à cet effet, il fit imprimer et distribuer une gazette en langue française, où il exposait les principes du gouvernement de la France et donnait des conseils au divan. Ces manières d'agir déplurent au sultan, et Verninac, traversé d'ailleurs dans ses négociations par l'Angleterre, s'en retourna (1796) sans avoir rien fait pour notre commerce ni pour les catholiques d'Orient, mais après avoir arraché à l'orgueil musulman une concession que Louis XIV avait vainement demandée, l'envoi à Paris d'une ambassade turque, qui dorénavant serait permanente : l'ambassadeur nommé fut Esseyd-Ali, qui resta en France jusqu'en 1802.

Le général Aubert-Dubayet succéda à Verninac sous le titre d'ambassadeur (1796). On prétend que, lors de sa réception, le sultan Sélim lui dit : « J'accepte avec plaisir les assurances d'amitié du Directoire ; je peux y compter, car la République française n'épousera jamais une archiduchesse d'Autriche. » Le nouvel envoyé obtint du divan le rétablissement de l'ambassade française dans tous ses droits et priviléges, la restitution des églises et établissements catholiques de Galata, de Smyrne et de Syrie, l'assurance que les capitulations de 1740 seraient respectées dans toutes leurs parties. Il avait amené des ingénieurs, des officiers, des instructeurs de toutes armes, des soldats et des ouvriers d'artillerie pour instruire les canonniers turcs et diriger les fonderies et

les arsenaux, enfin jusqu'à des pièces de campagne, montées sur leurs affûts et attelées. Avec ces secours, on forma un corps de huit cents canonniers, dont les manœuvres excitèrent l'admiration des Turcs ; un escadron de cavalerie fut organisé, armé et exercé à l'européenne ; enfin, on composa, avec des renégats étrangers, un bataillon d'infanterie qui devint le noyau du *nizam-djédid*, ou armée de nouvelle ordonnance. Nous verrons plus loin ce que devinrent ces innovations.

§ II. — *Changement de politique de la France. — Projets de conquête de l'Égypte.*

Aubert-Dubayet, voyant les bonnes dispositions du sultan pour la France, le sollicita de faire ce qu'avaient fait tant de fois ses ancêtres, de se déclarer contre l'Autriche. Sélim ne repoussa pas cette proposition ; mais il se fit alors, dans la politique du Directoire, un revirement qui devait avoir les plus funestes conséquences.

Les défaites presque continuelles de la Turquie, les désordres toujours croissants de son administration, les idées d'indépendance qui agitaient l'Albanie, la Servie, la Grèce, la Syrie, les révoltes continuelles des pachas, portaient l'Europe à croire que cet empire touchait à sa fin. C'était aussi l'opinion du Directoire, qui avait repris les doctrines de Choiseul et de Vergennes : il croyait qu'il fallait non-seulement s'apprêter à prendre une part dans le démembrement de l'empire ottoman, mais encore se faire cette part à l'avance, seul, sans le concours de la Russie, malgré toute l'Europe. Le rétablissement de la puissance française en Orient était, disait-il, une des nécessités de notre lutte avec l'Angleterre.

Des plans avaient jadis été proposés à Choiseul et à Louis XVI pour la conquête de l'Égypte : le Directoire les discuta, ainsi que les rapports faits récemment par un officier du génie, Lazowski, chargé d'une mission en Turquie, et par les citoyens Magallon,

consul au Caire, et Prix-Réal, négociant dans cette ville. Le premier n'hésitait pas à conseiller au gouvernement français de renoncer à l'alliance de la Porte et de s'approprier les provinces qui échappaient à sa domination ; il assurait que le sultan était hors d'état d'opposer le moindre obstacle à une entreprise contre l'Égypte, où sa domination était illusoire ; que la faiblesse des ressources de la Turquie, l'épuisement de ses finances, les vices de son gouvernement, tout enfin présageait sa chute prochaine. Les deux autres, victimes des avanies journalières que les mameluks imposaient aux Français, avaient de même, en adressant leurs plaintes au gouvernement, suggéré l'idée d'une conquête dont ils faisaient ressortir la facilité ; ils entraient dans les détails les plus minutieux sur le climat, les productions, les mœurs, les chances de succès, le débarquement des troupes, les marches, les vivres, etc. Le ministre des relations extérieures, Delacroix, adopta avec empressement ce projet d'une expédition en Égypte, et la présenta au Directoire dans les premiers jours de ventôse an IV. Il n'y eut d'opposition que de la part de Laréveillère ; mais on ajourna l'exécution. Talleyrand, qui succéda à Delacroix, voulait qu'on attendît la paix générale et qu'on fît alliance avec l'Autriche et l'Angleterre contre la Russie, pour partager, sans cette dernière puissance, l'empire ottoman.

Pendant ce temps, la même pensée du démembrement de la Turquie occupait Bonaparte au milieu des merveilles de sa campagne d'Italie : des champs de Rivoli et d'Arcole, il regardait l'Orient, cette contrée des grands empires, d'où viennent, disait-il, les grandes gloires ; et, dès que l'occasion s'en offrit, il se hâta de mettre une main sur ces pays du Levant, où la puissance française était presque entièrement à restaurer. La ruine de la république de Venise lui permit de s'emparer des îles Ioniennes, de Parga, de Butrinto, de Larta, de Vonizza et de Prevesa, c'est-à-dire des dernières possessions des Vénitiens en Grèce et en Épire. L'apparition des soldats français sur cette côte peuplée de catho-

liques, où les descendants des colons normands et angevins existaient encore, y fit une profonde sensation, surtout parmi les Grecs, qui commençaient à nourrir quelques idées d'indépendance; elle eut même l'apparence de préparatifs hostiles contre l'empire ottoman (1). « Les îles Ioniennes, écrivit Bonaparte au Directoire (16 août 1797), sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble. Je crois que, si nous étions obligés d'opter, il vaudrait mieux restituer l'Italie à l'empereur et garder ces îles, qui sont une source de prospérité et de richesses pour notre commerce. L'empire des Turcs s'écroule tous les jours : la possession de ces îles nous mettra à même de le soutenir autant que cela est possible, ou d'en prendre notre part. Les temps ne sont pas éloignés où nous sentirons que, pour détruire véritablement l'Angleterre, il faut nous emparer de l'Égypte. Le vaste empire ottoman, qui dépérit tous les jours, nous met dans l'obligation de penser de bonne heure à prendre des moyens pour conserver notre commerce du Levant (2). »

Pendant les négociations de Campo-Formio, Bonaparte s'entoura de tous les documents qui pouvaient l'éclairer sur l'état de l'Orient; il étudia et chargea de notes les nombreux ouvrages qui traitaient de cette matière; il se fit envoyer par Talleyrand les

(1) Par l'ordre du divan, le patriarche de Constantinople publia une instruction paternelle, où il disait que l'hérésie latine avait causé tous les maux de l'Occident, mais que l'Église d'Orient avait été préférée de Dieu, qui avait suscité la puissance dominatrice des Ottomans à la place de l'empire romain, pour la protéger contre l'hérésie, et il anathématisait les nouvelles idées de liberté, comme venant de la jalousie du démon en haine des prospérités de l'Église d'Orient.

(2) Talleyrand lui répondit le 23 août : « Rien n'est plus important que de nous mettre sur un bon pied en Albanie, en Grèce, en Macédoine et autres provinces de l'empire turc d'Europe, et même dans toutes celles que baigne la Méditerranée, notamment l'Égypte, qui peut nous devenir un jour d'une grande utilité. Le Directoire, en approuvant les liaisons que vous avez établies avec la nation albanaise, désire que vous fassiez connaître le peuple français au reste des provinces turques d'une manière qui, tôt ou tard, puisse tourner à leur profit et au nôtre, et au désavantage de nos communs ennemis. »

pièces des affaires étrangères, les mémoires et plans proposés à Louis XIV et à Choiseul, les rapports de Lazowski et de Magallon. Il fit parcourir les échelles du Levant par un agent habile, Poussielgue, qui s'arrêta à Malte et lui envoya des rapports très-détaillés sur les points principaux de la Méditerranée. Il entama aussi des relations avec les Souliotes, accoutumés depuis longtemps à respecter le nom de la France, et qui luttaient pour leur liberté contre le fameux Ali, pacha de Janina ; il leur fit même passer des armes. Il envoya aux Maïnotes des émissaires grecs, avec une lettre pour « le chef du peuple libre de Maïna, » dans laquelle il prodiguait à ces brigands le nom de Spartiates. Il fit sonder sur ses projets d'indépendance le même Ali-Pacha, et lui proposa un traité d'alliance. Enfin, il s'occupa par-dessus tout de Malte. « Pourquoi ne nous emparerions-nous pas de l'île de Malte? écrivait-il à Talleyrand (13 septembre 1797). Quatre cents chevaliers et au plus un régiment de cinq cents hommes sont la seule garde qu'ait la ville de la Valette. Les habitants, qui montent à plus de cent mille, sont très-portés pour nous et fort dégoûtés de leurs chevaliers, qui ne peuvent plus vivre et meurent de faim : je leur ai fait exprès confisquer tous leurs biens en Italie. Avec l'île de Saint-Pierre, que nous a cédée le roi de Sardaigne, Malte et Corfou, nous serons maîtres de la Méditerranée. S'il arrivait qu'à notre paix avec l'Angleterre nous fussions obligés de céder le cap de Bonne-Espérance, il faudrait alors nous emparer de l'Égypte. On pourrait partir d'ici avec 25,000 hommes, escortés par huit ou dix bâtiments de ligne ou de frégates vénitiennes, et s'en emparer. L'Égypte n'appartient pas au Grand Seigneur... Je désirerais que vous prissiez quelques renseignements et me fissiez connaître quelle réaction aurait sur la Porte notre expédition d'Égypte. »

Le coup de main projeté sur Malte ne fut pas exécuté; mais Poussielgue, qui s'y était rendu avec le titre d'inspecteur des échelles du Levant, s'efforça de le préparer en gagnant les chevaliers aux intérêts de la France. D'ailleurs, l'ordre était tellement

déchu, que cette possession ne pouvait manquer de tomber entre des mains étrangères. En effet, Malte était convoitée à cette époque, non-seulement par la France, mais par l'Autriche et par l'Angleterre, et l'ordre signa même avec ces deux puissances des traités qui la mettaient dans leur dépendance.

§ III. — *Expédition d'Égypte. — Rupture de la France avec la Porte. — Paix de* 1802.

Le Directoire et Bonaparte avaient conçu leur projet sur l'Orient au milieu des embarras de la guerre; dès que la paix de Campo-Formio eut été signée, l'expédition d'Égypte fut facilement résolue. Ce fut une grande faute : l'ancien gouvernement de la France s'était préparé à prendre sa part de l'empire ottoman, s'il s'écroulait, mais en s'efforçant d'empêcher cette catastrophe ; tandis que le nouveau gouvernement, en enlevant brutalement à cet empire une de ses provinces, précipitait sa ruine, rompait une alliance qui avait survécu à tant de désastres, enfin mettait pour la première fois en présence les Turcs et les Français : aussi les considérations politiques eurent-elles moins de part à cette détermination du Directoire et de Bonaparte que les considérations d'une ambition vulgaire.

Cependant l'expédition avait de grandes chances de succès : il était facile de faire entendre à la Porte, sur laquelle nous avions tant d'ascendant, qu'elle avait pour but de chasser les mameluks, de rétablir notre commerce, de chercher un passage dans l'Inde. Nous nous présentions en Égypte comme amis du sultan, comme protecteurs de l'islamisme, et nous en donnions pour preuve la prise de Malte, par laquelle nous vengions le croissant d'une longue série d'outrages. Une fois établis, nous aurions négocié pour obtenir une cession complète, et, avec de l'argent, nous l'aurions obtenue. Mais, à cette époque, Aubert-Dubayet mourut, et on laissa les fonctions de l'ambassade à un simple chargé d'affaires, Ruffin ;

de plus, Talleyrand, qui devait aller à Constantinople pour éclairer le divan sur les causes et le but de l'expédition, pour apaiser son irritation et le maintenir dans sa neutralité, craignit les Sept-Tours et fit nommer à sa place Descorches, qui arriva trop tard et n'obtint pas même une audience. Enfin, nous devions trouver de nombreux auxiliaires dans les populations chrétiennes, qui, depuis si longtemps, attendaient de nous leur délivrance : en effet, l'Égypte renfermait encore à cette époque près d'un demi-million de chrétiens ; et, en Syrie, les Maronites et les Druses, réunis sous l'émir Beschir, pouvaient donner 40,000 soldats. Mais la croisade nouvelle était faite avec des idées qui n'étaient point celles des peuples qu'on voulait conquérir : toute expédition de la France en Orient ne peut réussir qu'avec la croix pour bannière, et celle de 1798 était loin d'avoir la moindre inspiration religieuse. Bonaparte, par ses proclamations mahométanes, excita la défiance des chrétiens d'Égypte et de Syrie ; il ne prononça le nom de Jérusalem que pour dire que cette ville n'était pas dans sa ligne d'opérations ; ses soldats se moquaient également de la Bible et du Koran ; ils respectèrent mieux les mosquées que les monastères ; à la prise de Jaffa, ils enveloppèrent dans le même châtiment musulmans et chrétiens : aussi les catholiques de la Syrie, qui avaient d'abord pris les armes, restèrent immobiles, et Beschir ne promit sa coopération à Bonaparte que lorsque Saint-Jean-d'Acre serait pris (1).

Par toutes ces causes, l'expédition échoua ; mais il resta quelque chose de la croisade de la Révolution : l'Asie occidentale fut remuée par l'arrivée des Français ; tous les souvenirs anciens se réveillèrent ; toutes les sympathies de l'Orient pour la France furent ranimées ; la valeur française rentra en possession de la re-

(1) « Il est constant que, pendant tout le siége de Saint-Jean-d'Acre, notre camp fut rempli d'habitants du pays, qui invoquaient le ciel pour le succès de nos armes, et qui ne manquaient jamais, à chaque assaut, de lui adresser leurs ferventes prières. Beaucoup d'entre eux s'agenouillaient la face tournée vers la ville. Il est vrai aussi que la ville de Damas fit offrir ses clefs à Bonaparte. » (Mémoires de Bourrienne, t. II, p. 245.)

nommée qu'elle avait autrefois dans ce pays ; notre gloire nouvelle rendit plus éclatante notre gloire du moyen âge. Aussi les souvenirs de la conquête républicaine se mêlent maintenant aux souvenirs de nos conquêtes chrétiennes dans l'esprit des Orientaux ; les noms de Godefroy, de saint Louis, de Bonaparte, de Kléber, sont également populaires sous les tentes des Bédouins et dans les monastères du Liban ; les noms d'Ascalon et du mont Thabor, de Damiette et des Pyramides, sont également impérissables.

L'expédition d'Égypte eut donc pour résultat général de ranimer l'influence française en Orient, de tirer ces contrées de leur immobilité, de les faire entrer de nouveau dans la sphère d'action de la France, de les habituer comme jadis à regarder les Français comme la grande nation de l'Occident. Mais tout d'abord elle fut désastreuse pour notre commerce, nos établissements religieux, nos relations avec la Porte. En effet, à la nouvelle du débarquement des Français, la stupéfaction du divan fut extrême, et le ministre anglais, appuyé des ministres de Russie et d'Autriche, en profita pour exciter l'orgueil musulman à se venger d'une telle insulte. La cour de Constantinople hésita : elle attendait une explication de la France, elle se croyait trompée par les ambassadeurs des puissances coalisées. Quant à Ruffin, il se trouva dans la position la plus critique : étant sans instructions, il essaya d'abord de nier l'expédition, puis de l'expliquer. La France, disait-il, envoyait des troupes en Égypte, non pour détruire, mais pour affermir la domination du Grand Seigneur contre les mameluks, qui, depuis plus d'un siècle, n'avaient cessé d'entraver les relations commerciales de la France en Égypte, et de persécuter les négociants français... On ne l'écouta pas. Alors il tenta de faire craindre à la Porte les suites d'une rupture ; mais tout cela fut inutile, et le sultan, après avoir longtemps hésité, déclara la guerre à la France, et fit conduire Ruffin aux Sept-Tours (12 septembre 1798).

Tous les Français établis à Constantinople furent emprisonnés dans les châteaux asiatiques du Bosphore, et même dans le bagne

de Constantinople. Oubliant toute dignité, Spencer-Smith, représentant de l'Angleterre, s'empara du palais de l'ambassade de France, et s'y établit. Nos comptoirs de Grèce, d'Asie, de Syrie, furent complétement ruinés; les vaisseaux anglais se présentèrent dans l'Archipel, à Smyrne, à Beyrout, forçant les autorités musulmanes à arrêter les marchands français. Une flotte russe, partie de Sébastopol, passa à Constantinople et vint bloquer les îles Ioniennes, tandis qu'Ali-Pacha s'emparait de Butrinto et de Prevesa, cédées à la France par le traité de Campo-Formio. Nos missions et nos monastères du Levant, abandonnés depuis six ans par le gouvernement français, qui avait cessé de leur envoyer des subsides, implorèrent la protection du roi d'Espagne : ils ne continuèrent à subsister qu'au milieu d'une misère profonde et soutenus par ce zèle religieux qui ne craint pas le martyre.

La conquête des îles Ioniennes, de Malte et de l'Égypte, avaient donné à la France la domination de la Méditerranée : les défaites d'Aboukir et de Saint-Jean-d'Acre la lui enlevèrent. Bonaparte vit que c'en était fait de l'empire qu'il avait rêvé en Orient et de ses grands desseins sur l'Égypte; mais, toujours convaincu que la puissance ottomane touchait à sa fin, il était préoccupé de la pensée de ne pas laisser tomber cette province entre des mains hostiles à la France. « Les Anglais ont frémi, écrivait-il à Kléber (21 août 1799), de nous voir occuper l'Égypte. Nous montrions à l'Europe les vrais moyens de les priver de l'Inde. Ils ne sont pas encore bien rassurés, et ils ont raison. Si quarante ou cinquante mille familles européennes fixaient leur industrie, leurs lois et leur administration en Égypte, l'Inde serait aussitôt perdue pour les Anglais, bien plus encore par la force des choses que par celle des armes. Vous savez apprécier aussi bien que moi combien la possession de l'Égypte est importante à la France : cet empire turc, qui menace ruine de tous côtés, s'écroule aujourd'hui, et l'évacuation de l'Égypte serait un malheur d'autant plus grand, que nous

verrions de nos jours cette belle province passer en des mains européennes (1). »

Il fallut pourtant, malgré les efforts héroïques de nos soldats, songer à l'évacuation de l'Égypte, et Bonaparte, dès qu'il eut en main le gouvernement de la France, chercha à renouer notre alliance avec la Porte. Pendant qu'il négociait à Paris avec l'ambassadeur Esseid-Aly, qui, malgré la guerre, n'avait pas quitté la France, il fit passer à Constantinople, par les ministres d'Espagne et de Prusse, des propositions pacifiques. La Porte les accueillit avec empressement : elle avait vu dans quel piége elle était tombée en se traînant à la suite de ses plus mortels ennemis, contre son unique alliée; elle avait été forcée d'envoyer dans l'armée de Souwarof, en Italie, un contingent de troupes ottomanes; elle s'indignait que les Russes se fussent emparés des îles Ioniennes et dominassent le Bosphore; que les Anglais se fussent établis dans l'Égypte et la Syrie, sous le prétexte d'en chasser les Français. Les préliminaires furent signés à Paris le 9 octobre 1801. Ils furent suivis de traités particuliers avec les régences d'Alger et de Tunis (17 décembre 1801, 23 février 1802), par lesquels ces États barbaresques, qui avaient profité de la guerre pour recommencer leurs anciennes déprédations, s'engageaient à respecter, comme par le passé, le commerce français.

Pendant ce temps, la paix d'Amiens se négociait : l'Angleterre voulait faire admettre la Porte dans le traité, comme partie contractante, afin de l'enchaîner dans son alliance; mais le premier

(1) Voici comment, à Sainte-Hélène, il appréciait cette expédition de sa jeunesse : « Le principal but de l'expédition des Français en Orient était d'abaisser la puissance anglaise. C'est du Nil que devait partir l'armée qui allait donner de nouvelles destinées aux Indes. L'Égypte devait remplacer Saint-Domingue et les Antilles, et concilier la liberté des noirs avec l'intérêt de nos manufactures. La conquête de cette province entraînait la perte de tous les établissements anglais en Amérique et dans la presqu'île du Gange. Les Français une fois maîtres des ports d'Italie, de Corfou, de Malte et d'Alexandrie, la Méditerranée devenait un lac français. »

consul persista à faire une paix séparée avec la Turquie. Cette paix fut conclue le 25 juin 1802 : l'Égypte était évacuée par l'armée française et restituée à la Porte, dont le territoire et les possessions étaient maintenus dans leur intégrité, tels qu'ils étaient avant la guerre. Les îles Ioniennes étaient érigées en république indépendante, sous la protection de la Porte. (Cette nouveauté avait été l'objet d'un traité conclu entre la France et la Russie, de laquelle Bonaparte tendait à se rapprocher.) La Porte devait restituer les biens confisqués aux sujets français pendant la guerre, mettre en liberté nos agents, marchands, religieux, etc. Enfin, les traités qui existaient avant la guerre étaient renouvelés, et particulièrement les capitulations de 1740, avec de nouveaux articles qui réglaient le droit incontestable, pour les bâtiments français, d'entrer dans la mer Noire et d'y naviguer librement. Ruffin sortit des Sept-Tours et reprit ses fonctions de chargé d'affaires jusqu'à l'arrivée du général Brune, nommé ambassadeur (janvier 1803).

§ IV. — *Réforme de l'armée. — Pasvan-Oglou. — Troubles de la Servie.*

Pendant que la France contribuait à l'ébranlement de l'empire ottoman par l'expédition d'Égypte, cet empire était agité par des tentatives de réformes qui amenèrent des troubles intérieurs, principalement dans la Servie.

Les vieux Osmanlis et les ulémas avaient vu de mauvais œil les innovations faites par le général Dubayet, et, lorsque celui-ci mourut (1797), ils firent dissoudre les corps nouveaux et renvoyer les instructeurs. Mais le kapoudan-pacha, Hussein, prit à son service les soldats congédiés et parvint à en réunir six cents, qu'il faisait manœuvrer devant son palais. Ses caresses et ses largesses amenèrent même quelques musulmans à entrer dans ce corps; mais les janissaires, d'abord par leurs moqueries, ensuite par leurs menaces, arrêtèrent ces engagements. Le kapoudan-pacha n'en

continua pas moins l'exécution de son plan, et, lorsque Saint-Jean-d'Acre repoussa les attaques de Bonaparte, la place comptait, parmi ses défenseurs les plus utiles, ces mêmes nizam-gédittes, que Hussein y avait transportés dès qu'il avait appris la marche de l'armée française.

Constantinople les accueillit alors avec enthousiasme : le sultan voulut que, dès ce moment, le trésor public se chargeât de leur solde et que leur nombre fût augmenté. Les janissaires et les ulémas recommencèrent aussitôt leurs murmures; mais le sultan, soutenu par Hussein et par le mufti Vely-Zadé, qui avait été son compagnon d'enfance, résista à leur malveillance.

On profita de l'absence de l'aga des janissaires et des principaux chefs de ce corps, qui étaient alors en Syrie avec le grand vizir, pour publier un hatti-chérif, qui séparait le corps des canonniers de celui des janissaires et instituait sur de nouvelles bases les corps des marins, des bombardiers et les ingénieurs militaires. Deux escadrons de cavalerie à l'européenne et deux régiments d'infanterie devaient être créés à Constantinople même. On attacha une compagnie d'artillerie à chacun des régiments, ainsi qu'un iman et une musique militaire. Pour entretenir ces nouveaux corps, on décida que tous les grands fiefs, à mesure qu'il feraient retour à la couronne, seraient administrés au profit des nizam-gédittes; enfin, on appliqua à leur solde le revenu des douanes, des droits sur le tabac et de nouveaux impôts sur le vin, la soie, le coton, etc. Deux belles casernes furent construites, l'une en Asie, près de Scutari, l'autre en Europe, sur la route de Péra à Buyukderé.

Le pacha de Karamanie, Abdurraman-Kadi, reçut l'ordre de lever dans les provinces asiatiques de nouveaux régiments : il le fit avec tant de zèle, qu'en moins de trois ans il eut huit régiments de nizam-gédittes.

Nous reviendrons sur les conséquences de cette réforme, qui eut une grande influence sur les troubles dont la Servie fut alors le théâtre.

La Servie, tombée directement sous la domination ottomane à la suite de la bataille de Kassovo, avait eu son territoire partagé en timars ou fiefs, accordés aux sipahis. Les Serbes, étant devenus raïas, cherchèrent d'abord protection auprès des janissaires, qui, soldés par le trésor, n'avaient point à peser sur la population et qui étaient partout les adversaires des sipahis. D'ailleurs, depuis le XIVe jusqu'au commencement du XVIIe siècle, le cinquième de la population masculine de la Servie était entré dans le corps des janissaires, ce qui avait établi des liens entre ce corps privilégié et la nation. Malgré ces liens, la différence des religions rendit bientôt les janissaires aussi odieux aux Serbes que les sipahis.

Cependant le paysan serbe n'était point attaché à la glèbe : propriétaire réel de la terre, il la cultivait à sa guise et n'avait qu'à payer ses redevances pour jouir librement de ses récoltes. Il nommait ses *knès* ou maires, qui étaient chargés de maintenir l'ordre et de répartir l'impôt. Les Turcs, groupés dans les villes ou dans les bourgs pour résister plus facilement à une population nombreuse, laissaient entièrement la campagne aux vaincus. Mais, si la loi était douce, l'usage avait établi des exigences qui blessaient l'orgueil des Serbes : ainsi un raïa ne pouvait entrer à cheval dans une ville, et jamais il ne devait laisser voir d'armes ; enfin, il cédait partout le pas au Turc. Aussi le brigandage, si fréquent chez les peuples des montagnes, s'était alimenté de tous les mécontents, et de nombreux corps de *heiduques* protestaient contre l'administration turque. Dans la guerre qui éclata, en 1787, entre l'Autriche et la Turquie, beaucoup de Serbes s'engagèrent dans les corps hongrois et y acquirent des habitudes et des connaissances militaires qu'ils ne tardèrent pas à employer contre ceux que l'amour de la liberté et la haine religieuse leur désignaient comme des ennemis et des oppresseurs.

Après la conclusion de la paix avec l'Autriche (1790), le pacha de Belgrade, Ebet-Bekir, s'efforça de rattacher la Servie à l'empire

par des mesures équitables : il fit donner une amnistie aux habitants qui avaient pris parti pour l'Autriche; il essaya de réprimer les tyrannies des janissaires, qui étaient devenus insupportables, et s'appuya à cet effet sur les sipahis. Les Serbes, satisfaits, appuyèrent l'administration du pacha, dont le successeur, Hadji-Moustapha, conquit le surnom de *Mère-Serbe*. Les janissaires, voulant se venger, s'adressèrent à Pasvan-Oglou.

Celui-ci était un *ayan* de Viddin, dont le père avait été injustement décapité à l'époque de la paix d'Yassy; il se réfugia alors dans les Balkans, et, à la tête de 10,000 *Krdchalis* ou brigands de la Bulgarie et de la Macédoine, il ravagea le pays, s'empara de Viddin et fit payer à la Valachie des contributions. Le divan lui offrit en vain son pardon et la restitution des biens de son père ; il préféra l'indépendance dont il jouissait, se déclara l'ennemi des réformes tentées alors par Sélim, appela à lui les janissaires, dont il devint le patron, et composa sa garde avec ceux qui étaient bannis de la Servie. Il se mit en pleine révolte, prit Orsova et Silistrie, et menaça Belgrade. Le pacha de cette ville, manquant de troupes pour lutter contre un tel adversaire, fit appel aux Serbes, qui levèrent un corps dont le commandement fut confié à un heiduque : dès lors Turcs et Serbes firent cause commune. Puis le kapoudan-pacha Hussein arriva avec une armée de 80,000 hommes, assiégea le rebelle dans Viddin, mais ne put le soumettre. A la fin, le sultan traita avec lui, lui concéda le pachalik qu'il avait usurpé, et ordonna au pacha de Belgrade de rétablir les janissaires.

Cette faiblesse eut les suites qu'elle devait avoir : les janissaires, se regardant comme vainqueurs, commirent des exactions de toute sorte, et, aidés de Pasvan-Oglou, s'emparèrent de Belgrade, dont ils tuèrent le pacha. Puis ils usurpèrent toute l'autorité, exigèrent le neuvième des récoltes et se substituèrent aux sipahis. Ceux-ci s'entendirent avec les Serbes pour secouer le joug; mais les janissaires, prévenus, ne leur laissèrent d'autre voie de salut que la fuite. Une députation fut envoyée à Constantinople

par le knès et fit entendre au sultan ces paroles : « Es-tu encore notre czar? Viens nous délivrer, et, si tu ne le veux pas, fais-nous le dire, afin que nous nous sauvions dans la montagne et les forêts, ou que nous terminions notre vie dans les rivières. » Le sultan envoya aux janissaires l'ordre de cesser leurs tyrannies; mais ceux-ci massacrèrent tous ceux des Serbes qui pouvaient devenir les chefs d'un soulèvement. Le désespoir donna de l'énergie aux malheureux raïas : en peu de jours, les janissaires furent chassés de la campagne et réduits aux villes et aux forts. Alors les Serbes se donnèrent pour chef suprême Georges Pétrovitch, ancien heiduque, qui, lors de la guerre de 1787, s'était mis au service des Autrichiens contre les Turcs (1). On l'appelait *Czerni*-Georges ou Georges *le Noir*. Il refusa d'abord le commandement qu'on lui décernait, parce que, disait-il, il ne savait pas gouverner : les knès lui promirent leurs conseils. Il objecta alors sa disposition à la colère, qui le portait à frapper plutôt qu'à réprimander : on lui répondit que la sévérité était précisément ce qu'il fallait dans les circonstances où l'on se trouvait.

A peine investi de l'autorité suprême, Georges attaque Belgrade, pendant que deux de ses lieutenants prennent Czabatz et Semendria. Dans le même temps, Békir, pacha de Bosnie, sur l'ordre du sultan, arrive au secours des Serbes et se présente aussi devant Belgrade. La ville se rend : le pacha, croyant tout terminé, invite les Serbes à retourner à leurs travaux et à déposer leurs armes;

(1) Pour faire connaître ce futur libérateur de la Servie, il suffira de citer ce fait : fuyant la Servie pour se joindre aux Autrichiens, il était depuis trois jours sur les bords de la Save, près de Douboko, attendant des bateaux hongrois, qui devaient le transporter, lui et ses compagnons, de l'autre côté, lorsque son père, se retournant, regarda les montagnes où il laissait tous les souvenirs de sa vie, sentit son cœur se fondre et conjura son fils de se soumettre plutôt que de passer en Autriche. Puis, de la prière venant à la menace, il déclare qu'il ira dénoncer sa fuite et celle de ses compagnons. Georges le supplie de rester, et, n'ayant pu le fléchir, le tue d'un coup de fusil, disant : « Il vaut mieux que tu périsses tout seul que nous tous. »

mais ceux-ci refusent, car le passé leur a donné de cruelles leçons. Alors Bekir se retire et laisse le pays livré aux ravages des Krdschalis, qui se le partagent comme une conquête.

§ V. — *Ali-Pacha*.

Nous verrons quelles furent les suites des troubles de la Servie et l'influence qu'ils eurent sur les destinées de l'empire. Il nous faut maintenant, pour compléter le tableau de l'anarchie qui minait la Turquie, voir l'état d'une autre province, la basse Albanie, où l'ambition d'un pacha devait amener les événements les plus graves.

Ali, né à Tébelen dans la haute Épire, appartenait à une famille albanaise, depuis longtemps convertie à l'islamisme. Son père, Vely-Bey, persécuté par ses frères, s'était fait voleur de grand chemin et n'était rentré à Tébelen que pour exterminer sa famille, dont les biens grossirent le fruit de ses pillages. Sa mère, Khamco, avait, son mari étant mort, continué le même métier; elle tomba, avec ses enfants, aux mains des habitants de Kardiki et de Cormovo, qui l'outragèrent et la remirent en liberté. Fils de tels parents, Ali ne dégénéra point : après avoir, dès l'âge de dix-huit ans, mené la vie des brigands, à la tête d'une troupe de *palikares*, il tenta la fortune en se faisant le serviteur dévoué de la Porte. La révolte de 1770 avait laissé des traces dans l'Épire : un grand nombre de beys s'étaient rendus indépendants dans leurs montagnes, où ils faisaient les petits tyrans ; les routes étaient infestées de brigands ; le sultan n'avait plus ni action ni pouvoir dans une bonne partie du pays. Ali dénonça successivement à la Porte trois pachas de Delvino, dont l'un était son beau-père, l'autre son beau-frère, le troisième son ami, et les fit périr. Il obtint en récompense le titre de dervend-pacha (pacha des routes), l'autorisation de lever 4,000 Albanais et la charge de purger de brigands toute la province. Il vainquit la plupart des beys rebelles, con-

fisqua leurs biens, envoya une partie de son butin aux ministres ottomans et obtint en récompense le pachalik de Janina (1788). Alors il exécuta la promesse qu'il avait faite à sa mère mourante d'exterminer les gens de Kardiki et de Cormovo : il s'empara de ce dernier bourg et le détruisit entièrement avec ses habitants ; l'un d'eux, accusé d'avoir fait violence à Khamco, fut tenaillé, mis à la broche et rôti à petit feu. Cependant il était exact à payer les redevances à la Porte, et, indifférent sur toutes les religions, il flattait également les musulmans et les grecs, faisant la prière avec les derviches et chantant des hymnes à la Vierge avec les papas.

En 1797, les Français étant devenus maîtres des anciennes possessions vénitiennes, il se mit en rapport avec eux et les assura de son dévouement. Mais, quand la Porte eut déclaré la guerre à la France, il s'empara de Butrinto, marcha sur Prévesa avec 20,000 hommes et rencontra, à Nicopolis, 280 Français qui firent une résistance héroïque. Prévesa fut prise, pillée, et la moitié de sa population massacrée. En même temps, il écrivit au gouverneur des îles Ioniennes qu'il n'avait pris Butrinto et Prévesa que pour les soustraire aux Russes et aux Anglais. La Porte le nomma pacha à trois queues, mais elle commença à s'inquiéter de ses usurpations, et Ali ne parvint à apaiser ses soupçons qu'en envoyant de riches présents aux membres du divan.

En 1802, il obtint de la Porte l'autorisation de détruire les Souliotes : c'était une tribu de montagnards chrétiens et indépendants, qui, en 1770, s'était soulevée à la voix des Russes, et contre laquelle il faisait vainement la guerre depuis 1788. Il enveloppa d'une nombreuse armée les montagnes des Souliotes, et, un traître lui ayant ouvert l'un des défilés, il réduisit les montagnards à capituler (1803). Le traité portait qu'ils sortiraient du pays avec armes et bagages ; mais à peine étaient-ils en marche, qu'ils furent attaqués et massacrés. Leurs femmes se jetèrent dans des gouffres ou dans l'Achéron pour échapper

aux vainqueurs. Un petit nombre parvint à gagner les îles Ioniennes.

La destruction des Souliotes eut un grand retentissement, non-seulement à cause de leur énergique défense, mais à cause de la croix que ces montagnards avaient arborée comme signal de liberté. La Porte récompensa le vainqueur en lui donnant le titre de *romili-valici*, qui lui conférait le commandement des armées, en l'absence du grand vizir. Revêtu de cette nouvelle charge, il marcha contre les Krdschalis de la Macédoine et de la Thrace. Ses ennemis espéraient qu'il échouerait dans cette expédition, mais il réunit 80,000 hommes et força les rebelles à se soumettre et à lui donner des otages; deux pachas, accusés de les avoir soutenus secrètement, furent décapités; les routes devinrent libres, mais Ali profita de sa puissance pour accroître ses richesses en frappant des contributions sur presque toutes les villes. Ensuite, sachant que la Porte était irritée de ses succès et soupçonnait ses projets d'indépendance, il licencia son armée, retourna dans l'Épire, fit périr les plus riches habitants du pays, et en devint ainsi le maître absolu.

§ VI. — *Mission de Sébastiani dans le Levant.*

Pendant que les troubles de la Servie et de l'Épire témoignaient à l'Europe la faiblesse de l'empire ottoman, la guerre allait recommencer dans l'Occident, et le contre-coup s'en faire sentir sur les rives du Bosphore.

Napoléon avait pour les pays orientaux une affection rêveuse et instinctive; il a toujours regretté, même à Sainte-Hélène, que l'échec de Saint-Jean-d'Acre lui eût fait manquer sa carrière d'Alexandre; il savait combien les destinées de l'Europe dépendent de ce mystérieux Levant, qui tient les clefs de la Méditerranée, les clefs de la route des Indes, combien elles dépendent surtout du maintien ou de la chute de cet empire des Osmanlis, dont

l'existence était pour lui, comme pour les gouvernements précédents, un problème insoluble. Il regardait donc de ce côté avec une anxiété d'autant plus profonde, qu'il avait ses forces et ses pensées occupées sans relâche à l'Occident. Aussi, dès qu'il eut fait la paix avec la Turquie, il s'occupa à régénérer notre influence, notre commerce, notre nom dans le Levant, et, à cet effet, il envoya dans ces contrées un homme de confiance et de talent, le colonel Sébastiani. Le but avoué de sa mission était de requérir des Anglais l'évacuation d'Alexandrie, d'annoncer aux pachas d'Égypte et de Syrie la paix conclue avec la Porte en 1802, et de les assurer que des commissaires français allaient être envoyés dans les échelles pour renouer des relations de commerce.

Sébastiani partit de Toulon le 16 septembre 1802, et alla d'abord à Tripoli, où il força le dey à respecter les bâtiments, non-seulement de la France, mais de la république italienne. De là, il aborda à Alexandrie, que le général anglais refusa d'évacuer, mais où le pacha et les autres autorités turques lui rendirent les plus grands honneurs; puis au Caire, où il fut reçu avec des acclamations, où tous les souvenirs de la conquête française se réveillèrent à son aspect. « En Égypte, disait-il dans son rapport, chefs, commerçants, ulémas, peuple, tous aiment à s'entretenir du premier consul; tous font des vœux pour son bonheur. Toutes les nouvelles qui le concernent se répandent d'Alexandrie et de Damiette aux Pyramides et aux grandes cataractes, avec une rapidité étonnante. » Il déclara qu'il mettait tous les chrétiens du pays sous la protection de la France; il fit chanter un *Te Deum*, où tous les Français assistèrent; il obtint du pacha le rétablissement des monastères du Sinaï et de l'Égypte dans leurs priviléges. De là, il se rendit à Saint-Jean-d'Acre, où Djezzar-Pacha l'accueillit avec empressement, et lui promit de rendre aux marchands français et aux religieux de la terre sainte toutes leurs prérogatives : « Je serai moi-même, dit le pacha, le commissaire français

à Acre, et vos compatriotes y recevront l'accueil le plus amical.» Enfin, Sébastiani s'en retourna et toucha en passant aux îles Ioniennes, où il fut accueilli au cri de « Vive la France! » Son rapport fut publié dans le *Moniteur*, et fit une vive sensation : les ennemis de la France le regardèrent comme un aveu des prétentions ambitieuses de Bonaparte sur l'Orient, et ce ne fut pas une des moindres causes de la rupture de la paix d'Amiens. « Le gouvernement français, dit le roi d'Angleterre à son parlement, a conservé des vues hostiles sur ces deux points, l'Égypte et Corfou, et il a même suggéré l'idée d'un partage de l'empire turc. Ces vues sont aujourd'hui devenues évidentes pour tout le monde par la publication officielle du rapport du colonel Sébastiani, par la conduite de cet officier et des autres agents français en Égypte, en Syrie, dans les îles Ioniennes. » L'Angleterre voyait avec dépit que trois années de guerre entre la Porte et la France n'avaient pu rompre les liens qui unissaient ces deux puissances, que notre influence, fondée sur des souvenirs impérissables, allait se ranimer avec notre commerce et notre marine ; que la France républicaine était à même de continuer ou d'exagérer les projets de la France monarchique, soit en régénérant l'empire ottoman, soit en le démembrant à son profit.

§ VII. — *Rupture de la paix d'Amiens. — Conduite de la Porte. — Contre-coup de la victoire d'Austerlitz.*

La cause de la rupture de la paix d'Amiens fut donc le rétablissement de nos relations avec l'Orient, et voilà pourquoi l'Angleterre s'obstina à garder Malte. « Cette île, disait lord Pelham au parlement, était absolument nécessaire à la Grande-Bretagne, comme gage de sécurité contre les desseins de la France à l'égard de l'Égypte. » Et Bonaparte répondait : « La France ne serait plus un État maritime, si les Anglais, qui ont envahi le commerce exclusif des Indes et de l'Amérique, pouvaient encore,

en gardant Malte, chasser la navigation française des échelles du Levant et de toute la Méditerranée. »

La même cause amena la rupture de la Russie avec la France : avec l'Angleterre, c'était Malte ; avec la Russie, ce furent les îles Ioniennes, qui en furent l'occasion ou le prétexte. La Russie y avait laissé garnison ; ses agents avaient envahi tous les pouvoirs; de ce poste, ils remuaient les Albanais et les Monténégrins. « La France réclama l'exécution de l'article portant que les deux parties contractantes garantissaient l'indépendance des Sept-Iles, et qu'il n'y aurait plus dans ces îles de troupes étrangères, article évidemment violé par la Russie, puisqu'elle a continué à y tenir des troupes et qu'elle a changé le gouvernement de ce pays sans aucun concert. »

La France, attaquée par la Russie, l'Angleterre et l'Autriche, s'efforça, comme dans les temps anciens, d'exciter le divan à porter la guerre sur le Danube, et Brune reçut des instructions à cet effet. La cour de Constantinople était restée, depuis la paix, sous l'influence des puissances avec lesquelles elle s'était alliée contre la France; mais elle supportait avec peine cette dépendance, surtout Sélim III, prince éclairé, qui s'irritait du ton arrogant de l'Angleterre et de l'influence toujours croissante de la Russie sur ses sujets. Le moment semblait donc favorable pour rétablir l'alliance ancienne; mais les membres du divan étaient presque tous pensionnés par l'Angleterre; l'empire était, comme nous l'avons vu, plein d'agitations; enfin Brune, avec sa droiture républicaine, sa fierté pleine d'emportement, n'était pas propre à mener une négociation dans cette cour corrompue, où il fallait tant d'astuce et d'adresse : la Porte était tellement dégénérée, qu'elle n'avait plus de politique à elle, et se traînait à la remorque du plus fort. Les propositions de Brune furent accueillies avec froideur, et l'on refusa même de reconnaître à Napoléon son nouveau titre d'empereur. L'ambassadeur menaça de quitter Constantinople; le divan n'essaya point de le retenir; il partit. La

Porte, poussée par la Russie, promit d'entrer dans la coalition et d'envoyer des troupes en Italie ; mais elle se garda bien de le faire.

Napoléon fut mécontent de cette conduite de la Turquie, mais il refusa de s'en venger. Ce n'était pas l'opinion de ses conseillers : Talleyrand voulait qu'après avoir battu l'Autriche on lui imposât des conditions qui lui auraient laissé sa grandeur, mais en faisant d'elle une puissance tout à fait slave et orientale. Pour cela, on lui aurait enlevé ses provinces germaniques, et on lui aurait donné la Valachie, la Moldavie et la Bosnie, ce qui l'aurait assise entièrement sur le Danube, et aurait fait d'elle une ennemie éternelle de la Russie, et, par conséquent, une alliée naturelle de la France. Napoléon aima mieux affaiblir l'Autriche, pour se ménager, dans l'avenir, l'alliance de la Russie ; mais, en même temps, il montra quelle sollicitude il portait aux destinées de l'empire ottoman en se faisant céder, par le traité de Presbourg (26 décembre 1805), la Dalmatie, l'Illyrie, les Bouches-de-Cattaro, etc. Aussi la Russie, qui continuait à intriguer dans la Grèce, et dont les agents avaient soulevé les Monténégrins, se hâta-t-elle de s'emparer des Bouches-de-Cattaro. En représailles, la France s'empara de Raguse.

Dès que la bataille d'Austerlitz l'eut délivrée de la crainte des Russes, dès que le traité de Presbourg lui eut donné les Français pour voisins, la Porte se rapprocha de la France, reconnut Napoléon comme empereur et lui envoya un ambassadeur extraordinaire (5 juin 1806), « pour signaler, disait Sélim, d'une manière éclatante les sentiments de confiance, d'attachement et d'admiration dont il était pénétré pour le prince qu'il regarde comme le plus ancien, le plus fidèle et le plus nécessaire ami de son empire. » Napoléon répondit : « Un des plus grands, des plus précieux avantages que je veux retirer des succès qu'ont obtenus mes armes, c'est de soutenir et d'aider le plus utile comme le plus ancien de mes alliés. Je me plais à vous en donner publiquement et solen-

nellement l'assurance. Tout ce qui arrivera d'heureux ou de malheureux aux Ottomans sera heureux ou malheureux pour la France. Monsieur l'ambassadeur, transmettez ces paroles au sultan Sélim; qu'il s'en souvienne toutes les fois que mes ennemis, qui sont aussi les siens, voudront arriver jusqu'à lui. Il ne peut jamais rien avoir à craindre de moi; uni avec moi, il n'aura jamais à redouter la puissance d'aucun de ses ennemis. »

Le général Sébastiani fut envoyé en ambassade à Constantinople et eut pour instruction d'exciter le divan à faire une diversion contre les Russes sur le Danube. Il emmena des officiers qui devaient l'aider à réorganiser l'armée ottomane. Avant de voir quelles furent les suites de cette ambassade, il faut que nous revenions sur la réforme tentée dans l'armée et sur les troubles de la Servie.

§ VIII. — *Troubles dans la Roumélie.* — *Insurrection de la Servie.*

Ce n'étaient pas seulement la Servie et la Bulgarie qui étaient ravagées par les brigands des Balkans; la Roumélie avait eu sa part de pillages; ses campagnes et ses villes ne purent être protégées par les janissaires, qui subirent de nombreuses défaites; Andrinople fut menacée (1804). Le sultan saisit l'occasion de faire marcher un des régiments nouveaux formés à Constantinople, avec une compagnie d'artillerie légère, un escadron de cavalerie et trois régiments de la Karamanie : les brigands furent battus partout et la Roumélie délivrée. Sélim, heureux des succès des nizam-gédittes, les combla de récompenses; et, voulant pousser plus loin une réforme qui donnait de si prompts résultats, il lança un hatti-chérif (mars 1805) qui ordonnait de choisir dans les villes et les principaux villages de la Turquie européenne, parmi les janissaires et les jeunes mahométans de vingt à vingt-cinq ans, les hommes les plus forts et les mieux constitués pour en former de nouveaux régiments. Cet ordre souleva presque partout la popu-

lation; Constantinople resta tranquille; mais on avait évité d'y publier le hatti-chérif, et le mufti contraignit les ulémas au silence.

En 1806, le divan, à cause de l'état général de l'Europe, crut devoir prendre quelques mesures de précaution, et Kadi-Pacha reçut l'ordre d'augmenter les régiments de nizam-gédittes et de les amener à Constantinople avec tous les zaïms et timariots de son gouvernement, et deux corps de cavalerie que fournissaient les puissantes familles de Tchiapan-Oglou et de Caraosman-Oglou. On espérait que ces troupes pourraient, en se rendant sur le Danube, punir les villes qui avaient refusé d'obéir au dernier hatti-chérif. Mais, d'une part, le sultan Sélim se donna le vain plaisir de les faire manœuvrer pendant un mois; et, d'autre part, les janissaires des différentes villes appelèrent à eux les brigands du Rhodope, de l'Hémus et du Pinde. Partout les populations, prévenues qu'on allait mettre à exécution le hatti-chérif, se soulevèrent; et, lorsque à la mi-juillet Kadi-Pacha se mit en marche, il se trouva, dès les premiers pas, en présence de masses ennemies. Il lui fut impossible de passer outre, et Sélim fut obligé de le renvoyer en Asie avec ses troupes. Constantinople éprouva le contre-coup de cette véritable guerre civile; les ministres furent obligés de s'enfuir et l'aga des janissaires devint grand vizir. Le mufti lui-même s'exila volontairement à Brousse.

Pendant que le cœur de l'empire était livré à ces désordres, les Serbes, se voyant abandonnés par le divan aux ravages des Krdschalis, avaient imploré l'intervention de la Russie (août 1804). Le czar leur répondit que son ambassadeur appuierait toutes leurs démarches et qu'ils eussent à s'adresser au sultan. Une députation de knès se rendit alors (février 1805) à Constantinople; elle demanda que les places fortes leur fussent remises, qu'une somme de deux millions de piastres leur fût payée comme indemnité pour la guerre qu'ils avaient soutenue contre les janissaires. Ces demandes furent regardées comme une insulte; les députés furent

mis en prison, et le pacha de Nissa, Hafiz, reçut l'ordre d'entrer en Servie. Les Serbes, qui n'avaient songé jusque-là qu'à se débarrasser de l'oppression des janissaires, résolurent de faire la guerre pour leur indépendance. Hafiz fut battu, et un synode, convoqué à Semendria, appela tous les Serbes à la conquête de la liberté. Les pachas de Bosnie et d'Albanie entrèrent en Servie et mirent tout à feu et à sang. Czerni-Georges réunit 15,000 hommes, battit les deux pachas séparément et remporta enfin sur eux une victoire complète à Czabatz (août 1806). Alors le pacha de Scutari leur offrit la paix aux conditions suivantes : que les Serbes auraient un gouvernement particulier et payeraient une somme de 600,000 florins, qui serait employée à désintéresser les sipahis ; que la citadelle de Belgrade serait occupée par une garnison ottomane. Ces propositions furent acceptées, mais le sultan refusa de les exécuter (décembre 1806). A cette époque, la guerre ayant éclaté entre la Russie et la Turquie, les Serbes trouvèrent un protecteur dans le czar. Nous allons voir les causes de cette guerre.

§ IX. — *Rupture de la Porte avec la Russie et l'Angleterre. — Les Russes envahissent les provinces danubiennes.*

Napoléon avait essayé de négocier la paix avec l'Angleterre et avec la Russie, et il avait posé, pour première condition des traités à faire, « l'indépendance absolue de l'empire ottoman comme étant non-seulement son désir le plus vrai, mais le point le plus constant de sa politique. » Les négociations échouèrent ; la guerre continua ; la Porte, craignant d'y être entraînée et voulant faire respecter sa neutralité, ordonna aux voïvodes de Moldavie et de Valachie d'approvisionner leurs places, et au pacha de Roumélie de rassembler des troupes sur le Danube. La Russie prit défiance de ces précautions : elle redoubla ses intrigues pour exciter des troubles dans l'intérieur de l'empire, fomenta la révolte des Serbes,

envoya des armes aux Monténégrins et aux Maïnotes ; enfin, elle usa envers la Turquie des procédés qui lui avaient si bien réussi à l'égard de la Pologne, en s'immisçant dans les affaires des provinces danubiennes.

La révolte de Pasvan-Oglou ayant exposé la Valachie à de grands troubles, les Roumains songèrent à s'appuyer sur la France pour obtenir leur indépendance, et ils envoyèrent des députés à Napoléon pour lui demander son assistance afin de se constituer en État libre sous le protectorat français. Napoléon refusa de prendre aucun engagement à ce sujet. Alors les boyards valaques élurent pour prince Ypsilanti, qui rêvait de reconstituer un royaume de Dacie avec l'appui de la Russie. Les Moldaves élurent Morusi, qu'on croyait aussi du parti russe. La Porte refusa de reconnaître Ypsilanti et nomma Alexandre Soutzo, que la Russie repoussa à son tour. A la fin, la Porte céda ; mais le général Sébastiani, en se rendant à Constantinople, s'était arrêté quelque temps à Bukharest auprès du prince Ypsilanti ; il avait étudié avec soin sa conduite, et il dévoila au sultan les manœuvres de la cour de Saint-Pétersbourg, en l'excitant à punir la trahison des voïvodes par une destitution. On lui objecta que, depuis le traité d'Yassy, ces princes, nommés pour sept ans, ne pouvaient être destitués qu'avec le consentement du czar ; mais, dans une entrevue particulière avec le sultan, Sébastiani démontra que ce consentement ne pouvait regarder que des fautes d'administration et non une trahison notoire ; il accusa les voïvodes d'être les instigateurs des troubles de Servie, en montrant la liaison qui existait entre Czerni-Georges et le prince Ypsilanti. Le sultan, entraîné, révoqua les voïvodes (30 août 1806) et les remplaça par Soutzo et Callimachi. Ypsilanti se sauva d'abord en Transylvanie, puis dans l'armée russe ; ses biens furent confisqués et son vieux père décapité. Quant à Morusi, il se retira à Constantinople.

Ce succès diplomatique avait été obtenu si promptement, que la Russie n'avait pu détourner le coup ; à peine revenue de sa sur-

prise, elle éprouva un autre échec qu'elle dut encore à l'habileté de notre ambassadeur.

Nous avons dit que Napoléon avait essayé de négocier la paix avec la Russie ; un traité avait même été signé avec l'ambassadeur russe, mais le czar refusa de le ratifier. Sébastiani fit entendre au divan que les principaux motifs de ce refus étaient les garanties exigées par la France et contenues dans le traité de paix en faveur de l'empire ottoman. Le traité stipulait, en effet, l'indépendance des Sept-Iles, ce qui ôtait aux Russes le moyen d'attaquer la Turquie de ce côté, et, en même temps, il rétablissait l'indépendance de Raguse sous le protectorat de la Porte. « La Russie voit avec peine, disait le général Sébastiani, qu'elle ne pourra plus envahir de force les provinces turques, comme la Crimée, ou les lui arracher en temps de paix, comme elle lui a arraché la Géorgie et le passage des Dardanelles. » Et il demanda, au nom de l'empereur, que le Bosphore fût fermé à tout bâtiment russe de ligne ou de transport, chargé soit de troupes, soit de munitions de guerre, déclarant que laisser ce passage ouvert aux Russes serait violer la neutralité et donner aux Français le droit de passer sur le territoire ottoman, pour les attaquer sur les bords du Dniester. Il déclara, en outre, que tout renouvellement ou même toute continuation d'alliance avec l'Angleterre ou la Russie serait considéré comme une accession à la guerre contre la France. Enfin, il ajouta que l'armée française en Dalmatie n'avait d'autre but que de maintenir l'intégralité de l'empire ottoman ; mais que, si la Sublime Porte s'unissait aux ennemis de la France, l'empereur serait contraint de donner à cette armée une destination tout opposée à celle qu'elle avait eue jusqu'alors. La demande de l'ambassadeur français fut accueillie, et, peu de temps après, un brick russe s'étant présenté pour entrer dans le Bosphore, le passage lui fut interdit.

Les ministres d'Angleterre et de Russie, MM. Arbuthnot et d'Italinski, furent stupéfaits de ces mesures, qui annonçaient un

changement de politique de la part de la Porte. Le premier reprocha au divan d'abandonner ses fidèles alliés pour se livrer à l'influence funeste du gouvernement révolutionnaire de la France ; le second déclara que son maître ne pourrait tolérer de telles infractions aux traités ; tous deux demandèrent le renouvellement de l'alliance, ainsi que le rétablissement des voïvodes. Les ministres turcs furent effrayés et parurent disposés à revenir en arrière. L'alliance de la France les rassurait contre la rupture avec la Russie, mais nullement contre l'Angleterre, dont la marine pouvait ruiner le commerce de l'empire, et qui, d'ailleurs, semblait jusqu'alors lui avoir prêté une assistance gratuite. Sébastiani lui rendit confiance en disant que l'Angleterre ne compromettrait pas sa position commerciale pour des faits qui ne l'atteignaient pas directement.

Le divan essaye alors de traîner en longueur la négociation avec les ambassadeurs de Russie et d'Angleterre ; mais le premier s'embarque sur un vaisseau de sa nation et demande ses passe-ports ; le second, retenu à Buyukdéré par une fièvre lente, envoie son second secrétaire, Wellesley Pole, pour exiger une réponse catégorique. Celui-ci se rend à Constantinople à franc étrier, et, comme le temps était mauvais, il arrive au divan tout couvert de boue et la cravache à la main ; il répète fièrement les demandes de son ambassadeur, et ajoute qu'une flotte, partie de Gibraltar, va passer les Dardanelles. La tenue cavalière et les paroles menaçantes du jeune secrétaire font une profonde impression sur le divan, qui ordonna aussitôt le rétablissement des voïvodes. M. d'Italinski, représentant de la Russie, descend alors à terre et reprend ses fonctions.

Sélim fut désolé de la lâcheté du divan ; il déclara à Sébastiani, avec lequel il eut une entrevue secrète, « que, pris à l'improviste, il cédait à l'orage ; mais qu'il nourrissait l'invariable résolution de suivre la politique de l'empereur et de former avec lui des liens plus étroits que ceux qui, pendant des siècles, avaient uni la

France et la Turquie. » Sébastiani assura le sultan que Napoléon comprendrait les difficultés de la situation et que son amitié n'en serait point diminuée. Sélim, dans son inquiétude, écrivit lui-même à l'empereur; celui-ci lui répondit (mars 1807) en lui offrant le secours de son armée de Dalmatie, qui, par la Bosnie, pourrait gagner le bas Danube, et celui de la flotte française de Cadix, qui, passant le Bosphore, se serait rendue maîtresse de la mer Noire. En attendant, il lui expédia de Dalmatie des officiers du génie et d'artillerie.

La Porte avait lieu de croire que la satisfaction qu'elle venait de donner à la Russie en rétablissant les voïvodes arrêterait toute agression de sa part; d'ailleurs, cette puissance était alors appelée à secourir la Prusse, battue à Iéna; mais la Russie pensait qu'attaquer la Turquie, c'était combattre la France, et le général Michelson envahit la Moldavie et la Valachie. Napoléon, qui suivait avec anxiété la politique vacillante du divan, crut que le contre-coup de ses victoires sur la Prusse se ferait sentir sur le Danube, et, lorsqu'il fut à Berlin : « Écrivez, dit-il à l'envoyé turc, écrivez à votre cour pour lui donner la nouvelle de ce qui se passe ici, et annoncez que les Russes ne tenteront rien contre l'empire ottoman (28 octobre). » En effet, deux divisions détachées de l'armée de Michelson vinrent, sous les ordres du général Essen, renforcer Bennigsen et prendre part à la bataille d'Eylau; mais la Turquie ne fut pas attaquée moins vigoureusement, et Alexandre, qui avait fait le serment de sauver la monarchie prussienne, oublia ce serment pour essayer de saisir en Orient la proie éternellement convoitée par l'ambition russe.

Sélim fut indigné de cette odieuse agression; M. d'Italinski, interpellé, ne savait quelle explication donner, et M. Arbuthnot était contraint de reconnaître que la Porte avait lieu d'être offensée, s'il n'y avait point d'autre cause à la marche des armées russes. La population de Constantinople devint menaçante, et l'ambassadeur russe ne dut qu'aux représentations énergiques de

Sébastiani de ne pas être jeté aux Sept-Tours : un vaisseau anglais le reçut à son bord et le débarqua à Ténédos. Pendant que Sébastiani protégeait ainsi M. d'Italinski, les Russes enlevaient M. Reinhart, consul général de France à Yassi, et l'envoyaient prisonnier à Moscou.

§ X. — *Napoléon envoie des secours à la Porte. — Départ de l'ambassade anglaise. — L'amiral Duckworth passe les Dardanelles.*

Napoléon fut vivement ému de l'attaque non motivée des Russes : il en prit occasion pour intéresser l'honneur français au soutien de la Turquie, pour dévoiler les projets de la Russie sur cet empire et déclarer que la seule condition de paix qu'il faisait au czar était le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Turquie. « Je ne traiterai jamais avec Alexandre, disait-il hautement, si les Russes n'évacuent la Valachie et la Moldavie, occupées contre la foi des traités. » — « Qui pourrait calculer, écrivait-il au sénat (29 janvier), la durée des guerres, le nombre des campagnes qu'il faudrait faire un jour pour réparer les malheurs qui résulteraient de la perte de l'empire de Constantinople, si l'amour d'un lâche repos et les délices de la grande ville l'emportaient sur les conseils d'une sage prévoyance? Nous laisserions à nos neveux un long héritage de guerres et de malheurs. La tiare grecque relevée et triomphante depuis la Baltique jusqu'à la Méditerranée, on verrait de nos jours nos provinces attaquées par des nuées de fanatiques et de barbares; et si, dans cette lutte trop tardive, l'Europe civilisée venait à périr, notre coupable indifférence exciterait justement les plaintes de la postérité et serait un titre d'opprobre dans l'histoire. »

Il donna à Marmont (29 janvier), qui commandait en Dalmatie, l'ordre d'aider de tous ses moyens, conseils, armes et munitions, les pachas de Bosnie et de Scutari; de leur envoyer des officiers

d'état-major, les uns pour résider auprès d'eux, les autres pour parcourir les provinces turques, exalter les têtes en promettant les secours de la France et recueillir des renseignements utiles. Pour le cas où le sultan demanderait des troupes : « L'empereur n'est pas très-éloigné, disait le major général Berthier, de vous envoyer avec 25,000 hommes sur Viddin, et alors vous rentreriez dans le système de la grande armée, puisque vous en feriez l'extrême droite... Mais tout cela n'est qu'hypothétique. Dans cette grande circonstance, les Anglais hésitent et paraissent vouloir rester en paix avec la Porte. Cette dernière puissance s'est servie pour cela de la menace de transporter 40,000 hommes jusqu'aux portes d'Ispahan, et nos relations sont telles avec la Perse, que nous pourrions nous porter sur l'Indus. Ce qui était chimérique autrefois devient assez simple dans ce moment où l'empereur reçoit fréquemment des lettres du sultan, non des lettres d'emphase et trompeuses, mais dans ce véritable style de crainte contre la puissance des Russes, et portant une grande confiance dans la protection de l'empire français. »

Cependant M. Arbuthnot restait seul pour lutter contre l'influence française, car le baron de Sturmer, internonce autrichien, gardait la neutralité, et le baron de Bilfeld, chargé d'affaires de Prusse, avait perdu toute influence depuis les désastres de son pays ; quant à l'Espagne et à la Hollande, elles suivaient notre impulsion.

Sélim, croyant le moment venu de venger les malheurs du règne précédent, déclara enfin la guerre à la Russie (30 décembre). Alors Sébastiani pressa le divan de fortifier les Dardanelles et le Bosphore ; un de ses officiers, Juchereau de Saint-Denis, chef du génie militaire, fit un rapport sur l'état des fortifications existantes, et un hatti-chérif ordonna la prompte exécution des travaux qu'il avait indiqués (1).

(1) Juchereau de Saint-Denis, depuis général de brigade et ambassadeur en Grèce, a écrit une *Histoire de l'empire ottoman depuis 1792 jusqu'en 1844*.

L'ambassadeur anglais, voyant les tendances de la Porte, ne ménagea plus rien : il osa demander l'expulsion de Sébastiani, la cession de la Moldavie et de la Valachie à la Russie, et la remise de la flotte turque à l'Angleterre, ainsi que des forts et des batteries des Dardanelles. Le divan rejeta ces demandes avec indignation. Arbuthnot crut que, dans ces circonstances, il pouvait y avoir du danger pour sa personne à rester à Constantinople, et il s'embarqua clandestinement sur l'*Endymion*. Sous le prétexte d'un dîner, il y avait fait appeler les principaux négociants anglais, auxquels il déclara qu'ils ne communiqueraient plus avec la terre, que l'Angleterre les indemniserait de leurs pertes et que leurs familles avaient été recommandées par lui à M. Sébastiani. L'*Endymion* franchit les Dardanelles sans encombre, grâce à la négligence du kapoudan-pacha. A peine arrivé à Ténédos, l'ambassadeur anglais s'empressa d'écrire au divan qu'il se considérait toujours comme étant sur le territoire ottoman et que les négociations n'étaient pas rompues. On lui désigna, pour traiter avec lui, le kapoudan-pacha et Feyzi-Effendi, qui se trouvaient aux Dardanelles pour y faire exécuter les travaux ordonnés par le sultan ; il envoya auprès d'eux son premier drogman, qui avait pour mission de détourner leur attention des fortifications en leur faisant espérer une solution pacifique. En vain M. de Lascours, aide de camp du général Sébastiani, s'efforça d'éclairer les deux fonctionnaires turcs; ils ne croyaient point au danger. Tout à coup, l'escadre anglaise apparut et jeta l'ancre dans la rade de Ténédos, où elle se réunit aux trois vaisseaux de l'amiral russe. Puis, le 19 février 1807, à la pointe du jour, profitant d'un vent favorable et de la fête du beïram, qui rendait les Turcs inattentifs à la garde des batteries, l'amiral Duckworth franchit les Dardanelles. Le kapoudan-pacha, averti, essaya de réparer sa négligence; mais, effrayé par quelques boulets anglais qui pénétrèrent dans la batterie où il se trouvait, il se retira sous le prétexte de donner des ordres à la flotte. Aussitôt les canonniers jettent les refouloirs et les écouvillons; les

officiers français restent seuls. Cependant la flotte anglaise trouve la flotte turque près de la pointe de Nagara et l'incendie; un brick seul s'échappe et va annoncer à Constantinople l'arrivée de l'ennemi. A quatre heures, les Anglais stationnaient auprès de l'île des Princes, et un parlementaire remettait l'ultimatum de M. Arbuthnot. Peu de temps après, les officiers français arrivent des Dardanelles où on les avait laissés, et font connaître la conduite du kapoudan-pacha et de Feyzi-Effendi. Le divan prive le premier de ses biens et de ses dignités, et condamne le second à mort; puis, croyant tout perdu, il décide qu'il faut se soumettre aux conditions des Anglais.

§ XI. — *Sébastiani décide le sultan à la résistance. — Mesures de défense. — Retraite des Anglais.*

Sélim envoya un messager à Sébastiani pour l'engager à quitter la capitale; il protestait de son amitié pour la France, et s'excusait sur la nécessité où il se trouvait, Constantinople étant sans défense; d'ailleurs, le peuple accusait l'ambassadeur français d'être la cause de la guerre, et à peine le gouvernement pouvait-il répondre de sa vie. Sébastiani reçut le messager au milieu de tous ses officiers et de ses secrétaires, et répondit qu'il était à Constantinople par les ordres de son souverain, qu'il n'en sortirait que par ces mêmes ordres, à moins qu'on ne l'en arrachât par la force. « Il ne s'agit ici, dit-il, de rien moins que de l'honneur et de l'indépendance de l'empire ottoman. La flotte de l'amiral Duckworth peut incendier une partie de la ville, faire périr un certain nombre d'hommes; mais, privée de l'appui d'une armée de terre, elle ne peut s'emparer de cette capitale, alors même que vous voudriez lui en ouvrir les portes et la lui livrer sans défense. Vous supportez tous les ans les pertes occasionnées par de fréquents incendies, les pertes plus cruelles qu'amène la peste : montreriez-vous moins de fermeté pour la défense de votre religion

et de votre patrie? L'empereur Sélim ne voudra pas, par une faiblesse indigne de lui, descendre du haut rang où l'ont placé ses ancêtres. Vos remparts ne sont pas armés, mais vous avez du fer, des munitions, des vivres, des bras ; ajoutez-y du courage, et vous triompherez de vos ennemis. Je vous prie de dire à votre auguste maître que j'attends avec confiance une résolution digne de lui et de l'empire qu'il gouverne (1). » Ensuite il envoya des lettres et des agents aux ministres, aux membres du divan, aux ulémas, pour les engager à faire révoquer la fatale résolution, et il parvint à réveiller leur orgueil et leur confiance en eux-mêmes.

Cependant, à l'apparition des vaisseaux anglais, le peuple de Constantinople n'avait pas partagé la frayeur du gouvernement ; les janissaires avaient couru aux armes, les topchys avaient armé les batteries ; tous paraissaient disposés à périr plutôt qu'à se soumettre. Sébastiani va trouver secrètement le reis-effendi, lui fait remarquer que les vents sont contraires, que quelques jours suffiraient à la mise en état de défense et que les Anglais ne peuvent rien tenter de sérieux. Le ministre se laisse convaincre et persuade le grand vizir, qui obtient pour Sébastiani une audience immédiate du sultan. Sélim accueille avec bonheur la perspective qu'on lui ouvre, et, quelques conseillers ayant été appelés, une discussion s'ouvre où le général expose chaleureusement les raisons qui doivent décider le sultan à la résistance. « Vous ne pouvez accéder, dit-il, à l'insolente intimation des Anglais sans être rayés du rang des nations ! La flotte anglaise brûlera votre ville, dites-

(1) Si l'on en croit un témoin oculaire (le baron Prévost, *Constantinople en 1808*, dans la *Revue contemporaine* de 1854), Sébastiani avait cru, un instant, à un échec complet, et, malgré la fierté de son langage, il prépara tout pour un départ. En vain M. Ruffin, qui connaissait les obstacles que la mer opposait à une flotte venant des Dardanelles, essaya de le rassurer. Sébastiani détruisit ses instructions, sa correspondance et ses papiers importants ; sa précipitation était si grande, qu'il brûla aussi son contrat de mariage. Un petit bâtiment fut secrètement préparé, et madame Sébastiani, alors sur le point d'accoucher, fut recommandée par une lettre au ministre d'Autriche.

vous? Eh bien, vous la rebâtirez, et votre honneur, du moins, sera demeuré intact. Mais, remarquez-le bien, l'ennemi ne peut vous atteindre sans s'exposer à vos batteries, et ses dangers sont centuples des vôtres. Eût-il anéanti votre glorieuse capitale, comment l'occuperait-il avec une poignée d'hommes? Votre agresseur a contre cette chance les hasards du combat, de la mer, des vents surtout. Qu'ils lui manquent, non-seulement il ne peut agir, mais il demeure à votre merci. Temporisez donc, négociez lentement, car le temps est pour vous; votre salut et la honte de vos ennemis dépendent uniquement de votre conduite (1)! »

Ces paroles furent appuyées par un courrier venant des bords de la Vistule et apportant une lettre de Napoléon, pleine d'exhortations pour le sultan. « Généreux Sélim, lui disait-il, montre-toi digne des descendants de Mahomet! Voici l'heure de t'affranchir des traités qui t'oppriment. Je suis près de toi, occupé à reconstituer la Pologne, ton amie et ton alliée. L'une de mes armées est prête à descendre le Danube et à prendre en flanc les Russes, que tu attaques de front. L'une de mes escadres va partir de Toulon pour garder ta capitale et la mer Noire. Courage donc, car jamais tu ne retrouveras une pareille occasion de relever ton empire et d'illustrer ta mémoire! » Le divan, revenant alors sur sa première décision, opine en faveur de la résistance, et Sébastiani est chargé de la préparer et de la diriger.

Cependant la flotte anglaise, ayant le vent contraire, avait mouillé aux îles des Princes, et l'ambassadeur, croyant que sa présence suffirait pour vaincre les irrésolutions du divan, négociait au lieu d'agir. Une note, dictée par Sébastiani, fut envoyée à M. Arbuthnot et lui donna l'espoir d'un prompt succès; on gagna ainsi du temps. Sébastiani fit dresser sa tente dans les jardins du sérail; de là, il dispersa ses officiers et une centaine d'autres Français dans les batteries pour diriger et animer les

(1) Baron Prévost, *Constantinople en 1808*.

travailleurs. Turcs, Grecs, Arméniens, Juifs, portaient des terres, élevaient des parapets, traînaient des canons avec une activité et un zèle qui tenaient du prodige ; les travaux avançaient comme par enchantement. A la fin du premier jour, le port était fermé par un double rang de chaloupes canonnières et sept vaisseaux de ligne; trois cents canons étaient dans les batteries ; en moins de cinq jours, il y en eut près de douze cents : la ville était inabordable. L'enthousiasme allait croissant ; le sultan visitait à pied les batteries qu'on élevait, et les ministres, avec leurs principaux employés, animaient les travailleurs par leur présence. Des marins, montés sur de frêles embarcations, osaient se glisser au milieu de la flotte anglaise et enlever les canots qui se rendaient d'un vaisseau à l'autre ; enfin, on eut beaucoup de peine à empêcher le nouveau kapoudan-pacha d'aller attaquer la flotte anglaise.

Arbuthnot, étant tombé malade, laissa la direction diplomatique à l'amiral, qui faisait sommation sur sommation ; mais, à mesure que les travaux avançaient, les réponses des ministres turcs, d'abord incertaines et évasives, devenaient de plus en plus fières et menaçantes. Enfin, voyant ses efforts inutiles, et apprenant que derrière lui on garnissait les Dardanelles, il se décida à la retraite (1er mars). En repassant le canal, il fut rudement salué par les châteaux, et perdit deux corvettes et six cents hommes.

Arrivé à l'île de Ténédos, l'amiral anglais fut rejoint par l'amiral russe Siniavin, qui lui proposa de recommencer ensemble la tentative qui venait d'échouer. Duckworth refusa. On essaya alors de renouer les négociations avec la Porte; mais Sébastiani, devenu tout-puissant, faisait lui-même les réponses, et les deux amiraux comprirent bientôt qu'il n'y avait rien à espérer. Duckworth partit pour l'Égypte, où il rejoignit une expédition qui allait en tenter la conquête.

Constantinople était dans l'allégresse ; tout le monde félicitait Sébastiani. L'enthousiasme de Sélim pour l'alliance française était à son comble ; voulant manifester sa reconnaissance, il vint à la

batterie du kiosque vert, où Sébastiani fut appelé pour recevoir ses remercîments publics; là, le sultan le décora de l'ordre du Croissant de première classe, ainsi que le marquis d'Almenara (1) et le conseiller Ruffin, dont l'expérience et les avis avaient, autant que l'énergie de Sébastiani, amené la victoire qu'on venait de remporter.

A peine était-on délivré, que plusieurs officiers français, détachés de l'armée de Dalmatie, arrivèrent à Constantinople : parmi eux, on remarquait les colonels Foy, Haxo, Sorbier et le capitaine de Tracy; cinq cents canonniers, qui étaient déjà en Thessalie, reçurent l'ordre de se diriger sur la capitale.

§ XII — *Les Turcs attaquent la flotte russe. — Refroidissement entre la Porte et la France.*

Cependant les Turcs voulurent poursuivre leur succès : ayant appris que la flotte russe était encore à Ténédos, le kapoudan-pacha, Seyd-Ali, alla lui offrir le combat; mais, malgré la bravoure de ses équipages, il fut défait et forcé de rentrer dans le canal des Dardanelles. Quelques signaux mal faits ou mal compris furent la cause de cet échec, et le vice-amiral paya de sa tête la faute que lui attribua le kapoudan-pacha. Cette tentative de la marine turque eut pourtant un résultat avantageux : les Russes, qui avaient beaucoup souffert dans le combat, furent obligés de se rendre aux îles Ioniennes pour se radouber, et laissèrent libre la navigation entre Constantinople et les possessions turques de la Méditerranée.

Napoléon était alors au camp de Finkenstein, où il reçut les ambassadeurs de la Perse et de la Turquie. Un traité offensif et défensif fut conclu avec le premier, et l'on envoya en Perse le général Gardanne avec des officiers pour discipliner l'armée per-

(1) Ambassadeur d'Espagne qui avait secondé l'ambassadeur de France.

sane. Un traité fut aussi conclu avec la Porte; mais Napoléon refusa d'y insérer que les deux États ne pourraient faire la paix que de concert, tout en déclarant qu'il saurait ménager les intérêts de son allié, et que « la main droite et la main gauche n'étaient pas plus inséparables que l'empereur Sélim et lui. » Ce refus indisposa le divan, et sa défiance se manifesta lorsque Napoléon demanda de nouveau à diriger 25,000 hommes contre les Russes, par la Bosnie, la Macédoine et la Bulgarie. Pourtant cette demande avait déjà été accueillie, et, le 31 mars, Sébastiani avait pu écrire à Marmont : « La Porte consent au passage des troupes ; la seule différence qu'il y aura dans l'arrangement de cette affaire, c'est que la Sublime Porte désire que la demande du passage des troupes soit faite par Sa Majesté... Du reste, des ordres ont été donnés pour la formation des magasins de vivres... Le gouvernement ottoman se trouve aujourd'hui dans une position à désirer, plus que jamais, votre appui sur le Danube, La prise de l'île de Ténédos par les Russes, et les mouvements des Serviens, qui paraissent vouloir se joindre à l'armée de Michelson, donnent à la Porte les plus vives inquiétudes. Ici tout est arrangé pour votre entrée... Les pachas de Bosnie et de Scutari out reçu ordre de vous seconder de tous leurs moyens, et même de se réunir à vous pour combattre les Monténégrins et Cattaro. » Le 8 mai, une nouvelle lettre fit connaître à Marmont le changement survenu dans les résolutions de la Porte : « L'offre qu'on avait faite à la Porte d'envoyer un corps d'armée sur le Dniester, pour combattre les Russes, n'a point été acceptée. Le Grand Seigneur y aurait probablement consenti, si le passage de ce corps à travers les États ottomans eût pu s'exécuter avec assez de rapidité, pour ne pas donner des inquiétudes à ses peuples. Le bruit de sa marche s'étant répandu de toutes parts, l'imagination en a grossi le nombre, la malveillance l'a peint comme dangereux. On a fait craindre au Grand Seigneur que ses propres amis ne voulussent l'opprimer, quand ils seraient au cœur de ses États. Peut-être même les janissaires, qui se sont

opposés, l'année dernière, avec tant d'obstination à l'organisation de l'armée régulière, ont-ils redouté que ces troupes ne fussent employées contre eux-mêmes... »

La maladresse de César Berthier, gouverneur des Sept-Iles, sembla justifier ces craintes, car il somma tout à coup le pacha de Janina de lui remettre Parga, Prévesa et Butrinto, anciennes possessions de Venise, dont celui-ci s'était emparé, ainsi que nous l'avons vu, à l'époque de notre expédition d'Égypte. La sommation intempestive de Berthier donna de la consistance aux suppositions malveillantes que notre demande de passage avait suscitées, et le divan pria l'empereur de suspendre la marche des 25,000 hommes.

§ XIII. — *Expédition des Anglais en Égypte.* — *Méhémet-Ali.*

Nous avons dit qu'après sa sortie des Dardanelles, l'amiral Duckworth s'était dirigé vers l'Égypte, où l'Angleterre envoyait une expédition. Cette puissance n'avait cessé d'entretenir des rapports avec les mameluks, et elle pensait que l'occasion de s'emparer de ce pays était arrivée. Un coup d'œil jeté sur les événements qui s'y étaient passés depuis que nous l'eûmes évacué fera comprendre les motifs qu'elle avait de croire cette conquête facile, et les causes qui la firent échouer.

Notre départ avait laissé l'Égypte au pouvoir des Turcs, des troupes anglaises débarquées par l'amiral Keith et des mameluks. La Porte, espérant achever l'œuvre si bien commencée par les Français, ordonna à son pacha Mohammed-Khosrew d'interdire la vente des esclaves circassiens et géorgiens, qui alimentaient le corps des mameluks et lui rendaient incessamment la vigueur que le soleil de l'Orient semble enlever aux populations qu'il éclaire. Le pacha obéit; mais les mameluks, réunis sous leurs deux principaux beys, Osman-Bardissy et Mohammed-l'Elfy, remportèrent sur lui, à Saré-Chesmé, une victoire complète. Il imputa cette défaite à l'absence d'un commandant de 1,000 Albanais, et l'ap-

pela auprès de lui, dans le dessein de le mettre à mort. Ce chef, nommé Méhémet-Ali, et qui était né à Cavalla, dans la Macédoine, prévenu à temps, s'allia aux mameluks et leur ouvrit les portes du Caire ; puis, se mettant à la solde de Bardissy, il marcha contre Khosrew, l'accula dans Damiette, dont il s'empara, le fit prisonnier et l'envoya au Caire (juillet 1803). Les mameluks se divisèrent ; Méhémet profita de leurs discordes pour augmenter ses troupes et en même temps sa popularité parmi les Égyptiens.

Cependant Bardissy ayant levé des contributions énormes sur les habitants du Caire, ceux-ci le chassent et rendent le pouvoir à Khosrew ; mais Méhémet et les autres chefs albanais refusent de reconnaître le pacha et le font embarquer pour Constantinople. Kourschid lui succède, et essaye de se débarrasser des Albanais ; mais la population, qui a trouvé un continuel appui dans Méhémet, s'oppose à son départ, dépose Kourchid et nomme à sa place Méhémet pacha d'Égypte.

La Porte sanctionna cette usurpation (9 juillet 1805), sous la condition d'un tribut de sept millions. Le nouveau pacha réunit une forte armée, rétablit l'ordre dans le pays, et rechercha l'appui de la France.

Cependant les mameluks, retirés dans la haute Égypte, appelèrent les Anglais pour chasser Méhémet et les Turcs, et ils firent avec eux un traité de partage du pays. Il fut résolu qu'une armée anglaise débarquerait à Alexandrie, et que, pendant que Méhémet serait occupé à les repouser, les mameluks marcheraient sur le Caire. Mais les Anglais n'envoyèrent que cinq mille hommes, commandés par le général Fraser : ils s'emparèrent facilement d'Alexandrie (20 mars 1807), et échouèrent contre Rosette. Alors Méhémet, après avoir laissé une partie de ses troupes au Caire, enferma les Anglais dans Alexandrie ; Fraser fut obligé de capituler (septembre 1807).

A la nouvelle du débarquement des Anglais, la Porte leur déclara la guerre, mit le séquestre sur toutes leurs propriétés, et

signa son traité d'alliance avec la France; mais l'Angleterre continua à ménager la Porte, et ses flottes évacuèrent même les mers de Syrie et de l'Archipel.

§ XIV. — *Révolte des Yamaks.* — *Déposition de Sélim.*

Cependant Sélim, encouragé par Napoléon, avait fait de grands préparatifs contre la Russie : le pacha de Bosnie entra en Servie pour empêcher les insurgés de donner la main aux Russes; le grand vizir, les janissaires et les troupes d'Asie se dirigèrent sur Choumla; le pacha de Routschouk, Moustapha-Baraïctar, avec 15,000 hommes qu'il avait organisés lui-même, devait entrer en Valachie. Les nizam-gédittes restèrent à la garde du Bosphore et des Dardanelles et dans leurs cantonnements d'Asie.

Sur ces entrefaites, le mufti, qui était dévoué à Sélim, vint à mourir et fut remplacé par le kadi-asker de Romélie, qui s'était jusqu'alors montré partisan de la réforme, mais seulement pour gagner la faveur du prince : c'était un ennemi que Sélim s'était donné. En effet, il s'unit avec Moustapha-Pacha, caïmacan du grand vizir, qui était également opposé aux réformes, et tous deux s'entendirent avec les ulémas et les janissaires pour arrêter le progrès des idées européennes.

Depuis le départ des janissaires, on avait adjoint aux nizam-gédittes, pour la garde des batteries du Bosphore 6,000 Asiatiques des environs de Trébizonde. Ces auxiliaires, connus sous le nom de *yamaks-tabiélis*, ou assistants de batteries, recevaient la même solde que les nizam-gédittes et jouissaient des mêmes prérogatives : le sultan espérait que ce traitement et le contact continuel leur inspireraient un esprit de corps avec les nizam-gédittes, et aussi le désir d'entrer dans leurs rangs. Le caïmacan fit tourner contre le sultan cette mesure qui paraissait si habile. Quelques-uns de ses agents se mêlèrent parmi les yamaks : ils leur persuadèrent qu'ils appartenaient naturellement au corps glorieux des janissaires, et

pela auprès d'
nommé Mé
prévenu à t
du Caire ; p
Khosrew, l'
nier et l'en
sèrent ; M
troupes et

Cepend
les habit
à Khosrew
reconnai
Koursch
mais la
met, s'
Méhém

La l
condi
une f
pui d

C
lère
ave
an

Turc, quel qu'il soit, sous peine de mort; 2° de ne faire aucune démarche qui n'ait été auparavant approuvée par le mufti et par les interprètes de la loi; 3° de se rendre tous à l'Atmeïdan, et là, réunis en assemblée générale, de former les demandes à présenter à la Porte. Un sabre nu fut placé à terre, tous passèrent dessus : c'est ainsi qu'ils prêtèrent serment (1). Rien ne s'opposa à la marche des conjurés, car les nizam-gédittes avaient été consignés dans leurs casernes, et le sultan avait refusé de se mettre à leur tête; sept à huit cents janissaires et environ deux cents marins se joignirent aux yamaks; enfin, les canonniers se laissèrent gagner par la promesse de la conservation de leur solde et de leurs priviléges.

Cabakchy-Oglou vint alors camper sur la place de l'Atmeïdan, où il fit apporter les marmites de chaque oda des janissaires; puis il lut une liste de proscription sur laquelle figuraient en première ligne les conseillers et les ministres du sultan. Des groupes se détachèrent aussitôt pour exécuter ces sentences, et dix-sept têtes des principaux dignitaires de l'empire furent bientôt alignées devant le tribunal du chef de la révolte.

Cependant Sélim, épouvanté, avait publié un hatti-chérif qui supprimait le corps des nizam-gédittes; mais il était trop tard. Cabakchy-Oglou, s'adressant à la foule, lui demande si, pour garantir l'avenir des fautes du passé, le sultan doit conserver le pouvoir. Les rebelles répondent non. Le mufti est consulté sous cette forme insidieuse : « Un padischah qui, par sa conduite et ses règlements, combat les principes religieux consacrés par le Koran, mérite-t-il de rester sur le trône? — Non, » répond-il; et la foule acclame aussitôt le sultan Moustapha.

Le mufti alla signifier à Sélim la déposition qui venait d'être prononcée, et il remplit cette mission avec une hypocrisie qui trompa le prince sur ses sentiments personnels. Sélim se résigna

(1) Lettre de M. Vernazza au général Marmont.

et alla dans le vieux sérail prendre la place de son successeur (29 mai 1807).

§ XV. — *Moustapha IV* (29 *mai* 1807 *au* 28 *juillet* 1808). — *Paix de Tilsit. — Projets de partage de l'empire ottoman.*

Moustapha IV, fils d'Abdul-Hamid, avait toujours été opposé aux réformes tentées par son cousin, et l'on avait fait courir depuis longtemps une lettre dans laquelle il parlait de la colère du Prophète, de l'audace intolérable des chrétiens, en attribuant la défaite des armées ottomanes à la prédilection de Sélim pour les usages de l'Europe. « Tout est fini pour nous ! s'écriait-il en terminant, le ciel ne peut bénir nos armes. » Jeune, d'ailleurs, et amoureux des plaisirs, il ne pouvait être et ne fut, en effet, qu'un instrument.

Il confirma dans leurs emplois les ministres que la fureur des rebelles avait épargnés, renvoya dans les châteaux du Bosphore les yamaks, qui reçurent une gratification, et confirma l'élection qu'ils avaient faite de Cabakchy-Oglou comme commandant de tous les forts. Les nizam-gédittes n'avaient point attendu, pour se disperser, qu'on vînt les assiéger dans leurs casernes ; et, quand les vainqueurs se présentèrent, ils n'eurent plus qu'à piller.

Cependant les principaux chefs de l'armée ne virent pas de bon œil cette révolution, accomplie, sinon contre eux, au moins contre leur protecteur ; l'aga des janissaires, qui était partisan des réformes, osa dire que les janissaires restés à Constantinople s'étaient déshonorés en se joignant aux yamaks : ses soldats le massacrèrent.

Ces événements rendirent nulles les opérations militaires : heureusement pour la Turquie, toutes les forces des Russes étaient engagées contre la France, et, à la nouvelle de la bataille de Friedland, l'armée de Moldavie se mit en pleine retraite.

La déchéance de Sélim eut l'influence la plus malheureuse sur

la politique de Napoléon : en l'apprenant, il s'écria : « On ne peut rien faire avec ces barbares! La Providence me dégage avec eux; arrangeons-nous à leurs dépens. » Il en revint à la politique de la cour de Louis XVI, à ses propres idées sur la ruine inévitable de l'empire ottoman, à la nécessité de l'alliance russe, indispensable, d'ailleurs, pour vaincre l'Angleterre. Aussi le traité de Tilsit fut-il conclu sur la base de l'abandon complet de la Turquie par la France. Il y fut stipulé (art. 22, 23, 24) que les hostilités cesseraient entre la Turquie et la Russie, après un armistice qui serait conclu entre des négociateurs russes et ottomans, en présence d'un commissaire français; que, dans l'espace de trente-cinq jours qui suivrait la signature de l'armistice, les provinces de Valachie et de Moldavie seraient évacuées par les Russes sans que les Turcs pussent y rentrer avant la conclusion de la paix entre les deux puissances; enfin, que les différends entre la Sublime Porte et la cour de Saint-Pétersbourg seraient réglés dans un traité définitif sous la médiation de la France.

Les Turcs furent stupéfaits du traité de Tilsit, de l'abandon de la France, de la manière dont Napoléon réglait sans eux leur différend avec la Russie, eux à qui l'on avait fait espérer la restitution de la Bessarabie et de la Crimée! Qu'auraient-ils dit s'ils avaient connu le traité secret qui contenait cet article : « Si, par suite des changements arrivés à Constantinople, la Porte Ottomane n'acceptait pas la médiation de la France, ou si, après l'avoir acceptée, il arrivait que, dans le délai de trois mois après les négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, la France fera cause commune avec la Russie contre la Porte Ottomane, et les deux hautes parties contractantes s'entendront pour soustraire toutes les provinces de l'empire ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Roumélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs (1)? »

(1) Voici, d'après la correspondance de Napoléon avec Sébastiani, comment le partage aurait eu lieu : la France aurait eu la Bosnie,

La cour ottomane s'était plainte souvent de l'abandon où la France l'avait laissée au milieu des guerres suscitées par elle : ainsi avait-elle fait quand Louis XIV traita sans elle à Ryswyck, quand Louis XV lui laissa tout le fardeau de la guerre de Pologne ; mais jamais manque de foi n'avait été plus scandaleux que celui de Napoléon ! jamais aussi une politique mauvaise n'a été plus cruellement punie ! car l'abandon des Turcs à Tilsit n'a pas été une des moindres causes qui ont envoyé le grand homme à Sainte-Hélène !

Le 9 juillet, le général Guilleminot partit de Tilsit pour porter le traité aux Russes et aux Turcs sur le Danube : les uns et les autres acceptèrent la médiation de la France et accédèrent au traité en ce qui les concernait, et un armistice fut signé le 24 août à Slobosie en présence du commissaire français ; mais, lorsque les discussions pour un arrangement définitif s'ouvrirent, l'on ne put s'entendre et l'on se sépara sans rien conclure. Néanmoins, les hostilités ne furent reprises que deux ans après ; mais la Valachie et la Moldavie restèrent entre les mains des Russes ; et il allait

l'Albanie, l'Épire, toute la Grèce, la Thessalie et la Macédoine ; l'Autriche aurait eu la Servie ; la Russie aurait eu la Valachie, la Moldavie, la Bulgarie et la Thrace jusqu'à la Marizza. Il serait resté à la Turquie (en Europe) Constantinople, avec la partie de la Thrace comprise entre Bourgas et Enos.

Ce projet de partage semble confirmé par les instructions données à Marmont, qui devait faire connaître à Napoléon par ses officiers : 1° les renseignements géographiques et administratifs qu'il pourrait obtenir sur la Bosnie, la Macédoine, la Thrace, l'Albanie et la Grèce ; — 2° quelle population turque, quelle population grecque ; — 3° quelles ressources ce pays offrirait en habillements, vivres, argent, pour une puissance européenne qui posséderait ces pays ; — enfin, quel revenu on pourrait tirer de suite au moment de l'occupation. Il demandait encore : « Si deux armées européennes entraient à la fois, une par Cattaro et la Dalmatie dans la Bosnie, l'autre par Corfou dans la Grèce, quelle devrait être sa force, pour être sûre de la réussite ? Quelle espèce d'arme est la plus avantageuse ? Comment passerait l'artillerie ? Comment pourrait-on la remonter ? Comment se recruterait-on ? Quel serait le meilleur temps pour agir ? »

s'élever à ce sujet, entre Napoléon et Alexandre, une controverse qui devait amener la rupture de leur alliance.

Cependant le cabinet de Londres, sachant le vif ressentiment de la Porte contre la France, entama secrètement des négociations avec elle pour renouer leurs relations intérrompues. Sébastiani en fut averti par le premier drogman, le prince Soutzo ; il cria à la perfidie des ministres turcs, qui trahissaient les intérêts de leur maître, et demanda ses passe-ports. Le divan, effrayé, rompit les négociations, mais il se vengea en faisant décapiter le drogman Soutzo (31 octobre 1807).

Cabakchi-Oglou était l'ami de Soutzo; il essaya de lui sauver la vie en soulevant ses yamaks ; mais il échoua, en conçut une profonde haine contre le caïmacan, et s'unit avec le mufti pour le renverser. Une simple démonstration des yamaks suffit pour envoyer Moustapha-Pacha en exil. Sébastiani, voyant la puissance de Cabakchi, qui était devenu l'idole de la populace, parvint à l'attirer dans le parti de la France : grâce à ce personnage, malgré les stipulations de Tilsit, il reprit l'influence qu'il avait eue sous Sélim, et fit prévaloir ses volontés dans les conseils de la Porte. Cependant sa position à Constantinople était devenue très-embarrassante : chaque jour, on lui reprochait les promesses pompeuses qu'il avait faites aux Turcs et l'abandon dans lequel on les laissait ; il demanda et obtint son rappel. M. de Latour-Maubourg lui succéda.

§ XVI. — *Conspiration de Baraïctar. — Déposition de Moustapha IV.*

Moustapha-Baraïctar, pacha de Routschouk, qui était tout dévoué à la personne et aux idées de Sélim, s'indignait de voir l'empire gouverné par le mufti et le chef des yamaks. Il excita la jalousie du grand vizir, qui était campé à Andrinople, et il lui offrit son concours pour renverser les usurpateurs de son autorité.

Le grand vizir accepta ces offres, se mit en rapport avec les partisans qu'il avait à Constantinople et appela à lui les troupes de Baraïctar pour contenir les janissaires. Le pacha de Routschouk, dont le but secret était le rétablissement de Sélim, se mit en marche sur Constantinople avec 16,000 hommes dévoués à sa cause et décidés à en finir avec la tyrannie des yamaks. Quelques cavaliers, qu'il envoie en avant, surprennent Cabakchi au milieu de la nuit et le mettent à mort. Les yamaks apprennent en même temps la mort de leur chef, la marche de l'armée et le firman qui nomme Baraïctar commandant des forts ; ils courent aux armes.

Cependant le grand vizir, étant arrivé à quatre lieues de Constantinople, envoya le reis-effendi annoncer au sultan qu'il venait le délivrer de la domination des yamaks et du mufti. Moustapha décrète aussitôt la suppression des yamaks, le remplacement du mufti, et il se rend lui-même au camp de ses prétendus libérateurs. Baraïctar l'accueille avec les témoignages de la plus grande soumission : le sultan rentre à Constantinople. Quelques jours après, Baraïctar enlève les sceaux au grand vizir, le fait prisonnier, puis entre dans la ville, annonçant que la paix est faite avec la Russie, et qu'il va reporter au sérail le drapeau du prophète. Le peuple, joyeux, l'accompagne jusqu'à la première porte. Les janissaires laissent passer les conjurés : mais le bostandji-bachi fait fermer l'entrée de la seconde cour et déclare qu'il n'ouvrira que sur un ordre du sultan. Baraïctar, qui se croit déjà vainqueur, fait enfoncer les portes en proclamant Sélim ; il se précipite dans l'intérieur du palais ; mais, quand il pénètre dans la salle de réception, il y trouve étendu le cadavre de son maître. Moustapha venait de le faire étrangler (28 juillet 1808).

Baraïctar, stupéfait, s'agenouilla en pleurant près de ces restes inanimés, et semblait anéanti dans sa douleur. En ce moment, le kapoudan-pacha, Seyd-Ali, l'un des principaux chefs de la conjuration, lui dit : « Convient-il au pacha de Routschouk de pleurer comme une femme? C'est la vengeance et non des pleurs que le

sultan Sélim exige de nous ; punissons ses assassins, et surtout ne permettons pas à un tyran sanguinaire de profiter de son crime et de s'affermir sur le trône par la mort de son frère, le sultan Mah-'moud. »

Baraïctar, revenu à lui, donne ses ordres : Moustapha est jeté dans la prison qu'habitait Sélim; Mahmoud, son frère, âgé de vingt-trois ans, est proclamé, et, quelques jours après, il va ceindre le sabre d'Osman dans la mosquée d'Eyoub.

CHAPITRE II

RÈGNE DE MAHMOUD II JUSQU'A LA PAIX D'ANDRINOPLE (1808-1829)

§ Ier. — *Puissance et chute de Baraïctar.*

Le nouveau sultan, Mahmoud II, n'oublia jamais dans quelles circonstances il était monté sur le trône; il avait été le confident de l'infortuné Sélim depuis sa déchéance, et il était résolu à faire triompher la réforme, mais il savait quels obstacles il avait à vaincre, et il ne marcha à son but qu'avec la plus grande réserve et une profonde dissimulation.

Baraïctar fut nommé grand vizir, et ses premiers actes furent de faire périr les assassins de Sélim et les favoris de Moustapha; il fit encore étrangler la plupart des chefs des yamaks; enfin, il fit coudre dans des sacs et jeter dans le Bosphore 174 femmes de Moustapha. Alors, devenu seul maître du gouvernement, il reprit contre les janissaires les plans de réforme tentés par Sélim,

mais il le fit avec plus de prudence. Il convoqua à Constantinople la plupart des pachas et des ayans de l'empire, et leur demanda d'approuver les mesures suivantes : 1° la destruction de la vénalité des emplois dans les ortas ; 2° l'obligation pour tous les janissaires non mariés d'habiter dans les casernes ; 3° la privation de solde aux janissaires non casernés et ne faisant pas un service actif ; 4° l'obligation pour les janissaires de prendre les armes et de suivre les exercices qui donnent la supériorité aux armées des infidèles ; 5° la formation de compagnies de *seymens*, qui seraient choisis parmi les jeunes musulmans, armés à l'européenne, soldés comme les topchys et astreints à l'ancienne discipline des janissaires.

Tout cela fut approuvé ; l'ancien chef des nizam-gedittes, Kadi-Pacha, s'engagea même à rester à Constantinople avec 3,000 hommes pour appuyer la réforme ; enfin, le nouveau mufti lui donna par son fetwa la confirmation religieuse.

Baraïctar, fort de ces assentiments, se mit à l'œuvre, mais avec une mollesse extrême et en montrant les passions et la cupidité d'un ambitieux vulgaire. Il laissa le corps des seymens ne se composer que du rebut de la population ; il mécontenta les hauts fonctionnaires en leur enlevant à son profit les timars, qu'ils s'étaient appropriés ; il menaça les biens des mosquées, et mit à l'encan les emplois du sérail ; enfin, il eut bientôt contre lui, non-seulement les janissaires et les ulémas, mais ceux qui avaient travaillé avec lui à la destruction des yamaks. Un incident fit éclater une insurrection qui devait ramener au pouvoir les partisans des vieux abus et de l'ancien régime.

Le troisième jour avant la fin du ramazan (14 novembre 1808), Baraïctar, allant faire visite au mufti, trouva une rue encombrée par la foule ; il ordonna à ses tchiaoux de l'écarter à coups de bâton. Cet acte de brutalité devint, dans les cafés, où, à cette époque, la population afflue, l'occasion de plaintes menaçantes ; des groupes se formèrent, et les principaux ulémas, croyant l'oc-

casion favorable, se rendirent chez l'aga des janissaires, pour y concerter un soulèvement. Les janissaires mirent le feu aux maisons qui avoisinaient le palais du grand vizir et dispersèrent facilement la garde, qui ne se croyait appelée qu'à éteindre l'incendie. Baraïctar, réveillé en sursaut, perdit la tête : il se réfugia dans une tour, et y périt suffoqué par le feu. Cependant le kapoudan-pacha, qui lui était dévoué, ordonne à deux vaisseaux qui étaient dans le port de s'embosser vis-à-vis de la demeure de l'aga des janissaires, et de faire feu sur tout ce qui paraîtrait; d'un autre côté, Kadi-Pacha laisse la moitié de ses troupes pour contenir Scutari, et pénètre avec l'autre dans l'intérieur du sérail, pour défendre le sultan; enfin, les canonniers et les nouveaux seymens se mettent en armes.

L'aga des janissaires vint lui-même attaquer le sérail : Kadi-Pacha fit une sortie à la tête de 4,000 hommes, et repoussa partout les assaillants; mais, ses soldats s'étant divisés pour se livrer au pillage, il fut obligé de reculer. Cependant l'incendie, que personne ne songeait à arrêter, faisait de rapides progrès. Mahmoud, touché de ce spectacle, ordonne à Kadi-Pacha de cesser les hostilités, et adresse à l'aga des janissaires un hatti-chérif qui lui prescrit d'arrêter les progrès du feu. La foule, enhardie par ces mesures et par la découverte du cadavre de Baraïctar, demande à grands cris la déchéance de Mahmoud et la tête de ses défenseurs. Le sultan, après avoir fait échapper ses principaux ministres, fait étrangler son frère Moustapha IV (17 novembre 1808), et, devenu ainsi inviolable comme étant le dernier descendant d'Osman, il se montre à la foule et lui ordonne de se retirer.

L'insurrection s'apaisa, et Mahmoud ayant livré aux janissaires la tête de Kadi-Pacha, ceux-ci se soumirent, le mufti félicita le peuple sur le triomphe de la religion et des lois, et le calme se trouva entièrement rétabli.

§ II. — *Discussion de Napoléon et d'Alexandre sur l'empire ottoman. — Reprise des hostilités avec la Russie. — Traité de Bukharest.*

Ces révolutions continuelles, qui témoignaient si clairement de l'état déplorable où était tombé l'empire des Osmanlis, engagèrent la Russie à solliciter Napoléon de mettre à exécution le projet de partage de l'empire ottoman. « La Turquie, disait Alexandre, est une succession qui ne peut manquer d'échoir à la Russie, faute d'héritiers. » Et il ne se contenta plus de la part qu'on lui avait promise; mais il demanda Constantinople et les détroits. L'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, Caulincourt, s'efforça de faire comprendre à Alexandre l'impossibilité de donner aux Russes Constantinople et les Dardanelles; il représenta que la Russie deviendrait par là maîtresse du commerce du Levant et même de l'Inde, et qu'elle serait, quand elle le voudrait, aux portes de Corfou, de Toulon, etc. — « Alexandre répondit que Constantinople ne serait pour la Russie qu'une ville de province à l'extrémité de l'empire, que la géographie la lui donnait, qu'il fallait qu'il eût la clef de sa maison, » etc. Et, pour amener son allié à cette grande concession, il pria, il caressa, se fâcha, menaça; il consentait à tout, il promettait tout ce qu'on voulait, il remaniait le monde entier. « Fût-ce sur la brèche, nous sommes à vous, disait-il; c'est dans les circonstances difficiles que l'empereur nous trouvera. » Jamais l'ambition russe ne s'était montrée plus ouverte et plus pressante.

Napoléon n'avait pas été longtemps à regretter les promesses de Tilsit et à voir la grande faute qu'il avait commise. Il éluda les demandes d'Alexandre et même toute idée de partage définitif de l'empire ottoman. « Nous devons, dit-il, reculer la ruine de cet empire, jusqu'au moment où le partage de ses vastes débris pourra se faire sans avoir à craindre que l'Angleterre vienne s'approprier, par l'acquisition de l'Égypte et des îles, les plus riches dépouilles. »

A cette époque, les armées françaises venaient d'éprouver, en Espagne, leurs premiers revers, et l'Autriche faisait des armements menaçants. Napoléon, étant à bout de réponses dilatoires et voulant à tout prix conserver l'alliance russe, résolut de faire des concessions sur la Turquie : il proposa à Alexandre une entrevue à Erfurt. Une convention secrète y fut conclue (12 octobre 1808) : l'empereur reconnut au czar la possession de la Valachie, de la Moldavie, de la Finlande, enlevée récemment à la Suède, et promit de ne point rétablir le royaume de Pologne. Les deux monarques s'engagèrent à ne traiter avec l'Angleterre qu'à la condition « qu'elle reconnaîtrait la Finlande, la Moldavie et la Valachie comme faisant partie de l'empire russe. »

La cour de Londres eut connaissance de ce traité, où Napoléon abandonnait la vraie politique de la France pour satisfaire à ses intérêts du moment, et elle s'en servit pour renouer ses négociations avec la Porte. Cette fois, le divan consentit à faire la paix, pour se faire de l'Angleterre une protectrice : le traité fut signé le 5 janvier 1809.

La Turquie essaya aussi de faire sa paix avec la Russie ; mais, dans les conférences tenues à Yassi, celle-ci montra de telles exigences, que les hostilités, suspendues de fait depuis le traité de Tilsit, recommencèrent immédiatement. — Les Turcs, dès les premières opérations, furent battus à Slobodzie (1er avril 1809); ils perdirent Giurgevo et Isakchi, et laissèrent ainsi la rive droite du Danube ouverte aux Russes. Ils essayèrent de prendre leur revanche à la bataille de Tartaritza (22 octobre) ; mais l'affaire resta indécise, et les deux partis s'attribuèrent la victoire. Ils ne furent pas plus heureux en Asie, où ils perdirent la place importante de Poti, sur le Phase.

Les victoires des Russes, loin d'inquiéter Napoléon, devinrent pour lui une occasion de faire connaître au Corps législatif son alliance intime avec Alexandre. Le 3 décembre 1809, il s'exprimait ainsi : « Les provinces illyriennes portent sur la Save les

frontières de mon grand empire. Contigu avec l'empire de Constantinople, je me trouverai en situation naturelle de surveiller les intérêts de mon commerce dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Je protégerai la Porte, si la Porte s'arrache à la funeste influence de l'Angleterre ; je saurai la punir si elle se laisse dominer par des conseils astucieux et perfides... Mon ami et allié l'empereur de Russie a réuni à son vaste empire la Finlande, la Moldavie, la Valachie, et un district de la Gallicie. Je ne suis jaloux de rien de ce qui peut arriver de bien à cet empire. »

Au printemps suivant, les Russes, commandés par Kaminsky, prirent Varna, Bazardjik et Silistrie. Alors le grand vizir demanda à traiter ; le czar lui envoya les conditions de paix suivantes : « La cession de la Moldavie et de la Valachie en Europe, de la Géorgie en Asie, l'éloignement de l'ambassadeur d'Angleterre et quarante mille bourses d'indemnité ; en outre, Varna, Routschouk, Silistrie et Schoumla seraient occupées par ses troupes jusqu'à parfait payement de l'indemnité. » Ces conditions ayant été rejetées, Kaminsky marcha sur Choumla, d'où il fut repoussé ; mais il remporta une victoire complète sur le grand vizir, venu au secours de Routschouk : deux cents drapeaux, vingt-quatre pièces de canon, la flottille ottomane et tous les bâtiments de transport chargés de vivres pour le ravitaillement de la place assiégée, furent le prix de ce grand succès, qui fut bientôt complété par la reddition de Routschouk (26 septembre 1810).

La campagne de 1811 fut entreprise par les Russes avec de moindres forces, car le czar se voyait à la veille d'une rupture avec la France ; aussi les Turcs obtinrent d'abord de grands avantages ; ils reprirent Routschouk et franchirent le Danube ; mais bientôt, par la faute de leurs généraux, ils se trouvèrent enveloppés et forcés de signer une convention (8 novembre), par laquelle ils devaient, au nombre de 30,000, être désarmés et traités en prisonniers de guerre si la Porte ne consentait pas à faire la paix aux conditions précédemment imposées par la Russie.

La nouvelle de cette convention irrita profondément le sultan, qui ordonna la levée d'une nouvelle armée, et sembla disposé à se mettre lui-même à sa tête. Le moment semblait favorable pour prendre une revanche : les hostilités entre Alexandre et Napoléon étaient imminentes, et Mahmoud savait que, par un traité conclu le 14 mars, la France et l'Autriche avaient stipulé l'intégrité de l'empire ottoman. On croyait, d'ailleurs, que Napoléon ferait entrer la Turquie dans son plan de campagne, et que cette armée de Dalmatie, tant de fois offerte à Sélim, marcherait enfin sur le Danube. « La Turquie, disait-il, est le marais qui empêche de tourner ma droite. » Aussi, des négociations ayant été ouvertes à Bukharest entre la Porte et la Russie, il s'efforça de les rompre en promettant au sultan la restitution des provinces danubiennes et de la Crimée. Mais le divan, qu'un sacrifice de quelques millions eût décidé, craignit un abandon semblable à celui qui suivit Tilsit ; de plus, il était dominé ou corrompu par les intrigues et l'or de l'Angleterre ; enfin, il trahit le sultan Mahmoud, et manqua l'occasion la plus éclatante qui se fût jamais présentée de réparer les pertes de la Turquie, en signant, le 28 mai 1812, le traité de Bukharest. Par ce traité, les Russes restituèrent la Valachie et la Moldavie, mais ils gardèrent la Bessarabie, les places situées entre Galatz et la mer Noire, avec l'une des bouches du Danube. La Servie dut rentrer sous la domination de la Porte, et l'on stipula, en sa faveur, quelques garanties illusoires.

Mahmoud sentit toute la honte d'un pareil traité : il refusa d'abord de le ratifier ; les menaces des janissaires l'y contraignirent. L'amiral Tchitchakof, qui avait succédé à Kutusof dans le commandement de l'armée de Moldavie, voulut pousser la Turquie à une alliance offensive et défensive, qui aurait permis d'attaquer l'empire français par la Dalmatie. Le divan refusa et persista à rester neutre dans la grande lutte qui allait ensanglanter le nord de l'Europe. Le traité de Bukharest n'en fut pas moins l'une des

causes de la ruine de Napoléon, dont la droite fut tournée par cette armée de Moldavie que les Français en retraite trouvèrent sur les bords de la Bérézina ! L'abandon de Bukharest avait tristement vengé l'abandon de Tilsit, et la Turquie s'était suicidée elle-même en ne secondant pas Napoléon dans son audacieuse invasion de la Russie.

§ III. — *Suite de l'insurrection de la Servie.*

Nous venons de dire qu'à Bukharest la cour de Saint-Pétersbourg avait stipulé en faveur de la Servie : il nous faut revenir en arrière pour voir ce qu'était devenue l'insurrection de ce pays.

Nous avons dit qu'après la bataille de Czabatz, gagnée par Czerni-Georges, le pacha de Scutari avait traité avec les Serbes, auxquels il laissait une sorte d'indépendance, mais que cet accord avait été rejeté par les troupes ottomanes. Czerni-Georges s'empara de la ville de Belgrade et assiégea la citadelle. Le pacha de Belgrade, Soliman, abandonné par le divan à ses propres forces, capitula, à condition qu'il pourrait se retirer avec la garnison ; mais, à quelques lieues de la ville, il fut massacré avec les siens. Ce fut le signal de l'expulsion, de la spoliation ou du massacre de tous les Turcs : les Serbes se livrèrent contre leurs anciens maîtres à d'horribles vengeances ; les enfants furent coupés en morceaux, les femmes éventrées ou réduites en esclavage. La Servie devint alors un vaste camp où de nombreux chefs militaires, ou voïvodes, étaient indépendants et se partageaint les biens des Turcs : Czerni-Georges dominait dans la Schoumadia, Milan Obrenovich à Roudnik, Vonitza à Semendria, etc. Le pays était délivré de la domination ottomane, mais il se trouvait livré à l'anarchie. On essaya d'y mettre fin en élisant un sénat, ou *soviet*, composé de douze membres, qui voulut soumettre à son autorité les divers voïvodes ; mais il n'avait aucune force pour faire respecter ses décisions. Les uns auraient voulu rattacher la Servie à la Turquie

en lui donnant une condition analogue à celle des provinces danubiennes ; les autres cherchaient une protection, soit dans la Russie, soit dans l'Autriche, soit dans la France. Georges s'adressa au gouverneur des provinces illyriennes pour offrir à Napoléon le protectorat des Slaves de Turquie; l'empereur ne répondit à cette offre qu'en donnant au chef serbe un sabre enrichi d'or. Alexandre envoya aux insurgés un de ses conseillers, des armes, de l'argent et leur promit son appui, s'ils voulaient accepter le protectorat russe avec un prince fanariote.

Cependant, en 1809, les Serbes, conduits par Milosch et Dobriniatz, attaquèrent les Turcs du côté de Nissa pendant que Czerni-Georges entrait dans la Bosnie et assiégeait Novi-Bazar. Mais les deux premiers chefs furent battus; les Turcs reprirent tout le pays situé à droite de la Morawa; Czerni-Georges évacua la Bosnie; les Bosniaques firent le siége de Losnitza. On crut la Servie perdue, et la plupart des voïvodes demandèrent qu'on proclamât souverain du pays le czar Alexandre. Une assemblée générale de la nation eut lieu en janvier 1810 pour décider la question ; on ne put s'entendre, et l'on se contenta d'envoyer des députés au quartier général russe pour demander des secours.

Cependant le pacha de Nissa s'avança avec 30,000 hommes, ravagea les campagnes, et força ainsi les hommes chargés de la défense des lieux fortifiés à les abandonner pour secourir leurs familles. Georges parvint à le repousser, et il remporta sur les Bosniaques une victoire éclatante dont il rendit ainsi compte : « Nous nous sommes mêlés, et nous nous sommes battus deux heures au sabre ; nous avons tué beaucoup de Turcs et coupé beaucoup de têtes : ils ont perdu cinq fois plus de monde que nous : c'est la plus grande bataille qui ait été livrée. » Les Turcs repassèrent la Drina, qui devint la limite de la Servie et de la Bosnie.

Grâce à cette victoire, Czerni-Georges obtint du sénat plusieurs décrets qui lui donnèrent l'autorité suprême sur tous les voïvodes.

Lui-même formula dans une sorte de constitution les libertés et priviléges des Serbes. Tous les opposants furent bannis, et quelques soulèvements furent étouffés par la force. Le pouvoir étant en une seule main, les Turcs, dont les principales troupes étaient occupées contre les Russes, n'osèrent rien tenter contre la Servie. Le pacha de Nissa offrit à Georges de le faire reconnaître par le sultan comme prince du pays, mais à la condition qu'il répudierait le protectorat de la Russie. Georges, ne voulant pas traiter sans le consentement du czar, envoya les propositions du pacha au général russe; mais il fut mal récompensé de sa bonne foi, car, au printemps suivant, la Russie signa le traité de Bukharest, qui rendait aux Turcs toutes les forteresses de la Servie et abandonnait en réalité cette province à leur vengeance.

Les Serbes refusèrent de reconnaître ce traité et se préparèrent à la résistance. Czerni-Georges fit une proclamation où il disait : « Les Turcs ont juré de décapiter les Serbes plus âgés que sept ans, de traîner dans l'esclavage les femmes et les enfants, et de les faire musulmans pour coloniser la Servie avec d'autres peuples ; mais ne sont-ce pas ces mêmes Turcs que nous avons battus sans armes, tandis que maintenant nous possédons cent cinquante canons, sept forteresses et quarante redoutes trempées de sang ottoman? » Cependant les Serbes n'éprouvèrent que des défaites. Les Turcs s'emparèrent de Negodin, de Kladova, dont ils empalèrent les habitants, et de tout le pays jusqu'à la Morawa (1813). Czerni-Georges s'enfuit en Hongrie, et de là en Russie ; les Serbes se débandèrent ; Semendria et Belgrade furent prises, et les Turcs se trouvèrent maîtres de la Servie. La plupart des voïvodes s'enfuirent et cherchèrent un refuge sur le territoire autrichien ; ils y furent arrêtés et traités en prisonniers d'État.

Cependant le divan essaya de rendre quelque tranquillité au pays, mais ce fut en enlevant aux Serbes toutes leurs libertés ; les mousselims et autres fonctionnaires qui s'étaient enfuis rentrèrent dans leurs emplois ; les sipahis revinrent et reprirent leurs timars ;

des hordes d'Albanais indisciplinés garnirent les forts et les bourgs; toute tentative de résistance fut punie par des supplices; plus de trois cents Serbes furent empalés ou décapités à Belgrade.

Cet état de choses devait amener une révolte; Milosch Obrenovitch, beau-frère de Czerni-Georges, qui avait refusé de fuir avec les autres voïvodes, avait été nommé par les Turcs knès de Roudnik. Le jour des Rameaux de l'an 1815, il appelle le peuple aux armes, bat un corps albanais à Maïdan et fait soulever les districts de Belgrade et de Vallievo; les Turcs sont chassés de leurs positions; les exilés rentrent de toutes parts. Après une année de guerre où les troupes ottomanes n'éprouvent que des défaites, un accord est conclu entre Milosch et Maraschli, pacha de Roumélie, par lequel les hostilités cessent, les insurgés gardent leurs positions et leurs armes, une députation serbe est envoyée à Constantinople.

Cette députation fut bien accueillie et trouva protection dans l'ambassadeur russe, qui fit obtenir aux Serbes les conditions suivantes : amnistie générale, nomination de Maraschli au pachalik de Belgrade, avec ordre de « traiter les Serbes comme ses enfants; » levée des impôts par les habitants; reconnaissance de l'autorité civile et militaire des knès et du knès supérieur qu'ils pourront se donner; installation à Belgrade d'une assemblée de douze knès élus par les habitants, qui répartira l'impôt; respect de la religion et des usages du pays, etc. Ces conditions donnaient, en réalité, l'indépendance à la Servie. Milosch fut choisi pour knès supérieur, non sans opposition de la part de quelques voïvodes, dont il se débarrassa par le meurtre ou par l'exil; il rétablit en partie la constitution donnée par Czerni-Georges, nomma lui-même les knès, auxquels il assura un traitement en argent, et gouverna le pays à peu près en monarque absolu (1817).

§ IV. — *Les Wahabites.* — *Puissance de Méhémet-Ali.* — *Révolte d'Ali-Pacha.*

Pendant que l'empire ottoman s'amoindrissait par l'indépendance de la Servie, il s'affaiblissait, en Égypte, de la puissance qu'acquérait Méhémet-Ali, et, en Épire, des usurpations d'Ali-Pacha.

Vers le milieu du XVIIIe siècle, il s'était formé dans l'Yémen une secte redoutable, celle des Wahabites, fanatiques austères et ambitieux, ennemis des mahométans, et qui prétendaient ramener le Koran à sa pureté primitive. Ils s'étaient mis à faire la guerre aux musulmans, avaient détruit les garnisons turques et étendu leur domination dans toute l'Arabie; ils s'étaient même emparés des villes saintes et arrêtaient toutes les caravanes de pèlerins qui se rendaient à la Mecque et à Médine. C'était une honte et un danger pour l'islamisme, et tous les vrais croyants suppliaient depuis un demi-siècle les sultans de mettre fin à ce sacrilége. Mahmoud, à peine assis sur le trône, ordonna à Méhémet-Ali de délivrer les villes saintes. Le pacha d'Égypte accepta avec empressement cette mission, qui devait fixer sur lui l'attention des fidèles; mais son autorité n'était pas bien affermie; les mameluks s'étaient cantonnés dans la haute Égypte, et il ne voulait pas envoyer au loin ses troupes avant d'être débarrassé de ses ennemis. Pour y réussir, il employa la ruse et la trahison.

Il parvint, à force de caresses et en s'alliant avec le plus puissant d'entre eux, à les faire sortir de leurs retraites; puis il les invita à venir au Caire pour assister à la cérémonie d'investiture de son fils, qui devait commander l'expédition d'Arabie. Les beys vinrent sans défiance (1er mars 1811); mais, quand ils entrèrent dans la cour intérieure du palais, ils furent accueillis par une fusillade à bout portant et qui partait de toutes les fenêtres. Tous périrent dans ce guet-apens. Le même jour, les gouverneurs des villes coururent sus à tous les mameluks qu'on put surprendre et

les massacrèrent. Un petit nombre parvint à se réfugier en Abyssynie ; quelques-uns entrèrent plus tard au service du pacha. Ainsi finit la domination des mameluks en Égypte et commença celle de Méhémet-Ali.

Alors l'armée partit sous le commandement de Toussoun-Pacha ; elle s'empara d'Yambo, d'El-Omlah, de Djeddah, et, après une bataille livrée à Safrah, de Médine ; les clefs en furent envoyées au sultan, qui fit célébrer cette victoire par de grandes fêtes (30 janvier 1813). Deux mois après, la Mecque fut prise, et l'on envoya de même à Constantinople les clefs de la ville et de la Kaaba. La guerre se prolongea jusqu'en 1815. L'émir des Wahabites conclut un traité avec Toussoun-Pacha, qui mourut quelque temps après ; mais, comme il refusa de se rendre à Constantinople pour implorer le pardon du sultan, il fut assiégé dans sa capitale par Ibrahim, autre fils de Méhémet ; obligé de se rendre, il fut envoyé à Constantinople et décapité (1818).

Cette expédition affermit la puissance du pacha d'Égypte, qui commença à utiliser les germes de civilisation que les Français avaient laissés dans le pays. Il fit creuser le canal d'Alexandrie au Caire, commença la formation d'une armée régulière qui fut instruite et disciplinée par des Français, se donna une marine de guerre, fit construire à Alexandrie, par des ingénieurs de la même nation, un arsenal et des fabriques. En même temps, ses fils faisaient la conquête des pays voisins de l'Égypte : l'oasis de Syouah, le Kordofan, le Darfour, devinrent tributaires de Méhémet, qui commença à nourrir des projets d'indépendance.

Cependant Napoléon était tombé sous les coups de l'Europe coalisée ; mais la Turquie n'avait pris aucune part à cette lutte gigantesque, où elle eût pu jouer un si grand rôle ; elle semblait s'être mise, par ses fréquentes révolutions, la faiblesse de son gouvernement, la nullité de ses ressources militaires, en dehors des États civilisés ; et, en effet, elle ne fut pas admise au congrès qui remania la carte de l'Europe, au congrès de Vienne. Elle regardait

tout ce qui se passait autour ou auprès d'elle avec une incurable apathie, qui semblait l'indice d'une mort prochaine. Ainsi les Anglais, en 1816, purent bombarder Alger sans qu'elle élevât une réclamation ; ils purent s'emparer des îles Ioniennes sans qu'elle témoignât la moindre crainte ; elle se crut suffisamment indemnisée par la cession de Parga.

Après la bataille de Nicopolis (1798), Parga avait été menacée par Ali-Pacha, et elle ne lui avait échappé que grâce aux Russes, qui l'avaient occupée ; puis elle était revenue, après le traité de Tilsit, aux mains de la France, qui y avait mis une petite garnison. Les habitants, croyant que cette garnison était disposée à les céder au pacha de Janina, appelèrent secrètement les Anglais et livrèrent leur ville (1813), sous la condition qu'elle ne serait jamais cédée aux Turcs. Malgré cette condition, l'Angleterre se couvrit de honte en consentant à vendre Parga et son territoire à Ali-Pacha (1817) ; mais la population entière aima mieux abandonner la ville et se retirer aux îles Ioniennes que de tomber entre les mains du tyran de l'Épire.

Cependant Ali-Pacha, qui avait cessé de pensionner les membres du divan, n'avait plus que des ennemis à Constantinople. Il refusait les contingents, les tributs qu'on exigeait de lui ; il étouffait dans les supplices les plaintes des populations qu'il pressurait ; il semblait, dans ses montagnes et son château de Janina, où il avait rassemblé, dit-on, un trésor de cent cinquante millions, se rire de toute la puissance du sultan. A la fin, Mahmoud, qui travaillait dans le silence à reprendre son autorité, résolut de frapper ce rebelle. Ali ayant fait assassiner un de ses ennemis jusque dans les rues de Constantinople, il fut déclaré *fermanli* (excommunié) et sommé de comparaître au tribunal du sultan dans quarante jours. Il essaya vainement d'intéresser à sa défense l'Angleterre, qui l'avait toujours soutenu ; alors il chercha des ressources dans les populations qu'il avait opprimées, et sa cause se trouva ainsi liée à celle de l'indépendance de la Grèce.

§ V. — *L'Hétairie. — Insurrection de la Grèce. — Tentative d'Ypsilanti.*

Les Grecs, comme la plupart des peuples conquis par les Turcs, avaient accepté avec résignation une autorité qui ne leur demandait que des tributs, qui respectait leur religion et leurs institutions municipales (1). Aussi l'on vit les hommes les plus influents parmi eux se charger volontiers de l'administration civile sous le nom de *primats* ou de *khodja-bachis* (2). Deux classes échappèrent seules à la domination musulmane, les montagnards, qui, réfugiés dans les gorges du Pinde et du Parnasse, ne purent être domptés,

(1) Les Turcs adoptèrent pour eux-mêmes, nous l'avons déjà dit, le mode administratif des vaincus ; ils multiplièrent les centres communaux; enfin, ils portaient un tel respect à l'institution municipale, qu'en 1820, il y avait un conseil municipal central, représentant les communes de toute la Grèce, qui siégeait comme assesseur auprès de l'autorité déléguée par le sultan. Son intervention était légalement indispensable dans l'administration de la province, et non-seulement ce conseil grec avait des moyens d'appel à Constantinople, mais ses délégués dans cette capitale y représentaient les intérêts de la province. (Port-folio, nos 22 et 23.)

(2) Nous avons déjà parlé de ces primats (t. I, p. 258); voici ce qu'ils étaient à l'époque de la révolution grecque : « Devenus intermédiaires entre le gouvernement et les raïas, les primats acquirent nécessairement du pouvoir dans leurs provinces, et en abusèrent trop souvent d'une manière honteuse pour eux-mêmes et fâcheuse pour le peuple. A peu d'exceptions près, les khodja-bachis, pendant tout le cours de la révolution, se montrèrent aussi bas qu'on pouvait l'attendre du système sous lequel ils avaient vécu. Efféminés par une vie passée au milieu des adulations de leurs suivants, rampant sous les Turcs, qui, ne pouvant se passer de leur finesse et de leurs connaissances, les regardaient comme des maux nécessaires, ayant juste ce qu'il fallait d'éducation pour tromper les maîtres et tyranniser les esclaves, vivant dans une terreur continuelle, quoique gonflés d'une vaine puérilité, ils étaient des instruments tout formés d'oppression, et ordinairement partageaient la proie. Les vues du haut clergé coïncidaient à peu près avec celles des primats, attendu qu'ils avaient toujours agi de concert, et que les derniers, sous le rapport de la dignité, cédaient la préséance au clergé. Le dessein des uns et des autres, en fomentant l'insurrection, après s'être débarrassés des Turcs, était d'accaparer tout le pouvoir à leur profit et de constituer une oligarchie. » (Gordon, *Hist. de la révolutiou grecque.*)

et devinrent, comme ceux de la Servie et de la Macédoine, des brigands sous le nom de *klephtes* ou de *palikares;* les insulaires et les habitants des villes maritimes, qui appliquèrent leur vive intelligence au commerce, et devinrent les intermédiaires naturels des Ottomans avec les Occidentaux. Cette seconde classe de la population perdit rapidement l'esprit de localité ou de tribu; étant plus instruite, elle se nourrit des souvenirs de l'antiquité; enfin, elle conçut l'idée de la résurrection de la patrie grecque : c'est d'elle que sont sortis les émancipateurs, et, si les *palikares* viennent de la montagne, c'est dans les îles et sur les côtes que naquit l'*hétairie*.

Notre expédition d'Égypte, si brillante et si insensée, avait eu pour résultat de ruiner entièrement nos établissements de commerce dans le Levant : ce furent les Grecs qui en héritèrent; profitant de la grande lutte entre la France et l'Angleterre, qui leur livrait la Méditerranée, à couvert sous le pavillon turc, donnant l'essor à leur aptitude pour les travaux de la mer, ils firent, surtout ceux des îles d'Hydra et de Psara, un commerce si considérable, qu'en 1815 ils possédaient 600 bâtiments montés par 30,000 hommes d'équipage. La classe nouvelle des armateurs et des négociants disputa l'influence aux primats; elle envoya ses enfants s'instruire à l'étranger; elle fonda des écoles non-seulement dans les îles, mais dans l'Asie Mineure, et même à Constantinople; elle condensa ses forces, ses pensées, ses aspirations, dans des sociétés qui semblaient toutes littéraires, et qui ne tardèrent pas à devenir politiques. La plus importante fut l'*hétairie* (ἑταιρεια, association), fondée par trois Grecs obscurs, société dont le but semblait être de répandre l'instruction chrétienne et les livres de piété parmi les populations de la Grèce; sa caisse était à Munich, mais sa tête était à Saint-Pétersbourg, et son centre à Constantinople; ses émissaires étaient répandus dans toutes les provinces. Les fondateurs affirmaient que l'empereur de Russie en était le chef suprême, et qu'elle avait l'appui immédiat de Capo d'Istria, mi-

nistre du czar. Dès 1817, presque tous les klephtes du Pinde, les Maïnotes de la Morée, les primats de l'intérieur et des côtes, les marchands et les marins de l'Archipel, étaient affiliés à l'hétairie. Ce fut alors que Czerni-Georges quitta Kiev, où il vivait dans la retraite, et se dirigea secrètement sur la Servie; il devait faire révolter ce pays, et, pendant que l'attention et les forces de la Turquie seraient attirées de ce côté, la Grèce entière devait se soulever et donner la main aux hétairistes de la Valachie; les Turcs seraient rejetés en Asie, et la croix rétablie sur le dôme de Sainte-Sophie. Mais, à son arrivée sur le territoire serbe, Czerni-Georges fut assassiné par des émissaires de Milosch : sa tête fut envoyée à Constantinople, et Milosch, en récompense, fut reconnu prince ou knès supérieur de la Servie. La Russie s'empressa de désavouer les projets de Czerni-Georges, et l'hétairie continua secrètement ses menées pendant encore trois années.

En 1820, à l'époque où l'Europe presque entière était travaillée par les idées révolutionnaires, où une fièvre de liberté agitait tous les esprits, la propagande hétairiste prit les plus graves proportions, et tendit presque ouvertement à l'émancipation de la Grèce. La guerre de la Porte contre Ali-Pacha précipita le mouvement.

De grands préparatifs avaient été faits par le divan pour vaincre le rebelle. Une flotte commandée par le kapoudan-pacha alla attaquer et prendre Parga, puis Prevesa, pendant qu'une armée de 20,000 hommes traversait la Grèce et l'Épire en les ravageant, et allait assiéger Janina. Dans ce grand danger, Ali, qui depuis longtemps avait des relations avec l'hétairie, appella les klephtes, même les Souliotes à sa défense, et se présenta ainsi comme le patron de la liberté des Grecs. Pour les exciter à prendre les armes, il fit courir une lettre vraie ou supposée d'Halet-Effendi, favori du sultan, dans laquelle était révélé un projet d'extermination de tous les chrétiens. Ceux-ci hésitaient entre la cause du pacha et celle des Turcs : ils avaient même d'abord offert leurs services au séraskier de l'armée ottomane; mais la dureté avec

laquelle ils furent accueillis, et la publication de la lettre d'Halet-Effendi, les décidèrent à se révolter. Les Souliotes, commandés par l'héroïque Botzaris, se retirèrent dans leurs montagnes et formèrent le noyau d'une ligue formidable de tous les *armatolis* contre les Turcs. Pour l'hétairie, le pacha de Janina était le moyen de révolte ; pour le pacha, l'hétairie était le moyen de résistance : ils ne s'entendaient que dans le but commun de détruire l'autorité du sultan (1). Les émissaires d'Ali et de l'hétairie parcoururent toute la Grèce et l'appelèrent aux armes : le moment leur semblait venu d'enlacer la puissance ottomane dans une série d'insurrections, depuis la Maïna jusqu'à la Moldavie.

Des troupes turques, qui marchaient de la Morée sur Janina, ayant outragé les habitants de Patras (12 février 1821), la ville se révolta, et l'insurrection gagna Gastouni, Kalavryta, etc. Le caïmacan de Tripolitza enjoignit à tous les évêques et primats de la Morée de se rendre près de lui dans l'intention de les mettre à mort. L'archevêque de Patras, Germanos, arrivé à Kalavryta, déclare qu'il n'ira pas plus loin, que les temps sont accomplis, que le règne de la croix commence (mars 1821). Quinze cents Grecs se rangent sous l'étendard sacré; les Turcs sont chassés de toutes parts et se réfugient à Lépante. La citadelle de Patras bombarde la ville, qui n'est bientôt plus qu'un monceau de ruines; elle est assiégée par 10,000 Grecs, que commande Germanos, et ce prélat fait appel à l'Europe par cette lettre adressée aux consuls chrétiens. « Les Hellènes, disait-il, livrés à l'oppression croissante des Turcs, qui ont juré de les anéantir, ont unanimement pris la résolution de secouer le joug ou de mourir. Nous nous sommes levés en armes pour venger nos injures et soutenir nos droits. Nous sommes persuadés que les puissances chrétiennes reconnaîtront la justice de notre cause et nous prêteront assistance et secours, en se rappelant combien nos aïeux ont été utiles à l'hu-

(1) *L'Orient* (1718-1845), par M. de Malherbe, t. II, p. 504.

manité. » Yousouf, pacha de Sérès, accourt, met en fuite ces bandes indisciplinées, et massacre toute la population; 3,000 Grecs sont sauvés par le consul de France, Pouqueville, l'historien de cette horrible guerre. Malgré cette catastrophe, la Maïna, l'Arcadie, la Messénie suivent le mouvement; la Béotie s'insurge; ses habitants prennent Livadie et y massacrent 2,000 Turcs; Odyssée soulève la Doride; Dikaïos, la Mégaride; Procope, l'Élide, etc.

Cependant l'insurrection avait commencé dans le Nord. L'hétairie avait alors pour chef Alexandre Ypsilanti, fils de l'ancien hospodar de Valachie, aide de camp de l'empereur de Russie, qui avait consacré toute sa fortune à l'œuvre de l'émancipation grecque. Il avait, assure-t-on, l'assentiment du czar, qui, consulté sur l'opportunité de l'insurrection, aurait répondu : « Si la Grèce entière se lève, mes Cosaques iront la seconder. » Ypsilanti se rend alors à Yassi (5 mars 1821), et y fait afficher cette proclamation : « Hellènes, l'heure a sonné; il est temps de secouer le joug et de venger notre religion et notre patrie. Partout nos frères et nos amis sont prêts à nous seconder; les Serbes, les Souliotes, toute l'Épire, sont en armes et nous appellent. En avant, Hellènes, en avant! et nous verrons une puissance formidable protéger nos droits. »

A cet appel, Michel Soutzo, hospodar de la Moldavie, dépose son autorité entre les mains du chef de l'hétairie, et s'enrôle sous le drapeau de l'indépendance avec une troupe des jeunes gens des premières familles. Ypsilanti lui laisse la direction du mouvement, passe en Valachie, y forme le *bataillon sacré*, et entre à Bukharest; mais il n'y trouve réellement d'appui que dans la jeunesse lettrée et dans la populace : les Roumains avaient peine à reconnaître leur cause dans un soulèvement fait au nom de l'Hellénie. Quelques jours après le départ d'Ypsilanti, le consul russe proteste, par l'ordre de son gouvernement, contre l'entreprise, et déclare « qu'elle est l'effet de l'exaltation qui caractérise l'époque ainsi que de l'inexpérience et de la légèreté d'un jeune homme. » Le

surlendemain, Michel Soutzo est chassé d'Yassi par les boyards moldaves. Bientôt après, un ukase du czar prive de son grade Ypsilanti, et le ministre de Russie à Constantinople promet au sultan la neutralité et l'amitié de son maître. L'Autriche déclare hautement qu'elle désapprouve l'insurrection.

§ VI. — *Supplice du patriarche grec. — Soulèvement des îles. — Progrès de l'insurrection.*

Cependant, à la nouvelle du soulèvement de la Morée, le divan s'était réuni, et il avait ordonné le désarmement de tous les Grecs et l'extermination de tous ceux qui ne se soumettraient pas. Ce décret réveille le fanatisme et la férocité des Ottomans. Les familles grecques de Constantinople prennent la fuite; mais la plupart tombent sous les coups des janissaires; les églises sont pillées, les raïas poursuivis partout; le patriarche Grégoire, accusé de pactiser avec l'insurrection, est arrêté avec son synode et, le jour de Pâques (22 avril 1821), pendu à la porte de son palais. Trois archevêques, quatre-vingts évêques, exarques et archimandrites ont le même sort. Le cadavre du patriarche est mutilé par les juifs, traîné dans un égout et jeté dans le Bosphore. Les Turcs prétendirent que ce massacre était fait en représailles des atrocités commises par les insurgés sur un vaisseau turc, qui portait le mollah de la Mecque avec son harem. Mais les tueries ne s'arrêtèrent pas là, et, dans la Thrace, la Macédoine, la Thessalie, les Grecs paisibles et sans défense furent pillés ou égorgés; on détruisit leurs églises; on traîna en esclavage leurs femmes et leurs enfants.

La nouvelle du martyre du patriarche acheva de soulever toute la Grèce. Hydra et Psara adhérèrent à l'insurrection avec un dévouement héroïque. « Depuis trente ans, dit Lazare Condorioutis, je travaille pour amasser des trésors. Je les offre à la patrie, et je m'estimerai heureux s'ils peuvent servir à l'indépendance de la Grèce. Je pense que mon exemple sera suivi par tous les riches

d'Hydra et des îles qui nous sont alliées; mais, s'ils reculent devant des sacrifices d'argent, ne perdez pas courage, mes frères, je suis en état de faire à moi seul les dépenses de la marine. » En effet, Hydra donna seule cinq millions pour les frais de la guerre; Psara, Spezia en firent autant; la croix fut arborée sur tous les navires grecs; Tombazis, nommé navarque, fit soulever toutes les îles, excepté Chio; il courut sus aux bâtiments turcs, et vengea par d'horribles représailles les cruautés des musulmans.

Cependant Ypsilanti, depuis qu'il s'était vu abandonné par la Russie, avait perdu courage, et s'était retiré près de Rimnik; mais Athanase d'Agrapha, avec cinq cents hommes, tint tête aux 20,000 Turcs qui passèrent le Danube à Galatz, et, dans un dernier combat héroïque, sur le Pruth, il périt avec tous les siens. Ypsilanti fut attaqué à son tour près du couvent de Dragochan; il fut défait. Le bataillon sacré, fort de douze cents hommes, périt tout entier; le reste des insurgés s'enfuit; Ypsilanti chercha un refuge sur le territoire autrichien et fut enfermé dans la citadelle de Munkacz (juin 1821).

C'était à l'Autriche qu'était due la fin désastreuse du soulèvement : lorsque Ypsilanti s'était vu maître d'Yassi, il avait écrit une lettre pleine d'enthousiasme et d'espérance à Alexandre, qui était alors au congrès de Laybach. M. de Metternich plaça sous les yeux du czar la correspondance vraie ou fausse du chef de l'hétairie avec les libéraux français, avec les constitutionnels espagnols et les carbonari napolitains; il obtint un désaveu, et l'insurrection grecque se trouva abandonnée à ses propres forces.

Cette insurrection continuait à faire des progrès dans le Midi. Les Turcs de la Morée, laissant les campagnes aux insurgés, se réfugient dans les forteresses, qui sont toutes assiégées. Kourschid-Pacha, qui bloquait Ali dans Janina, envoie un corps albanais sur Tripolitza : il est battu et mis en déroute. Démétrius Ypsilanti, frère d'Alexandre, arrive en Morée; on l'accueille avec

enthousiasme et on le proclame chef de l'insurrection. Arcadia et Navarin sont prises : les vainqueurs vengent le massacre de Constantinople par le massacre des musulmans. De là, Démétrius marche sur Tripolitza, qui avait 10,000 hommes de garnison : des Français, accourus à la défense de la Grèce, dirigent les travaux du siége. Baïram-Pacha, avec une armée de 12,000 hommes, essaye de pénétrer en Morée pour délivrer Tripolitza : il est battu, et son armée détruite par les bandes de Gouras et d'Odyssée. La ville, désespérant d'être secourue, demande à traiter; mais une trahison la livre aux Grecs, qui l'incendient et en massacrent la population ; les primats et les chefs de l'armée se déshonorent en prenant part au pillage.

Cependant la discorde paralysait l'insurrection : les insurgés de la Grèce continentale, de la Morée et des îles, étaient ennemis les uns des autres et refusaient de concerter leurs efforts; chaque bande voulait agir à part, et ne cherchait que le pillage et la vengeance; les îles seules et les villes maritimes désiraient sincèrement le rétablissement de leur patrie et demandaient la formation d'un pouvoir central. Enfin, une réunion des envoyés et des chefs militaires eut lieu à Épidaure, et, grâce aux efforts des hétairistes, elle parvint à constituer un gouvernement, qui se composait d'un corps législatif, présidé par Démétrius Ypsilanti, d'un conseil exécutif, présidé par Maurocordato, avec Negris et Coletti pour ministres (13 janvier 1822). Cette division des pouvoirs ne mit pas fin aux prétentions des partis.

§ VII. — *Mort d'Ali-Pacha. — Massacre de Chio. — Dissensions des Grecs.*

A cette époque, Ali-Pacha, qui tenait en échec dans Janina les meilleures troupes de la Porte, périt par trahison : appelé à une conférence, il fut poignardé par ses ennemis, qui envoyèrent sa tête à Constantinople (5 février 1822). Alors le divan, soutenu,

d'ailleurs, par l'Autriche et l'Angleterre, qui ne voyaient dans les Hellènes que des rebelles, put porter toutes ses forces contre eux. Les insurgés de la Grèce continentale envoyèrent Botzaris, le héros des Souliotes, pour demander aide à ceux de la Morée : les Péloponésiens, répondirent à cet appel, mais ils subirent à leur tour plusieurs défaites ; Maurocordato fut battu à Peta ; Drem-Ali, à la tête de 35,000 hommes, pénétra dans la Mégaride, et occupa l'Acro-Corinthe, abandonnée par sa garnison. Le gouvernement grec se réfugia sur une goëlette hydriote ; les habitants de l'Argolide s'enfuirent dans les montagnes. Ypsilanti releva les courages et se retira dans Argos. Drem-Ali vint l'y assiéger, mais il fut repoussé, et regagna l'Acro-Corinthe, pour y attendre Kourschid-Pacha ; chaque pas de sa retraite fut marqué par un combat, et il mourut des suites de ses blessures. De son armée, une partie s'embarqua ; une autre partie essaya de gagner Patras, en longeant la côte, mais 1,800 hommes seulement y arrivèrent. Kourschid-Pacha, qui venait au secours de Drem-Ali, fut complétement battu par Odyssée au défilé de Davi, et, désespéré de sa défaite, se donna la mort.

Chio avait refusé de prendre parti pour la Grèce : elle fut effroyablement punie de sa neutralité, que les Turcs refusèrent de reconnaître : 10,000 Asiatiques débarquèrent sur ses côtes, pillèrent, incendièrent ses villes et ses campagnes, massacrèrent sa population mâle et emmenèrent les femmes en esclavage. De cent mille habitants, il en resta neuf cents ! Un cri d'horreur s'éleva dans toute l'Europe à la nouvelle de ces barbaries. Les Grecs en tirèrent une éclatante vengeance : Canaris de Psara, et Pepinos d'Hydra, conduisirent deux brûlots au milieu de la flotte turque, mouillée entre Chio et la côte de Tchesmé ; le vaisseau amiral fut incendié, 3,000 Turcs périrent, et parmi les morts se trouva le kapoudan-pacha. La flotte se réfugia dans les Dardanelles, et, après avoir réparé ses pertes, elle sortit pour ravitailler Nauplie, qui était assiégée depuis un an ; mais elle fut forcée, par

le navarque Miaulis, de s'abriter derrière Ténédos. Là, Canaris et Kyriokos vinrent encore l'incendier (novembre 1822); une tempête augmenta le désastre, et les Turcs perdirent la moitié de leurs vaisseaux. Nauplie se rendit et devint la principale place d'armes des Hellènes.

Les succès de l'insurrection continuèrent. Missolonghi, assiégée depuis longtemps, et qui avait subi plusieurs assauts, fut délivrée. Une armée de 20,000 Turcs qui avait franchi les Thermopyles, fut repoussée dans la Thessalie ; une autre fut battue à Karpenitza avec perte de 2,000 hommes; mais la flotte ottomane vint ravager Psara et en massacrer la population : 500 têtes et 2,000 oreilles furent envoyées à Constantinople. La flotte grecque vengea ces victimes en massacrant la garnison laissée dans l'île (1824). Les Grecs souillèrent trop souvent leurs victoires par des cruautés; mais ces cruautés ne furent que de faibles représailles des barbaries commises par les Turcs à Smyrne, en Chypre, en Syrie, partout où il y avait des chrétiens. Toutes les atrocités qui déshonorent l'histoire ottomane furent renouvelées en plein XIXe siècle, en face de l'Europe civilisée, immobile, mais frémissante.

Cependant les insurgés ne cessaient de demander des secours à leurs frères de la chrétienté, au nom de la croix qu'ils portaient sur leurs bannières, au nom des lumières que leurs ancêtres avaient versées sur le genre humain. Un congrès étant réuni à Vérone, ils y envoyèrent des députés. Les souverains de l'Europe, qui s'étaient rassemblés pour étouffer les insurrections de l'Italie et de l'Espagne, refusèrent de les entendre, et ils invitèrent même Mahmoud à envoyer un représentant au congrès. « On nous traite de révolutionnaires, écrivait l'un des députés, quoique nous ne combattions que pour nous soustraire au joug affreux de nos tyrans, sans nous occuper de ce qui se passe chez les autres nations. Si nous étions révolutionnaires, aurions-nous fait la démarche de nous adresser à des têtes couronnées pour leur demander un chef? »

Mais, si les rois étaient hostiles à la cause des Grecs, les peuples se prononçaient vivement en leur faveur : en France, en Allemagne, en Angleterre, des sociétés de philhellènes s'étaient formées, qui avaient ouvert des souscriptions, et envoyaient aux Grecs de l'argent, des armes, des munitions; des défenseurs accouraient à leur aide, et parmi eux on comptait lord Byron, le colonel Fabvier, le comte Rosa, etc. Mais les Grecs perdaient le fruit de leurs victoires par leurs luttes intestines. Le sénat avait nommé Condouriotis chef du pouvoir exécutif; celui-ci fut obligé de livrer trois combats au parti péloponésien pour faire reconnaître son autorité, et il n'installa le sénat à Nauplie que par la force.

§ VIII. — *Intervention des troupes du pacha d'Égypte. — Prise de Missolonghi.*

Cependant les Turcs étaient fatigués et effrayés de cette lutte où leurs armées s'engloutissaient depuis trois ans sans résultat. Le corps des ulémas faisait entendre des paroles d'humanité; le mufti lui-même attribuait les malheurs des Ottomans « à la justice divine, qui punissait les excès commis par les musulmans sur les raïas désarmés, les femmes et les enfants. » Mahmoud essayait vainement de faire des levées dans les provinces d'Asie : on ne répondait plus à son appel; il se décida à demander des secours au pacha d'Égypte, qui, plus heureux que lui, n'avait point pour armée des bandes de pillards féroces et indisciplinés, mais des troupes formées à la tactique et aux armes de l'Europe. Un firman (16 janvier 1824) lui fut adressé à ce sujet en même temps qu'un hatti-chérif qui lui donnait les pachaliks de Morée et de Candie. Méhémet répondit avec empressement à l'ordre de son maître, et son fils Ibrahim partit avec une armée de 15,000 hommes, que transportèrent des navires autrichiens et maltais, et une flotte de soixante-trois bâtiments de guerre. Il se dirigea d'abord sur Candie, que les Grecs n'essayèrent pas de secourir; l'île fut

facilement conquise. La flotte égyptienne, ayant fait sa jonction avec la flotte turque, se disposait à envahir la Morée, mais elle fut attaquée dans la rade d'Halycarnasse par la flotte grecque, battue, harcelée, poursuivie dans tous les lieux où elle chercha un refuge, enfin forcée de rentrer à Alexandrie, où Miaulis la conduisit jusqu'à la vue du port.

L'armement du pacha d'Égypte avait suspendu les luttes intestines des Grecs ; mais à peine les victoires de la flotte furent-elles connues, que les dissensions recommencèrent. Une bataille livrée entre les deux partis, sous les murs de Corinthe, laissa le pouvoir à Condouriotis, que secondaient Gouras, Coletti et tous les chefs de la Grèce continentale; les vaincus furent mis en fuite, exilés et dépouillés de leurs biens.

Ibrahim profita de ces déplorables troubles; il débarqua à Modon avec 12,000 hommes de troupes régulières, battit les Grecs qui accouraient à sa rencontre, prit Navarin (18 mai 1825), Tripolitza et toutes les places de l'intérieur; il n'échoua que devant Nauplie, qu'Ypsilanti parvint habilement à sauver. Les Grecs étaient déroutés par les manœuvres de leur adversaire et la solidité de ses troupes; ils désespérèrent de leur cause et pensèrent à se livrer à l'Angleterre. Il ne leur restait que trois places importantes : la citadelle d'Athènes, Nauplie et Missolonghi.

Pendant qu'Ibrahim conquérait la Morée, Reschid-Pacha, assisté d'ingénieurs autrichiens, venait mettre le siége devant Missolonghi; il multiplia les assauts et épuisa ses forces devant cette place, que les Grecs ravitaillaient incessamment par mer; alors il appela à son aide Ibrahim. Celui-ci s'embarqua à Patras avec 10,000 hommes et un matériel immense; il essaya d'abord d'enlever la ville par un coup de main; repoussé avec perte, il l'isola en s'emparant de tous les points qui dominaient la rade et la priva ainsi de tous les secours du dehors. Les assiégés, réduits aux dernières extrémités, après une défense héroïque et qui fut admirée de toute l'Europe, se décidèrent à abandonner la ville ;

mais, dans leur retraite, ils furent enveloppés par Ibrahim et résistèrent pendant quatre heures dans une lutte inégale. 1,800 seulement parvinrent à s'échapper; tout le reste périt; on trouva dans la ville, au milieu des ruines, 800 à 900 femmes ou enfants : c'était tout ce qui restait des 15,000 habitants de Missolonghi. Ibrahim rentra dans la Morée. Reschid alla mettre le siége devant la citadelle d'Athènes.

§ IX. — *Discussions de la Porte avec la Russie.*

La cause des Grecs paraissait perdue : le deuxième congrès d'Épidaure nomma une commission chargée de négocier avec la Porte par l'intermédiaire de l'ambassadeur anglais; il demandait que la Morée fût constituée en État tributaire. Ypsilanti et les députés de la Grèce continentale s'opposent à cette résolution : une scission a lieu, et les Péloponésiens s'assemblent à Hermione. L'amiral anglais Cochrane, auquel le congrès d'Épidaure avait donné le commandement suprême des armées de terre et de mer, parvient à réconcilier les deux partis, et une assemblée générale est convoquée à Trézène. Cette assemblée nomme pour président de la république le comte Capo d'Istria, et, en attendant son arrivée, confie le pouvoir à une commission présidée par Mauromichali.

L'amiral Cochrane, qui veut justifier son élection, tente de délivrer la citadelle d'Athènes et subit une défaite complète, à la suite de laquelle les assiégés capitulent (juin 1827). Le sultan croyait son triomphe complet, lorsque les ambassadeurs de la France, de l'Angleterre et de la Russie lui signifièrent le traité conclu entre ces trois puissances le 6 juillet 1827. Nous allons voir comment le cabinet de Saint-Pétersbourg avait amené ceux de Londres et de Paris à cet arrangement imprévu, qui a eu tant d'influence sur les destinées de la Turquie.

L'hétairie, avons-nous vu, s'était développée en quelque sorte à l'ombre de la puissance russe : c'était le nom d'Alexandre que

les frères Ypsilanti invoquaient, et Capo d'Istria, ministre de ce prince, connaissait évidemment le but politique de la société. Tout le passé de la Russie disait assez quelles étaient ses tendances, et l'on ne peut douter que, sans l'espèce de sacerdoce dont Alexandre se croyait revêtu depuis la formation de la Sainte-Alliance, il n'eût profité de l'occasion si belle qui lui était offerte de s'emparer de Byzance, cette véritable Rome de la religion grecque (1). M. de Metternich le comprit bien, et, lorsque à Laybach il peignit à celui qu'on appelait l'*ange blanc de l'Europe et du monde* l'édifice social menacé par cette levée de boucliers, Alexandre déclara que son armée ne franchirait point le Pruth, et qu'il maintiendrait purement et simplement les traités existants entre la Russie et la Turquie. Mais le divan, ne croyant pas au désintéressement de son voisin, soumit à une visite tous les vaisseaux qui passaient les Dardanelles. L'ambassadeur russe, Strogonoff, protesta au nom de son souverain contre cette mesure ; le reis-effendi, de son côté, récrimina contre le czar, qui violait les traités en donnant asile aux sujets rebelles du sultan.

Sur ces entrefaites, Donési, banquier de l'ambassade, est arrêté et jeté aux Sept-Tours, comme accusé d'avoir fourni des fonds aux insurgés : Strogonoff proteste contre cette violation du droit des gens, demande ses passe-ports et rentre en Russie. « Si le

(1) Alexandre disait, au congrès de Vérone, à Chateaubriand : « Il ne peut plus y avoir de politique anglaise, française, russe, prussienne, autrichienne ; il n'y a plus qu'une politique générale qui doit, pour le salut de tous, être admise en commun par les peuples et par les rois. C'est à moi de me montrer le premier convaincu des principes sur lesquels j'ai fondé la Sainte-Alliance. Une occasion s'est présentée, le soulèvement de la Grèce. Rien sans doute ne paraissait être plus dans mes intérêts, dans ceux de mes peuples, dans l'opinion de mon pays, qu'une guerre religieuse contre la Turquie ; mais j'ai cru remarquer dans les troubles du Péloponèse le signe révolutionnaire ; dès lors je me suis abstenu... La Providence n'a pas mis à mes ordres huit cent mille soldats pour satisfaire mon ambition, mais pour protéger la religion, la morale et la justice, et pour faire régner ces principes d'ordre sur lesquels repose la société humaine. »

gouvernement turc, écrivait-il, témoignait, contre toute attente, que c'est par suite d'un plan librement arrêté qu'il prend de telles mesures, il ne resterait à l'empereur qu'à déclarer dès à présent à la Sublime Porte qu'elle se constitue en état d'hostilité ouverte contre le monde chrétien : qu'elle légitime la défense des Grecs, qui, dès lors, combattraient uniquement pour se soustraire à une perte inévitable ; et, vu le caractère de cette lutte, la Russie se trouverait dans la stricte obligation de leur offrir asile, parce qu'ils seraient persécutés ; protection, parce qu'elle en aurait le droit ; assistance avec toute la chrétienté, parce qu'elle ne pourrait pas consentir à livrer ses frères de religion à la merci d'un aveugle fanatisme. » La guerre semblait imminente, lorsque Alexandre remit à l'Europe la solution de la question, par une note rendue publique, où il disait : « Si les cabinets européens trouvaient dans leur sagesse des moyens efficaces pour obtenir de la Porte Ottomane de mettre les chrétiens de la Turquie à l'abri d'une répétition des scènes violentes dont ils ont été victimes, Sa Majesté impériale les prierait d'aviser incessamment aux moyens propres à atteindre le but désiré, et de la dispenser ainsi d'obtenir par la force des armes l'accomplissement des conditions que l'honneur de sa couronne, le maintien des traités, la protection de la religion chrétienne et l'humanité lui ont fait un devoir d'exiger de la Porte. »

Cependant Mahmoud refusa de traiter avec la Russie avant que la révolte de la Grèce fût comprimée ; l'Angleterre, inquiète et voulant empêcher une rupture, obtint de lui une promesse d'amnistie ; mais les récriminations entre la Russie et la Turquie continuèrent, sans que la diplomatie pût les mettre d'accord. Enfin, en 1824, Alexandre envoya à Constantinople un chargé d'affaires qui fit les propositions suivantes : La Grèce serait divisée en trois principautés soumises aux mêmes conditions que la Valachie et la Moldavie : la Thessalie, la Béotie et l'Attique formeraient la première ; l'ancien littoral vénitien, l'Épire et

l'Acarnanie, la deuxième; la Morée et Candie, la troisième; les puissances alliées seraient déclarées protectrices. La Turquie exprima son mécontentement, surtout quand elle vit les autres puissances accepter la discussion sur un pareil plan; quant aux Grecs, ils déclarèrent, par l'organe d'un de leurs ministres, qu'ils préféraient une mort glorieuse au sort honteux qu'on leur préparait.

§ X. — *Convention d'Ackerman.* — *Traité du* 6 *juillet* 1827.

Les négociations continuèrent sans résultat jusqu'à la mort d'Alexandre (1er décembre 1825). Nicolas Ier, qui lui succéda, dès le 17 mars 1826, fit cette déclaration : « La Russie ne demande pas mieux que de renoncer à la direction exclusive des affaires de la Grèce et à la perspective du protectorat qui en résulterait pour elle; mais il n'en peut être ainsi de ses différends directs avec la Porte. L'empereur Nicolas n'entendra jamais traiter comme une question européenne une affaire entre lui et cette puissance, et touchant à la foi des traités et à l'honneur de sa couronne. »

En effet, le 7 octobre suivant, la Russie, appuyée par l'Angleterre, qui voulait à tout prix empêcher une collision, imposa à la Turquie la convention d'Ackerman, par laquelle le traité de Bukharest était confirmé et la navigation sur la mer Noire ouverte à la Russie. Un article séparé stipulait, au profit de la Valachie et de la Moldavie, que leurs hospodars seraient nommés par les boyards, agréés par la Porte et investis du pouvoir pour sept années, sans qu'ils pussent être destitués que du consentement de la Russie. Un autre article séparé donnait l'indépendance à la Servie en stipulant pour elle la liberté du culte, le choix de ses chefs, la liberté d'administration et de commerce, l'interdiction à tout musulman de s'établir dans la province, etc.; il ne restait aux Turcs que les places fortes.

Cependant la question grecque restait à résoudre. L'Angleterre

envoya à Saint-Pétersbourg le duc de Wellington, qui parvint à signer (4 avril 1826) un protocole où il était stipulé que les deux cabinets uniraient leurs efforts dans le but de réconcilier les Grecs avec la Porte, et de mettre un terme à la lutte dont l'Archipel était le théâtre; la Grèce resterait une dépendance de l'empire ottoman, et payerait un tribut annuel. Ce protocole fut communiqué aux cabinets de Paris, de Vienne et de Berlin, qui se montrèrent d'abord offensés du secret qu'on avait gardé vis-à-vis d'eux; mais ils finirent par le signer. Le 5 février 1827, M. Strafford-Canning offrit à la Porte la médiation des puissances signataires du protocole; mais le reis-effendi répondit que « Sa Hautesse n'admettrait jamais d'intervention entre elle et ses raïas, et qu'à l'avenir elle ne répondrait plus à des propositions de ce genre (10 juin). » C'était la prise de la citadelle d'Athènes qui valait cette réponse. L'Angleterre en fut très-irritée, et elle engagea la France et la Russie à protester contre l'obstination du sultan; l'Autriche et la Prusse refusèrent de prendre part à cette protestation. Enfin, le 6 juillet 1827, l'Angleterre, la France et la Russie signèrent un traité où elles stipulaient l'offre de leur médiation pour un armistice immédiat entre les parties contendantes, et pour la conclusion d'un arrangement basé sur la *séparation civile* entre les deux populations. La Porte resterait suzeraine, et la Grèce payerait une redevance annuelle; une convention ultérieure fixerait la délimitation des deux pays. Un article secret donnait un mois à la Porte et à la Grèce pour accepter ces conditions, et, après ce terme, les puissances aviseraient.

« Jusqu'à cette époque, quelque habiles, heureuses et étendues qu'eussent été les intrigues de la Russie, cette puissance n'agissait cependant que dans son caractère individuel, et avait constamment à se prémunir contre les chances qui, d'un moment à l'autre, pouvaient faire échouer tous ses plans, savoir : l'union de la France et de l'Angleterre contre elle, ou, ce qui était encore plus à craindre, le rapprochement de l'Angleterre et de la Turquie.

Par le traité du 6 juillet, la Russie se vit délivrée de ces dangers; la Turquie fut privée de tout secours possible de la part des puissances européennes; l'Europe fut mise en opposition, pour ainsi dire, avec la Turquie, et la chrétienté avec l'islamisme; enfin, l'influence morale, et, par suite, les armes de l'Angleterre et de la France furent mises à la disposition de la Russie. »

La Porte laissa écouler le délai fixé : les ambassadeurs des trois puissances lui adressèrent une note collective où ils renouvelaient leurs propositions et leurs menaces; mais elle répondit qu'elle s'en référait à sa note du 10 juin et n'avait rien à y ajouter. Les négociants chrétiens furent avertis de se préparer à partir, et les amiraux des flottes alliées eurent l'ordre d'empêcher tout mouvement des flottes et des armées turque et égyptienne.

§ XI. — *Bataille de Navarin. — Déclaration de guerre à la Russie.*

Ibrahim reçut communication du traité du 6 juillet et notification de cesser les hostilités : il consentit à attendre de nouveaux ordres de son père et du sultan, ce qui équivalait de fait à une suspension d'armes de vingt jours. Mais deux divisions de la flotte turco-égyptienne étant sorties de Navarin, la nouvelle qu'Ibrahim s'était mis en marche avec ses troupes de terre amenèrent les flottes alliées devant le port de Navarin, où elles pénétrèrent bientôt sans résistance : des deux côtés, on était décidé à ne pas combattre; mais un coup de feu parti d'un brûlot turc tue un parlementaire anglais : un combat imprévu s'engage; il dure cinq heures, après lesquelles soixante-deux bâtiments de la flotte turco-égyptienne n'existaient plus (20 octobre 1827).

La nouvelle de ce désastre n'arriva à Constantinople que le 2 novembre : le reis-effendi demande aussitôt aux trois ambassadeurs des puissances alliées si la Porte doit se considérer comme étant en état de guerre avec elles. Les ambassadeurs rejettent sur

Ibrahim la faute du conflit. Alors le reis-effendi leur communique les propositions suivantes : 1° les alliés devront se désister de toute intervention dans les affaires de la Grèce ; 2° la Porte recevra une indemnité pour les vaisseaux de guerre détruits à Navarin, avec des excuses pour l'outrage qui lui a été fait, etc. A la suite de cette communication, les rapports avec les trois puissances furent rompus, et les ambassadeurs s'embarquèrent (8 décembre).

Quelques jours après (18 décembre) parut un hatti-chérif qui attribuait l'insurrection grecque « à la haine de la Russie, depuis un demi-siècle la constante ennemie de la Porte ; » il déclarait « qu'accéder aux propositions des puissances, ce serait encourager la rébellion des raïas et livrer la religion et l'empire aux infidèles, qui n'ont d'autre but que d'anéantir l'islamisme et de fouler aux pieds la nation musulmane ; les concessions faites jusqu'ici par la Porte n'ont eu lieu que pour gagner du temps ; désormais, le combat est un devoir pour les vrais croyants et la guerre est une guerre nationale religieuse. »

De plus, une communication confidentielle fut adressée par le divan à tous les pachas et aux ayans des principales villes : « Les autres guerres, disait ce document, n'avaient pour but que de nous enlever quelques provinces ; mais celle-ci est destinée à opérer la destruction complète de l'empire ottoman, à réduire les Osmanlis à l'état de raïas, et à changer toutes les mosquées en églises. Que tous les fidèles musulmans, riches ou pauvres, ne perdent pas de vue, dans la nouvelle lutte, que c'est pour eux un devoir sacré de combattre. Sacrifions volontiers dans cette guerre sainte nos personnes et nos propriétés. Les disciples du prophète n'ont pas d'autres moyens d'obtenir leur salut dans ce monde et dans l'autre. »

La Russie répondit par ce manifeste (26 avril 1828) : « Seize années se sont écoulées depuis la paix de Bukharest, et seize années ont vu la Porte enfreindre les stipulations qu'elle venait de conclure... Une amnistie avait été promise aux Serviens : elle fut

remplacée par une invasion et d'affreux ravages. Des immunités étaient garanties à la Moldavie et à la Valachie : un système de spoliation acheva la ruine de ces malheureuses provinces. Les incursions des peuplades qui habitent la rive gauche du Kouban devaient être réprimées par les soins de la Porte : elles furent hautement encouragées... Les vaisseaux sur lesquels flottait le pavillon russe furent arrêtés dans le Bosphore, et toutes les stipulations du traité de commerce de 1783 ouvertement violées... Un soulèvement général de la Morée et l'irruption en Moldavie d'un chef de parti vinrent réveiller dans le gouvernement et la nation turcs tous les transports d'une haine aveugle contre les chrétiens, ses tributaires, sans distinction entre l'innocent et le coupable... Malgré les engagements de la convention d'Ackerman, la Porte a chassé de ses États tous les sujets russes ; elle a fermé le Bosphore à tous les navires russes dans les ports de la mer Noire... Placée dès lors dans une position où son honneur et ses intérêts en souffrance ne lui permettent plus de rester, la Russie déclare la guerre à la Porte Ottomane... »

Cette déclaration fut précipitée par l'espoir qu'avait la Russie de surprendre la Turquie sans armée ; en effet, à cette époque, les janissaires n'existaient plus. Nous devons revenir sur cet événement, qui ne fut pas sans influence sur les résultats de la guerre et par lequel Mahmoud voulait régénérer l'empire ottoman.

§ XII. — *Destruction des janissaires.*

Nous avons dit que ce prince, élève de Sélim III, s'était promis de poursuivre l'œuvre de son cousin, et, avant tout, de débarrasser l'empire de l'insolence des janissaires. « Ces coursiers fougueux, bondissant en liberté dans les pâturages du désordre, dit un historien turc, se considéraient comme les rois du pays, entretenaient le feu sous la chaudière de l'insubordination et limaient le collier de

l'obéissance (1). » Les ministres de Mahmoud étaient animés de la même pensée et ils avaient trouvé dans le Koran la justification des réformes. « La guerre est un jeu au plus fin... Combattez l'ennemi avec ses propres armes. » Ces paroles du prophète s'appliquaient, disait-on, à l'instruction des troupes et à la nécessité d'emprunter aux infidèles leurs moyens de combattre. D'ailleurs, l'opinion était complétement hostile à un corps que sa conduite devant l'ennemi rendait l'objet des moqueries des autres soldats. « Ce sont de vieilles femmes qui parlent sans cesse de leur ancienne beauté et ne sont bonnes à rien, » disait un pacha. Pillards ou voleurs, adonnés à la débauche, à l'ivrognerie, ils ne respectaient plus les ulémas, qui, seuls, avaient excusé jusqu'alors leurs nombreuses révoltes en les proclamant les fils chéris du prophète.

En 1826, au moment où les victoires d'Ibrahim, mises en regard des défaites précédentes, démontraient la supériorité de la discipline et de la tactique européennes, Mahmoud résolut d'agir; il tint à cet effet, avec ses ministres et quelques pachas, des conférences où il fut décidé que l'on tirerait de l'*odjak* même des janissaires les hommes qui, sous le nom d'*akindjis* ou soldats actifs, seraient exercés à l'européenne. On gagna les principaux chefs, qui tous s'engagèrent à soutenir la formation du nouveau corps. Les ulémas, consultés, donnèrent un avis favorable, et une grande assemblée, composée de tous les hauts fonctionnaires de l'empire, se tint chez le mufti; là, le grand vizir, Mohammed-Sélim exposa le plan de la réforme. « La honte de nos défaites, dit-il, la perte de sommes considérables et d'un matériel immense ont plongé le cœur de la nation dans la douleur et les regrets. Quel spectacle les Grecs, ces raïas insurgés, ces faibles roseaux que le torrent impétueux du courage mahométan aurait dû renverser en un instant, nous donnent aujourd'hui en résistant avec succès et en

(1) Esaad-Effendi, *Hist. de la destruction des janissaires.*

arrêtant nos efforts, sans que nous ayons pu, jusqu'à ce jour, éteindre le feu de leur rébellion !... Les rôles des janissaires sont surchargés de noms d'hommes à la solde de l'État ; mais des hommes de guerre, on en cherche et on n'en trouve pas. Un oda est-il désigné pour faire une campagne, les officiers partent à la tête d'un ramassis de gens de toute espèce, qui sont étrangers au métier des armes comme à toute idée de subordination et d'instruction militaire. Les espions de l'ennemi se cachent parmi eux... » Et le grand vizir proposa les réformes suivantes : 1° que le corps des janissaires serait supprimé ; 2° que chacun des cinquante et un odas de Constantinople fournirait cent cinquante hommes propres au service, et qui seraient instruits et disciplinés à l'européenne ; 3° que l'avancement serait régulier ; 4° que des pensions de retraite, prises sur les douanes, seraient payées aux officiers et soldats qui les auraient méritées, etc. Tout cela fut adopté. Le mufti déclara par un fetwa que quiconque tiendrait des discours malveillants contre ces réformes et chercherait à exciter des troubles méritait un châtiment sévère ; puis tous les membres de l'assemblée signèrent la délibération. Elle fut portée au palais de l'aga des janissaires, et lue aux officiers et aux soldats délégués du corps, qui la signèrent aussi comme s'engageant à l'exécuter.

Les enrôlements commencèrent immédiatement, et, le 12 juin 1826, quatre instructeurs, dont deux avaient appartenu au corps des nizam-gédittes, commencèrent à enseigner le maniement des armes et la marche aux officiers. Comme au temps de Sélim, la nouvelle ordonnance excita des murmures, des plaintes et enfin un soulèvement. Le 15 juin, pendant la nuit, les officiers subalternes et les soldats se réunirent sur la place de l'Atméïdan ; on apporta les marmites, et des chefs furent choisis ; puis on se mit à la recherche de l'aga des janissaires, qu'on ne trouva point, mais dont on saccagea la maison. Au point du jour, le bruit fut répandu que les principaux fonctionnaires étaient pris ou tués, et aussitôt tous les pillards, les gens sans aveu, vinrent se joindre aux ré-

voltés pour partager le fruit de la victoire. Le palais du grand vizir et la maison de l'agent du pacha d'Égypte furent pillés. Les rebelles criaient : « Mort aux donneurs de fetwas ! » et, voulant gagner la population, ils déclarèrent que le plus petit vol serait puni de mort.

Le grand vizir, ayant appris ce mouvement, se rend au sérail et envoie prévenir Mahmoud, qui était à Beschiktasch, une de ses résidences d'été. Sur son ordre, Hussein, commandant des châteaux du Bosphore, et les autres chefs de corps, amènent promptement leurs troupes. Le mufti, qui s'est empressé d'accourir, appelle les docteurs, les maîtres et les étudiants des colléges, à la défense du sultan. Bientôt le grand vizir a réuni toutes ses forces; Mahmoud arrive avec l'étendard du prophète et convoque tout le peuple des fidèles sous cet étendard. En moins d'une heure, la population, conduite par ses imans, entoure le sultan, qui lui fait remettre aussitôt des armes et des munitions. On marche aux cris répétés de : *Allah! Allah!* vers la mosquée du sultan Achmet, où l'on déploie le drapeau du prophète; puis le quartier général est établi à la mosquée du sultan Mahmoud.

Cependant les janissaires avaient placé, dans les rues voisines, quelques avant-postes, qui furent promptement rejetés sur la place de l'Atméïdan; Hussein et le grand vizir, renforcés d'un corps de troupes amené par l'agent du pacha d'Égypte, les cernèrent sur cette place, ainsi que dans leur principale caserne. Une sommation de se rendre étant restée infructueuse, le feu commença; la principale porte de la place, que les janissaires avaient barricadée, fut brisée du premier coup de canon, la place immédiatement envahie, la caserne prise et incendiée. De toutes parts, les rebelles se dispersent et s'enfuient; on les poursuit partout, partout on les égorge; quelques coups de mitraille avaient suffi pour détruire un corps qui avait fait la gloire et la puissance de l'empire ottoman.

Le sultan rentra au sérail, au milieu des acclamations de la

foule. Puis les exécutions commencèrent, en vertu de jugements sommaires rendus par le grand vizir et par Hussein-Pacha : on évalua à six cents le nombre des victimes. Alors Mahmoud publia le hatti-chérif suivant : « Tous les musulmans savent que c'est à la puissante influence de l'esprit religieux que la monarchie ottomane a dû sa fondation et ses développements, qui ont embrassé successivement l'Orient et l'Occident. Les janissaires, régulièrement organisés, ont rendu à l'État de grands services, et ont souvent procuré la victoire à nos armes. Mais un mauvais esprit s'est introduit parmi eux; leur obéissance s'est changée en insubordination; depuis un siècle, ils ont souvent refusé d'obéir aux ordres de leurs généraux, et, prenant la fuite, ils ont livré, par leur lâcheté et leur indiscipline, nos places fortes et nos provinces aux ennemis de la religion. Il était indispensable de mettre un terme à ces désordres... En conséquence, le mufti, le grand vizir, les ulémas et tous les grands de l'empire, réunis en assemblée générale, auprès de l'étendard du prophète, dans la mosquée du sultan Achmet, ont décidé à l'unanimité que l'odjak des janissaires serait supprimé, qu'on organiserait, pour les remplacer, des troupes nouvelles, qui, formées à la discipline et à l'instruction militaires, seraient capables de tenir tête à l'ennemi sur les champs de bataille. Les nouvelles troupes ont été créées sous le nom de soldats victorieux de Mahomet. L'illustre vizir Hussein-Pacha a été choisi pour être leur général en chef, en prenant le titre de séraskier-pacha... Tout individu qui se permettra une action ou prononcera une parole contraire au vœu général, sera frappé à l'instant par le glaive. » Les pachas et gouverneurs de province reçurent communication de ce hatti-chérif, et durent remplacer partout les janissaires par des troupes dévouées au gouvernement.

L'institution des janissaires était liée intimement à celle des derviches, moines fanatiques, d'une ignorance barbare, d'une saleté hideuse, ennemis de tout progrès, de toute réforme, et néanmoins ayant une grande influence sur la population. Ils

essayèrent de fomenter quelques troubles en faveur de leurs frères de l'armée. Mahmoud les frappa du même coup : le 10 juillet, il fit saisir et exécuter leurs trois principaux chefs, abolit l'ordre entier, fit détruire leurs *tekiés* et chassa de Constantinople tous les membres, avec défense de porter leurs anciens costumes.

A la suite de ces mesures capitales, le sultan se mit à l'œuvre des réformes, aidé d'une commission qui siégeait sous des tentes dressées dans la cour du sérail : « Les obstacles que les janissaires opposaient à toute amélioration n'existent plus, dit-il. Je veux, désormais, ne plus m'occuper qu'à faire le bien de mon peuple, et à reconstruire, sur les bases de la religion, et d'après les principes de la loi, l'édifice qui doit assurer le bonheur et le repos de mes sujets. » — A la fin de l'année, Mahmoud avait déjà 20,000 hommes exercés à l'européenne, et il voulait en avoir, l'année suivante, 120,000.

La destruction des janissaires et la réforme qu'allait subir la constitution militaire de l'empire, firent craindre à la Russie que cet empire ne fût moins facilement vulnérable, et l'on ne saurait douter qu'elles n'aient influé sur la déclaration de guerre de 1828 : le czar comptait trouver la Turquie privée de son ancienne armée et n'ayant pas encore eu le temps d'en former une nouvelle (1).

(1) C'est ce qui résulte de cette dépêche de Pozzo di Borgo, ambassadeur du czar à Paris, sous la date du 10 novembre 1828 : « Lorsque le cabinet impérial a examiné la question de savoir si le cas était arrivé de prendre les armes contre la Porte à la suite des provocations du sultan, il aurait pu exister des doutes sur l'urgence de cette mesure, aux yeux de ceux qui n'avaient pas assez médité sur les effets des réformes sanglantes que le chef de l'empire ottoman venait d'exécuter et sur l'intérêt que la consolidation de cet empire inspirait aux cabinets de l'Europe en général, et notamment à ceux qui sont moins bien disposés envers la Russie. Maintenant, l'expérience que nous venons de faire (c'était après la première campagne) doit réunir toutes les opinions en faveur du parti qui a été adopté. L'empereur a mis le système turc à l'épreuve, et Sa Majesté l'a trouvé dans un commencement d'organisation qu'il n'avait pas eue jusqu'à présent. Si le sultan a pu nous opposer une résistance plus vive et plus régulière, tandis qu'il avait à peine réuni les éléments de son nouveau plan de réforme et d'amélioration, combien l'aurions-nous

Ces prévisions, comme nous allons le voir, parurent d'abord se réaliser; mais, avant de commencer le récit de la guerre, il est nécessaire de savoir ce qu'était devenue l'insurrection grecque.

§ XIII. — *Expédition des Français en Morée.*

Un gouvernement régulier avait été créé sous la présidence du comte Capo d'Istria, assisté d'un sénat de vingt-sept membres (31 janvier 1828). La France, l'Angleterre et la Russie se firent représenter auprès de ce gouvernement, et facilitèrent ses premiers actes par des envois d'argent. Une distribution intelligente des commandements rendit quelque calme au pays. Les Turcs, renfermés dans les places de Navarin, de Modon, de Coron et de Patras, ne tentaient plus aucune entreprise et commençaient à souffrir de la faim, les flottes alliées interceptant toute communication, et le pays ravagé n'offrant plus aucune ressource. Enfin, un corps d'armée française se disposait à débarquer dans la Morée, pour forcer Ibrahim à l'évacuer. Dans cette situation, ce général signa (3 août 1828) une convention d'évacuation par laquelle il devait s'embarquer sur ses propres bâtiments, rendre les prisonniers, et ne laisser que douze cents hommes dans les places occupées par les Turcs.

Cette convention était à peine signée, que l'armée française, commandée par le général Maison, apparut en vue de Navarin (29 août), et débarqua à Pétalidi. L'armée égyptienne commença son embarquement (7 septembre); les places qu'elle tenait encore se rendirent sans résistance aux Français; il n'y eut que Patras que les Turcs essayèrent de défendre. A l'ombre du drapeau des Bourbons, la Grèce pouvait être regardée comme affranchie. Alors les

trouvé formidable, dans le cas où il aurait eu le temps de lui donner plus de solidité, et de rendre impénétrable cette barrière que nous avons tant de peine à franchir, quoique l'art ne soit encore qu'imparfaitement venu au secours de la nature! » (Port-folio, n° 7.)

trois puissances déclarèrent (16 novembre 1828) que l'expédition de Morée n'avait eu pour but que de faire cesser l'effusion du sang; qu'elles plaçaient, jusqu'à un accord définitif, la Grèce sous leur garantie provisoire; que la Porte était invitée à s'entendre amicalement avec les trois cours. On décida, en outre, que la Grèce payerait à la Porte un tribut de 1,500,000 piastres, que le gouvernement serait confié à un prince chrétien choisi par les trois puissances, que des indemnités seraient payées aux propriétaires musulmans expulsés du territoire grec, etc. A la suite de cette déclaration, les ambassadeurs rentrèrent à Constantinople (18 juin 1829); mais la Porte et la Grèce refusèrent toutes deux de reconnaître l'arrangement des trois puissances, et les insurgés continuèrent leurs attaques sur le territoire turc. Les victoires des Russes, en 1828 et 1829, allaient arracher définitivement la Grèce à l'empire ottoman.

§ XIV. — *Campagnes de* 1828 *et* 1829. — *Traité d'Andrinople.* — *Indépendance de la Grèce.*

L'armée turque, commandée par le séraskier Hussein-Pacha, n'était point encore réunie, que déjà les Russes avaient franchi le Pruth, occupé Yassi, et pris l'hospodar Jean Stourdza; le 13 mai, Bukharest tombait en leur pouvoir : dès lors, les deux provinces furent administrées pour le compte de la Russie. Le général Roth se porta ensuite sur Silistrie, tandis que le général Voïlof attaquait Braïla; enfin, un troisième corps devait passer le Danube entre Braïla et Ismaïl, et marcher vers la partie orientale des Balkans. La flotte, maîtresse de la mer Noire, puisque la Turquie n'avait plus de marine, secondait les mouvements de l'armée.

Hussein-Pacha force les Russes à s'éloigner de Silistrie; mais, le 27 juin, Braïla, après une résistance honorable, capitule et entraîne la soumission de Matchin, qui ouvre le passage du Danube. Isaktchi, Toultcha et Kostendjé se rendent presque sans

combat ; Varna est assiégée. L'empereur Nicolas vient se mettre à la tête de ses troupes et établit son quartier général à Bazardjik ; puis il se porte contre Choumla, défendue alors par 45,000 hommes sous les ordres du séraskier, et occupe Eski-Stamboul, qui ouvre la route de Constantinople. Mais son armée souffre bientôt de la disette et des maladies ; une sortie des Turcs oblige le général Rudiger à abandonner la position d'Eski-Stamboul. Cependant le siége de Varna est poussé avec vigueur par les Russes, que l'empereur anime de sa présence ; vainement le kapoudan-pacha parvient à ravitailler la place ; vainement le grand vizir, avec un corps de 20,000 hommes, essaye de la secourir ; le gouverneur Yousouf-Pacha la livre (10 octobre), ou, plus exactement, la vend aux Russes. Le traître fut condamné à mort, mais il se retira en Russie, où il vécut dans l'opulence.

Pendant ce temps, en Asie, le prince Mentschikoff avait pris la forteresse d'Anapa, puis celle de Poti, qui donnaient aux Russes les côtes occidentales de la mer Noire. Paskewitch, qui prit ensuite le commandement, s'empara de Kars et d'Akhalkalaki ; il battit une armée de 30,000 hommes, près d'Akhaltzik, et emporta cette place, défendue par une nombreuse garnison ; enfin, il ne prit ses quartiers d'hiver qu'après avoir conquis Ardaghan, Toprakkalé et le fort de Diadine.

Les succès des Russes dans cette campagne inquiétèrent l'Europe, et la cour d'Autriche sollicita les cabinets de Londres, de Paris et de Berlin, de se joindre à elle pour sauver la Turquie, et lui procurer la paix. Le gouvernement britannique fit bon accueil à cette proposition ; mais celui de la France avait d'autres tendances. « Je veux, dit Charles X, rester uni à la Russie ; si l'empereur Nicolas attaque l'Autriche, je me tiendrai en mesure et me réglerai selon les circonstances ; mais, si l'Autriche l'attaque, je ferai marcher immédiatement contre elle. » Le czar, prévenu de ces dispositions, résolut de hâter la reprise des hostilités et de marcher droit sur Constantinople.

Dans la campagne de 1829, les Russes, commandés par le comte Diébitch, se portèrent sur Silistrie; mais le Danube débordé fit obstacle à leur marche, et les abords de la place furent vigoureusement défendus. Le grand vizir Reschid-Pacha, pour la délivrer, battit le général Roth et investit Pravadi. A cette nouvelle, Diébitch laisse le soin du siége de Silistrie au général Krassofsky, et se porte au secours du général Roth, auquel il se réunit. Le 11 juin, il remporte à Kaletschwa une sanglante victoire sur Reschid-Pacha, qui rentre à Choumla. Le siége de Silistrie est alors poussé rapidement, et, vingt jours après, la ville se rend sans conditions. Alors Diébitch, ayant ses derrières assurés, laisse devant Choumla un corps suffisant pour contenir les Turcs, tourne cette position formidable, passe le Kamtchik, puis le défilé de Nadir-Derbend, dans le Balkan oriental, et il arrive jusqu'à Bourgas.

Cependant le grand vizir, ne soupçonnant rien de ce hardi mouvement, envoie, le 21 juillet, un corps d'armée pour défendre Koprukoï, où Diébitch, dès le 19, avait franchi le Kamtchik. Ce corps apprend, en arrivant, la marche des Russes; il les suit, passe le Balkan par le même défilé, et débouche sur Aïdos; il y est écrasé. Alors, la barrière tant vantée des Balkans étant franchie (1), Reschid-Pacha abandonne Choumla à ses propres forces, passe à son tour le Balkan et arrive à Selivno; il y trouve les Russes et éprouve une nouvelle défaite. Diébitch continue sa marche et arrive sans obstacle à Andrinople. La ville avait 100,000 habitants et 10,000 hommes de garnison; elle se rend sans tirer un coup de fusil. L'avant-garde russe occupe aussitôt Kirk-Kilissia et tient par là la deuxième route de Constantinople; elle donne aussi la main à la flotte, qui, longeant la côte de la mer Noire, avait pris Sizeboli et Aïnada. Alors Diébitch fit occuper Demotica, Ipsala et Enos, de sorte que sa gauche s'appuyait à la mer Noire, sa droite à l'Archipel, et qu'il pouvait, en quelques heures,

(1) Voir pour les localités la description de la Turquie, ch. Ier, § V.

occuper le Bosphore et les Dardanelles et entrer dans Constantinople.

Pendant ce temps, les Russes obtenaient des succès aussi marqués en Asie; au commencement de la campagne, les Turcs avaient attaqué Akhaltzik, mais ils avaient été battus et poursuivis vigoureusement par les lieutenants de Paskéwitch ; celui-ci, par une habile manœuvre, défit successivement le séraskier d'Erzeroum et le pacha de Trébizonde; puis il franchit les monts Saganlouk, et, après plusieurs combats, s'empara d'Erzeroum (8 juillet). Il marcha sur Trébizonde.

La Porte, effrayée de la marche de Diébitch, lui envoya des commissaires pour traiter de la paix, et, avant tout, d'un armistice. Cette dernière demande fut accueillie; puis les négociations commencèrent sous la médiation de l'envoyé de Prusse (1). « Il ne tenait qu'à nos armées, dit M. de Nesselrode, de marcher sur Constantinople et de renverser l'empire turc : aucune puissance ne s'y serait opposée, aucun danger immédiat ne nous aurait menacés, si nous avions porté le dernier coup à la monarchie ottomane en Europe; mais, dans l'opinion de l'empereur, cette monarchie, réduite à n'exister que sous la protection de la Russie et à n'écouter désormais que ses désirs, convenait mieux à nos intérêts politiques et commerciaux que toute combinaison nouvelle qni nous aurait forcés, soit à trop étendre nos domaines par des

(1) Les envoyés d'Angleterre et de France se contentèrent d'écrire au général Diébitch, le 9 septembre. « Nous croyons de notre devoir de vous annoncer qu'à la nouvelle de votre marche sur Constantinople, la Porte nous a déclaré, et nous reconnaissons la vérité de sa déclaration, que, dans ce cas, elle cesserait d'exister, et que la plus terrible anarchie succéderait à sa destruction et exposerait l'existence de la population chrétienne et musulmane, sans différence et sans défense, à toutes les chances les plus malheureuses. Si nous voulions vous taire cette position, nous croirions prendre sur nous une responsabilité que nous repoussons de toutes nos forces. Maintenant, nous n'avons qu'à nous occuper des moyens qui peuvent préserver les chrétiens de cette capitale des malheurs qui planent sur leur tête. »

conquêtes, soit à substituer à l'empire ottoman des États qui n'auraient pas tardé à rivaliser avec nous de puissance, de civilisation, d'industrie et de richesse (1). »

C'est d'après ces principes que le czar consentit à signer le traité d'Andrinople, le 14 septembre 1829. Il se montra modéré quant aux exigences territoriales : le Pruth resta la limite des deux empires en Europe, mais les bouches du Danube furent cédées à la Russie, et la rive turque, dans le delta que forme le fleuve, dut rester inhabitée sur une lieue de profondeur ; la navigation était libre pour les Russes, de la mer Noire dans la Méditerranée. En Asie, le czar ne se réserva, dans le pachalik d'Akhaltzik, qu'un faible district enclavé dans la partie supérieure du bassin du Kour et qui renferme la place de même nom ; mais cet agrandissement isolait de la Turquie les populations belliqueuses du Caucase, fermait les ports par lesquels elles pouvaient recevoir des secours, et préparait la soumission des pays compris entre la mer Noire et la mer Caspienne. La Valachie et la Moldavie conservaient les droits et priviléges reconnus par les traités précédents ; leurs hospodars étaient élus à vie et ne pouvaient être destitués que pour des cas graves et par une décision spéciale et commune de la Sublime Porte et de la Russie. Aucun sujet musulman ne pouvait habiter les deux principautés, et dix-huit mois étaient accordés aux Turcs qui y résidaient pour vendre leurs biens. La Servie jouissait de tous les droits qu'avait stipulés le traité d'Ackerman. La Turquie s'obligeait à payer environ seize millions de francs aux marchands russes qui avaient éprouvé des pertes dans la guerre actuelle, et, en outre, une indemnité de guerre dont la fixation était laissée à la générosité du czar. Les sujets russes résidant ou voyageant en Turquie devaient dépendre uniquement de la juridiction et de la police des ambassadeurs et des consuls de Russie ; aucun bâtiment russe ne pouvait être visité

(1) Dépêche du 12 février 1830 au grand-duc Constantin.

par les autorités turques, soit en mer, soit dans les ports appartenant à la Sublime Porte. Quant à la Grèce, le sultan déclarait qu'il donnait son entière adhésion aux stipulations du traité conclu à Londres entre les trois puissances, en juillet 1827.

Un acte supplémentaire portait à 125 millions de francs l'indemnité pour frais de guerre. La somme stipulée pour les marchands devait être payée en quatre termes; celle que réclamait le gouvernement russe devait l'être en dix années à raison de 12,500,000 francs par an. Après le payement du premier terme, Andrinople serait évacuée; après le second, les Balkans seraient franchis; après le troisième, les Russes repasseraient le Danube; enfin, au dernier payement seulement, ils quitteraient entièrement le territoire ottoman. La Valachie et la Moldavie devaient donc être occupées pendant dix ans.

Ainsi qu'on le voit, ce traité, en apparence modéré, était calculé pour porter le dernier coup à la Turquie, déjà mortellement atteinte par la bataille de Navarin : dans l'état d'épuisement où était cet empire, la contribution de guerre de 125 millions mettait le sultan dans l'impossibilité de recréer une flotte et une armée, et la Russie pourrait bien compter un vassal de plus.

La dernière conséquence du traité d'Andrinople fut l'acte d'indépendance de la Grèce. Au mois de mai 1830, le sultan annonça qu'il adhérait aux déclarations des puissances qui fixaient les limites et le territoire du nouvel État grec; qu'il reconnaîtrait le prince choisi par les trois puissances; enfin, que la Turquie n'aurait plus avec la Grèce que des rapports d'amitié et de voisinage.

CHAPITRE III

DE LA PAIX D'ANDRINOPLE JUSQU'A LA PAIX DE PARIS (1829-1856)

§ I. — *Relations de la France avec le Levant pendant la Restauration et après la Révolution de* 1830.

Le gouvernement de la Restauration avait fait de louables efforts pour rendre à la France son influence dans le Levant. D'une part, il avait cherché à reprendre son protectorat sur les catholiques, resserré ses relations avec les Maronites, restauré les lieux saints et pensionné les pères du Saint-Sépulcre. D'autre part, il avait fait entendre au divan, surtout dans ses plus grandes querelles avec la Russie, des conseils désintéressés ; il avait aidé le sultan dans ses réformes, donné au pacha d'Égypte des officiers pour son armée, des professeurs pour ses écoles, des ingénieurs pour ses arsenaux et ses manufactures. La nation française avait embrassé avec une généreuse chaleur la cause des Grecs, et la glorieuse mais impolitique bataille de Navarin, ainsi que l'expédition de Morée, avaient paru des ressouvenirs des croisades. La conquête d'Alger sembla faire reprendre à la France la voie qu'elle avait suivie avec tant d'avantages sous l'ancienne monarchie : elle eut un retentissement immense dans l'Orient ; tous les chrétiens du Levant en conçurent les plus vives espérances et célébrèrent les Français comme des libérateurs futurs. La Syrie surtout n'attendait que de nous sa délivrance. « Qu'ils viennent, disaient aux voyageurs les Maronites, les Druses, les Grecs, même les musulmans, et tout le pays sera à eux sans combat. » Mais cette ré-

surrection de notre puissance n'était qu'apparente, et quatre États s'étaient en réalité partagé l'influence que la France exerçait jadis dans le Levant. Les Anglais étaient maîtres de tous nos anciens comptoirs, et ils avaient sur les délibérations du divan une action décisive. Quant aux Russes, « j'ai trouvé, dit M. de Forbin, leur influence établie partout et leur protection aussi recherchée, aussi désirée par les chrétiens de tous les rites, à Saint-Jean d'Acre, à Jérusalem et au Caire, qu'elle l'est à Constantinople. » Enfin, deux puissances catholiques, profitant de nos impiétés révolutionnaires, avaient presque substitué leur protectorat au nôtre : c'étaient l'Autriche et la Sardaigne; toutes deux, grâce à la possession de Venise et de Gênes, c'est-à-dire des deux dominatrices de la Méditerranée dans le moyen âge, avaient apparu dans cette mer et y avaient créé des comptoirs, des consulats, des églises.

Dans cet état de choses, la France ne pouvait reprendre sa position dans le Levant qu'en faisant alliance soit avec l'Angleterre, soit avec la Russie. Or, l'on sait que la politique extérieure de Louis XVIII et de Charles X fut toute favorable à cette dernière puissance; leur gouvernement parut donc reprendre à l'égard de l'empire ottoman les derniers errements diplomatiques du gouvernement de Louis XVI. Il y eut tendance marquée de la part de la France et de la Russie à exclure les Anglais de la Méditerranée ; ce fut réellement l'accord de ces deux États qui donna l'indépendance à la Grèce; l'opinion générale était que les flottes française et russe attaqueraient quelque jour la flotte anglaise. Aussi le gouvernement français ne mit aucun obstacle à la marche des Russes sur Constantinople ; le bruit courut même qu'il était d'accord avec celui du czar pour démembrer l'empire ottoman, et que Nicolas avait promis à Charles X, en compensation de l'occupation de Constantinople, un remaniement de l'Europe dans lequel la France reprendrait ses limites naturelles.

La Révolution de 1830 changea cette situation : le gouvernement nouveau eut pour adversaire prononcé la Russie; il rechercha

donc l'alliance anglaise, et l'un de ses premiers actes, l'un de ses actes les plus fâcheux, fut, dans le protocole de la conférence de Londres, qui garantit une existence nationale à la Grèce, de renoncer au droit de protectorat que la France avait sur les catholiques de la Grèce et de l'Archipel ; il stipula néanmoins que les propriétés des églises catholiques seraient garanties, que les évêques seraient maintenus dans l'intégrité de leurs droits et priviléges, que les biens des anciennes missions françaises seraient reconnus et respectés.

Le gouvernement du roi Louis-Philippe ne s'en tint pas à cette faute : l'abandon de l'alliance russe semblait replacer la France dans son ancienne voie politique à l'égard de l'empire ottoman ; alors il fit solliciter le divan (19 mars 1831) par son ambassadeur, le général Guilleminot, à l'époque où une rupture avec la Russie semblait imminente, de se tenir prêt à profiter des événements, par conséquent à venger la honte du traité d'Andrinople. Cette ouverture jeta dans une telle perplexité les ministres turcs, qu'ils en firent part aux ambassadeurs d'Autriche et d'Angleterre. Toutes les cours en furent émues ; mais le gouvernement français se hâta de désavouer et de rappeler son ambassadeur. Une telle conduite ne fit qu'amoindrir le reste d'influence que la France avait encore sur les affaires de l'empire ottoman, et toute la diplomatie du roi Louis-Philippe, à l'égard de l'Orient, se ressentit de ces premières erreurs.

§ II. — *Puissance de Méhémet-Ali. — Sa rupture avec la Porte. — Batailles de Homs et de Konieh.*

Cependant Mahmoud se montrait de plus en plus persévérant dans ses tentatives de réforme et dans ses imitations des mœurs de l'Europe : ainsi il continuait à transformer son armée ; il avait institué un ordre civil et militaire sous le nom de *Nicham-Iftikhar ;* il faisait publier un journal, le *Moniteur ottoman.* Mais des incendies répétés témoignaient du mécontentement de la po-

pulation de Constantinople : on ne vit même dans le choléra qu'une nouvelle preuve de la condamnation céleste de toutes ces innovations. Des révoltes éclatèrent à ce sujet, en Bosnie, en Albanie et à Bagdad ; elles furent facilement comprimées et ne firent qu'affermir l'autorité du sultan, qui ne rencontra bientôt plus d'adversaire que dans le pacha d'Égypte.

Méhémet-Ali achevait de consolider son pouvoir non-seulement par des conquêtes, mais aussi par une administration despotique et intelligente. La bataille de Navarin avait porté un grand coup à sa puissance ; mais il sut promptement réparer ses pertes ; et, profitant de l'affaiblissement du sultan, il se plaignit qu'on lui eût donné, en récompense de ses services, le pachalik de Candie à la place de celui de Syrie, qu'on lui avait promis. Aussi, dès que l'occasion se présenta de se jeter sur cette proie, il la saisit.

Il s'était emparé de toutes les terres de l'Égypte, soit à titre de successeur et d'héritier des mameluks, soit en indemnisant les propriétaires et les mosquées ; il s'était fait ainsi l'unique cultivateur du pays et avait triplé ses revenus en substituant presque partout la culture du coton à celle des céréales, et en se donnant le monopole de toutes les denrées. Cet accaparement monstrueux lui avait fourni l'argent nécessaire pour payer les immenses travaux qu'il avait entrepris, mais aussi il avait produit une profonde misère chez les malheureux fellahs attachés à la terre. En 1831, quelques-uns s'enfuirent en Syrie. Cette province était gouvernée par Abdallah-Pacha, autrefois l'ami de Méhémet, mais qui avait encouru son inimitié, parce qu'il favorisait la contrebande des denrées de l'Égypte. Méhémet somma Abdallah de lui rendre ses fellahs ; celui-ci répondit que les sujets du sultan pouvaient habiter indifféremment dans l'une ou l'autre partie de son empire. A cette réponse, Méhémet fit marcher sur la Syrie son fils Ibrahim, à la tête d'une armée de 30,000 hommes.

Dès que le sultan apprit la marche d'Ibrahim, il lança un hatti-chérif qui ordonnait au pacha d'Égypte de renoncer à son entre-

prise et de lui soumettre ses griefs, lui promettant, d'ailleurs, prompte et sévère justice. Méhémet passe outre, et Mahmoud ordonne à son armée et à sa flotte de marcher contre le rebelle. Gaza, Jaffa et Kaïffa étaient tombées rapidement aux mains d'Ibrahim, qui assiégea Saint-Jean-d'Acre. Abdallah, enfermé dans cette place, s'y défendit courageusement ; mais il attendit vainement les secours promis par Constantinople : réduit à la dernière extrémité, il capitula (mai 1832) et fut envoyé en Égypte, où le vainqueur le traita avec générosité.

Aussitôt après cette conquête, Ibrahim marche sur Damas, bat un corps considérable qui l'attendait sous les murs de cette ville et y entre sans obstacle. A Homs, le 18 juillet, le pacha d'Alep, avec 20,000 hommes, dont 7,000 de nouvelle organisation, essaye vainement de l'arrêter : il perd ses tentes, ses vivres, vingt bouches à feu et 5,000 hommes. La correspondance du pacha avec le divan, étant tombée aux mains du vainqueur, lui fait connaître les projets conçus contre son père et l'excite à marcher en avant. De son côté, Mahmoud envoyait une nouvelle armée de 36,000 hommes sous les ordres d'Hussein-Pacha, l'exterminateur des janissaires ; Ibrahim l'attaque à Béilan, entre Antioche et Alexandrette, et, grâce à son artillerie, il remporte une victoire tellement décisive, que Hussein peut à peine rallier 10,000 hommes.

Des pourparlers ont lieu : Méhémet demande le gouvernement des quatre pachaliks de la Syrie, mais Mahmoud ne veut rien écouter, et rappelle de l'Albanie, qu'il venait de pacifier, Reschid-Méhémet-Pacha, à qui il confie le commandement de son armée d'Asie. Ibrahim avait franchi le Taurus et campait dans la Caramanie : l'armée du sultan, forte de 60,000 hommes, l'attaque près de Konieh et est mise en pleine déroute (21 décembre 1832). Reschid tombe aux mains de son adversaire, qui, suivant les mœurs orientales, le salue comme son chef et lui remet le commandement apparent de son armée.

A la suite de cette bataille, des corps entiers de l'armée turque se réunirent aux Égyptiens, et tout semblait dès lors permettre à Méhémet-Ali de marcher sur Constantinople et d'y renverser Mahmoud. C'était la pensée de son entourage européen, qui jugeait les affaires orientales avec les idées de l'Occident; mais ce n'était pas celle de Méhémet, qui n'a jamais songé, comme on l'a cru en France, à détrôner le padischah et à fonder une nouvelle dynastie. La race d'Othman est sacrée pour tous les musulmans, et jamais en Turquie une révolution dynastique n'a été ni tentée, ni projetée, ni pensée : elle n'est pas possible. Ce que voulait Méhémet, c'était un plus grand pachalik, la liberté de le gouverner à sa guise, l'indépendance moyennant tribut; on peut ajouter que la conscience de sa supériorité lui faisait peut-être concevoir le désir de ressusciter la puissance de ces émirs qui gouvernèrent l'empire des Abassides.

§ III. — *Intervention de la France et de la Russie. — Traité entre le sultan et le pacha d'Égypte. — Traité d'Unkiar-Skelessi.*

La diplomatie européenne fut prise au dépourvu par la marche victorieuse d'Ibrahim, et, persuadée que c'était une dynastie nouvelle qui tentait de fonder un empire arabe sur les débris de l'empire turc, elle se jeta au milieu des deux ennemis, ne sachant pas qu'il ne s'agissait que d'une révolte de pacha. M. de Varennes, qui représentait la France, écrivit à Ibrahim pour qu'il s'arrêtât, et engagea la Porte à faire des concessions. La Russie, toujours vigilante, expédia à Constantinople le général Mouravieff pour offrir ses secours au sultan.

Sur ces entrefaites, on apprit qu'Ibrahim s'était avancé jusqu'à Brousse : il voulait aller, disait-il, jusqu'à Scutari, d'où il inviterait les ulémas à juger la querelle entre son père et Mahmoud. Celui-ci s'effraye; en l'absence de toutes forces françaises ou anglaises, il

accepte les propositions de l'envoyé russe ; puis les représentations de M. de Varennes le font revenir sur cette décision, et il expédie en Égypte Halil-Pacha, qui y est reçu avec bienveillance. Mais les exigences du pacha ont grandi, et il veut qu'on lui cède le district d'Adana avec la Syrie. Alors arrive l'amiral Roussin (17 février), envoyé par la France comme ambassadeur, et, trois jours après, la flotte russe, qui jette l'ancre à l'entrée du Bosphore. A son aspect, Roussin menace de se rembarquer et obtient qu'elle se retirera à Sizéboli ; puis, d'accord avec l'ambassadeur d'Angleterre et le reis-effendi, il arrête les conditions suivantes : 1° Ibrahim évacuera les provinces de l'empire ottoman sur lesquelles il n'a point de prétentions ; 2° la flotte russe quittera le Bosphore ; 3° Méhémet-Ali obtiendra les districts de Saint-Jean-d'Acre, de Jérusalem et de Tripoli ; 4° il prêtera de nouveau serment au sultan.

Un aide de camp de l'amiral porte ces propositions à Méhémet, qui les rejette, malgré la menace d'une attaque des flottes combinées de France et d'Angleterre. Par une inconséquence singulière, la France, qui avait auprès de Mahmoud un ambassadeur dévoué à la cause de la Turquie, était représentée en Égypte par un consul général qui encourageait les projets du pacha ; aussi, le 8 mars, celui-ci répond-il aux propositions venues de Constantinople : « Quel droit a-t-on de m'imposer de tels sacrifices ? J'ai pour moi toute la nation ; il ne dépend que de moi de soulever la Roumélie et l'Anatolie entières ; réuni à tout le peuple ottoman, je puis opérer de grands changements. Possesseur de tant de provinces, victorieux sur tous les points, je me suis contenté de la Syrie, et, plein de confiance dans cette promesse, j'ai fait arrêter la marche de mes armées, afin d'épargner à la Turquie une plus grande effusion de sang humain. Pour récompenser ma modération, on me demande actuellement l'abandon du pays que j'occupe ; n'est-ce pas prononcer contre moi, par cette décision, une sentence de mort politique ? » Enivré de ses faciles succès, profitant de l'embarras où il jetait la diplomatie européenne, croyant même

que les populations de l'empire voyaient en lui un restaurateur de la puissance ottomane, Méhémet avait alors, dit-on, conçu le projet de faire déposer Mahmoud par les ulémas, de lui donner son fils Abdul-Medjid pour successeur et de gouverner l'empire comme grand vizir. Il fit, en ce sens, des ouvertures à la Russie et à la France, qui les rejetèrent (1).

Cependant il avait donné à Ibrahim l'ordre de marcher et de ne s'arrêter que devant l'acceptation complète des conditions qu'il avait précédemment indiquées. Celui-ci marche aussitôt vers Scutari, et Mahmoud appelle à son aide les Russes, qui débarquent dans cette ville 15,000 hommes et font compléter les fortifications du Bosphore par leurs ingénieurs. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre démontrent au sultan les dangers de cette intervention; ils le déterminent à accéder à une partie des demandes de Méhémet-Ali et à lui accorder les pachaliks d'Alep et de Damas. M. de Varennes porte cette nouvelle à Ibrahim, qui fait connaître les ordres qu'il a reçus de son père et consent seulement à rester immobile dans sa position actuelle. Le 5 mai, le sultan consent à la cession d'Adana et accorde une amnistie

(1) Voici une conversation qui démontre le projet de Méhémet, et en même temps qu'il désirait, par-dessus tout, l'agrandissement de ses pachaliks.

« Qu'est-ce que le sultan fait de son pachalik de Bagdad? disait-il à un voyageur français en 1836; il n'en tire pas un para, et souvent il est forcé d'envoyer des troupes pour soutenir ses pachas, ce qui n'empêche pas que ceux-ci ne soient de temps en temps, les uns assiégés, les autres déposés, quelques-uns étranglés. S'il me donnait ce pachalik, je lui payerais un fort tribut, et cependant j'y gagnerais encore; car, en assurant la tranquillité du désert, le commerce de l'Inde reprendrait son cours de ce côté. C'est là une des routes de l'Inde, comme l'Égypte. Ce parti serait assurément le meilleur pour tout le monde; pour l'Europe, pour la Porte et pour moi, mais l'Angleterre ne voudra pas que je lui serve de préfet de police sur l'Euphrate; c'est à peine si elle me veut à ce titre sur le Nil, *pas plus que la Russie ne m'a voulu pour vizir à Constantinople en* 1832, et elle a eu raison; mais ce qui m'a toujours étonné, c'est que, vous autres Français, vous ne m'ayez pas voulu non plus à Constantinople; vous y avez beaucoup perdu. »

générale à tous ceux qui s'étaient compromis pendant l'expédition d'Ibrahim.

Ce traité malencontreux inspiré par l'espèce de vertige que causaient à l'Occident les Russes campés à Constantinople, ne pouvait avoir que de fâcheux résultats : il agrandissait démesurément un pacha dont on s'exagérait la puissance et le talent ; il affaiblissait l'autorité que la France avait intérêt à fortifier ; enfin, il faisait ennemis irréconciliables le sultan qui cédait ses provinces et le pacha qui les lui arrachait. La Russie seule pouvait s'applaudir d'un tel résultat ; cependant il ne lui suffit point, et l'on apprit bientôt qu'elle avait obtenu de Mahmoud, le 8 juin 1833, un traité d'alliance offensive et défensive signé à Unkiar-Skelessi, dans le camp même des Russes, traité qui fermait les Dardanelles et donnait au czar le droit d'intervenir contre les ennemis intérieurs et extérieurs de la Porte.

La France et l'Angleterre protestèrent vainement contre le traité qui mettait Constantinople et l'empire ottoman à la merci de Nicolas. L'armée russe se rembarqua et celle d'Ibrahim repassa le Taurus.

§ IV. — *Réformes de Mahmoud. — Nouvelle rupture avec le pacha d'Égypte. — Bataille de Nezib. — Mort de Mahmoud.*

Cependant le sultan chercha à profiter de ses relations amicales avec le czar pour se débarrasser des étreintes du traité d'Andrinople. Une convention, signée à Saint-Pétersbourg le 29 janvier 1834, stipula l'évacuation par les Russes de la Valachie et de la Moldavie ; en compensation d'un tiers de l'indemnité due par la Turquie, la Russie obtint en Asie le district et la ville d'Akhaltzik ; enfin, les Russes n'occupèrent plus que Silistrie, comme garantie du reste de l'indemnité.

En même temps, Mahmoud continuait ses réformes : il envoyait les officiers de son armée prendre de l'instruction dans les armées

européennes : il créait une sorte de milice nationale, qui devait principalement servir à la police; il construisait des routes; il établissait des quarantaines; il protégeait en toutes circonstances les raïas chrétiens et prononçait à leur sujet ces belles paroles : « Nos intentions sont que les musulmans ne soient considérés comme tels que dans les mosquées; que, sous le même point de vue, les chrétiens ne soient chrétiens que dans leurs églises, et que les israélites ne soient israélites que dans leurs synagogues. Je veux que, hors de ces lieux où tous rendent également hommage à la Divinité, ils jouissent uniformément des mêmes droits politiques et de ma protection paternelle. »

Mais toutes ces innovations ne se firent pas sans résistance et sans murmure : celle de la milice nationale amena des insurrections en Bosnie et en Albanie. Les vieux musulmans regardaient toutes ces réformes comme des sacriléges et Mahmoud comme le destructeur de l'islamisme; les derviches surtout, dans leur sauvage fanatisme, ne cachaient pas la haine qu'ils lui portaient, et l'un d'eux, un jour qu'il traversait le pont de Galata, osa l'arrêter avec ces paroles : « Giaour padischah, n'es-tu pas rassasié d'abominations? Tu répondras devant Allah de tes impiétés; tu détruis les institutions de tes pères, tu ruines la religion et tu attires la vengeance du prophète sur toi et sur nous. » Le sultan ordonna de l'écarter, en disant : « C'est un fou! — Fou! reprit le derviche; c'est toi et tes indignes conseillers qui avez perdu la raison! Accourez, musulmans; l'esprit de Dieu qui m'anime et auquel il faut que j'obéisse m'a ordonné de dire la vérité, et m'a promis la récompense des saints (1). » Le fanatique fut arrêté et mis à mort; mais ses frères lui élevèrent un tombeau qui fut visité pieusement par la foule, et où l'on prétendit qu'il se faisait de nombreux miracles.

Cependant la querelle entre le sultan et le pacha d'Égypte n'était

(1) Ubicini, *Lettres sur la Turquie*.

qu'ajournée. Au commencement de 1834, des mouvements insurrectionnels se manifestèrent en Syrie contre l'administration despotique d'Ibrahim ; les montagnards de Naplouse, de Jérusalem et d'Hébron ne pouvaient consentir à se laisser désarmer et à subir la conscription ; une vaste conspiration menaça d'exterminer tout ce qui appartenait à l'administration égyptienne ; dans le même temps, l'Hedjaz et l'Yémen se soulevaient. Mahmoud crut le moment opportun pour attaquer son vassal, et un corps d'armée, formé à Sivas, sous les ordres de Reschid-Méhémet-Pacha, s'avança vers la Syrie. Ibrahim, qui venait de vaincre la rébellion des montagnards, occupa les districts de Raka sur l'Euphrate et d'Orfa au delà de ce fleuve. Les deux armées restèrent en observation l'une devant l'autre. Méhémet accusa la Russie de pousser le sultan à la guerre et proposa à la France et à l'Angleterre de former avec lui contre le czar une coalition dont il serait l'avant-garde et qui sauverait l'empire ottoman d'une conquête inévitable. Cette proposition fut rejetée ; mais la diplomatie européenne s'efforça d'accorder les deux rivaux. Méhémet demandait à transmettre héréditairement à sa famille sa puissance et ses pachaliks. « J'abandonnerai toute inquiétude, disait-il, quand j'aurai assuré ma position personnelle et celle de mes descendants ; je n'aurai plus alors qu'à mettre à la disposition de la Sublime Porte toutes mes forces de terre et de mer, et je deviendrai pour le sultan, mon maître, un soutien puissant et utile. » Mahmoud consentait à lui accorder l'hérédité pour l'Égypte et même pour Acre et Tripoli ; mais il demandait la restitution d'Adana et du reste de la Syrie. Méhémet persista, cessa de payer le tribut et fit des levées qu'il concentra en Syrie. La Russie demanda à l'Angleterre et à la France de s'unir à elle pour bloquer les ports de l'Égypte et de la Syrie, en leur disant même qu'elle était décidée à agir seule. L'Angleterre et la France essayèrent encore les voies de la négociation, déclarant qu'elles se mettraient contre celui des deux ennemis qui serait l'agresseur ; mais le sultan, poussé par la

Russie, ordonna à son armée de franchir l'Euphrate : Hafiz-Pacha, qui la commandait, obéit (21 avril 1839). Méhémet écrivit aux consuls généraux que, « si les grandes puissances consentaient à lui garantir la paix et à lui obtenir l'hérédité pour sa famille, il retirerait une partie de ses troupes de la Syrie et serait prêt à s'entendre sur un arrangement définitif. » Et, comme la Russie s'apprêtait à renouveler son expédition de 1832, l'Angleterre proposa à la France de forcer les Dardanelles si les Russes apparaissaient dans le Bosphore ; la France refusa.

Pendant que la diplomatie se débattait en efforts impuissants pour résoudre une question si mal engagée, le sultan, dans un divan tenu le 7 juin, proclama Méhémet et son fils *fermanlis*. Méhémet, de son côté, écrivit à son fils « qu'une plus longue patience devenait nuisible aux intérêts de l'Égypte, et qu'il était nécessaire de marcher sur les Ottomans et de les écraser. Comme l'agression vient de leur part, les grandes puissances de l'Europe nous excuseront et nous donneront raison. Chassez de notre territoire les troupes ennemies et marchez sur leur grande armée, à laquelle vous livrerez bataille. Si la victoire se décide pour nous, vous n'entrerez pas dans l'Asie Mineure, mais vous marcherez sur Malatia, Karpous, Orfa et Diarbékir. » Une bataille s'engagea à Nezib, et les Turcs furent mis en pleine déroute : Hafiz-Pacha se retira sur Marash, laissant 20,000 fusils et 160 pièces de canon. Ibrahim marchait sur Aïntab, lorsqu'un aide de camp du maréchal Soult se présenta à lui avec une lettre de Méhémet-Ali (29 juin 1839). « C'est trop tard, dit le général égyptien ; il m'est impossible d'obéir en ce moment aux ordres de mon père ; il ne me les aurait pas donnés s'il avait connu l'agression des Turcs et la victoire éclatante que nous venons de remporter. Je me suis reproché de m'être arrêté à Kutaieh en 1833 ; je dois réparer cette faute. » Cependant, sur les instances et les représentations de l'envoyé français, Ibrahim consentit à ne pas occuper Konieh, capitale de la Caramanie, et il se contenta de Marash et d'Orfa.

Au moment où l'empire des Osmanlis semblait menacé, sinon de ruine, au moins d'un nouveau démembrement, Mahmoud II mourut, le 1er juillet 1839.

§ V. — *Avénement d'Abdul-Medjid.* — *Traité du* 15 *juillet* 1840. — *Conclusion du différend entre le sultan et le pacha d'Égypte.*

Une agitation assez vive se manifesta à la mort de Mahmoud; mais Khosrew-Pacha la comprima rapidement, et le premier acte du jeune prince qui ceignait le sabre d'Osman dans des circonstances si périlleuses, fut de concentrer l'autorité entre ses mains, en nommant Khosrew grand vizir. Il fut décidé aussitôt que les hostilités cesseraient, et qu'on chercherait à régler pacifiquement le différend. Le kapoudan-pacha Achmet reçut l'ordre de rentrer à Constantinople. Mais, comme Khosrew était son ennemi, il crut qu'on le rappelait pour se défaire de lui, et il résolut de s'unir à Méhémet-Ali, et de lui livrer sa flotte. « Khosrew, disait-il à l'amiral Lalande, qui était chargé d'empêcher une collision navale entre les Turcs et les Égyptiens, Khosrew s'est emparé par un crime de la dignité de vizir ; il est vendu à la Russie et veut faire périr les amis du sultan Mahmoud, recommencer la guerre contre le vice-roi d'Égypte, et fournir ainsi aux Russes des motifs pour pénétrer et s'établir dans l'empire ottoman. J'ai donc résolu de me concerter avec Hafiz-Pacha et avec Méhémet-Ali, pour faire cesser la guerre actuelle et former entre nous une confédération qui mettra un terme à l'ambition des Russes, et fera tomber les intrigants qui viennent de s'emparer du pouvoir. » En effet, la flotte turque, malgré les représentations de l'amiral français, fut conduite à Alexandrie. Méhémet fut surpris de cette défection; mais il résolut d'en tirer parti, et, les consuls européens lui conseillant de renvoyer la flotte à Constantinople, il leur répondit « qu'il ne la rendrait que lorsqu'il aurait obtenu l'hérédité de ses gouvernements et la destitution de Khosrew-Pacha. »

Dans cette situation, le divan résolut (27 juillet 1838) de donner à Méhémet la possession héréditaire de l'Égypte et de la Syrie, moins le district d'Adana, en conservant à la Porte l'administration des villes saintes; mais, au moment où cette résolution allait être mise à exécution, les cinq grandes puissances déclarèrent, dans une note collective, qu'elles étaient d'accord sur le règlement de la question orientale, et elles invitèrent le sultan à ne rien décider sans leur concours (28 juillet). La Porte déclara qu'elle attendait son salut de l'Europe, et remercia les alliés de leur intervention.

Mais les cinq puissances n'étaient rien moins que d'accord ; elles avaient toutes des intérêts différents, et entendaient résoudre la question par des voies divergentes. Ainsi, l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse demandèrent qu'on rendît la Syrie au sultan : la France s'y opposa; l'Autriche émit l'idée d'un congrès : la Russie la repoussa ; la France et l'Angleterre demandèrent de faire entrer leurs flottes dans les Dardanelles : l'Autriche et la Russie menacèrent de se retirer; l'Angleterre proposa de bloquer les ports du vice-roi : la France refusa de coopérer à cet acte de rigueur ; l'Angleterre proposa de couvrir Constantinople par une armée composée des contingents des cinq puissances : la France s'y refusa encore. Ce qui ressortait de tout ce désaccord, c'est que l'alliance de la France et de l'Angleterre, qui avait maintenu la paix en Europe depuis 1830, commençait à se rompre, à la grande joie des trois cours du Nord. Il faut ajouter que cette question de la défense et du maintien de l'empire ottoman, traditionnelle pour la France et familière, ainsi que nous en avons vu vingt exemples, à la diplomatie de l'ancienne monarchie, était mal comprise par le gouvernement de Louis-Philippe. En effet, aux yeux de ce gouvernement, le plus grand ennemi qu'eût la Porte Ottomane, était la Russie : ne pouvant donner à la Turquie, contre cet ennemi, la force qu'elle n'avait plus, il fallait lui constituer une arrière-garde puissante dans le pacha d'Égypte; et l'existence simultanée du

sultan et du pacha était ce que notre diplomatie appelait le maintien de l'empire ottoman. C'était là une politique très-confuse et très-compliquée, car l'arrière-garde et le corps de bataille étaient ennemis, et, quel que fût l'arrangement qu'on fît entre eux, ils devaient rester ennemis. De plus, cette politique pouvait paraître double, car tout le monde croyait que nous ne voulions grandir le pacha que pour augmenter l'influence que nous avions dans ses États. Enfin, notre diplomatie se trompait, et sur la force de l'établissement égyptien, et sur l'intérêt réel que nous avions dans cet établissement. La politique de l'Angleterre était plus simple et plus nette : elle voulait substituer au protectorat exclusif de la Russie sur l'empire ottoman, le protectorat de toute l'Europe, et, pour donner de la force à cet empire, lui rendre les provinces que lui avait enlevées un pacha rebelle; elle voulait, d'ailleurs, détruire l'influence que la France avait prise en Égypte; enfin elle haïssait le vice-roi d'Égypte, qui faisait concurrence à son commerce par ses cotons et ses denrées, et qui refusait de lui ouvrir, par la mer Rouge ou par l'Euphrate, une route vers les Indes. Quant aux trois puissances du Nord, elles ne voyaient réellement, dans la question qui se débattait, que l'alliance anglo-française à rompre, et, pour cela, la Russie sacrifiait momentanément ses projets ambitieux sur l'empire ottoman.

Dans cette situation, des négociations secrètes s'entamèrent entre l'Angleterre et la Russie pour résoudre la question sans la France et même contre la France : la Russie y poussait de tous ses efforts, en montrant celle-ci disposée à reprendre sa marche révolutionnaire et les errements de l'empire. A la fin, les quatre puissances, après avoir sollicité le gouvernement de Louis-Philippe d'abandonner sa politique isolée, mais en secret satisfaites de lui faire un affront et de rappeler à la France les mauvais jours de 1815, s'entendirent pour régler le différend seules et en dehors d'elle.

En conséquence, à l'insu de notre diplomatie, sans lui faire ni

offre ni avertissement, elles signèrent avec la Porte un traité (15 juillet 1840) par lequel le sultan accordait à Méhémet la possession héréditaire de l'Égypte et la possession viagère du pachalik de Saint-Jean-d'Acre, à condition que, dans les dix jours de la notification, il accepterait cet arrangement et retirerait immédiatement ses troupes de l'Arabie, de la Syrie, de Candie, etc.; s'il mettait vingt jours à accepter l'arrangement, il perdrait le pachalik de Saint-Jean-d'Acre; enfin, s'il le refusait entièrement, il serait mis en état de déchéance et poursuivi à outrance par les forces combinées des quatre puissances et de la Turquie.

La France, conduite par un gouvernement bien intentionné mais qui avait mal engagé la question, fit d'immenses préparatifs que les puissances coalisées imitèrent, et elle se trouva menacée d'une guerre générale pour une question de délimitation du territoire d'un pachalik. Cependant l'Angleterre ne s'alarma point de ces armements : elle somma Méhémet d'évacuer la Syrie, et, sur son refus, Beyrout fut attaqué par la flotte anglaise unie à quelques bâtiments autrichiens et turcs. Puis un corps de 9,000 hommes fut débarqué et se mit en communication avec les Druses et les Maronites, que, depuis longtemps, des émissaires anglais poussaient à un soulèvement contre les Égyptiens, en leur promettant un allégement d'impôts. Soliman-Pacha, qui commandait dans Beyrout, vit bientôt ses communications coupées avec Ibrahim, et l'émir Beschir, devenu suspect à ses compatriotes, fut obligé de se rendre aux Anglais, qui le transportèrent à Malte. Le 8 octobre, Soliman-Pacha évacue Beyrout et va rejoindre Ibrahim, qui voit alors la désertion se mettre dans son armée. Latakié, Tortose, Tripoli, Seyd et Tyr sont occupées par les alliés, qui, le 3 novembre, mettent le siége devant Saint-Jean-d'Acre. Après un bombardement de quelques heures, l'arsenal fait explosion; la moitié de la garnison est anéantie, et la ville, à demi détruite, se rend. C'était la ruine des espérances de Méhémet, qui avait entassé dans cette place d'immenses ressources.

L'amiral Napier se présenta devant Alexandrie, traça au pacha le triste tableau de sa situation et lui arracha un traité qui, dépassant les conditions de pacification indiquées avant la guerre, le réduisait à la possession de l'Égypte (27 novembre 1840). Méhémet se hâta de l'exécuter, évacua la Syrie, l'Arabie, Candie, et rendit la flotte ottomane. Cette brusque évacuation fut pour la Syrie une calamité : elle tomba immédiatement dans l'anarchie, ce qui prouva que l'autorité si décriée du vice-roi n'était pas trop pesante pour cette contrée. Quant au divan, victorieux par les armes de ses alliés, il aurait voulu pousser son triomphe jusqu'au bout ; un successeur avait même été désigné au pacha ; mais l'Angleterre le força d'accepter (2 juin 1841) le traité signé par l'amiral Napier.

Enfin, le 13 juillet 1841, un traité fut conclu entre les quatre puissances et la France, qui rentra ainsi dans le concert européen : il garantissait la fermeture des détroits des Dardanelles et du Bosphore aux bâtiments de guerre de toutes les nations.

Telle fut la fin de la querelle de la Porte Ottomane avec le pacha Méhémet-Ali, querelle qui sembla pendant quelque temps prendre l'aspect d'une révolution par laquelle l'empire aurait été tansformé, querelle dont les événements postérieurs ont démontré la médiocre influence et le peu de portée, et dans laquelle la France joua un rôle si peu digne de ses traditions et de ses interêts. Nous allons maintenant reprendre le règne d'Abdul-Medjid ; mais, comme les événements de ce règne ne sont pas encore du domaine de l'histoire, nous en tracerons simplement le sommaire jusqu'au traité de Paris de 1856.

§ VI. — *Sommaire des événements du règne d'Abdul-Medjid.*

3 novembre 1839. — Abdul-Medjid avait, dès son avénement, démontré, par un acte éclatant, que la voie tracée par son père ne serait point abandonnée par lui. En effet, en présence de tous les grands dignitaires de l'empire, des représentants de toutes les communautés religieuses et des ambassadeurs étrangers, son mi-

nistre, Reschid-Pacha, lut le fameux hatti-chérif de Gulkhané, qu'on peut regarder comme le programme des réformes que se proposait de faire le nouveau sultan. Cet acte, qui a pour objet de faire entrer l'empire ottoman dans les voies européennes, 1° garantit à tous les sujets de l'empire, sans distinction, leur vie, leur honneur et leur fortune ; 2° rétablit un mode uniforme et régulier d'asseoir et de prélever les impôts ; 3° régularise, par des dispotions légales, la levée des soldats et la durée du service militaire ; 4° supprime les monopoles ; 5° ordonne que les impôts seront prélevés en raison de la fortune de chacun ; 6° promet des lois pour fixer les dépenses des armées de terre et de mer avec le contingent de chaque localité ; 7° ordonne que toute cause devra être jugée publiquement suivant les lois civiles et religieuses ; 8° que tout sujet possédera ses biens en toute propriété et pourra les vendre ; enfin, 9° que les héritiers d'un criminel ne seront point privés de leurs droits à sa succession.

Novembre 1839. — Le jeune Michel, fils de l'ancien knès de Servie, vient à Constantinople pour recevoir l'investiture de cette principauté. Quelques mots sont nécessaires pour expliquer cet événement ; depuis 1830, la Servie avait obtenu un hatti-chérif qui la déclarait indépendante avec une administration particulière, et Milosch Obrenowitch pour prince. Celui-ci s'était efforcé de détruire la féodalité en vigueur depuis la conquête, et, profitant des troubles que suscitaient en Turquie les réformes de Mahmoud, il s'était fait céder les districts de la Kraina, de la Tzerna Rieka, les deux cercles de Krouchevatz, les pays de la Drina, etc. ; mais Milosch était d'une grande cupidité : il accapara le produit des douanes, éleva les droits, prit les biens communaux, etc. Des soulèvements éclatèrent en 1835, et le forcèrent à accorder une charte de garanties. Enfin, en 1838, il se vit imposer par le sultan une nouvelle constitution qui limitait son pouvoir. Il invoqua vainement l'appui de la Russie et de l'Angleterre, tenta vainement un mouvement militaire et fut forcé d'abdiquer le 13 juin 1839. Il

fut remplacé par son fils aîné Milan, qui mourut bientôt; son second fils Michel fut alors élu par les Serbes, et nous avons dit qu'il était venu demander au sultan l'investiture de sa dignité. Abdul-Medjid l'accueillit avec faveur et le renvoya chargé de présents.

1841. — Les populations chrétiennes, opprimées en Syrie depuis le départ de l'émir Beschir, se soulèvent; l'Europe intervient, et Omer-Pacha, dont la conduite a paru odieuse, est remplacé : les Druses et les Maronites reçoivent des chefs distincts. L'Angleterre et la Prusse installent à Jérusalem un évêque protestant.

1842. — Le prince Michel, gouverné par sa mère, s'aliène les Turcs et les Serbes : deux fois battu, il s'enfuit à Semlin; un gouvernement provisoire proclame Alexandre Petrowitch, petit-fils de Czerni-Georges, dont l'élection est sanctionnée par la Porte. La Russie proteste contre cette révolution, qui donne le pouvoir à un parti qui lui est opposé.

En Valachie, le voïvode Alexandre Ghika est déposé (24 octobre), et remplacé par Bibesco, dont l'élection est approuvée par la Porte. Le nouveau prince introduit de nombreuses réformes dans la principauté.

1844.—Le recrutement, établi par le hatti-chérif de Gulkhané, amène le soulèvement des populations guerrières de l'Albanie, qui massacrent les chrétiens et ne sont soumises que par Reschid-Pacha.

1845. — Dans le Liban, les Druses surprennent et massacrent les Maronites, auxquels on défend de prendre les armes. Les ambassadeurs européens, la France ayant perdu son action personnelle sur ces contrées, demandent justice de ces barbaries.

—Organisation de l'instruction publique : l'université ottomane est déclarée institution de l'État, et est dirigée par un conseil supérieur; l'instruction est divisée en enseignement primaire, qui existait en partie; enseignement secondaire, qui est tout à créer, et enseignement supérieur.

1846. — Publication d'un code administratif, *tolimâti o' mournieh*, qui règle les devoirs et les obligations des fonctionnaires.

Avril. — Institution de tribunaux mixtes de commerce, dont le premier essai est fait à Constantinople : les légations nomment parmi leurs nationaux dix notables commerçants qui remplissent à tour de rôle l'office de juges. La Porte nomme, de son côté, dix notables musulmans.

1847. — En Valachie, le prince Bibesco, d'accord avec l'assemblée nationale, affranchit quatorze mille familles esclaves. Un traité d'union douanière est contracté avec la Moldavie.

1848. — Le prince Bibesco s'est aliéné les paysans en leur imposant, en faveur des propriétaires, six jours par an de travail à la tâche, et toute la population en faisant suspendre par un firman l'assemblée nationale.

Aussi, à la nouvelle de la révolution de Vienne, un soulèvement éclate ; le prince, après avoir forcément accepté une constitution (23 juin), s'enfuit, et un gouvernement provisoire est établi (27 juin). Le mouvement se propage en Moldavie, et les jeunes Valaques, que les révolutions de France et d'Allemagne ont éblouis, appellent les populations de la Bukowine, de la Transylvanie, de la Bessarabie à former un État, un empire *roumain*. La Porte envoie dans la principauté un commissaire avec des troupes commandées par Omer-Pacha. Mais, en même temps (28 juin), 12,000 Russes pénètrent en Moldavie : la Porte proteste, et un corps de troupes turques occupe Braïla (2 août). Le gouvernement provisoire s'enfuit. 60,000 Russes occupent aussitôt la Valachie.

— Mort d'Ibrahim, fils de Méhémet-Ali (10 novembre), et qui gouvernait depuis trois ans à la place de son père, devenu très-infirme. Il est remplacé par Abbas-Pacha, son neveu.

1849. — Convention de Balta-Liman, passée entre la Porte et la Russie : les hospodars de Valachie et de Moldavie seront nommés pour sept ans par le sultan ; le règlement organique de 1831 est remis en vigueur, sauf quelques modifications; 25,000 à 35,000 hommes de chacune des deux puissances occuperont pour le moment les deux provinces ; après le rétablissement de la tranquillité,

il restera 10,000 hommes de chaque nation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'amélioration ; la milice indigène sera réorganisée; un commissaire russe et un commissaire turc surveilleront la marche des affaires et nommeront les membres des comités de révision ; le présent arrangement est fait pour sept ans. Stirbey est nommé hospodar de Valachie, et Ghika hospodar de Moldavie.

1er août. — Mort de Méhémet-Ali.

17 septembre. — La Porte refuse de livrer à la Russie et à l'Autriche les Hongrois et les Polonais qui se sont réfugiés sur son territoire, et, après une lutte diplomatique, où elle est soutenue par l'Angleterre et la France, elle parvient à faire accepter l'internement de ces refugiés dans l'Asie Mineure; un an après, elle les met en liberté.

1850. — Une ordonnance du mois de juin porte que, « à l'avenir, l'impôt personnel sera perçu dans chaque province par les primats (*kodja-bachis*) des quatre nations; ils procéderont d'après l'état et la fortune de chaque sujet du gouvernement impérial, et consigneront ledit impôt au patriarcat ou entre les mains du *khakam-bachi*, d'où il sera versé au trésor impérial. »

1851. — La Porte, tout en continuant ses réformes, cherche à rattacher étroitement à l'empire les provinces qui ont essayé de se rendre indépendantes. Elle s'efforce surtout de reprendre ses droits de souveraineté sur l'Égypte. Abbas-Pacha ayant concédé à une compagnie anglaise la faculté d'établir une voie de fer du Nil à la mer Rouge, le divan s'oppose à cette concession, qu'il regarde comme une usurpation sur le droit du sultan; un tel marché, dit-il, pouvant amener des différends entre l'Égypte et l'Angleterre, rendrait la Porte responsable ou autoriserait l'Angleterre à se faire justice elle-même. Abbas-Pacha se soumet et obtient l'autorisation du sultan.

Le *tanzimat* ou l'ensemble des lois sorties du hatti-chérif de Gulkhané, était appliqué successivement et avec mesure aux différentes parties de l'empire, suivant qu'elles étaient plus ou moins

aptes, par leurs usages, leur population, leur soumission, à les recevoir. En 1851, Abbas-Pacha est sommé de l'appliquer immédiatement : c'était déclarer que l'autorité législative n'appartenait qu'au sultan et faire rentrer ainsi l'Égypte dans son obéissance immédiate. Le pacha ne refuse pas de recevoir le *tanzimat;* mais il dispute sur les détails, et surtout sur le droit qui lui est enlevé de prononcer des sentences de mort ; il essaye même d'intéresser les grandes puissances à sa cause. Mais, après quelques mois de discussion, ce prince faible, cruel, débauché est obligé d'appliquer le tanzimat, même dans l'article qui lui enlève le droit de vie et de mort.

L'année 1851 est encore marquée par deux innovations : des commissaires extraordinaires sont chargés de visiter les différentes provinces de l'empire, de recueillir les réclamations des autorités et des habitants, et de les transmettre au sultan ; une académie des sciences et lettres est établie à Constantinople.

Enfin, cette année voit commencer les discussions relatives aux lieux saints, qui doivent amener la guerre de 1854. — Nous avons exposé précédemment (livre IV, chap. III, § V) les droits que possédait la France sur les monuments qu'on appelle les lieux saints, quelles luttes elle avait eues à soutenir à ce sujet avec les chrétiens grecs, comment elle avait été, par des usurpations successives, dépossédée de la plus grande partie de ces droits. Depuis l'année 1757, ces usurpations avaient continué, surtout depuis la révolution française, surtout depuis 1808, où, l'église du Saint-Sépulcre ayant été dévastée par un incendie, les Grecs y avaient effectué des réparations à la suite desquelles ils s'étaient emparés de tous les lieux saints. Cette protection exercée par la France sur le saint sépulcre et d'autres édifices vénérés était le reste glorieux de notre grandeur des croisades ; c'était le symbole de notre antique puissance dans l'Orient ; c'était une de ces reliques de famille qu'on ne saurait abandonner sans déshonneur. Tous les gouvernements qui s'étaient succédé en France depuis soixante

ans n'avaient pas failli à revendiquer ce patriotisme glorieux, mais sans succès, tant les chrétiens grecs étaient devenus puissants depuis qu'ils sentaient le protectorat de la Russie. Au mois de mai 1851, le gouvernement de Louis-Napoléon, après avoir invoqué les capitulations de 1740, demande et obtient du divan la formation d'une commission mixte chargée d'examiner les divers titres et documents qui assuraient aux Latins la possession des lieux saints. La commission commença ses travaux le 15 juillet. La France réclama : 1° le monument du saint sépulcre, dans l'église du même nom, à Jérusalem ; 2° la grande coupole bâtie au-dessus du saint sépulcre ; 3° la pierre de l'Onction (possession mixte) ; 4° l'emplacement des tombeaux des rois francs dans la chapelle d'Adam, sous le Calvaire : 5° les sept arceaux de la Vierge ; 6° l'église de Gethsémani et le tombeau de la Vierge ; 7° l'église supérieure de Bethléem, avec les jardins et les cimetières qui en dépendent ; 8° la possession mixte de l'autel du Calvaire où Jésus-Christ fut élevé sur la croix. Elle déclare, d'ailleurs, que les Latins consentent à faire aux autres communions des concessions particulières, mais renouvelées tous les ans.

L'empereur de Russie s'émeut des réclamations de la France et s'efforce d'empêcher qu'on y fasse droit. Après plusieurs mois de discussion, la commission des lieux saints reconnaît les droits de la France, mais propose le *statu quo*, hormis l'admission des Latins dans le sanctuaire de la Vierge, et le droit pour les Grecs d'entrer dans le sanctuaire de l'Ascension. Un firman rendu public confirme ces décisions. La France accepte cette atteinte à ses vieux privilèges par condescendance et désir de conserver la paix ; mais des exigences nouvelles de la Russie se font jour et amènent la fameuse mission du prince Mentschikoff.

Nous avons vu quels liens secrets, intimes, constants rattachaient les chrétiens soumis à l'empire turc aux souverains de la Russie ; c'étaient leurs libérateurs futurs, et l'on assignait l'année 1853 comme celle où la croix, après quatre siècles d'esclavage, serait

rétablie sur le dôme de Sainte-Sophie. Depuis que la Turquie avait été dépouillée en quelques années de la Grèce, de la Servie, des provinces danubiennes, de la suzeraineté d'Alger et même en partie de l'Égypte, la Russie regardait cet empire comme un malade à l'agonie et dont il fallait s'assurer l'héritage. L'état de l'Europe semblait favorable à une telle ambition, la commotion produite par les événements de 1848 étant à peine apaisée, et la France, cette protectrice séculaire de la Turquie, semblant, à cause de ses révolutions, incapable de tout mouvement.

Trompé par ces apparences, aveuglé par les succès continuels de son règne de vingt-six ans, l'empereur Nicolas prit prétexte de la discussion sur les lieux saints pour envoyer à Constantinople (5 mai 1853) le prince Mentschikoff avec l'ordre de demander, en vertu du traité de Kaïnardji (1) le redressement de nombreux griefs éprouvés par les pèlerins russes dans les États du sultan, « avec des garanties solides et invariables dans l'intérêt de l'Église orthodoxe, » garanties qui auraient en réalité donné à la Russie le protectorat de tous les sujets ottomans professant la religion grecque. L'ambassadeur demanda une réponse dans cinq jours; « une plus long délai, dit-il, serait considéré comme un manque de procédés envers son gouvernement, ce qui lui imposerait les plus pénibles obligations. »

Le 10 mai, la Porte répondit avec modération qu'elle était prête à satisfaire aux demandes relatives aux sujets, pèlerins et églises russes. « Quant aux immunités de l'Église grecque, elle prouvait, par sa sollicitude constante envers ses sujets chrétiens, son intention de ne jamais porter atteinte à ces priviléges ; prendre l'engagement réclamé par la Russie serait annuler et détruire les bases de son indépendance. »

Le 18 mai, Mentschikoff, après avoir renouvelé ses demandes comminatoires, déclare sa mission terminée : « Le refus d'une

(1) Voir la note de la page 226.

garantie pour le culte orthodoxe, dit-il, devra désormais imposer au gouvernement impérial la nécessité de la chercher dans sa propre puissance. » Il part avec tout le personnel de l'ambassade.

Le 21 mai, une note de M. de Nesselrode, ministre du czar, déclare que les armées russes vont entrer dans les principautés danubiennes pour les occuper jusqu'au jour où la Porte donnera son adhésion aux demandes posées par le prince Mentschikoff. « Le droit réclamé par la Russie, dit-il, est semblable à celui que la France a exercé sur les catholiques de l'empire ottoman pendant des siècles; il ne confère aucun droit d'ingérence perpétuelle dans les affaires intérieures de cet empire. »

25 juin. — En présence de ces éventualités de guerre, la France et l'Angleterre envoient leurs flottes à Tenedos, dans la baie de Besika, en autorisant leurs ambassadeurs à appeler ces flottes à Constantinople pour la défense du sultan.

2 juillet. — Les Russes passent le Pruth et entrent à la fois en Valachie et en Moldavie. Le général en chef Gortschakoff fait une proclamation où il proteste contre toute intention de conquête de la part de la Russie. Le même jour, une circulaire de M. de Nesselrode déclare : « Nous occupons les principautés, non pour faire à la Porte une guerre offensive, mais parce que la Porte, en nous refusant la garantie morale que nous avions droit d'attendre, nous oblige à y substituer provisoirement une garantie matérielle; parce que la position qu'ont prise l'Angleterre et la France, dans les ports et eaux de son empire, nous donne une raison de rétablir l'équilibre des situations réciproques. L'occupation des principautés sera toute temporaire; elle nous servira uniquement de gage jusqu'à ce que de meilleurs conseils aient prévalu dans l'esprit des ministres du sultan et que vienne à cesser la pression qu'exerce sur eux l'attitude des deux puissances...

8 septembre. — Les menaces de la Russie réveillent le fanatisme religieux des Ottomans. La communauté des ulémas somme

le sultan de déclarer la guerre à la Russie ou d'abdiquer dans un délai de quatre jours.

14 septembre. — A la demande des ambassadeurs de France et d'Angletere et du consentement du sultan, quatre frégates françaises et anglaises entrent dans les Dardanelles et jettent l'ancre devant Constantinople.

25 septembre. — Un grand conseil national, composé des notabilités religieuses et laïques, est assemblé au palais du sultan et délibère sur les demandes renouvelées de la Russie, avec les modifications qu'y ont introduites les quatre grandes puissances de l'Europe. L'avis unanime de l'assemblée est que les demandes de la Russie doivent être rejetées, que les négociations sont épuisées et que le sultan doit prendre les dernières mesures de défense.

4 octobre. — Manifeste de la Porte qui déclare la guerre à la Russie et ordonne à son général Omer-Pacha de faire évacuer les principautés.

23 octobre. — Première affaire sanglante entre les Russes et les Turcs. Une partie de la flottille russe du Danube, se rendant à Galatz, est canonnée par la forteresse d'Isakcha.

27 octobre. — Les hostilités commencent en Asie. Les Turcs s'emparent du fort Saint-Nicolas, près de la mer Noire.

28 octobre. — L'armée russe se concentre principalement dans la petite Valachie. Son plan est de s'emparer de Viddin, de gagner, au moyen de cette ville, la grande route de Nissa à Constantinople, et de tourner ainsi les Balkans (1). Elle pourra ainsi insurger la Servie, la Thrace, donner la main aux Grecs de la Macédoine, de la Thessalie, du petit royaume de Grèce, bouleverser ainsi l'empire ottoman et arriver sans grand obstacle sur Constantinople. Omer-Pacha devine le plan : il s'empare des îles voisines de Viddin, passe le Danube, occupe Kalafat et le fortifie.

(1) Voir la description des Balkans, t. I, ch. Ier, § V.

28 octobre. — Le prince de Servie, sommé par le sultan de s'expliquer sur ses intentions, déclare qu'il veut garder la neutralité et interdire à tout corps d'armée, quel qu'il soit, de traverser son territoire. Cette déclaration est favorable à la Russie, puisque le prince empêche ainsi la marche des troupes que le sultan peut tirer de la Bosnie.

2 novembre. — Entrée de la flotte anglo-française dans le Bosphore.

Omer-Pacha, pour détourner les Russes de Viddin, traverse le Danube, près de Turtukaï, et se fortifie à Oltenizza, en menaçant Bukharest. Les Russes, trompés par cette démonstration, détournent leurs principales forces de Viddin et attaquent, durant trois jours, les retranchements d'Oltenizza. Pendant ce temps, les fortifications élevées à Kalafat, en face de Viddin, sont devenues inexpugnables. Alors Omer-Pacha évacue Oltenizza et se retire sur la droite du Danube.

8 novembre. — Les hospodars de Valachie et de Moldavie ayant renoncé à leur dignité, l'administration des provinces est confiée par le czar à un général russe.

14 novembre. — Une partie de l'armée turque s'étant avancée de Kars dans l'Arménie russe, est battue à Orbelian et repoussée, au delà de l'Arpatschaï.

Une autre partie de l'armée turque est battue quelques jours après à Akhalzik.

30 novembre. — Une escadre russe commandée par l'amiral Nachimof, surprend une division de la flotte turque composée de 13 bateaux qui étaient à l'ancre devant Sinope. Elle la détruit. 4,000 Ottomans périssent; l'amiral turc est fait prisonnier; une partie de la ville est incendiée.

Le divan, dans l'impossibilité de défendre suffisamment les côtes de la mer Noire contre les attaques des Russes, invoque le secours des puissances alliées qui ont leurs flottes dans le Bosphore.

13 décembre. — Le gouvernement français, à la nouvelle du désastre de Sinope, déclare que le coup hardi et heureux que la Russie vient de frapper, n'atteint pas seulement la Turquie. Il ordonne à sa flotte de ravitailler, soit en hommes, soit en vivres, l'armée d'Anatolie et les places du littoral.

18 décembre. — Les puissances alliées de la Porte n'ont pas cessé de négocier pour amener une pacification ; leurs propositions conciliatrices sont transmises au grand conseil national de la Sublime Porte et acceptées. D'après cela, autorisation est donnée aux ministres du sultan de renouer directement avec la Russie, et sous la protection des quatre puissances, les négociations de paix, en prenant pour base l'évacuation des principautés ainsi que l'intégrité et l'indépendance de la Turquie. Cette déclaration cause une grande irritation dans le corps des ulémas, qui tente d'exciter une insurrection.

24. — L'Angleterre et la France ordonnent à leurs flottes d'entrer dans la mer Noire pour y protéger le territoire et le pavillon de la Turquie et faire rentrer les vaisseaux russes qui sortiraient de Sébastopol.

27. — Un hatti-chérif du sultan déclare que le protectorat de la Russie sur la Servie, la Valachie et la Moldavie est aboli. Les droits et priviléges de ces trois provinces sont confirmés.

Le prince de Servie proteste contre ce hatti-chérif :

6 au 11 janvier. — Bataille de Litate. Les Turcs, commandés par Sélim-Pacha, sortent de leurs retranchements de Kalafat, et attaquent les Russes pendant quatre jours. Ceux-ci sont forcés de se retirer sur Radovan. Mais, le 28, ils reprennent l'offensive et trois corps d'armée, sous le commandement de Gortschakof, opèrent l'investissement de Kalafat. Omer-Pacha essaye une diversion en traversant le Danube près de Routschouk et en attaquant Giurgewo (5 février).

6 février. — Les ambassadeurs de Russie auprès des cours de

France et d'Angleterre quittent Paris et Londres. Les ambassadeurs, de France et d'Angleterre à Saint-Pétersbourg reçoivent leurs lettres de rappel.

L'Épire, l'Étolie et l'Acarnanie se soulèvent contre les Turcs; les insurgés s'emparent de la ville de Larta et attaquent la citadelle. La Thessalia se soulève à son tour.

Le royaume de Grèce est dans la plus grande fermentation. Il en sort des bandes de volontaires commandées par des officiers grecs qui propagent partout l'insurrection. Le gouvernement grec les appuie et fait des préparatifs de guerre.

Le divan demande des explications à la cour d'Athènes. On lui répond que le mouvement qui se manifeste est le résultat des sentiments patriotiques et religieux de la population grecque, que chaque gouvernement doit ménager et respecter ces sentiments.

16 février. — L'Angleterre et la France déclarent que, dans le cas où le gouvernement grec favoriserait l'insurrection, elles mettraient le royaume de Grèce en état de blocus.

21 février. — Manifeste de l'empereur de Russie à ses sujets : contre la Russie combattant pour la foi orthodoxe, se placent à côté des ennemis de la chrétienté, l'Angleterre et la France; mais la Russie est prête à faire tête à tous ses ennemis. « Nous sommes encore, dit-il, le peuple russe de 1812. »

22. — Une premier division de troupes anglaises s'embarque pour l'Orient.

27 février. — La France et l'Angleterre adressent à la Russie l'injonction d'évacuer les principautés dans un temps donné, et lui notifient que son refus ou son silence sera considéré comme une déclaration de guerre.

4 mars. — Les Turcs passent le Danube au-dessus de Silistrie, et attaquent les retranchements russes à Kalarach; ils sont repoussés.

9 mars. — La Turquie demande aussi de la Grèce la punition

des officiers grecs qui sont allés insurger les sujets ottomans, la stricte surveillance des frontières, le désaveu des hétairistes, etc. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre appuient cette demande. Aucune réponse satisfaisante n'ayant été faite, le chargé d'affaires de la Porte demande ses passe-ports.

12 mars. — Traité entre la France, la Grande-Bretagne et la Turquie : 1° La France et la Grande-Bretagne s'engagent à défendre la Turquie par les armes jusqu'à la conclusion d'une paix garantissant l'indépendance de l'empire ottoman et les droits du sultan. — 2° La Porte s'engage à modifier les institutions de l'empire de telle sorte, qu'il y ait : égalité devant la loi et admissibilité à tous les emplois de tous les sujets ottomans sans distinction de religion ; droit de témoignage devant les tribunaux accordé aux chrétiens ; établissement de tribunaux mixtes dans tout l'empire ; règlement pour la levée des impôts ; abolition du karatch.

14 mars. — Agitation dans toute la Grèce en faveur des insurgés ; un officier grec, Tzavellas, est proclamé, à Larta, généralissime des Hellènes. La Russie déclare qu'elle n'a aucune part à ce mouvement, mais qu'elle ne consentira jamais à ce que les populations insurgées soient rejetées sous le joug ottoman.

19 mars. — L'armée française d'Orient, commandée par le maréchal Saint-Arnaud, quitte Marseille et arrive à Gallipoli le 31. Après avoir fortifié cette ville, elle se met en marche pour Constantinople et delà sur Varna.

23 mars. — Les Russes passent le Danube à Galatz, à Braïla et à Ismaïl ; ils s'emparent des villes de Toultcha, Matschin, Isakcha, Hirsova, et occupent tout le nord de la Dobroutcha.

24 mars. — Les Turcs, qui avaient passé sur la rive gauche du Danube, sont, après une lutte acharnée, obligés de se retirer à Turtukaï.

1er avril. — Les insurgés de l'Acarnanie, commandés par Tzavellas, sont défaits non loin de Pita, au nord de Larta, et ceux de la Thessalie, que commande Grivaz, sont défaits à Mezzovo.

14 avril. — Les Russes commencent le siége de Silistrie. D'un autre côté, ils abandonnent l'investissement de Kalafat et se retirent sur l'Alouta.

21 avril. — Une flotte anglo-française paraît devant Odessa et bombarde la ville pendant 10 heures.

22 avril. — L'Angleterre et la France déclarent au gouvernement grec qu'elles emploieront tous les moyens pour faire respecter la résolution qu'elles ont prise de maintenir l'intégrité de l'empire ottoman. Si, pour réaliser cette résolution, le trône de la Grèce devait être brisé, la responsabilité en retomberait sur ceux qui ont changé en inimitié les rapports bienveillants de l'Angleterre et de la France.

5 mai. — La France envoie un corps d'armée pour occuper Athènes et le Pirée. La Grèce est déclarée en état de blocus. Le roi s'engage à garder la neutralité.

19 mai. — Les Russes achèvent d'investir Silistrie et donnent jusqu'à la fin du mois six assauts aux ouvrages avancés.

30 mai. — Les Turcs battent les Russes à Karakal et les poursuivent jusqu'à l'Alouta.

3 juin. — Sommation de l'Autriche à la Russie d'évacuer les provinces danubiennes. Il est convenu avec la Porte que, jusqu'à la conclusion de la paix, ces provinces seront occupées par les troupes autrichiennes.

26 juin. — Levée du siége de Silistrie par les Russes.

2 au 8 juillet. — Combat entre les Russes et les Turcs auprès de Giurgewo ; les premiers sont définitivement battus ; les seconds occupent Giurgewo et Oltenizza.

14 juillet. — Mort d'Abbas-Pacha. Saïd-Pacha, quatrième fils de Méhémet-Ali, lui succède.

31 juillet au 20 septembre. — Les Russes évacuent la Valachie et la Moldavie, qui sont occupées par les troupes autrichiennes.

14 septembre. — Les troupes françaises, anglaises et turques,

parties de Varna et de Baltschik sur 250 vaisseaux, débarquent sur la côte occidentale de la Crimée, près du vieux fort, à 8 lieues au nord de Sébastopol. Les alliés (25,000 Français, 25,000 Anglais, 8,000 Turcs) occupent la ville d'Eupatoria.

20 septembre. — Bataille de l'Alma. L'armée anglo-française emporte le camp des Russes, retranchés sur les hauteurs de l'Alma et qui comptent 50,000 hommes, commandés par le prince Mentschikoff. Les alliés perdent 2,700 hommes et les Russes 5,000 à 6,000.

1854. — 23 septembre. — Les Russes coulent bas une partie de leur flotte pour fermer l'entrée du port de Sébastopol. L'armée alliée passe la Katscha le 23, le Selbek le 24 ; elle tourne Sébastopol le 25, et s'empare, le 26, du port de Balaklava.

29 septembre. — Mort du maréchal Saind-Arnaud. Le général Canrobert lui succède.

9 octobre. — Les troupes alliées ouvrent la tranchée devant Sébastopol, et, huit jours après, commencent le premier bombardement par 200 bouches à feu appuyées par 26 vaisseaux.

25 octobre. — Les Russes marchent contre Balaklava et s'emparent de quatre redoutes occupées par les Turcs ; ils sont arrêtés par les troupes anglaises, dont la cavalerie fait de grandes pertes.

5 novembre. — Bataille d'Inkerman. Les Russes, commandés par le général Dannenberg, attaquent l'aile droite de l'armée assiégeante et composée des troupes anglaises. Ces troupes surprises, malgré une résistance opiniâtre, sont sur le point d'être écrasées, quand les Français accourent et repoussent les Russes, qui font une perte de 10,000 hommes. En même temps, la garnison fait une sortie et attaque l'aile gauche des assiégeants ; mais elle est également repoussée. Les alliés perdent 4,000 hommes.

2 décembre. — Traité d'alliance entre la France, l'Autriche et la Grande-Bretagne : 1° Les trois puissances s'engagent mutuellement à n'entrer dans aucun arrangement avec la cour de Russie avant d'en avoir délibéré en commun ; 2° l'Autriche s'engage à

défendre la frontière des principautés occupées par elle contre tout retour des forces russes et à ne porter aucun préjudice au libre mouvement des armées alliées sur le même territoire ; 3° les hostilités venant à éclater entre l'Autriche et la Russie, l'Autriche contracte avec les puissances occidentales une alliance offensive et défensive.

1855. — 15 janvier. — Les ports russes de la mer Noire et de la mer d'Azof sont mis en état de blocus par les flottes française et anglaise.

26 janvier. — Traité d'alliance offensive et défensive entre les puissances occidentales et le roi de Sardaigne. Ce prince envoie en Crimée un corps auxiliaire de 15,000 hommes.

17 février. — 25,000 Russes attaquent Eupatoria et sont repoussés par les Turcs, que commande Omer-Pacha.

2 mars. — Mort de l'empereur de Russie, Nicolas Ier. Alexandre II, son fils, lui succède, et ses premières paroles ne semblent pas favorables à la paix : « Le but de nos efforts sera celui vers lequel ont tendu Pierre Ier, l'impératrice Catherine, Alexandre et notre père de glorieuse mémoire. » Cependant, quelques jours après, des négociations sont ouvertes à Vienne, entre toutes les puissances belligérantes et sur les bases suivantes : 1° les principautés danubiennes et la Servie sont affranchies du protectorat russe et placées sous le protectorat collectif des grandes puissances ; 2° la navigation du Danube sera libre ; 3° la puissance russe sera restreinte dans la mer Noire ; 4° les chrétiens, sujets de la Porte, seront placés sur le pied complet d'égalité avec les musulmans. Les conférences durent jusqu'au 26 avril et sans résultat.

1er mai. — Les Français emportent les contre-approches russes en avant du bastion central de Sébastopol.

9 mai. — Proclamation du sultan : tous les sujets musulmans sont tenus au service militaire ; le gouvernement fixera les contingents des sujets non musulmans, et ceux qui n'en feront pas partie payeront un impôt d'exemption.

16 mai. — Le général Canrobert quitte le commandement de l'armée française en Crimée ; le général Pélissier le remplace.

24 mai. — Les troupes alliées débarquent sur le détroit situé entre la mer Noire et la mer d'Azof; ils occupent Kertch et Iénikalé que les Russes avaient abandonnés, en brûlant leurs magasins et en détruisant leurs fortifications. On bombarde ensuite Genitschi, vis-à-vis de la flèche d'Arabat, et on détruit tous les bâtiments de commerce dans la mer d'Azof. Enfin, on bombarde Taganrog.

28 mai. — Les Russes évacuent leurs postes fortifiés sur la côte caucasienne de la mer Noire et même la forteresse d'Anapa.

6 juin. — Les alliés ouvrent un nouveau bombardement contre Sébastopol et s'emparent des ouvrages dits du Carénage et du Mamelon-Vert.

18 juin. — Les alliés tentent un assaut sur le grand Redan et la tour de Malakof; ils sont repoussés avec perte de 4,000 hommes.

28 juin. — Mort de lord Raglan, général en chef de l'armée anglaise devant Sébastopol.

16 août. — Bataille de Traktir. 60,000 Russes, commandés par Gortschakof et Liprandi, attaquent la ligne des alliés sur la Tchernaïa ; mais ils sont repoussés par les Français et les Piémontais avec perte de 6,000 hommes.

8 septembre. — Après avoir bombardé Sébastopol pendant trois jours, les alliés font une attaque générale sur les retranchements russes. L'attaque des Anglais sur le grand Redan et celle des Français sur le bastion central échouent ; mais la tour de Malakof, position capitale des Russes, est emportée d'assaut par les Français après une lutte terrible. Les alliés perdent près de 10,000 hommes et les Russes 12,000. Ceux-ci évacuent la partie sud de la ville, après l'avoir brûlée ou fait sauter, et ils se retirent au moyen d'un pont de bateaux dans la partie nord.

29 septembre. — Les Russes attaquent Kars, et, après une

lutte de sept heures, sont repoussés par les Turcs avec une perte de 7,000 hommes.

17 octobre. — Les alliés attaquent la forteresse de Kinbourn et s'en emparent après un bombardement de plusieurs heures.

6 novembre. — Les Turcs, commandés par Omer-Pacha, forcent le passage de l'Ingur, dans la Mingrélie, et enlèvent les retranchements des Russes.

28 novembre. — La ville de Kars, défendue par les Turcs et le général anglais Williams, capitule.

1856. 16 janvier. — Les négociations pour la paix ont continué entre la Russie et l'Autriche. Celle-ci envoie aux cours des puissances occidentales un ultimatum qui contient les conditions suivantes : Abolition du protectorat russe dans les provinces danubiennes et rectification de leur frontière au détriment de la Russie, qui abandonnerait les bouches du Danube; neutralisation de la mer Noire, dont les eaux seraient interdites aux marines militaires ; consécration des immunités des populations chrétiennes sujettes de la Porte, etc. Après quelques discussions, la Russie déclare qu'elle accepte purement et simplement lesdites propositions.

1er février. — Les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France et de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Turquie se réunissent à Vienne et signent les préliminaires de la paix.

18 février. — Le hatti-chérif suivant est publié à Constantinople : 1o Les garanties promises par l'acte de Gulkhané et par lois du tanzimat sont confirmées; 2o tous les priviléges et immunités accordés *ab antiquo* à toutes les communautés chrétiennes sont maintenus ; 3o les patriarcats et les synodes sont déchargés de tout pouvoir judiciaire et civil ; les communautés chrétiennes gardent leur administration particulière ; le clergé jouit d'un traitement fixe et régulier ; 4o il y a égalité de droits pour tous les cultes et toutes les nationalités, et les chrétiens sont déclarés admissibles à tous les emplois ; 5o il ne sera plus

fait de poursuites pour le fait de changement de religion; 6° les procès entre les chrétiens et les musulmans seront déférés à des tribunaux mixtes; 7° les chrétiens seront soumis au recrutement et seront représentés dans le conseil d'État; 8° le budget des recettes et des dépenses sera fixé annuellement. Enfin, le hatti-chérif promet : la codification des lois civiles et criminelles; la réforme de la police et du système pénitentiaire; une nouvelle organisation des administrations provinciales; l'amélioration des voix de communication; la création d'institutions de crédit pour le commerce; la réforme du système monétaire, etc.

25 février. — Les conférences pour la paix s'ouvrent à Paris. Sont présents les envoyés de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Russie, de la Sardaigne. La Prusse est invitée à prendre part aux conférences.

30 mars. — Traité de paix conclu à Paris entre la France, la Grande-Bretagne, la Sardaigne et la Sublime Porte d'une part, la Russie d'autre part, et conjointement avec l'Autriche et la Prusse. — Art. 7 et 8. La Sublime Porte est admise aux avantages du droit public et du concert européen; les puissances s'engagent à respecter et garantissent l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman. — Art. 9. Communication aux puissances du firman octroyé par le sultan en faveur de ses sujets chrétiens, sans que cette communication puisse donner jamais auxdites puissances le droit de s'immiscer dans l'administration intérieure de l'empire ottoman. — Art. 10. Le traité de 1841, concernant la clôture des détroits, est maintenu. — Art. 11 et 12. Neutralisation de la mer Noire dont les eaux sont ouvertes à la marine marchande de toutes les nations. — Art. 13 et 14. Le czar et le sultan s'engagent à n'élever sur le littoral de la mer Noire aucun arsenal militaire; une convention particulière détermine le nombre et la force des bâtiments légers nécessaires au service des côtes. — Art. 15 et 16. L'acte du congrès de Vienne réglant la navigation, sera appliqué au Danube et à ses embouchures. —

Art. 20 et 21. L'empereur de Russie consent à la rectification de sa frontière en Bessarabie, de telle sorte que les bouches du Danube appartiennent à la principauté de Moldavie. — Art. 22 et 23. Les principautés de Valachie, de Moldavie, de Servie conservent leurs priviléges sous la suzeraineté de la Porte et sous la garantie des puissances ; elles auront une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce, de navigation. — Art. 30. La frontière asiatique entre la Russie et la Turquie est maintenue telle qu'elle existait avant la guerre.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE TROISIÈME

(SUITE)

DEPUIS LA PRISE DE CONSTANTINOPLE JUSQU'A LA PAIX DE CARLOWITZ (1453-1699)

CHAPITRE V

RÈGNES DE SÉLIM II ET D'AMURAT III (1566-1595)

CHAPITRE VI

RÈGNES DE MAHOMET III ET D'ACHMET Ier (1596-1617)

CHAPITRE VII

RÈGNES DE MOUSTAPHA Ier, D'OSMAN II, D'AMURAT IV ET D'IBRAHIM Ier (1617-1649)

CHAPITRE VIII

RÈGNE DE MAHOMET IV, JUSQU'EN 1669

CHAPITRE IX

DE LA PRISE DE CANDIE A LA PAIX DE CARLOWITZ (1669-1699)

LIVRE QUATRIÈME

DEPUIS LA PAIX DE CARLOWITZ JUSQU'A LA PAIX D'YASSI (1699-1792)

CHAPITRE PREMIER

DE LA PAIX DE CARLOWITZ A LA PAIX DE PASSAROWITZ (1699-1718)

CHAPITRE II

DE LA PAIX DE PASSAROWITZ A LA PAIX DE BELGRADE (1718-1739)

CHAPITRE III

DEPUIS LA PAIX DE BELGRADE JUSQU'A LA PAIX DE KAINARDJI (1740-1774)

CHAPITRE IV

DE LA PAIX DE KAINARDJI A LA PAIX D'YASSI (1774-1792)

LIVRE CINQUIÈME

DEPUIS LA PAIX D'YASSI JUSQU'AU TRAITÉ DE PARIS (1792-1856)

CHAPITRE PREMIER

DE LA PAIX D'YASSI A L'AVÉNEMENT DE MAHMOUD II (1792-1808)

CHAPITRE II

RÈGNE DE MAHMOUD II JUSQU'A LA PAIX D'ANDRINOPLE (1808-1829)

CHAPITRE III

DE LA PAIX D'ANDRINOPLE JUSQU'A LA PAIX DE PARIS (1829-1856)

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

THÉOPHILE LAVALLÉE

HISTOIRE

DE LA

TURQUIE

SECONDE ÉDITION, REVUE, CORRIGÉE ET CONTINUÉE
JUSQU'EN 1856

TOME SECOND



PARIS
LIBRAIRIE DE L. HACHETTE ET Cie
RUE PIERRE-SARRAZIN, No 14

1859